

ANNALES PARLEMENTAIRES DE BELGIQUE

SESSION ORDINAIRE DE 1955-1956

SÉNAT

SÉANCES DU 8 NOVEMBRE 1955 AU 9 NOVEMBRE 1956

TABLE ALPHABETIQUE DES MATIÈRES

Note : La table contient l'indication des « Pièces imprimées par ordre du Sénat » ou « Documents parlementaires ».
 ABRÉVIATIONS : *Doc.* (Documents parlementaires). — *Ann.* (Annales parlementaires).

A

Absorption ou fusion de sociétés. — V. Impôts : Impôts directs. — Revenus.

Abstentions coupables. — V. Droit pénal. — Délits d'omission.

Actes de commerce. — V. Droit commercial. — Commerçants et actes de commerce.

Action publique et civile. — V. Procédure pénale. — Prescription des actions publique et civile.

Administrations publiques.

TRAITEMENTS.

Proposition de loi modifiant la loi du 21 Ventôse an IX, déterminant la portion saisissable sur les traitements des fonctionnaires publics et des employés civils.

Doc. — N° 21. Rapport de M. Orban.
 N° 339. Projet amendé par la Chambre des Représentants.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (29 novembre 1955).

Adopté sans observations ; p. 62.

Vote (6 décembre 1955).

L'ensemble de la proposition de loi est adoptée à l'unanimité des 155 membres présents ; p. 74.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Affaires étrangères.

AGRICULTURE ET HORTICULTURE.

Projet de loi portant approbation de la convention phytosanitaire pour l'Afrique au sud du Sahara, signée à Londres le 29 juillet 1954.

Affaires étrangères. (suite).

AGRICULTURE ET HORTICULTURE (suite)

Doc. — N° 270. Rapport de M. De Winter.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (13 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations ; p. 1360.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions ; p. 1415.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

ASSISTANCE JUDICIAIRE.

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et les Etats-Unis du Brésil concernant l'assistance judiciaire gratuite, signée à Rio de Janeiro, le 10 janvier 1955.

Doc. — N° 271. Rapport de M. Rolin.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (13 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations ; p. 1361.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions ; p. 1415.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

ASSISTANCE SOCIALE ET MEDICALE.

Projet de loi portant approbation de la convention européenne d'assistance sociale et médicale, des annexes et du protocole additionnel, signés à Paris, le 11 décembre 1953.

Doc. — N° 267. Rapport de M. Dekeyzer.

Ann. — Pas de discussion générale.

Affaires étrangères. (suite).

Discussion de l'article unique (13 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations ; p. 1360.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions ; p. 1415.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Rectification de vote (14 juin 1956).

M. NOEL rectifie son vote ; p. 1422.

Assurances.**RESPONSABILITE CIVILE.**

Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, relatif à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs, signé à Bruxelles, le 7 janvier 1955.

Doc. — N° 353. Amendements présentés par le gouvernement.

BENELUX.

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants, conclus entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas :

- a) *Protocole agricole signé à Bruxelles, le 9 mai 1947 ;*
- b) *Protocole au sujet des rapports économiques entre les trois pays et annexe, signés à Luxembourg le 21 octobre 1950 ;*
- c) *Protocole au sujet des rapports économiques entre les trois pays, signé à La Haye le 29 décembre 1950 ;*
- d) *Protocole concernant la coordination des politiques économique et sociale et protocole de signature, signés à La Haye, le 24 juillet 1953 ;*
- e) *Accord instituant un Fonds de réadaptation de Benelux, signé à Bruxelles, le 16 novembre 1953.*

Doc. — N° 266. Rapport du Comte d'Aspremont Lynden.
Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (13 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations ; p. 1360.

Vote (21 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 64 et 6 abstentions ; p. 1536.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant approbation du Protocole entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas relatif à la politique commerciale, signé à Luxembourg le 9 décembre 1953.

Doc. — N° 295. Rapport du comte d'Aspremont Lynden.

Discussion générale (21 juin 1956).

Ann. —

Discours du comte d'ASPREMONT LYNDEN (parle de l'article 8 du protocole) ; p. 1512.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (21 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations ; p. 1512.

Vote (21 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 145 voix et 4 abstentions ; p. 1535.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Affaires étrangères. — BENELUX. (suite).

DOUANES ET ACCISES.

DROITS D'ENTRÉE.

Projet de loi portant approbation du treizième Protocole de la Convention douanière entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays Bas et ratification de l'arrêté royal du 24 janvier 1955 relatif au tarif des droits d'entrée.

Doc. — N° 159. Rapport de M. Doutrepont.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (16 mai 1956).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans observations ; p. 1123.

Vote (17 mai 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 149 voix contre 2 ; p. 1157.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant approbation du quatorzième Protocole à la Convention douanière entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas et ratification de l'arrêté royal du 24 décembre 1955 relatif au tarif des droits d'entrée.

Doc. — N° 358. Rapport de M. DOUTREPONT.

COMMUNAUTE EUROPEENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER.

Ann. — Délégation belge à l'Assemblée commune de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. — Modification : M. DETHIER renonce à son mandat.

Le Sénat est d'accord sur la candidature de M. DE BLOCK pour achever le mandat de M. Dethier ; p. 9 (8 novembre 1955).

Expiration des mandats de MM. DE BLOCK, DEHOUSSE, P. DE SMET, MOTZ et STRUYE. — M. le Président prie le Sénat de lui faire connaître au plus tôt les noms des candidats présentés en qualité de délégués près la C.E.C.A. ; p. 1116 (16 mai 1956).

Nomination de représentants à l'Assemblée commune de la C.E.C.A. — MM. STRUYE, P. DE SMET, DEHOUSSE, DE BLOCK et MOTZ sont réélus pour une période d'un an à dater du 1^{er} juillet 1956 ; p. 1208 (30 mai 1956).

COMMUNICATIONS.**AVIATION.**

Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Belgique et l'Autriche relatif aux transports aériens et de l'annexe, signés à Vienne, le 7 janvier 1955, ainsi que de l'Accord de modification, conclu par échange de lettres, datées de Bruxelles le 29 décembre 1955.

Doc. — N° 290. Exposé des motifs et projet de loi.

MARINE.

Projet de loi portant approbation de l'accord entre la Belgique et la République fédérale d'Allemagne concernant l'assistance administrative réciproque en matière d'enrôlement et de dérélement de marins, signé à Bruxelles, le 28 mai 1954.

Doc. — N° 180. Rapport de M. De Winter.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (16 mai 1956).

L'article unique est adopté sans observations ; p. 1125.

Affaires étrangères. — COMMUNICATIONS. (suite).**MARINE. (suite).**

Vote (17 mai 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 149 voix contre 2; p. 1157.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

EMIGRANTS.

Projet de loi complétant la loi du 14 décembre 1876 réglant le transport des émigrants.

Doc. — N° 228. Rapport de M. Machtens.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (13 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 1357.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions; p. 1415.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

CONSEIL CONSULTATIF INTERPARLEMENTAIRE.

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, instituant un Conseil consultatif interparlementaire, signée à Bruxelles, le 5 novembre 1955.

Doc. — N° 208. Rapport de M. Leynen.

Ann. —

Discussion générale (13 juin 1956).

Discours de MM. LEYENEN, rapp. (concernant la compétence du conseil consultatif, les consultations préalables au sujet des accords de Benelux, la délégation aux réunions du conseil); p. 1353 à 1354;

ROLIN (rend hommage à la mémoire de M. HOSTE, un des protagonistes de l'idée d'une commission interparlementaire de Benelux, parle de la nécessité d'une union économique, de la convention de droit international privé, de la délégation au conseil); p. 1354;

STRUYE (abonde dans le sens des orateurs précédents, parle de la compétence du conseil interparlementaire, de l'application du traité, de l'action pratique du conseil, du contact entre le gouvernement et le conseil, de l'article 2 du texte de la convention, de la composition des délégations parlementaires, de l'adjonction de suppléants); p. 1354 à 1355;

SPAAK, m.a. étr. (dit qu'il faut considérer que ce projet est un compromis, répond aux observations des orateurs qui sont intervenus); p. 1355 à 1356;

Observations de MM. ROLIN, ORBAN, HENS-KENS, STRUYE; p. 1356.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (13 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 1356.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 145 voix et 3 abstentions; p. 1418.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Affaires étrangères. (suite).**CONSEIL DE L'EUROPE.**

Ann. — Transmission d'une recommandation relative à la simplification des formalités de frontière pour les voyageurs, adoptée par l'Assemblée consultative, le 25 octobre 1955; p. 67 (6 décembre 1955).

COOPERATION TECHNIQUE.

Projet de loi portant approbation de la convention portant création de la commission de coopération technique en Afrique au sud du Sahara, signée à Londres, le 18 janvier 1954.

Doc. — N° 181. Rapport de M. De Winter.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (16 mai 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 1124.

Vote (17 mai 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 149 voix contre 2; p. 1157.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

DOUANES ET ACCISES.**DROITS D'ENTRÉE.**

Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour faciliter l'importation des échantillons commerciaux et du matériel publicitaire, conclue à Genève le 7 novembre 1952.

Doc. — N° 39. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 229. Rapport de M. Craeybeckx.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (13 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 1359.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions; p. 1415.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ.**PROCÉDURE CIVILE.**

Projet de loi portant approbation de la Convention internationale relative à la procédure civile, conclue à La Haye, le 1 mars 1954.

Doc. — N° 294. Rapport de M. Rolin.

Ann. —

Demande d'ajournement (21 juin 1956).

Discours de MM. ROLIN rapp. (parle des pays signataires et parties de l'ancienne convention dont la participation au deuxième accord serait subordonnée à l'accord unanime des états signataires; demande de remettre la discussion à la semaine suivante); p. 1513;

LILAR, m.j. (exprime son accord quant à l'ajournement de la discussion); p. 1512;

Le PRÉSIDENT (décide de remettre la discussion à la semaine prochaine); p. 1513.

Affaires étrangères. — DROIT INTERNATIONAL**PRIVE. (suite).**

Reprise de la discussion générale (28 juin 1956).

Discours de MM. ROLIN (déclare que la convention modifie celle de 1905 actuellement en vigueur avec un grand nombre de pays, dont certains n'ont pas été invités à la conférence de droit international privé qui a modifié la convention à laquelle ils sont parties, parce que n'ayant pas participé aux travaux de la session précédente; remarque qu'il y aura une dualité dans le régime qui ne présentera toutefois pas de graves inconvénients); pp. 1687 à 1688;

DE MAN (précise que les modifications apportées ne peuvent valoir pour les Etats qui ont fait partie antérieurement de la convention et qui n'ont pas participé à la dernière session); p. 1687.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (28 juin 1956).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans observations; p. 1688.

Vote (28 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 113 membres présents; p. 1701.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

FORCES ARMEES.**UNION DE L'EUROPE OCCIDENTALE.**

Projet de loi portant approbation de la convention sur le statut de l'Union de l'Europe Occidentale, des représentants nationaux et du personnel international, signée à Paris, le 11 mai 1955.

Doc. — N° 323. Rapport de M. Dehousse.

Ann. —

Remise de la discussion (27 juin 1956).

Discours de MM. DEHOUSSE (demande la remise de la discussion jusqu'à l'arrivée du ministre des affaires étrangères); p. 1645;

LEYNEN (insiste pour que la discussion ait lieu en présence du ministre des affaires étrangères); p. 1645; le PRESIDENT (remet la discussion jusqu'à l'arrivée du ministre); p. 1645.

Discussion générale (27 juin 1956).

Discours de MM. DEHOUSSE, rapp. (concernant le problème des privilèges, immunités et exemptions des impôts nationaux, l'application de l'article 21 de l'Accord); p. 1652;

LEYNEN (concernant l'historique du problème des privilèges et immunités depuis 1953, l'exemption fiscale, la retenue au profit de l'institution même); p. 1653;

PARMENTIER (concernant l'égalité devant l'impôt et l'application de l'article 21 de l'Accord); p. 1653; baron NOTHOMB (justifie le vote d'abstention qu'il émettra); p. 1654;

ROLIN (concernant la solution adoptée par le traité de l'U.E.O.); p. 1654;

SPAAK, m.a.étr. (concernant le système de paiement des impôts des fonctionnaires internationaux, l'article 21 de l'Accord); p. 1654;

Affaires étrangères. — FORCES ARMEES. (suite).

de la VALLEE POUSSIN (se déclare d'accord avec M. ROLIN); p. 1654.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (27 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 1654.

Vote (28 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 111 voix contre 3 et 2 abstentions; p. 1700.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

HYGIENE ET SANTE.**POLLUTION DES EAUX.**

Projet de loi portant approbation de la convention internationale pour la prévention contre la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, des annexes, de l'acte final et des résolutions, signés à Londres le 12 mai 1954.

Doc. — N° 37. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 227. Rapport de M. Dekeyzer.

Ann. —

Discussion générale (13 juin 1956).

Discours de MM. ROLIN (appelle l'attention sur l'importance du projet et la nécessité de prendre d'autres mesures, parle du texte de l'exposé des motifs, de la ratification par les pays intéressés); pp. 1357 à 1358;

VAN BUGGENHOUT (concernant les dispositifs dont les navires et ports devraient être munis en vue de prévenir la pollution des eaux de mer, les stations d'épuration à la côte, l'importance de la convention pour la Belgique); p. 1358;

SPAAK, m.a.étr. (concernant l'importance de la convention, la création d'une commission nationale); p. 1358;

VAN BUGGENHOUT (estime que la convention ne pourra entrer en vigueur tant que la commission nationale n'a pas déposé son rapport et qu'il n'y aura pas de loi); p. 1358;

Observations de MM. ROLIN et DEHOUSSE; p. 1358.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (13 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 1358.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions; p. 1415.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

INTERETS ETRANGERS EN ALLEMAGNE.

Projet de loi portant approbation de la Charte de la Commission arbitrale sur les biens, droits et intérêts en Allemagne, instituée par la Convention sur le règlement de questions issues de la guerre et de l'occupation, signée à Bonn le 26 mai 1952 et amendée par le Protocole, signé à Paris le 23 octobre 1954.

Doc. — N° 172. Rapport de M. Moreau de Melen.

Affaires étrangères. — INTERETS ETRANGERS EN ALLEMAGNE. (suite).

Ann. — L'urgence est décrétée; p. 1081.

Discussion générale (3 mai 1956).

Discours de MM. MOREAU de MELEN, rapp. (concernant les erreurs qui se sont glissées dans le rapport et la procédure d'urgence); pp. 1081 à 1082; La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (3 mai 1956).

L'article unique est adopté; p. 1082.

Vote (3 mai 1956).

Le projet de loi dans son ensemble est adopté par 115 voix et 1 abstention; p. 1082.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

METEOROLOGIE.

Projet de loi portant approbation de l'Accord sur les stations océaniques de l'Atlantique du Nord et des annexes, signés à Paris le 25 février 1954.

Doc. — N° 38. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 226. Rapport de M. Moreau de Melen.

Ann. —

Discussion générale (13 juin 1956).

Discours de M. MOREAU de MELEN, rapp. (appelle l'attention sur le problème de l'approbation des traités); p. 1358.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (13 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 1359.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions; p. 1415.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

PECHE.

Projet de loi portant approbation de l'Accord signé à La Haye le 3 juin 1955, concernant la convention internationale pour régler la police de la pêche dans la Mer du Nord, signée à La Haye le 6 mai 1882.

Doc. — N° 289. Exposé des motifs et projet de loi.

REDEVANCES.

Projet de loi portant tarif des taxes consulaires et des droits de chancellerie.

Doc. — N° 265. Rapport de M. Leynen.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (13 juin 1956).

Les articles 1 à 14 sont adoptés sans observations; pp. 1350 à 1353.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions; p. 1415.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Affaires étrangères. (suite).**SECURITE SOCIALE.**

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants :

- a) *Accord intérimaire européen concernant la sécurité sociale à l'exclusion des régimes relatifs à la vieillesse, à l'invalidité et aux survivants, annexes et protocole additionnel;*
- b) *Accord intérimaire européen concernant les régimes de sécurité sociale relatifs à la vieillesse, à l'invalidité et aux survivants, annexes et protocole additionnel, signés à Paris le 11 décembre 1953.*

Doc. — N° 40. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 230. Rapport de M. Dekeyzer.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (13 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 1359.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions; p. 1415.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi portant approbation de la convention générale entre le Royaume de Belgique et la République de Saint-Marin, tendant à coordonner l'application aux ressortissants des deux pays de la législation belge sur la sécurité sociale et de la législation sam-marinaise sur la sécurité sociale et les allocations familiales, signée à Bruxelles, le 22 avril 1955.

Doc. — N° 268. Rapport de M. Dekeyzer.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (13 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 1360.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions; p. 1415.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et la Yougoslavie sur la sécurité sociale, signée à Belgrade le 1^{er} novembre 1954.

Doc. — N° 269. Rapport de M. Dekeyzer.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (13 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 1360.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions; p. 1415.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

TRAVAIL.

Projet de loi portant approbation de la convention internationale (n° 81) relative à l'inspection du travail dans l'industrie et le commerce, adoptée à Genève le 11 juillet 1947, par l'Organisation internationale du Travail, au cours de sa trentième session.

Doc. — N° 41. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 231. Rapport de M. Dekeyzer.

Affaires étrangères. — TRAVAIL. (suite).

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (13 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 1359.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions; p. 1415.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

UNION EUROPEENNE DE PAIEMENTS.

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants :

- a) *Protocole additionnel n° 4 portant amendement à l'Accord sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements, signé à Paris, le 30 juin 1953;*
- b) *Protocole additionnel n° 5 portant amendement à l'Accord sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements, signé à Paris, le 30 juin 1954;*
- c) *Protocole additionnel n° 6 portant amendement à l'Accord sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements signé à Paris, le 29 juin 1955;*
- d) *Protocole additionnel n° 7 portant amendement à l'Accord sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements, signé à Paris, le 5 août 1955.*

Doc. — N° 302. *Projet transmis par la Chambre des Représentants.*

Afrique. — V. *Affaires Etrangères, Agriculture et Horticulture.* — V. aussi *Affaires Etrangères, Coopération technique.*

Agents des pouvoirs publics. — V. *Pensions : Vieillesse et décès prématuré.*

Agriculture.**AMELIORATION DES RACES.**

Projet de loi relatif à l'amélioration des races d'animaux domestiques utiles à l'agriculture.

Doc. — N° 190. *Rapport de M. Piot.*

N° 250. *Amendements proposés par M. Ancot.*

Ann. —

Discussion générale (7 juin 1956).

Discours de MM. ANCOT (concernant la constitutionnalité du projet et la délégation des pouvoirs, son amendement); pp. 1313 à 1315;

PIOT, rapp. (concernant les améliorations apportées à la réglementation en vigueur, la recherche de la paternité, la réglementation existante imposant une race déterminée par région et la constitution d'ilots dans certaines régions, la sévérité des peines appliquées, l'insémination artificielle); pp. 1315 à 1316;

Observations de MM. R. DESMEDT, DE BOODT, SOBRY; pp. 1315 à 1316;

MULLIE (concernant les pouvoirs conférés au ministre de l'agriculture et la consultation des milieux intéressés, l'orientation de l'élevage, les sanctions prévues dans le projet); p. 1316;

Observations de MM. MULLIE, LEFEBVRE, m.a., PIOT; p. 1316;

Agriculture. — AMELIORATION DES RACES. (suite).

R. DESMEDT (concernant les petits cultivateurs, la productivité, la race rouge en Flandre Occidentale et la race pie-noire en Campine, la réglementation en vigueur, la constitution des ilots, la consultation des organisations agricoles); pp. 1316 à 1317;

Observations de MM. SOBRY et DE BOODT; p. 1317;

FERIJN (concernant le point de vue des éleveurs de bétail en Flandre Occidentale, la productivité actuelle, l'introduction d'une certaine race dans une certaine région); p. 1318;

NIHOUL (concernant les arguments développés par M. ANCOT, la constitutionnalité du projet, les peines qui seront infligées, les conséquences de l'article 7 du projet, les races bovines en Flandre Occidentale, la création d'ilots, les amendements déposés par M. ANCOT); pp. 1318 à 1319;

Observations de M. LEFEBVRE, m.a.; pp. 1318 à 1319;

SOBRY (concernant la nécessité d'une réglementation, l'orientation de l'élevage, la consultation des milieux compétents); p. 1319;

LEFEBVRE, m.a. (concernant la raison d'être du projet et son incidence sur les agriculteurs, la disposition attribuant les pleins pouvoirs au gouvernement, la nécessité d'une réglementation, l'effort poursuivi par les syndicats d'élevage, félicite les éleveurs de la Flandre Occidentale, parle de l'abolition de la réglementation antérieure, des sanctions à appliquer, des conditions d'application de la loi, des consultations avec les personnes intéressées à ce problème, de l'organisation de noyaux d'exploitation; demande au Sénat de voter le projet tel qu'il a été adopté par la Chambre); pp. 1320, 1321.

La discussion générale est close.

Discussion des articles 13 juin 1956).

Art. 1.

Intervention de MM. ANCOT, LEFEBVRE, m.a.; pp. 1344 à 1346;

Observations de MM. R. DESMEDT et ANCOT; p. 1345;

M. ANCOT retire son amendement;

Intervention de M. R. DESMEDT;

La première partie de l'article 1 jusqu'au 4° est adoptée;

Intervention de MM. ANCOT, LEFEBVRE, m.a.; Observations de MM. FERIJN, SOBRY, R. DESMEDT, ROLIN; p. 1346;

Le 4° de l'article est adopté;

Les §§ 5° et 8° sont adoptés.

L'article 1 est adopté; p. 1347.

Art. 2 et 3.

Les articles 2 et 3 sont adoptés sans observations; p. 1347.

Art. 4.

Le premier alinéa jusque et y compris les mots « vingt-cinq francs » est adopté;

L'amendement de M. ANCOT est adopté;

Le second alinéa est adopté;

L'article 4 est adopté; p. 1347.

Art. 5.

Intervention de MM. NIHOUL, LEFEBVRE; pp. 1347, 1348;

L'article 5 est adopté; p. 1348.

Agriculture. — AMÉLIORATION DES RACES. (suite).**Art. 6.**

Adopté sans observations ; p. 1348.

Art. 7.

Intervention de MM. ANCOT et STRUYE ;
Observations de MM. le PRÉSIDENT, CROMMEN,
DULIEU, STRUYE, DOUTREPONT ; pp. 1347,
1348 ;

La discussion et le vote sur l'article 7 sont remis au
lendemain ; p. 1349.

Discussion de l'article 7 réservé (14 juin 1956).

Intervention de MM. ANCOT, LEFEBVRE, m.a. ;
pp. 1415 à 1416 ;

Observations de MM. ROLIN, DOUTREPONT ;
p. 1416.

L'article 7 est adopté ; p. 1417.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 109 voix
contre 38 et 7 abstentions ; p. 1417.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

DEGATS CAUSES PAR LE GEL.

*Projet de loi mettant un crédit spécial à la disposition du
Gouvernement aux fins d'aider les agriculteurs et
horticulteurs qui ont subi des pertes exceptionnelles
à la suite des gelées.*

Doc. — N° 151. Rapport de M. Bouilly.

Ann. — L'urgence est prononcée ; p. 996.

Discussion générale (22 mars 1956).

Observations du baron de DORLODOT et de M. le
PRÉSIDENT ; p. 996 ;

L'amendement du baron de DORLODOT n'étant pas
appuyé, l'auteur le retire.

Discours du baron de DORLODOT (concernant l'in-
suffisance du crédit) ; p. 997 ;

MM. SLEDSSENS (concernant la nécessité de solliciter
un crédit supplémentaire si le montant prévu
actuellement paraît insuffisant) ; p. 997 ;

LEFEBVRE, m.a. (concernant les mesures prises par
le gouvernement, le congé supplémentaire de 12 jours
accordé aux miliciens fils d'agriculteurs, le recensement
des dégâts, le délai de paiement des indemnités,
le rachat par les agriculteurs sinistrés, de leurs titres
de l'Emprunt d'Assainissement monétaire à concurrence
de 2.000 francs par hectare à réimplanter et la
priorité exceptionnelle accordée en matière de dossiers
de dommage de guerre) ; pp. 997 à 998.

Observations du baron de DORLODOT et de
M. LEFEBVRE, m.a. ; pp. 997 à 998.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (22 mars 1956).**Art. 1.**

Intervention du baron de DORLODOT et de M.
YERNAUX ; p. 998.

L'article 1^{er} est adopté ; p. 998.

Art. 2 à 5.

Les articles 2 à 5 sont adoptés sans observations ;
pp. 998 à 999.

Vote (22 mars 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 143 voix
et 1 abstention ; p. 1001.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Agriculture. (suite).**FONDS AGRICOLE.**

Ann. — Transmission du rapport sur l'activité du Fonds
agricole depuis sa création jusqu'au 15 mars 1956 ;
p. 1023 (24 avril 1956).

REMEMBREMENT DE BIENS RURAUX.

Projet de loi sur le remembrement légal de biens ruraux.

Doc. — N° 124 : Rapport de M. Bouilly.

N° 152 : Amendement de M. Rolin au texte présenté
par la commission.

N° 154 : Amendements de M. Nihoul au texte pré-
senté par la commission.

N° 164 : Amendement proposé par M. Bouilly au texte
présenté par les commissions réunies.

Amendement proposé par M. Orban au texte pré-
senté par les commissions réunies.

Amendement proposé par M. Rolin au texte présenté
par les commissions réunies.

Amendement proposé par M. Molter au texte pré-
senté par les commissions réunies.

Amendements proposés par M. De Boodt au texte
présenté par les commissions réunies.

Amendements proposés par le Baron de Dorlodot au
texte présenté par les commissions réunies.

Amendements proposés par M. Coulonvaux au texte
présenté par les commissions réunies.

N° 165 : Amendements présentés par le gouvernement.

Ann. —

Discussion générale (24 avril 1956).

Discours de MM. BOUILLY, rapp. (concernant l'im-
portance de la réforme, la portée du projet, le but
à atteindre, la rentabilité de l'agriculture et la dimi-
nution des frais d'exploitation, la mise en cause de
la propriété, l'historique du problème, les réalisations
à l'étranger) ; pp. 1025 à 1026 ;

DERBAIX, rapp. (concernant les diverses phases que
comporte l'exécution d'un remembrement, le champ
d'application, les formalités préalables, l'assemblée
générale, la nomination d'un comité local de remem-
brement auquel est adjoint une commission consulta-
tive, le recours, le bornage sur place des biens attri-
bués et la passation de l'acte authentique de remem-
brement, les frais d'exécution, les effets du remem-
brement, les dispositions fiscales) ; pp. 1026 à 1028 ;

Observations de MM. LEFEBVRE, m.a., ORBAN,
ROLIN et DE BOODT ; pp. 1027 à 1028 ;

NIHOUL (concernant les avantages du projet pour
l'exploitant et son économie personnelle ainsi que
pour l'économie générale et la rentabilité de l'agri-
culture, l'aspect constitutionnel du problème) ; pp.
1028 à 1029 ;

Observations de MM. BOUILLY, ROLIN et
LEFEBVRE, m.a. ; p. 1029 ;

HENSKENS (rend hommage aux rapporteurs, fait des
observations relatives au groupement des exploitations
et celui des propriétés, parle de l'augmentation de
la superficie culturale, de l'amélioration des terres) ;
pp. 1029 à 1030 ;

ORBAN (concernant l'aspect juridique du problème,
l'article 10 du projet et la législation existant aux
Pays-Bas) ; pp. 1030 à 1031 ;

Agriculture. — REMEMBREMENT DES BIENS RURAUX. (suite).

- PRESIDENT (émet des observations relatives à l'amendement déposé par MM. ORBAN et consorts); p. 1031;
- Observations de MM. ORBAN et comte d'ASPREMONT LYNDEN; p. 1031;
- ROLIN (félicite les rapporteurs, appelle l'attention sur l'obligation d'accorder une importance considérable aux exploitants, sur l'extrême diversité des conditions qui existent entre certaines zones agricoles et sur les travaux du centre d'études de Waremmé, répond aux observations de M. ORBAN); pp. 1031, 1032;
- Observations du baron de DORLODOT, de MM. ORBAN et DERBAIX et du comte d'ASPREMONT LYNDEN; p. 1032;
- LEFEBVRE, m.a. (concernant l'importance du projet, le projet de 1948, les efforts faits à l'étranger, le remembrement des propriétés et de l'exploitation, le remembrement et l'échange volontaires, l'aspect constitutionnel du problème et les réserves formulées par le Conseil d'Etat sur le caractère de l'indemnité); pp. 1032 à 1035;
- Observations du comte d'ASPREMONT LYNDEN, MM. NIHOUL, DERBAIX, ADAM et ROLIN; pp. 1032 à 1034.
- Reprise de la discussion générale (25 avril 1956).*
- Discours de MM. COULONVAUX (concernant la justification du projet, les difficultés d'ordre juridique que suscitera l'application du projet, la constitutionnalité, les propriétaires et les exploitants, les créanciers hypothécaires, la tâche confiée aux juges de paix, les recours judiciaires); pp. 1038 à 1040;
- Observations de MM. ORBAN, comte d'ASPREMONT LYNDEN, DERBAIX, HARMEGNIES, BOUILLY et ROLIN; pp. 1039 à 1040;
- R. DESMEDT (concernant la loi de 1948, les opinions divergentes en matière d'application du projet, l'assainissement des terres); pp. 1040 et 1041;
- DE BOODT (concernant la scission du projet de 1948, l'application du projet actuel, la situation à l'étranger, l'intervention du département des travaux publics, les travaux du génie rural); pp. 1041 à 1043;
- Observations de M. HENSKENS; pp. 1041 et 1042;
- RONSE (concernant certains aspects du remembrement, les incidences d'ordre psychologique, l'assainissement des terres, les travaux du génie rural, l'information dans le domaine agricole, l'intérêt manifesté par les institutions d'enseignement agricole pour le problème du remembrement des terres, la tâche accomplie par la Société Nationale pour la Petite Propriété Terrienne); pp. 1043 à 1045;
- Observations de MM. R. DESMEDT et DE BOODT; p. 1044;
- MOLTER (concernant le dépôt tardif de ses amendements, la protection des sites); p. 1045;
- Baron de DORLODOT (concernant la nécessité de modifier l'article 826 du code civil, l'exploitation des terres du point de vue agricole et industriel, l'examen de la question par la commission); pp. 1045 et 1046;
- Observations de MM. DE BOODT, le PRESIDENT et le comte d'ASPREMONT LYNDEN; p. 1046;
- d'ASPREMONT LYNDEN (concernant l'insuffisance du projet, la cause permanente du démembrement, le remembrement de la propriété, un nouvel examen

Agriculture. — REMEMBREMENT DES BIENS RURAUX. (suite).

- de certains points par la commission); pp. 1046 et 1047;
- Observations de MM. DE BOODT, BOUILLY, NIHOUL, ROLIN et le baron de DORLODOT; pp. 1046 et 1047;
- SLEDESENS (concernant le financement des frais de remembrement, l'aide de l'Etat et la rentabilité de l'agriculture, l'intervention de la commission des monuments et des sites et du service de l'urbanisme); p. 1047;
- Observations de MM. le PRESIDENT, comte d'ASPREMONT LYNDEN, baron de DORLODOT, ROLIN et DE BOODT relatives au renvoi en commission et au dépôt d'amendements; p. 1048.
- Reprise de la discussion générale (26 avril 1956).*
- Discours de MM. DERBAIX, rapp. (concernant les principales critiques émises au sujet des moyens proposés par le projet de loi afin de réaliser la réforme, le remembrement de la propriété et celui de l'exploitation et le remembrement purement culturel, la solution moyenne envisagée, la participation des fermiers locataires aux opérations, décisions et votes qui doivent réaliser le remembrement, le remembrement à l'étranger, le cas de l'occupant de fait, les possibilités de cessions du bail à ferme, les créanciers hypothécaires, le recours, les résultats du remembrement volontaire, l'adaptation de la loi sur les petits héritages, la révision de la loi sur le bail à ferme; répond à une observation formulée par M. BOUILLY); pp. 1050 à 1054;
- Observations de MM. ORBAN, comte d'ASPREMONT LYNDEN, BOUILLY, HARMEGNIES, COULONVAUX, LEFEBVRE, m.a., ROLIN et le PRESIDENT; pp. 1050 à 1055;
- Renvoi en commission (26 avril 1956).*
- M. ORBAN demande le renvoi en commission. Sa demande est appuyée par le baron de DORLODOT; p. 1055;
- Observations de MM. le PRESIDENT, COULONVAUX et LEFEBVRE, m.a. quant à l'opportunité du renvoi en commission.
- Les articles du projet de loi sont renvoyés en commission; p. 1055;
- Observations de M. le PRESIDENT, le baron de DORLODOT, M. BOUILLY relatives aux amendements déposés; p. 1055.
- Reprise de la discussion générale (26 avril 1956).*
- Discours de MM. LEFEBVRE, m.a. (concernant la mise sur un pied d'égalité des exploitants et des propriétaires, les possibilités d'un démembrement éventuel, les conditions dans lesquelles le remembrement peut et doit être décidé; le recours; la protection des sites, l'intervention du département des travaux publics, les travaux du génie rural, le respect du caractère régional et des préoccupations des habitants du territoire où l'on procède au remembrement, la part d'intervention de l'Etat dans les travaux de remembrement); pp. 1055 à 1057;
- Observations de MM. le comte d'ASPREMONT LYNDEN, ORBAN, baron de DORLODOT, HARMEGNIES, DERBAIX, ROLIN et VAN LAEYS; pp. 1056 et 1057;

Agriculture. — REMEMBREMENT DES BIENS RURAUX. (suite).

VAN PETEGHEM (concernant les exploitations agricoles et horticoles en Flandre, la transformation des taillis en terre fertile); pp. 1057 et 1058;

COULONVAUX (concernant la révision de l'expression « exploitant », le droit des indivisaires, l'article 10 du projet, le recours); pp. 1058 et 1059;

Observations de MM. ROLIN et LEFEBVRE, m.a.; pp. 1058 et 1059;

ORBAN (concernant le caractère du projet, l'article 10 du projet, le recours); pp. 1059 et 1060;

Observations de MM. COULONVAUX, ROLIN et LEFEBVRE, m.a.; p. 1059;

ROLIN (concernant la plus-value considérable pouvant résulter de la présence de certaines matières dans un terrain; la définition du terme « exploitant »; la notion des recours; l'article 10 du projet); pp. 1060 et 1061;

Observations de MM. VAN BUGGENHOUT, baron de DORLODOT, LEFEBVRE, m.a.; pp. 1060 et 1061;

baron de DORLODOT (concernant la plus-value éventuelle de terrains); pp. 1061 et 1062;

Observations de MM. ROLIN et LEFEBVRE, m.a.; p. 1062;

R. DESMEDT (concernant l'intérêt du propriétaire du sol où l'on suppose que des richesses sont cachées; p. 1062;

Observations du baron de DORLODOT; p. 1062;

La discussion générale est close.

Observations de MM. DERBAIX, le PRESIDENT et LEFEBVRE, m.a. relative à la date de la discussion des articles; p. 1062.

Discussion des articles (16 mai 1956).

Observations de MM. le PRESIDENT, DERBAIX, rapp. et ROLIN; p. 1126;

Art. 1.

Intervention de M. DERBAIX, rapp.; p. 1126;

L'amendement de M. MOLTER n'est pas adopté; p. 1126;

L'article 1, avec la modification proposée par M. DERBAIX, est adopté; p. 1127.

Art. 2.

Les amendements du baron de DORLODOT n'étant pas appuyés sont déclarés irrecevables; p. 1127;

Observations du baron de DORLODOT, MM. MOULIN, le PRESIDENT, ROLIN, COULONVAUX, LEFEBVRE, m.a. et DERBAIX, rapp.; pp. 1127 et 1128;

L'amendement de M. MOLTER est adopté;

L'article 2, amendé, est adopté; p. 1128.

Art. 3.

Intervention de MM. NIHOUL, DERBAIX, rapp.; ROLIN, COULONVAUX; pp. 1128 à 1130!

M. ROLIN demande, par motion d'ordre, de réserver la discussion de l'article 3; p. 1130; Observations de M. le PRESIDENT;

L'article 3 est réservé; p. 1130.

Art. 4.

L'amendement de M. DE BOODT est retiré;

Intervention de MM. DERBAIX et COULONVAUX;

Agriculture. — REMEMBREMENT DES BIENS RURAUX. (suite).

L'article 4 avec les deux modifications de pure forme proposées par MM. DERBAIX et COULONVAUX est adopté; pp. 1130 et 1131.

Art. 5 et 6.

Adoptés sans observations; p. 1131.

Art. 7.

Intervention de MM. le PRESIDENT et DERBAIX, rapp.; p. 1132;

L'article 7 est adopté; p. 1132.

Art. 8.

Intervention de MM. NIHOUL, ROLIN, le baron de DORLODOT, COULONVAUX;

M. NIHOUL retire son amendement;

L'article 8 est adopté; p. 1132 et 1133.

Art. 9.

Adopté sans observations; p. 1133.

Art. 10.

Intervention de MM. LEFEBVRE, m.a., ROLIN, BOUILLY;

L'article 10 est réservé; p. 1133.

Art. 11.

Adopté sans observations; p. 1133.

Art. 12.

Intervention de MM. LEFEBVRE, m.a., DE BOODT, le PRESIDENT, ROLIN, baron de DORLODOT, ADAM et DERBAIX;

Les amendements de MM. DEBOODT et MOLTER sont adoptés;

L'article 12, amendé, est adopté; pp. 1134 et 1135.

Art. 13 à 17.

Adoptés sans observations; pp. 1135 et 1136.

Art. 18.

L'amendement du baron de DORLODOT est rejeté; p. 1136;

L'article 18 est adopté; p. 1136.

Art. 19.

Adopté sans observations; p. 1136.

Art. 20.

Intervention de M. DERBAIX, rapp., qui demande une modification de termes au 2^me alinéa; p. 1136;

L'article 20 ainsi modifié est adopté; p. 1136.

Art. 21.

M. LEFEBVRE, m.a., demande de réserver cet article; p. 1136;

L'article 21 est réservé; p. 1137.

Art. 22.

Adopté sans observations; p. 1137.

Art. 23.

L'amendement de M. MOLTER est rejeté;

L'article 23 est adopté; p. 1137.

Art. 24 à 29.

Adoptés sans observations; pp. 1137 et 1138.

Agriculture. — REMEMBREMENT DES BIENS RURAUX. (suite).

Art. 30.

M. LEFEBVRE, m.a., demande de réserver la discussion de cet article ;
L'article 30 est réservé ; p. 1138.

Art. 31.

Adopté sans observations ; p. 1138.

Art. 32.

Intervention de MM. le baron de DORLODOT, DERBAIX, rapp., DE BOODT, LEFEBVRE, m.a., NIHOUL et BOUILLY ; pp. 1139 et 1140 ;
L'amendement de M. ROLIN est adopté ;
L'article 32, amendé, est adopté ; p. 1140.

Art. 33.

Adopté sans observations ; p. 1140.

Art. 34.

Intervention de MM. le PRESIDENT, DERBAIX, rapp., ROLIN ;
L'article 34 est adopté ; p. 1140.

Art. 35.

Adopté sans observations ; pp. 1140 et 1141.

Art. 36.

Réservé à la demande de M. LEFEBVRE, m.a. ;
p. 1141.

Art. 37 à 41.

Adoptés sans observations ; pp. 1141 et 1142.

Art. 42.

L'amendement de M. MOLTER est rejeté ; p. 1142 ;
L'article 42 est adopté ; p. 1142.

Art. 43.

Adopté sans observations ; p. 1142.

Art. 44.

Intervention de MM. le PRESIDENT et LEFEBVRE, m.a. ;
L'article 44, modifié à la demande de M. le PRESIDENT est adopté ; p. 1142.

Art. 45 à 47.

Adoptés sans observations ; pp. 1142 et 1143.

Art. 48.

Intervention de MM. DERBAIX, rapp., VAN IMPE, ADAM ; pp. 1143 et 1144 ;
L'article 48 est adopté dans la rédaction proposée par les commissions ; p. 1144.

Art. 49.

L'article 49 est adopté avec l'amendement introduit par le gouvernement ; p. 1144.

Art. 50.

L'article 50 est adopté avec la modification de pure forme apportée par le gouvernement ; p. 1144.

Reprise de la discussion des articles réservés (17 mai 1956).

Art. 3.

Intervention de MM. DERBAIX, rapp., KLUYSKENS, ROLIN, COULONVAUX ; pp. 1148 et

Agriculture. — REMEMBREMENT DES BIENS RURAUX. (suite).

1149 ; MM. LEFEBVRE, m.a., NIHOUL, ROLIN, COULONVAUX, DERBAIX, rapp., ANCOT ; pp. 1158 et 1159 ;

L'amendement de M. KLUYSKENS est rejeté ; p. 1159 ;
L'amendement de M. COULONVAUX est retiré ; p. 1159 ;

L'article 3 est adopté, p. 1159.

Art. 10.

L'amendement de M. NIHOUL est retiré ; p. 1149 ;
Intervention de MM. LEFEBVRE, m.a., NIHOUL, ORBAN, SOBRY, DERBAIX, rapp., HENSKENS, le comte d'ASPREMONT LYNDEN, VAN IMPE, DE WINTER, ANCOT, ROLIN, le baron de DORLODOT ; pp. 1149 à 1152 ;

La première partie du texte admis par la commission est adoptée ;

La deuxième partie de ce texte est rejetée ; p. 1152 ;
M. DE WINTER fait remarquer que par erreur il a voté pour M. HOUBEN ;

L'amendement de M. BOUILLY est adopté ; p. 1153 ;
Intervention de MM. ORBAN, LEFEBVRE, m.a., pp. 1153 et 1154 ;

M. ORBAN retire son amendement ; p. 1154 ;

M. COULONVAUX retire son amendement ; p. 1154 ;
Un amendement des commissions réunies est adopté ; p. 1154 ;

L'article 10, amendé, est adopté ; p. 1154.

Art. 21.

MM. COULONVAUX et PARMENTIER proposent la suppression du 9^{me} alinéa ;

Les commissions réunies proposent de ne pas adopter cet amendement ;

M. COULONVAUX demande le vote par division ;
Les commissions réunies présentent un amendement ;
Les huit premiers alinéas de l'article 21 sont adoptés ; p. 1160 ;

Intervention de MM. ROLIN, COULONVAUX, DERBAIX, rapp., ANCOT, le baron de DORLODOT, VAN HEMELRIJCK, LEFEBVRE, m.a. ; pp. 1160 à 1162 ;

L'amendement des commissions réunies au 9^{me} alinéa est adopté ; p. 1162 ;

L'article 21, amendé, est adopté ; p. 1163.

Art. 30.

L'amendement de M. COULONVAUX est adopté ; p. 1163 ;

L'amendement de M. ROLIN est adopté ; p. 1163 ;

L'article 30, amendé, est adopté ; p. 1163.

Art. 36.

Intervention de MM. ADAM, LEFEBVRE, m.a., HENSKENS, DE WINTER, ROLIN, le baron de DORLODOT ; pp. 1164 et 1165 ;

L'amendement de M. ADAM est adopté ;

L'article 36, ainsi amendé, est adopté ; p. 1165.

Les articles amendés, à l'exclusion de l'article 36, renvoyé en commission pour la toilette du texte, sont successivement remis aux voix et définitivement adoptés ; p. 1165.

Agriculture. — REMEMBREMENT DES BIENS RURAUX. (suite).

Reprise de la discussion des articles (23 mai 1956).

Art. 36.

Intervention de M. DERBAIX, rapp. ;

L'amendement présenté par les commissions réunies de la justice et de l'agriculture est adopté ; p. 1174 ;

L'article 36, amendé, est adopté ; p. 1174.

Vote (23 mai 1956).

Le baron de DORLODOT justifie son vote et rectifie le vote qu'il a émis sur l'amendement à l'article 10, lettre B ; p. 1174.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 136 voix et 2 abstentions ; p. 1174.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Agriculture. — V. aussi Affaires Etrangères.

Ajournement. — V. Chambres législatives. — Sénat.

Allemagne. — V. Affaires Etrangères : Communications. — Marine. — V. aussi Affaires Etrangères : Intérêts étrangers en Allemagne.

Amélioration des races. — V. Agriculture.

Anderlecht. — V. Communes : Territoire des communes.

Anciens combattants. — V. Guerre.

Apprentissage. — V. Travail.

Argentine. — V. Président : Relations extérieures.

Armée.

COMMISSION MIXTE.

Ann. — Transmission par le Ministre de la Défense Nationale d'une copie de l'arrêté royal du 4 juin créant une commission mixte chargée de l'étude du problème militaire ; p. 1273 (6 juin 1956).

CONTINGENT.

Projet de loi fixant pour l'année 1956 le contingent de l'armée et les effectifs de la garde territoriale anti-aérienne.

Doc. — N° 9. Exposé des motifs et projet de loi. N° 24. Rapport de M. Flamme.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (29 novembre 1955).

Art. 1 à 3.

Adoptés sans observations ; pp. 61 et 62.

Vote (6 décembre 1955).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 69 et 1 abstention ; pp. 73 et 74.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Armée. (suite).

LANGUES.

Doc. — N° 189. Rapport sur l'application de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.

Ann. — Transmission du rapport sur l'application de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée, pour ce qui concerne l'année 1955 ; Transmis par le Ministre de la Défense Nationale ; p. 1096 (15 mai 1956).

OBLIGATIONS INTERNATIONALES.

Proposition de loi instituant une commission nationale chargée de rechercher les modifications qui pourraient être apportées à la nature, au volume et à la durée des prestations exigibles de la Nation dans le cadre de ses engagements internationaux et de la défense collective de l'Occident.

Doc. — N° 177. Proposition de M. Struye. N° 264. Rapport du baron Zurstrassen.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1117 (16 mai 1956).

Discussion générale (28 juin 1956).

Discours du comte d'ASPROMONT LYNDEN (souligne les conditions inusitées dans lesquelles cette proposition est discutée puisque pratiquement les auteurs ont obtenu satisfaction, déclare que la compétence de la commission mixte ne peut être restreinte) ; pp. 1659 et 1660 ;

MM. VAN REMOORTEL, rapp. (s'étonne que l'orateur envisage d'ajourner la discussion alors que la proposition a été rejetée par la commission) ; p. 1660 ; Observations du comte d'Aspremont LYNDEN ; p. 1660 ;

SPINOY, m.d.n. (concernant l'engagement pris par le gouvernement de créer une commission militaire mixte chargée d'une mission aussi large que possible, la constitution de la commission, le rôle qui lui est dévolu) ; p. 1660 ;

STRUYE (déclare l'exposé du ministre très clair, sauf sur un point de procédure ; appelle l'attention sur la nécessité d'associer le parlement à l'étude des questions intéressant notre armée ; se réjouit de voir le gouvernement entrer dans ses vues et l'accord des partis se manifester sur cet objet) ; p. 1660.

Retrait de la proposition (28 juin 1956).

M. STRUYE retire la proposition de loi ; p. 1660.

OFFICIERS.

Projet de loi fixant le nombre d'officiers supérieurs des forces armées.

Doc. — N° 176. Rapport de M. Knops.

Ann. —

Discussion générale (7 juin 1956).

Discours de MM. MOREAU de MELEN (concernant les nombres globaux des effectifs prévus par la loi de cadre, le pourcentage de 20 p. c. d'officiers supérieurs fixé par le projet de loi, la réorganisation de l'ensemble de l'armée, le commandement de la troupe) ; p. 1309 ;

Armée. — OFFICIERS. (suite).

SPINOY, m.d.n. (concernant les questions posées par M. MOREAU de MELEN, la modification de l'organisation des forces armées, le service de santé; pp. 1309 et 1310.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (7 juin 1956).

Les articles 1 à 4 sont adoptés sans observations; p. 1310.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 154 voix contre 2 et 3 abstentions; pp. 1417 et 1418.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi modifiant la loi du 14 juillet 1951 sur la position et l'avancement des officiers du cadre de complément.

Doc. — N° 318. Rapport de M. Flamme.

Ann. —

Discussion générale (28 juin 1956).

Discours de MM. FLAMME, rapp. (concernant le but du projet); p. 1658;

MOREAU de MELEN (fait des observations relatives à la présentation des candidats aux épreuves); p. 1658.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (28 juin 1956).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans observations; p. 1658.

Vote (28 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 113 membres présents; p. 1701.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Armée. — V. aussi Interpellations : De Boodt et d'Aspremont Lynden.

Artisanat. — V. Commerce et Industrie : Registre de l'artisanat.

Assistance judiciaire. — V. Affaires Etrangères.

Assistance publique.

FONDS SPECIAL D'ASSISTANCE.

Projet de loi relatif au Fonds spécial d'assistance.

Doc. — N° 145. Projet transmis par la Chambre

Erratum.

N° 234. Rapport de M. De Grauw.

N° 285. Amendements de Mille Driessen.

Ann. —

Discussion générale (20 juin 1956).

Discours de M. DE GRAUW, rapp. (rectifie une erreur au rapport n° 234; explique le mécanisme et la portée du projet); pp. 1461 et 1462;

Mlle DRIESSEN (concernant le but et la portée du projet, l'existence et l'évolution du Fonds commun, le rôle de la commission provinciale, la compétence des commissions consultatives, la loi du 24 décembre 1948, la décentralisation du Fonds commun du point de vue administratif); pp. 1462 à 1464;

M. M. VERHAEST (concernant la politique de centralisation et d'étatisation progressive du ministre, la tendance du projet discuté, le Fonds spécial d'assistance,

Assistance publique. — FONDS SPECIAL D'ASSISTANCE. (suite).

le transfert de la compétence des administrations provinciales au pouvoir central, le droit de décision du ministre, l'unification de la jurisprudence, la discrimination entre les indigents, le prix de la journée d'entretien, le plan comptable); pp. 1464 à 1466;

Observations de M. JESPERS; p. 1464;

DE GRAUW, rapp. (concernant la crainte d'étatisation exprimée par M. VERHAEST, les conclusions de son rapport); p. 1466;

VAN BULCK (concernant la gestion du Fonds commun, la loi du 24 décembre 1948, la situation financière du Fonds, le mode de nomination des commissaires, l'état d'indigence, le placement des indigents et des enfants); p. 1466 et 1467;

Observations de MM. HENSKENS et JESPERS; p. 1467;

JESPERS (demande si les enfants atteints de poliomyélite tombent sous l'application de l'article 3, 3°); p. 1467;

LEBURTON, m.s.p. (compare la portée de la loi du 24 décembre 1948 à celle du présent projet, évoque la situation de fait créée par la promulgation de la loi de 1948, parle des principes du projet discuté, du maintien des commissions consultatives provinciales, de la décentralisation, de l'instruction, de la sauvegarde du libre choix de l'institution, du traitement différent appliqué par chaque province et de la situation dans chacune d'elles, de l'évolution de l'intervention de l'Etat dans les charges financières, répond aux questions posées); pp. 1467 à 1469;

Observations de MM. YERNAUX, JESPERS, SMETS, HENSKENS, Mlle DRIESSEN, M. VERHAEST; pp. 1468 et 1469.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (21 juin 1956).

Art. 1 à 4.

Les articles 1 à 4 sont adoptés sans observations; pp. 1502 et 1503.

Art. 5.

Intervention de M. VERHAEST; L'amendement de Mlle DRIESSEN et de M. VERHAEST est rejeté;

L'article 5 est adopté; p. 1503.

Art. 6.

Les amendements de Mlle DRIESSEN et de M. VERHAEST sont rejetés;

L'article 6 est adopté; p. 1503.

Art. 7.

L'amendement de Mlle DRIESSEN et de M. VERHAEST est rejeté;

L'article 7 est adopté; p. 1503.

Art. 8 et 9.

Les articles 8 et 9 sont adoptés sans observations; p. 1504.

Art. 10.

L'amendement de Mlle DRIESSEN et de M. VERHAEST est rejeté;

L'article 10 est adopté; p. 1504.

Assistance publique. — FONDS SPECIAL D'ASSISTANCE. (suite).*Art. 11 à 15.*

Les articles 11 à 15 sont adoptés sans observations ; pp. 1504 et 1505.

Vote (21 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 65 et 5 abstentions ; p. 1533.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

FONDS COMMUNAL D'ASSISTANCE PUBLIQUE.

Ann. — Transmission du rapport du conseil d'administration pour les années 1954 et 1955 ; p. 1192 (29 mai 1956).

Assistance sociale et médicale. — V. Affaires Etrangères.**Association de communes. — V. Impôts - Impôts directs - Immunisation fiscale.****Association intercommunale pour l'exploitation du circuit de Francorchamps. — V. Finances : Dette publique. — Emprunts.****Assurance maladie-invalidité. — V. Sécurité sociale.****Assurance maladie-invalidité (prêts consentis à l'...). — V. Chambres Législatives. — Sénat. — Incidents. — Motion Struye.****Assurances.****ENTREPRISES PRIVEES.**

Projet de loi relatif au contrôle et à la liquidation des entreprises privées d'assurances.

Doc. — N° 49. Exposé des motifs et projet de loi.

RESPONSABILITE CIVILE.

Projet de loi relatif à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Doc. — N° 200. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 276. Rapport de M. Chot.

Ann. —

Discussion générale (26 juin 1956).

Observations de MM. DUVIEUSART et LILAR, m.j., relatives à l'entrée en vigueur de la loi ; p. 1570.
La discussion générale est close.

Discussion des articles (26 juin 1956).

M. LILAR, m.j. (attire l'attention du Sénat sur quelques erreurs de texte qui se sont glissées dans le projet de loi ; p. 1570.

Les articles 1 à 27 sont adoptés sans observations ; pp. 1570 à 1575.

Vote (26 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 138 voix et 2 abstentions ; p. 1595.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Atlantique du Nord. — V. Affaires Etrangères. Météorologie.**Attentat à la pudeur. — V. Droit pénal.****Autoroutes. — V. Travaux Publics.****Aviation. — V. Affaires Etrangères : Communications.****B****Benelux. — V. Affaires Etrangères.****Biens, droits et intérêts en Allemagne. — V. Affaires Etrangères. — Intérêts étrangers en Allemagne.****Blankenberge. — V. Communes : Territoire des communes.****Bonifications d'ancienneté. — V. Guerre : Invalides.****Bruges. — V. Communes : Territoire des communes.****Bruxelles. — V. Organisation judiciaire : Tribunaux de police.****Budgets. — Exercice 1956.****AFFAIRES ECONOMIQUES.**

Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1956.

Doc. — N° 5-XIV. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 125. Rapport de M. Louis Desmet.

N° 126. Amendements présentés par le gouvernement.
Ann. —

Discussion générale (28 février 1956).

Discours de MM. L. DESMET, rapp. (fait un bref inventaire de l'activité économique du pays en 1955, parle de Refribel, du statut de l'électricité, du trust, de la meunerie et le prix du pain) ; pp. 718 à 720 ;
WARNANT (félicite le rapporteur, donne un aperçu de l'évolution économique, parle de la haute conjoncture, des projets intéressant les classes moyennes, de la production et de la distribution de l'électricité, de l'intervention des pouvoirs publics, craint un ralentissement économique général, traite de l'évolution des prix, de l'arrêté du Régent du 22 janvier 1945, de la réglementation des prix, de l'arrêté royal n° 62 de 1935, des charges à supporter par les divers secteurs industriels, des charbonnages, des difficultés dans les secteurs textile et rayonne, de l'industrie du matériel roulant, du port d'Anvers, de la rationalisation, du rééquipement industriel, de la loi Liebaert du 1^{er} juillet 1954, des prévisions économiques pour 1956, de la recherche scientifique) ; pp. 720 à 723 ;

Observation de M. HARMEGNIES ; p. 722 ;

LEEMANS (concernant les aspects de la haute conjoncture, la politique économique du ministre, les études sur le produit national brut ; les activités de la commission du revenu national, le rapport de l'O.E.C.E., le chômage, le port d'Anvers, la politique des subsides, le prix du charbon, la politique des prix) ; pp. 723 à 726 ;

MOLTER (concernant le problème du port d'Anvers et l'urgence de nouveaux investissements, l'énergie nucléaire) ; pp. 726 à 728 ;

Budgets. — Exercice 1956. — AFFAIRES ECONOMIQUES. (suite).

NIHOUL (concernant la situation de l'économie agricole et les brochures publiées par le département, la politique du ministre en matière de prix agricoles); p. 728;

Observation de M. REY, m.a.ec.; p. 728;

VINOIS (concernant la situation des tisseurs de laine cardée); pp. 728 et 729;

DEBAISE (concernant les catastrophes minières et la sécurité dans les mines, la création de homes pour mineurs, les ateliers de construction de la région du Centre); pp. 729 et 730;

GODIN (demande des explications concernant certaines subventions, parle de la question charbonnière); pp. 730 et 731;

ROELANTS (attire l'attention sur la question des travailleurs de l'arrondissement de Turnhout et demande d'envisager la création et l'extension d'entreprises); p. 731;

VAN IMPE (parle de l'industrie des filatures de lin, de l'ère nucléaire, compare la situation de l'industrie belge aux réalisations de l'industrie américaine et suggère des mesures d'ordre fiscal); pp. 731 et 732.

Reprise de la discussion générale (29 février 1956).

Discours de MM. DE BLOCK (parle de la haute conjoncture, évoque brièvement les arguments présentés par les précédents orateurs, parle des subsides, du chômage, de la concurrence, de l'électricité, des nationalisations, de l'énergie nucléaire, du papier journal, rend hommage au ministre); pp. 733 à 736;

GOOSSENS (appelle l'attention sur la situation critique de l'industrie textile); pp. 736 et 737;

FLAMME (concernant la balance commerciale, la concentration industrielle et l'augmentation de la productivité, la réforme de la distribution, la création d'industries nouvelles, la construction d'une centrale électrique atomique expérimentale pour l'Exposition); pp. 737 et 738;

VAN GERVEN (parle de l'industrie textile et principalement de l'industrie du tissage de la laine dans le pays de Waes); p. 738;

HARMEGNIES (répond à M. WARNANT concernant les charbonnages, parle de la valorisation des sous-produits et des produits peu riches, de la création d'industries nouvelles); pp. 738 et 739;

L. DESMET, rapp. (concernant les industries de construction de matériel roulant, la reprise des relations commerciales avec la Chine, la fourniture d'acier aux utilisateurs, la distribution, la constitution d'un conseil professionnel du cinéma, les prix imposés; la hausse des prix; le prix de remplacement, la concurrence, les subventions, l'économie orientée); pp. 739 à 741;

Reprise de la discussion générale (29 février 1956).

Discours de MM. DUVIEUSART (s'associe aux éloges adressés au rapporteur, parle du recensement général, regrette qu'un grand nombre de questions importantes soient débattues en dehors du parlement, traite de la tension des prix et des mesures de réglementation et de subsidiation prises par le ministre, du système de « fiscalisation », du danger d'inflation, de l'index, de la politique charbonnière actuelle); pp. 742 à 745;

Observations de MM. REY, m.aff.éc. et BOUILLY; p. 744;

Budgets. — Exercice 1956. — AFFAIRES ECONOMIQUES. (suite).

MEURICE (concernant la politique économique du ministre, la conjoncture nationale et internationale, le problème des prix, l'influence de la politique des prix sur l'économie en général, les difficultés dans les secteurs économiques, notre trésorerie, l'exportation, les nouveaux besoins dus au progrès technique, l'index); pp. 745 et 746;

REY, m.a.éc. (expose les difficultés et l'ingratitude inhérentes à l'exercice de la fonction de ministre des affaires économiques et relève de nombreuses contradictions dans les exigences et reproches exprimés par divers membres, examine les problèmes budgétaires et administratifs, aborde l'ensemble des problèmes économiques et donne des indications générales, s'étend sur l'énergie, les secteurs en difficulté, les investissements, la productivité et la recherche scientifique, l'aide à l'économie sur le plan régional, l'intégration européenne, cite les questions que, faute de temps, il n'a pu approfondir, détaille la question des prix belges et les mesures à prendre en ce domaine, parle du problème des quarante-cinq heures et de l'industrie charbonnière, expose sa politique et rencontre des observations); pp. 746 à 755;

FERIJN (concernant la politique des prix en matière de produits agricoles, l'exportation et l'importation, la rentabilité de l'agriculture); pp. 755 et 756;

MEURICE (répond au ministre concernant la semaine de quarante-cinq heures, les progrès sociaux, la conjoncture); p. 756;

DUVIEUSART (répond au ministre quant au prix du charbon); pp. 756 et 757.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (29 février 1956).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 757.

Discussion des articles du projet (29 février 1956).

Les articles 1 à 7 sont adoptés sans observations, pp. 757 et 758.

Vote (1 mars 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 67 et 2 abstentions; p. 776.

Le projet de loi sera renvoyé à la Chambre des Représentants.

AFFAIRES ETRANGERES ET COMMERCE EXTERIEUR.

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1956.

Doc. — N° 5-IX. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 101. Rapport de M. de Grauw (Crédits Commerce Extérieur).

N° 134. Rapport de M. Dehousse (Crédits Affaires Etrangères).

N° 150. Amendements proposés par M. Struye.

Ann. — Crédits Commerce Extérieur.

Discussion générale (16 février 1956).

Discours de M. LAROCK, m.c.e. (établit le bilan de l'importation et l'exportation, parle du commerce avec l'Europe, de l'expansion vers les pays neufs, des prévisions pour 1956); pp. 667 à 670;

Budgets. — Exercice 1956. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE EXTÉRIEUR. — CRÉDITS COMMERCE EXTÉRIEUR. (suite).

DE GRAUW, rapp. (commente succinctement le budget, parle de la politique de libre-échange du ministre, du chiffre record de la balance commerciale, de l'élargissement de nos marchés et débouchés, de quelques marchés qui s'imposent à l'attention, de l'importance de la participation de la Belgique à certaines foires, de l'aide aux pays sous-développés, des accords Benelux, de la productivité dans le domaine économique, des industries nouvelles); pp. 673 à 675;

LEEMANS (concernant la situation linguistique dans le département, l'expansion des pays de Benelux vers les pays jeunes, les relations commerciales, le statut international des investissements, le commerce mondial, les marchés internationaux, les mesures protectionnistes, Benelux et le marché européen, la conférence des ministres européens); p. 675 et 676;

ROLIN (concernant le marché commun et le danger de cartellisation, les échanges avec les pays de l'Est, l'aide aux pays sous-développés, la formation de personnel technique, l'aide juridique aux investissements privés, les compagnies européennes, l'exportation en Chine et l'interdiction qui frappe les matériaux stratégiques); pp. 676 et 677;

DUVIEUSART (félicite le ministre de son discours; parle de la conjoncture du budget proprement dit, de la politique du ministre quant à Benelux, l'Europe, le commerce Est-Ouest et de nos relations avec le monde libre, du protectionnisme); pp. 677 à 680;

Observations de M. LAROCK, m.c.e.; p. 677 à 680;

FLAMME (concernant l'exportation des produits bruts, mi-finis et fabriqués, fait des suggestions, parle des pays sous-développés); p. 680;

DE BAECK (concernant l'indemnisation des biens belges qui ont été nationalisés en Pologne, les relations économiques avec les pays de l'Europe orientale); pp. 680 et 681;

VAN IMPE (parle de la situation dans l'industrie textile); p. 681;

STRUYE (appelle l'attention sur les relations de la Belgique avec l'Éthiopie); p. 681;

LAROCK, m.c.e. (répond aux orateurs); pp. 681 à 683;

Observations de MM. ROLIN et DUVIEUSART; pp. 682 et 683;

DUVIEUSART (parle du protectionnisme dans l'industrie); pp. 683 et 684;

LAROCK (reparle du protectionnisme); p. 684.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (16 février 1956).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 684.

Ann. — CRÉDITS AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Discussion générale (20 mars 1956).

Discours de MM. DEHOUSSE, rapp. concernant le Plan Delta, la canalisation de la Moselle, les voies d'eau en Belgique et en Europe Occidentale, l'Europe et la relance européenne, le lien entre l'Euratom et le marché commun, les clauses de sauvegarde, les institutions, nos traités bilatéraux avec les États-Unis et la Grande-Bretagne, la propriété des combustibles nucléaires, le problème de l'utilisation pacifique, la simplification des formalités de frontière pour les voyageurs, les rapports de l'Occident avec les peuples jeunes, l'interprétation de la Charte, le Pacte

Budgets. — Exercice 1956. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE EXTÉRIEUR. — CRÉDITS AFFAIRES ÉTRANGÈRES. (suite).

Atlantique, le désarmement, la politique de détente de l'Union soviétique, le contrôle des armements à l'U.E.O., certaines modifications dans notre politique étrangère); pp. 867 à 872;

STRUYE (concernant les rectifications de la frontière belgo-allemande, le Plan Delta et la canalisation de la Moselle, la politique générale de la Belgique, la démilitarisation, l'aide aux pays sous-développés, les problèmes du Proche Orient et de l'Afrique du Nord, l'unification de l'Europe, l'Euratom, la collaboration européenne, le marché commun, l'organisation de l'industrie atomique, l'Extrême-Orient, la Chine communiste et les traitements infligés aux missionnaires); pp. 872 à 876;

ROLIN (concernant l'article 68 de la Constitution, les créances belges sur l'armée française et les créances françaises sur l'armée belge, le recrutement dans les organisations européennes, le marché commun, l'Euratom, la suppression des formalités de frontière, la coopération culturelle, la création de l'agence des armements, le désarmement, la politique de la délégation belge aux Nations Unies, le Congo, la situation internationale, le problème allemand, l'évolution de la politique intérieure en Russie, la situation au Moyen et Extrême Orient, le Pacte de Bagdad, l'O.T.A.N., la situation économique en Grèce); pp. 876 à 883;

Observations de MM. STRUYE, SPAAK, m.a.étr., DEHOUSSE; pp. 877 à 883.

MOUREAUX (concernant la reconnaissance de la Chine communiste, nos intérêts nationaux, le redressement de l'économie et de l'industrie allemandes, le désarmement, la réunification de l'Allemagne, l'évolution de l'Union Soviétique); pp. 883 à 885;

Observations de M. SPAAK; m.a.étr.; p. 884;

NOEL (concernant les fissures dans le bloc occidental, la politique suivie depuis 1948 par le gouvernement belge vis-à-vis de l'Union Soviétique, la politique de paix de la Russie, le congrès du parti communiste de l'U.R.S.S., l'Europe, l'intégration européenne, le désarmement, la politique internationale actuelle); pp. 885 à 887

Observations de MM. SPAAK, m.a.étr., DEHOUSSE; pp. 885 à 887.

DEKEYZER (concernant la reconnaissance de la Chine, le renforcement de nos postes diplomatiques, nos voies d'eau et le Plan Delta, l'aide aux pays sous-développés, l'énergie nucléaire); p. 888;

baron NOTHOMB (concernant l'Europe dans sa plus grande étendue et l'Europe des Six, la communauté européenne de culture, la canalisation de la Moselle, la rectification des frontières germano-belges, la boucle de la Vesdre et la consultation des habitants avant un arrangement définitif, les dangers de la politique de coexistence); pp. 888 à 890;

VAN IMPE (concernant le Plan Delta et ses dangers); p. 890;

MOREAU de MELEN (concernant l'Euratom, le Plan Delta, la canalisation de la Moselle, le problème des frontières, les rapports avec le monde communiste); pp. 890 et 891;

LEYNEN (concernant la liste d'embargo, les produits livrés au bloc soviétique); pp. 891 et 892;

de la VALLEE POUSSIN (concernant l'énergie nucléaire, la nouvelle politique russe); p. 892.

Budgets. — Exercice 1956. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE EXTERIEUR. — CRÉDITS AFFAIRES ÉTRANGÈRES. (suite).

Reprise de la discussion générale (21 mars 1956).

Discours de MM. MOTZ (concernant l'Euratom et le marché commun, l'efficacité du contrôle, la recherche en commun); pp. 893 et 894;

SEGRS (concernant la politique étrangère en général, et l'insuffisance de la participation flamande, l'attitude adoptée envers l'Espagne, le rapprochement avec les Pays-Bas, les voies d'eau, l'accès à la mer procuré par l'Escaut, la Meuse, le trafic rhénan, le Plan Delta, la côte belge et l'accès à l'Escaut, le bouchon de Lanaye et l'accord Anvers-Liège, le port de Gand et l'écluse de Terneuzen, le canal du Moerdijk); pp. 894 à 896;

PHOLIEN (concernant la politique extérieure du gouvernement, la nécessité et l'historique de la politique d'assouplissement, l'augmentation de la puissance atomique et la détention des bombes dans les deux camps; la politique suivie actuellement par la Russie, les rapports avec la Chine, la politique commerciale occidentale); pp. 896 à 898;

FLAMME (concernant la situation économique de la Grèce et le Plan Marshall, la stabilité de la paix, l'aide aux pays sous-développés dans le cadre européen); pp. 898 et 899.

Reprise de la discussion générale (21 mars 1956).

SPAAK m.a.é. (annonce les négociations entamées avec les Pays-Bas concernant le bouchon de Lanaye, les eaux intermédiaires et le canal de Gand à Terneuzen, appelle l'attention sur l'importance de la canalisation de la Moselle sur l'Union économique belgo-luxembourgeoise, défend sa position quant à la reconnaissance de la Chine communiste, parle des questions européennes, de la politique mondiale, du désarmement, des pays sous-développés, des relations entre l'Est et l'Ouest, rencontre les principales objections formulées); pp. 906 à 913;

Observations de MM. STRUYE, PHOLIEN, de DORLODOT; pp. 910 à 913;

DE GRAUW (demande d'augmenter le nombre des attachés commerciaux à l'étranger); p. 915;

PHILIPS (concernant les pays sous-développés, les traitements infligés aux missionnaires en Chine); pp. 915 et 916.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (21 mars 1956).

Les articles 1 à 24 du tableau (crédits affaires étrangères) sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 916.

Art. 25.

Intervention de MM. STRUYE, SPAAK, m.a.étr., ROLIN; pp. 917 et 918;

L'amendement de M. STRUYE est rejeté; p. 918;

L'article 25 du tableau est adopté; p. 919.

Art. 26 in fine.

Les articles 26 à la fin du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 919.

Discussion des articles du projet (21 mars 1956).

Les articles 1 à 3 sont adoptés sans observations; p. 919.

Budgets. — Exercice 1956. — AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE EXTERIEUR. — CRÉDITS AFFAIRES ÉTRANGÈRES. (suite).

Vote (22 mars 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 57 et 1 abstention; p. 999.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

AGRICULTURE.

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1956.

Doc. — N° 5-XIII. Projet transmis par la Chambre des Représentants;

N° 122. Rapport de M. Vreven.

N° 127. Amendement proposé par M. Mullie.

Ann. —

Discussion générale (1 mars 1956).

Discours de MM. VREVEN, rapp. (rectifie quelques erreurs matérielles qui se sont glissées dans le rapport); p. 770;

DE BOODT (se déclare déçu par l'attitude du ministre, lui reproche sa politique de nominations, parle de l'abrogation du protocole agricole de 1947, compare la politique agricole suivie en Belgique et en Hollande, traite de la culture du froment, des betteraves, de l'agriculture en général, des dégâts causés par le gel; défend ses amendements proposés en commission); pp. 771 à 774;

PIOT (parle de la politique du ministre, de la situation agricole, du remembrement des terres, de l'accession à la propriété, du droit de préemption, du prix de revient); pp. 777 et 778;

Observation de M. MOUREAUX; p. 778;

MONDELAERS (parle du subside du contrôle de rentabilité dans les associations d'éleveurs, du subside pour l'enseignement post-scolaire, du bétail atteint de la fièvre aphteuse, du crédit pour le défrichement de terres incultes, du montant total du budget, de l'autostrade Anvers-Liège, des excavations de terrain le long de la Meuse à la frontière hollandaise, de la tuberculose bovine); pp. 778 à 781;

Observation de M. Lefebvre, m.a.; p. 778;

SLEDSSENS (concernant l'article paru dans la revue « Productivité » et l'article édité dans le livre blanc de la F.I.B., l'influence de l'agriculture sur les prix en général, les contingentements, la prospection, le protocole agricole de 1947, Benelux, l'aide à l'horticulture); pp. 782 et 783;

ESTIENNE (compare le revenu cadastral belge au revenu net provenant de l'agriculture, parle de la situation de la classe paysanne, du problème du froment, des subventions aux stations libres de recherches agronomiques); pp. 784 à 786;

Observation de M. LEFEBVRE, m.a.; p. 785;

BUTS (concernant l'horticulture et la capacité de production annuelle, détaille chaque branche de l'horticulture, parle de la concurrence, des subsides, de la rémunération des agriculteurs, de l'extension des débouchés, de la fixation des prix, de la protection du secteur agricole et horticole); pp. 786 à 789;

baron de DORLODOT (concernant le congé à accorder aux miliciens lorsque leurs parents doivent réensemencer les champs atteints par la gelée); p. 789.

Budgets. — Exercice 1956. — AGRICULTURE. (suite).

Reprise de la discussion générale (7 mars 1956).

Discours de MM. MULLIE (concernant l'accès à la propriété de la terre cultivée, parle du revenu national et du revenu net provenant de l'agriculture, des index agricoles, du coût de production, du prix de vente, de la situation de l'agriculture à cause des gelées, du beurre, de la tuberculose bovine, de la peste porcine, du contrôle laitier, des subsides à l'élevage et aux céréales secondaires, de la rentabilité de la petite culture, des terres ensablées, de l'électrification des écarts, des accords internationaux intéressant l'agriculture); pp. 803 à 807;

LEFEBVRE, m.a., (compare la situation agricole de la Belgique aux autres pays et émet ses conclusions, explique sa politique, détaille chaque branche importante de l'horticulture et de la culture maraîchère, parle du tabac, de l'aide aux cultivateurs sinistrés, de la pêche maritime, s'étend sur les relations internationales dans le cadre des accords souscrits par la Belgique, attire l'attention sur la participation des associations agricoles aux travaux de la commission d'harmonisation, répond aux questions posées); pp. 807 à 815;

Observations de MM. SLEDSSENS, comte d'ASPREMONT LYNDEN, PIOT; pp. 809 à 814;

SOBRY (concernant la situation générale de l'économie agricole, la lutte contre les épizooties, la pêche maritime); pp. 814 à 817;

BOUILLY (rend hommage au ministre et au rapporteur, analyse certaines parties du discours du ministre, se déclare d'accord avec la politique suivie, répond à un reproche qu'un membre de la droite a adressé au ministre, parle du budget et de l'agriculture en général); pp. 817 et 818;

DE STOBBELEIR (parle des agriculteurs et des horticulteurs des régions flamandes, du houblon, du tabac, du prix du lait, de la situation des pêcheurs); pp. 818 et 819;

MOULIN (concernant les doléances des planteurs de tabac, la hausse des semences de froment); pp. 819 et 820);

FERIJN (concernant le houblon, l'orge de brasserie, les cas de Pseudo-Lysses dans la région d'Ypres); pp. 820 et 821;

ADAM (concernant la station de recherches pour l'amélioration de la pomme de terre à Libramont); pp. 821 et 822;

Observation de M. LEFEBVRE, m.a.; p. 821;

COUPLET (parle de la rentabilité, de la politique de progrès agricoles, des droits de douane sur le sucre, de la taxe de transmission, du prix de direction, de la marge de raffinage du sucre, de la consommation de la saccharine, du service de la comptabilité agricole du département et de l'organisation de certains autres services, de l'article paru dans la revue « Productivité »); pp. 822 et 823;

Observations de M. LEFEBVRE, m.a.; pp. 822 et 823;

ANCOT (concernant la pêche maritime et le commerce du petit poisson et de la crevette, la crise de l'armement maritime, la formation de pêcheurs maritimes); pp. 824 et 825;

Observations de M. LEFEBVRE, m.a.; pp. 824 et 825;

DESMEDT R. (concernant le prix des produits agricoles, l'index, la part de l'agriculture dans le revenu net, la productivité, le froment, les analyses pédolo-

Budgets. — Exercice 1956. — AGRICULTURE. (suite).

giques, le tabac, le houblon et l'orge, la culture de chicorée, le lin, la diminution de la superficie des terres arables, les attachés agricoles); pp. 825 à 827;

DEMARNEFFE (concernant l'exportation de produits agricoles et horticoles, le droit de douane sur les produits phyto-pharmaceutiques); pp. 827 et 828;

VAN REMOORTEL (concernant la chasse dans la forêt de Soignes); p. 828.

Reprise de la discussion générale (8 mars 1956).

Discours de MM. HENSKENS (traite de l'agriculture en général, reprend et réfute certains arguments de l'opposition, parle de l'agriculture dans le cadre de Benelux et de l'intégration européenne, du prix élevé de la terre, du droit de préemption, de la création d'un organisme spécial pour l'acquisition de terres); pp. 829 à 831;

Observations de MM. FERIJN, R. DESMEDT, DOUTREPONT, SOBRY; pp. 830 et 831;

VREVEN, rapp. (concernant l'évolution du budget, l'aide à l'agriculture et l'horticulture, l'index, la production, les petites exploitations, la situation en 1955 et les prévisions pour 1956, la culture des fruits, le droit d'importation sur les produits phyto-pharmaceutiques, les questions forestières, la propriété terrienne); pp. 831 à 833;

Observations de M. DE BOODT; p. 833;

USELDING (concernant les questions forestières, les agents des Eaux et Forêts, les agronomes de l'Etat, la culture de tabac); pp. 833 et 834);

Observations de M. LEFEBVRE, m.a.; p. 834;

SOLAU (concernant le problème de la récolte et de la destruction ou de la transformation des ordures ménagères); pp. 834 et 835;

LEYSEN (concernant l'apiculture, les crédits pour l'enseignement et le service d'information, les pulvérisations et les poudrages prématurés, la représentation de la Belgique au Congrès international d'apiculture, la création de stations de recherches, la candidature de la Belgique au XVII^e Congrès international d'apiculture à Vienne); pp. 835 et 836);

DUVIEUSART (répond à une allusion du ministre au sujet des subsides, parle de l'attitude des hommes politiques envers les problèmes économiques); p. 836;

LEFEBVRE, m.a. (regrette de ne pouvoir répondre en détail à tous les orateurs intervenus après son discours mais rencontre brièvement certaines observations); pp. 836 à 838;

Observations de M. ANCOT; p. 837;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (8 mars 1956).
(texte adopté en commission).

Intervention de M. LEFEBVRE, m.a.; p. 838;

Art. 1 à 22.

Les articles 1 à 22 sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 838.

Art. 23.

Intervention de MM. MULLIE, LEFEBVRE, m.a., SLEDSSENS, DE BOODT;

L'article 23, amendé en commission, est rejeté; p. 840;
L'article 23, proposé par le gouvernement, est adopté; p. 840;

Budgets. — Exercice 1956. — AGRICULTURE. (suite).**Art. 24.**

L'article 24, amendé en commission, est rejeté
L'article 24, proposé par le gouvernement, est adopté ;
p. 840.

Art. 25 à 28.

Les articles 25 à 28 sont successivement mis aux voix
et adoptés ; p. 840.

Art. 29.

Intervention du comte d'ASPREMONT LYNDEN,
MM. LEFEBVRE, MULLIE, CHOT, COULON-
VAUX ; pp. 840 à 842 ;
Observations de MM. ROLIN, LEFEBVRE, m.a. ;
pp. 841 et 842 ;
L'amendement de M. MULLIE et du comte d'AS-
PREMONT LYNDEN est rejeté ; p. 842 ;
L'article 29 est adopté ; p. 843.

Discussion des articles du projet (8 mars 1956).

Les articles 1 à 5 sont adoptés sans observations ;
p. 843.
Les articles 23 et 24 du tableau sont remis aux voix
et définitivement adoptés ; p. 843.

Vote (8 mars 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix
contre 67 et 2 abstentions ; p. 850.
Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

CLASSES MOYENNES.**Budget du Ministère des Classes Moyennes pour l'exercice 1956.**

Doc. — N° 5-XV. Projet de loi.
N° 10. Rapport de M. De Stobbeleir.

Ann. —

Discussion générale (16 novembre 1955).

Discours de MM. BOSSAERT, m.c.m. (concernant le souci d'éviter au maximum un alourdissement des charges de l'Etat, la prudence à observer dans le domaine des nouvelles réglementations, l'aide technique et financière aux petites et moyennes entreprises, l'amélioration de la formation professionnelle et le standing des classes moyennes, la coordination des dispositions réglementaires régissant la formation professionnelle, la création d'un comité national de perfectionnement professionnel, le crédit aux classes moyennes et les subventions prévues à cet effet, les nouveaux projets de loi, la réglementation de l'accès à la profession et la qualification professionnelle, la réglementation des économats d'entreprises publiques et privées, la création d'un Office d'Exportation des produits de la petite et moyenne entreprise, la politique d'équilibre) ; pp. 12 à 14 ;

SERVAIS Maurice (concernant le perfectionnement de la formation professionnelle, les secrétariats d'apprentissage, les mesures d'exécution de la loi sur les habitations moyennes, la nécessité d'activer le vote de certains projets et propositions, une politique souple de crédit aux commerçants et artisans, les charges sociales des classes moyennes) ; pp. 14 et 15 ;

WIARD (concernant la représentation électorale et une politique des classes moyennes) ; p. 16 ;

FLAMME (concernant la réforme du registre de commerce, la définition du terme « classes moyennes », les charges de la sécurité sociale) ; pp. 16 et 17 ;

Budgets. — Exercice 1956. — CLASSES MOYENNES. (suite).

Observations de M. WARNANT ; p. 16 ;

PAIRON (concernant l'analyse du budget pour 1956, la loi sur l'accès à la profession, la semaine des cinq jours, les contrats de brasserie, la nécessité de prévoir une réglementation spéciale des cotisations à l'Office National de Sécurité Sociale en faveur des petites et moyennes entreprises écrasées sous les charges sociales actuelles, les revendications des classes moyennes) ; pp. 17 et 18 ;

SANTENS (concernant les points de comparaison entre la politique suivie antérieurement par le P.S.C. et celle du gouvernement actuel, le mécontentement des classes moyennes) ; pp. 18 et 19 ;

COULONVAUX (concernant les caractéristiques des classes moyennes, la création du département des Classes Moyennes, son caractère législatif, ses attributions, le problème de l'équilibre des salaires, la crainte de la concurrence due aux loisirs supplémentaires dont jouiront les travailleurs à la suite de la réduction du temps de travail, l'exercice du privilège que possède l'O.N.S.S. en cas de faillite, la puissance concurrentielle de concentration économique, l'accès à la profession et la qualification professionnelle) ; pp. 19 à 21 ;

VAN BULCK (concernant le montant global de ce budget et le crédit prévu pour la formation professionnelle et l'apprentissage, la répartition des crédits, les arriérés figurant au budget de 1956) ; p. 21 ;

BOSSAERT, m.c.m. (concernant la formation professionnelle, la construction d'habitations moyennes, les charges sociales, la représentation électorale, l'Office pour la promotion de l'exportation et l'organisation d'une exposition permanente à Bruxelles, l'accès à la profession, les cotisations à la sécurité sociale, l'égalité fiscale, les arriérés figurant au budget de 1956, les difficultés avec l'O.N.S.S.) ; pp. 22 et 23 ;
Observations de MM. SERVAIS, FLAMME, AN-COT, SMETS, VAN BULCK, BOSSAERT, m.c.m. ; pp. 22 et 23.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (16 novembre 1955).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 23.

Discussion de l'article unique du projet (16 novembre 1955).

L'article unique est adopté sans observations ; p. 23.

Vote (6 décembre 1955).

M. VAN BULCK justifie son vote ; p. 71.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix
contre 70 et 3 abstentions ; pp. 71 et 72.

Se sont abstenus : MM. de la VALLEE POUSSIN,
MERENNE et NOEL.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

COLONIES.**Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1956.**

Doc. — N° 5-XII. Projet de loi.
N° 42. Rapport de M. Moureaux.

Ann. — Pas de discussion générale.

Budgets. — Exercice 1956. — COLONIES. (suite).

Discussion des articles du tableau (14 décembre 1955).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 151.

Discussion des articles du projet de loi (14 décembre 1955).

Intervention de M. JESPERS; p. 151.

Les articles 1 à 3 sont adoptés sans observations; pp. 151 et 152.

Vote (15 décembre 1955).

L'ensemble du projet de loi a été adopté par 88 voix contre 72 et 2 abstentions; p. 176.

Se sont abstenus: MM. MERENNE et NOEL.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

COMMUNICATIONS.

Budget du Ministère des Communication pour l'exercice 1956.

Doc. — N° 5-XVI. Index + annexe II.

N° 30. Rapport de MM. Briot, De Grauw et Vergeylen.

N° 58. Amendements présentés par le gouvernement.

Ann. —

Discussion générale (14 décembre 1955).

Discours de MM. DELPORT (concernant la cause de la faillite des essais de coordination en matière de circulation, la nécessité de coordonner tout ce qui concerne les transports sous une seule direction, la Régie des Voies Aériennes, le nouvel aéroport de Melsbroek, l'équipement de sécurité de cet aéroport, l'achat d'un avion bimoteur Gemini par la R.V.A., les adjudications de la R.V.A., le cadre du personnel de la R.V.A., la Régie des Télégraphes et Téléphones et l'automatisation du réseau, le comportement du personnel en contact avec le public, le problème de la télévision et l'institution d'une nouvelle commission d'étude, les suites de l'épuration au département); pp. 152 à 154;

DEKEYZER (concernant la nomination de sous-secrétaires d'Etat, notamment à la circulation routière, les problèmes des facteurs des postes, l'exploitation des paquebots de l'Etat, le transport d'autos par avion, les problèmes de la marine marchande belge, la circulation routière et la multiplicité des accidents, la signalisation routière, la durée du travail des chauffeurs routiers, l'assurance obligatoire, l'augmentation du trafic fluvial, le Fonds des Routes, la coordination des transports et l'intégration européenne, les émissions mondiales de la radio, la télévision, le tourisme social); pp. 154 à 156;

DE GRAUW, rapp. (concernant la modernisation des chemins de fer, les charges financières de la S.N.C.B., le tourisme, le problème de la télévision, les difficultés de l'aviation commerciale, les licences du transport routier); p. 156;

VAN DEN STORME (concernant l'Office national de la Jonction Nord-Midi et sa liquidation, le manque de contrôle sur l'Office, la convention à conclure avec la S.N.C.B., le coût croissant des frais généraux, les retards dans l'exécution des travaux confiés à l'Office); pp. 156 et 157;

Budgets. — Exercice 1956. — COMMUNICATIONS. (suite).

BRIOT (concernant les pensions à la S.N.C.B., la péréquation des pensions, les bonifications pour services patriotiques rendus pendant la guerre 1940-1945); pp. 157 et 158;

VAN IMPE (concernant la représentation du syndicat libéral des services publics au conseil paritaire, les travaux au canal de Terneuzen, la police des routes); pp. 158 et 159;

SLEDESENS (concernant les communications dans le Nord de la Campine, le manque de voies de communication adéquates et de réseaux téléphoniques automatiques); pp. 159 et 160);

PONTUS (concernant l'électrification du chemin de fer de Liège, Herbenthal, les émissions de l'I.N.R. en langue allemande, la situation des cheminots qui ont été forcés de travailler sous administration allemande, la réadaptation des salaires de travailleurs allemands occupés par la S.N.C.B. sur la ligne Raeren-Kalterherberg); pp. 160 et 161;

PAIRON (concernant les transports de marchandises par route et l'octroi de licences, les communications insuffisantes dans le Nord de la province d'Anvers); p. 161;

MOULIN (concernant la situation du personnel et la durée du travail à la S.N.C.B.); p. 161;

VERGEYLEN, rapp. (concernant la perception d'une taxe d'embarquement sur les voyageurs à Melsbroek); pp. 161 et 162;

GODIN (concernant la situation des postiers et agents de la S.N.C.B. qui ont été l'objet d'une sanction après la guerre 1940-1945, les versements faits à la caisse de la Reichsbahn par des cheminots des régions de l'Est, l'électrification de la ligne Bruxelles-Liège et la ligne Pepinster-Verviers-Spa); p. 162;

DE BLOCK, rapp. (concernant les travaux en commission et l'établissement du rapport, l'étendue de la compétence du département, la tendance à l'étatisation, l'octroi de plus grands pouvoirs au directeur général de la S.N.C.B., les postes, la représentation du syndicat libéral à la commission paritaire de la S.N.C.B., la charge des pensions à la S.N.C.B., l'exploitation des chemins de fer et leur modernisation, la coordination de la politique en matière de transports, les transports routiers, la télévision, les imprimeries de l'administration); pp. 162 à 165.

Reprise de la discussion générale (15 décembre 1955).

Discours de MM. SEGERS (concernant l'augmentation des dépenses du département, le repos dominical des postiers, l'état actuel des chemins de fer, les tarifs réduits pour les voyageurs, les transports de marchandises, le problème du Fonds de Renouveau, la modernisation du matériel, la diminution du personnel qui doit en résulter, les résultats de l'électrification, le contrôle de la Sécurité de l'Etat à Herbenthal, le remplacement des voitures en bois, le problème des pensions, les difficultés financières de la S.N.C.B.); pp. 170 à 172;

ORBAN (concernant les émissions radiophoniques en langue allemande, le mécontentement qui règne dans les cantons de l'Est, l'écoute d'émissions allemandes dans ces cantons); pp. 172, 173, 179;

LACROIX (concernant l'origine des charges financières de la S.N.C.B. et les pensions de ses agents); p. 179;

Budgets. — Exercice 1956. — COMMUNICATIONS.
(suite).

DEMARNEFFE (concernant les postes, les charges de la S.N.C.B. et les pensions, la sécurité routière, les ponts trop étroits et passages à niveau dans le Limbourg, l'électrification de la ligne Hasselt-Bruxelles, l'automatisation des réseaux téléphoniques dans le Limbourg, la télévision); pp. 179 et 180;

ANSEELE, m.c. (rencontre les différentes observations présentées, notamment concernant l'augmentation des dépenses, les postes, la marine, la sécurité routière, le tourisme, la Régie des Télégraphes et Téléphones, la régie des Voies aériennes, la flotte aérienne, les problèmes des chemins de fer, de la radio et de la télévision); pp. 180 à 191;

Observations de MM. SEGERS, ORBAN, VAN DEN STORME et DELPORT; pp. 181 à 191;

VAN BULCK (concernant la batellerie et les chantiers de construction pour la navigation intérieure, la nécessité d'accroître le tonnage de la batellerie et l'aide financière à accorder par l'Etat pour les constructions nouvelles, le pont de Boom et le canal de la Nèthe); pp. 191 et 192.

DUVIEUSART (concernant le Palais des Arts à Charleroi, le coût de l'achat de matériel ferroviaire construit en Belgique). p. 192;

ANSEELE, m.c. (répond aux observations formulées); p. 193;

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (15 décembre 1955).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés avec les amendements du gouvernement; p. 193.

Discussion des articles du projet (15 décembre 1955).

Les articles 1 à 11 sont adoptés sans observations; pp. 193 et 194.

Vote (22 décembre 1955).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 50 et 2 abstentions; p. 280.

Se sont abstenus : MM. MERENNE et NOEL.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

DEFENSE NATIONALE.

Budget du Ministère de la Défense Nationale pour l'exercice 1956.

Doc. — N° 5-X. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 110. Rapport de M. Machtens.

Ann. —

Discussion générale (21 février 1956).

Discours de MM. SPINOY, m.d.n. (concernant la politique militaire gouvernementale, les problèmes de base de la force terrestre, la défense anti-aérienne, le mécanisme de la mobilisation, le statut et la formation des cadres, les spécialistes, le service de santé en Belgique et au Congo, le problème de la logistique, les formations hospitalières, les bases métropolitaines d'Afrique, les forces aérienne et navale, rend hommage aux militaires de tous rangs des trois forces); pp. 686 à 690;

Budgets. — Exercice 1956. — DEFENSE NATIONALE.
(suite).

MACHTENS, rapp. (parle de son rapport, des armes de la Belgique, des déclarations du ministre); p. 690 et 691;

DE BOODT (demande que les rapports soient distribués avant communication à la presse, parle de la création d'une commission mixte, des bases militaires au Congo, de l'accord Belgique-Portugal, de l'embouchure du fleuve Congo, de la défense aérienne, du rôle des aumôniers, des deux forces armées, les frais de notre armée en Allemagne occidentale, les situations linguistiques à l'armée); pp. 691 et 692; Observations de M. ROLIN; p. 691;

FLAMME (concernant les chiffres du budget, les sous-officiers, les mutations des officiers, le matériel, le financement de nos forces d'occupation en Allemagne, les cadres de réserve, l'Union nationale des officiers de réserve); pp. 693 et 694;

PARMENTIER (concernant le malaise qui règne à l'armée, la situation des officiers d'active, prisonniers de 1940 à 1945, les adjudications au département, la traduction sur le plan des spécifications américaines, la commission mixte); p. 694;

baron NOTHOMB (concernant l'aviation, les forces de l'intérieur, la mobilisation des divisions d'active, la position de l'armée belge vis-à-vis des autres armées d'occupation en Allemagne, les rectifications des frontières, les services d'éducation); pp. 694 à 697;

Observations de MM. FLAMME et VAN REMOORTEL; p. 696;

ROLIN (concernant la distinction entre forces d'intervention et de l'intérieur, la Belgique au sein de l'U.E.O. et l'Atlantique-Nord et la standardisation des armes, les communications linguistiques, l'aspect budgétaire de l'armement moderne); p. 697;

VAN IMPE (concernant la police judiciaire près l'auditorat militaire, les droits des Flamands devant les tribunaux); pp. 697 et 698;

DELPORT (concernant l'aviation et l'instruction des pilotes); p. 698;

VAN REMOORTEL (répond au baron Nothomb concernant l'éducation des soldats); pp. 698 et 699;

GODIN (concernant la conjoncture internationale, l'organisation de l'armée, la mise à la pension des officiers, l'aviation, la question des armes nouvelles, les frais d'occupation de nos troupes en Allemagne); pp. 699 et 700;

baron NOTHOMB (reparle de l'éducation des soldats, exprime son admiration pour les officiers d'éducation, insiste sur la formation du soldat sur le plan civil et historique); p. 700.

Reprise de la discussion générale (22 février 1956).

Discours de MM. MOREAU de MELEN (parle de l'insuffisance numérique des cadres dans la force d'intervention, appuie quelques considérations émises dans des interventions précédentes, traite du service de l'aumônerie, aborde le problème général de la défense et la constitution de la commission mixte, appelle l'attention sur la police populaire en Allemagne orientale); p. 701 à 704;

Budgets. — Exercice 1956. — DEFENSE NATIONALE.
(suite).

M^{me} BEECKMAN-V^e VANDERVELDE (concernant le volontariat féminin); p. 704;

BAERT (concernant la force aérienne, la politique générale de la défense nationale, les armes atomiques et nucléaires, la commission mixte et la tâche à accomplir); pp. 704 à 706;

baron de DORLODOT (concernant l'indemnité aux femmes des miliciens); pp. 707 et 708;

SPINOY, m.d.n. (répond brièvement à toutes les questions et considérations émises précédemment, parle des sommes payées par le gouvernement fédéral allemand aux troupes étrangères stationnées sur son territoire, prie les membres du parlement de ne plus intervenir auprès des membres de la commission de radiation des candidats-pilotes); pp. 708 à 713;

Observation de M. VAN GERVEN; p. 709;

VAN BUGGENHOUT (concernant l'intervention du gouvernement général du Congo en faveur de la base de Kitona); pp. 714 et 715;

SPINOY, m.d.n. (répond à M. VAN BUGGENHOUT et précise la différence entre budgets ordinaire et extraordinaire); p. 715.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (22 février 1956).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 715;

Discussion des articles du projet (22 février 1956).

Les articles 1 à 7 sont adoptés sans observations; pp. 715 et 716.

Vote (1 mars 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 80 voix contre 69 et 1 abstention; p. 774.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

DETTE PUBLIQUE.*Budget de la Dette Publique pour l'exercice 1956.*

Doc. — N° 5-II. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 117. Rapport de M. Moureaux.

Ann. —

Discussion générale (22 mars 1956).

Discours de MM. JANSSEN (concernant la déclaration du Premier ministre relative à la diminution de l'augmentation de la dette publique et le slogan de l'héritage laissé par le gouvernement P.S.C., le marché des rentes en rapport avec la dette publique, la conversion, la politique de défense monétaire, la consolidation du statut du franc, la couverture des engagements par un certain pourcentage d'or, la définition de la teneur en or du franc, le plafond de la Banque Nationale, l'emprunt du Fonds autonome des routes, la situation au point de vue budgétaire, la péréquation des pensions, le pécule des vacances, les pensions des indépendants, l'intervention gouvernementale auprès du F.N.A.M.I., les crédits supplémentaires, les travaux en vue de l'exposition de 1958); pp. 988 à 993;

Observations de M. LIEBAERT, m.f. et du baron de DORLODOT; pp. 988 à 993;

Budgets. — Exercice 1956. — DETTE PUBLIQUE.
(suite).

LIEBAERT, m.f. (concernant l'accroissement de la dette publique, les emprunts et les taux d'intérêt, la conversion, la couverture-or du franc, la teneur en or du franc, le plafond de la Banque Nationale, l'emprunt du Fonds des routes, l'équilibre du budget de 1956, les dégâts causés par le gel, l'excès de froment, la question des 45 heures dans la mine, le problème des grandes villes et celui des invalides); pp. 993 et 994;

Observation de M. VAN HOUTTE; p. 993.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (22 mars 1956).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 994.

Discussion des articles du projet (22 mars 1956).

Les articles 1 à 4 sont adoptés sans observations; pp. 994 et 995.

Vote (22 mars 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 56 et 2 abstentions; p. 1000.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

DOTATIONS.*Budget des Dotations pour l'exercice 1956.*

Doc. — N° 5-IV. Projet de loi.
N° 57. Rapport de M. Wiard.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (22 décembre 1955).

L'article unique est adopté; p. 266.

Vote (22 décembre 1955).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 82 voix contre 3 et 45 abstentions; p. 281.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

FINANCES.*Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1956.*

Doc. — N° 5-XXI. Projet de loi.
N° 89. Rapport de M. Doutrepont.

Ann. —

Discussion générale (15 février 1956).

Discours de MM. DOUTREPONT (rend hommage au personnel du département, examine les tableaux annexés au budget, détaille tout ce qui concerne le personnel, parle des comptes définitifs, de la réforme de la comptabilité publique, de la diminution des avances du Trésor, des organismes créés pendant la guerre, des dotations à la caisse autonome des dommages de guerre, du contentieux judiciaire, du recours en matière fiscale, des versements anticipatifs des impôts sur les revenus); pp. 644 à 647;

Budgets. — Exercice 1956. — FINANCES. (suite).

Observations de MM. ANCOT, ORBAN, VAN HOUTTE; pp. 646 et 647;

ADAM (concernant la suppression de certains bureaux de recettes des contributions directes, l'application de la taxe forfaitaire des revenus professionnels agricoles, la recevabilité des recours fiscaux transmis au greffe des cours d'appel par voie postale, le recours déposé par voie d'avoué); pp. 647 à 649;

VAN LAEYS (parle du paiement des impôts par les travailleurs indépendants, d'une mentalité regrettable dans l'administration des contributions directes et indirectes, de la circulation de pièces de monnaie se ressemblant); pp. 649 et 650;

PARMENTIER (concernant l'exonération fiscale des représentants belges dans les organismes internationaux, les finances provinciales, la régularisation des agents stagiaires de première et deuxième catégories); p. 651;

ANCOT (concernant la procédure de recours devant la cour d'appel, la double taxation des revenus provenant de biens immobiliers situés au Congo, dépose une proposition de loi à ce sujet); pp. 651 à 653;

VAN IMPE (concernant les recours fiscaux, l'enregistrement de pièces, l'équité pour le contribuable et pour le fisc); pp. 653 et 654;

LIEBAERT, m.f. (regrette que des questions nouvelles aient été formulées auxquelles il lui est difficile de donner une réponse immédiate satisfaisante, rencontre les principales observations faites); p. 654;

Observation de M. ADAM; p. 654;

ORBAN (pose au ministre une question d'ordre essentiellement technique se rapportant aux droits de mutation perçus sur la vente d'une propriété immobilière); pp. 654 et 655;

LIEBAERT, m.f. (fera examiner la question et répondra ultérieurement); p. 655.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (15 février 1956).

Les articles des tableaux sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 655.

Discussion des articles du projet (15 février 1956).

Les articles 1 à 5 sont adoptés sans observations; p. 655.

Vote (16 février 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 67 et 2 abstentions; p. 670.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

GENDARMERIE.**Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1956.**

Doc. — N° 5-XI. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 109. Rapport de M. Knops.

Discussion générale (16 février 1956).

Discours de M. VAN GERVEN (parle du surmenage, des congés et des traitements insuffisants des gendarmes); pp. 657 et 658.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (16 février 1956).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 658.

Budgets. — Exercice 1956. — GENDARMERIE. (suite).

Discussion de l'article unique du projet (16 février 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 658.

Vote (16 février 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 83 voix contre 65; p. 671.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

INSTRUCTION PUBLIQUE.

Budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956.

Doc. — N° 5-XIX. Index + Erratum.

N° 48. Rapport de M. Crommen.

N° 92. Amendement proposé par M. Jespers.

Amendement proposé par M. Leysen.

Amendement proposé par M. Kluyskens.

Amendement proposé par M. Jespers.

N° 100. Amendements présentés par le gouvernement.

N° 104. Amendement présenté par le gouvernement.

N° 105. Amendement proposé par le baron Nothomb.

Ann. —

Discussion générale (31 janvier 1956).

A cette discussion générale est jointe la discussion de l'interpellation de M. Duvieusart « sur la décision de M. le Ministre de l'Instruction publique de ne pas proposer au chef de l'Etat l'annulation de la délibération du conseil communal de Thiméon portant nomination du sieur M... en qualité d'instituteur en chef de l'école communale de Thiméon et sur le désaveu ainsi apporté à la décision de la députation permanente du Hainaut qui, tenant compte des antécédents de l'intéressé, de la peine disciplinaire et de la condamnation correctionnelle qui lui avaient été infligées avait estimé que l'intéressé ne réunissait pas les qualités suffisantes d'éducateur pour assurer les fonctions d'instituteur en chef avec la pondération et l'autorité nécessaires, dans l'intérêt bien compris de l'enseignement public ».

Discours de MM. DUVIEUSART (demande de fixer la date de l'interpellation); p. 448;

le PRESIDENT (prend date pour jeudi); p. 448;

JESPERS (attire l'attention sur les 27 amendements déposés et demande au ministre leur discussion en commission); p. 449;

COLLARD, m.i. (déclare être à la disposition du Sénat); p. 449;

MISSIAEN (fait remarquer qu'après le dépôt du rapport, la commission ne discute plus les amendements, à moins que le Sénat n'en décide ainsi); p. 449;

le PRESIDENT (demande de convoquer la commission pour le lendemain matin); p. 449;

JESPERS (dit que ce budget est le nœud de la politique gouvernementale, voudrait amener le ministre à revoir certains points de vue, mais marque son accord sur d'autres, parle de la prolongation de la scolarité, de l'article 26 de la déclaration des droits de l'homme, de la liberté absolue du choix de l'école, du tort causé au personnel enseignant, du traitement du secrétaire général, de la situation linguistique au département, des frais de fonctionnement, de la nomination d'inspecteurs et de leur traitement, des classes pour enfants spasmatisques, des classes flamandes à Bruxelles, de la rationalisation,

Budgets. — Exercice 1956. — INSTRUCTION PUBLIQUE. (suite).

- de l'indemnité de compensation, de la sécurité sociale, des arrêtés d'exécution dans les divers secteurs de l'enseignement, de la mise en disponibilité, des beaux-arts, de l'éducation populaire, de la circulaire du ministre au sujet de l'éducation civique); pp. 449 à 454;
- VANDERMEULEN (concernant la dernière section du budget, les subventions aux musées de province, les bibliothèques publiques, les revendications matérielles du personnel enseignant, les subventions à l'enseignement musical communal, le personnel enseignant des régions de l'Est); pp. 454 et 455;
- LECLERCQ (concernant les efforts de l'opposition, la loi du 27 juillet 1955, les arrêtés d'exécution et la note officielle, rend hommage à M. COLLARD, parle des bâtiments scolaires, du barème des instituteurs de l'Etat, des enfants anormaux); pp. 455 à 458;
- NOEL, concernant la démocratisation de l'école, l'homologation des diplômes, le présalaire, les écoles multilatérales, la prolongation de la scolarité obligatoire, la révision des méthodes, l'inspection dans l'enseignement, l'adjonction de services sociaux, les écoles du soir, le problème du personnel, le dédoublement des classes, les conseils du personnel); pp. 458 à 461;
- Observations de M. ORBAN; p. 459;
- VAN IN (concernant le barème des inspecteurs cantonaux et principaux, le statut pécuniaire, le traitement, les frais de déplacement et de bureau des inspecteurs, les travaux de la commission de révision, les questions concernant l'enseignement technique, l'orthographe); pp. 461 à 463;
- DE STOBBELEIR (concernant la loi du 22 juin 1953 créant un fonds des bâtiments scolaires et universitaires de l'Etat); p. 463;
- LEYNEN (concernant les conséquences financières de la loi du 27 juillet 1955, les arrêtés d'exécution, la pré-agrégation d'institutions de l'enseignement technique, le minimum de la population scolaire, les frais du fonctionnement de l'enseignement technique, et la situation du personnel administratif, la restauration du château de Alde-Biezen et son affectation); pp. 464 à 466);
- Reprise de la discussion générale* (2 février 1955).
- Discours de MM. DELPORT (concernant la loi Collard et ses conséquences, les arrêtés d'exécution, la population scolaire, la scission des subsides dans le secteur de l'enseignement normal, les prévisions budgétaires pour les écoles normales catholiques, l'enseignement moyen et technique, suggère de favoriser la recherche scientifique et l'enseignement supérieur, traite des spécialisations); pp. 488 à 490;
- HENSKENS (félicite le ministre et le rapporteur, parle des écoles multilatérales, de l'organisation et des réformes de l'enseignement, de l'octroi de diplômes dans l'enseignement moyen inférieur, de la prolongation de la scolarité, de la répartition des années de scolarité); pp. 490 et 491 et 497 à 499;
- CROMMEN, rapp. (relève quelques points traités par d'autres orateurs, s'étend sur les frais de fonctionnement, les inspecteurs cantonaux et principaux, les enfants anormaux, les fournitures classiques, l'ajustement de certains traitements, les subsides aux écoles de musique, l'orthographe, le contrôle psycho-

Budgets. — Exercice 1956. — INSTRUCTION PUBLIQUE. (suite).

- médical, le rappel sous les armes des instituteurs-officiers de réserve, l'enseignement supérieur, l'université de Gand, la liberté du choix de l'école); pp. 499 à 501;
- Observations de M. JESPERS; p. 500;
- LEYSEN (concernant le taux des élèves requis, les conséquences de la réglementation actuelle de l'enseignement, le paiement des instituteurs bénéficiant d'un traitement provisoire, l'enseignement frœbelien, les écoles mixtes, le désordre dans l'enseignement moyen du degré inférieur, les directives à donner, le dédoublement des classes, les suppléments de traitement communaux, l'enseignement normal et technique, les conséquences de la loi du 27 juillet 1955 sur l'enseignement technique libre); pp. 501 à 505;
- MOUREAUX (concernant la formation universitaire, la situation des hommes de science, le recrutement universitaire, les bourses d'études); p. 505;
- NEEFS (concernant la situation confuse dans l'enseignement, l'application modérée des nouvelles dispositions, cite des exemples, parle des conditions de pension); pp. 505 et 506;
- Observations de M. COLLARD, m.i.p.; p. 506;
- MISSIAEN (compare les interventions de la majorité et de la minorité, parle de la paix scolaire, attend les arrêtés annoncés dans la déclaration gouvernementale, traite du libre choix de l'école, des écoles techniques communales et provinciales, de l'égalité des deux enseignements, des subsides à l'enseignement libre, de l'état lamentable des bâtiments scolaires des écoles officielles, du transfert du service des bâtiments scolaires au ministère de l'instruction publique, des fournitures classiques, de l'assurance des enfants contre accidents); pp. 507 à 509;
- VAN IMPE (concernant les enfants débiles physiques, les répétiteurs pour enfants arriérés, la restauration de l'église Saint-Nicolas à Gand); p. 510.
- Reprise de la discussion générale* (7 février 1956).
- Discours de MM. DUVIEUSART (expose l'objet de son interpellation et cherche les motifs de la décision du ministre); pp. 519 à 521;
- Observations de M. COLLARD, m.i.p.; p. 521;
- COLLARD (demande quel est le mobile de l'interpellation et dit qu'il veut rectifier et présenter les choses comme elles sont); pp. 521 à 524;
- DUVIEUSART (répond à un reproche que le ministre lui a adressé); p. 524;
- le PRESIDENT (annonce le dépôt d'un ordre du jour); p. 524;
- de la VALLEE POUSSIN (parle de la révolution industrielle et scientifique, de l'évolution sociale amenant une réforme fondamentale de l'instruction et de la culture générale, compare les systèmes d'éducation anglais et français, défend l'enseignement libre, traite de la crise de l'enseignement en Belgique, de la recherche scientifique); pp. 524 à 526;
- le PRESIDENT (donne lecture d'un ordre du jour de M. STRUYE et du baron HUART regrettant la décision du ministre quant à l'annulation de la délibération du conseil communal de Thiméon et déclare l'interpellation close); p. 526;
- GODIN (parle des instituteurs révoqués des cantons de l'Est et demande que les commissions créées par le gouvernement commencent leurs activités); pp. 526 et 527;

Budgets. — Exercice 1956. — INSTRUCTION PUBLIQUE. (suite).

Observations de M. ORBAN; p. 527;
 baron NOTHOMB (concernant la création d'un ministère des sciences et des arts et d'une commission spéciale des beaux-arts, la promotion culturelle, la décentralisation, le Fonds national de la Littérature, l'Académie luxembourgeoise, le statut des académies royales, les bibliothèques publiques, les bibliothèques du second degré, les addiothèques, le dépôt légal des livres, la publication d'un livre officiel sur la Belgique, l'île de Comacina, l'orchestre de jeunesse, et l'amendement tendant à augmenter le subside, la culture belge dans ses rapports avec la politique internationale et européenne, la relance européenne, l'accord culturel multilatéral, la politique internationale); pp. 527 à 532;

MOLTER (concernant l'usage d'un langage néerlandais correct, l'édition flamande, les beautés de la nature et des villes, les artistes, l'éducation populaire et civique, la défense de la culture de l'Europe occidentale); pp. 532 à 534;

M^{me} CISELET (parle des crédits destinés à l'art dramatique et demande l'augmentation de ces crédits pour 1957 qu'elle compare aux sommes affectées aux théâtres dans certains pays étrangers); p. 534;

WIARD (parle de la cinémathèque de Belgique et compare la situation à celle des pays scandinaves); pp. 534 et 535;

VAN IN (la question de l'édition, la taxe de transmission sur le livre); p. 535;

VAN REMOORTEL (remercie le ministre et traite de la musique et du théâtre, des contrôles institués); pp. 535 et 536;

Reprise de la discussion générale (8 février 1956).

Discours de MM. COLLARD, m.i.p. (s'associe aux félicitations adressées au rapporteur, répond aux critiques présentées par la droite, et à une accusation lancée par M. NEEFS, fait une rectification à l'opinion émise par M. JESPERS concernant une circulaire signée par le ministre, parle de l'orientation de la politique générale de son département et des réalisations positives depuis mai 1954, répond aux interventions de MM. MOUREAUX, HENSKENS et NOEL, s'étend sur le problème des beaux-arts, parle de la création prochaine de deux centres culturels provinciaux); pp. 557 à 565;

Observations de MM. NEEFS, JESPERS et LEY-NEN; pp. 559 à 561;

PHILIPS (parle des arrêtés d'exécution et du régime des avances, de l'insécurité des droits, voudrait voir corriger le projet, traite du classement des professeurs, de la circulaire signée par le ministre, des subsides pour l'enseignement supérieur); pp. 565 et 566;

NEEFS (répond au reproche qui lui fut adressé par le ministre); p. 566;

GODIN (demande à nouveau quand les commissions de révision entameront l'examen des dossiers, du personnel enseignant révoqué des cantons de l'Est); p. 566;

Observations de M. COLLARD; p. 566;

LEYSEN (sollicite une réponse aux trois questions qu'il répète); p. 567;

JESPERS (invite le ministre à lire le texte litigieux de sa circulaire); p. 567;

Budgets. — Exercice 1956. — INSTRUCTION PUBLIQUE. (suite).

COLLARD, m.i.p. (répondra par écrit à M. LEYSEN et lit le passage de la circulaire en question); p. 567;
 Observations de MM. ORBAN, COLLARD, m.i.p., le PRESIDENT, PHILIPS; p. 567 et 568.
 La discussion générale est close.

Discussions des articles du tableau (8 février 1956).

Les articles 1 à 19 de la section I sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 568.

Les articles 3 à 19 de la section II sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 568.

Art. 22 du chapitre II de la section II.

Intervention de MM. JESPERS, CROMMEN, COLLARD, m.i.p.; p. 569;

L'amendement de M. JESPERS est retiré;

Intervention de MM. LEYSEN et COLLARD; m.i.p.; pp. 569 et 570;

L'amendement de MM. LEYSEN et JESPERS est rejeté; p. 570;

L'article 22 est adopté; p. 570.

Les articles 23 du chapitre III de la section II à 29 du chapitre IV de la section IV sont successivement mis aux voix et adoptés avec les amendements du gouvernement; p. 570.

Art. 3-1 de la section V.

Intervention de MM. KLUYSKENS, ORBAN, CROMMEN, COLLARD, m.i.p.; pp. 570 à 573.

L'amendement de MM. KLUYSKENS et ORBAN est rejeté; p. 573.

L'article 3-1 est adopté; p. 573.

Les articles 3-2 du chapitre I de la section V à 19 du chapitre I de la section IX sont successivement mis aux voix et adoptés avec les amendements du gouvernement; p. 573.

Art. 22 du chapitre II de la section IX.

Intervention de M. JESPERS; p. 574.

Le vote nominatif fait apparaître que le Sénat n'est pas en nombre.

Le vote sera repris; p. 574.

Reprise de la discussion des articles du tableau (9 février 1956).

Art. 22 à 26 de la section IX.

L'amendement de MM. JESPERS et DELPORT est rejeté; p. 578;

Intervention du baron NOTHOMB; p. 579;

L'amendement du baron NOTHOMB et M. VAN REMOORTEL est adopté; p. 580;

L'article 22 ainsi amendé et compte tenu de l'amendement du gouvernement est adopté; p. 580;

Les articles 25 (section IX) à fin du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 580.

Les articles du budget du Fonds National des Etudes sont successivement mis aux voix et adoptés avec les amendements du gouvernement; p. 580.

Discussion des articles du projet (9 février 1956).

Les articles 1 à 5 sont adoptés sans observations; p. 580.

Budgets. — Exercice 1956. — INSTRUCTION PUBLIQUE. (suite).**Art. 6.**

Intervention de MM. JESPERS, COLLARD, m.i.p. ;
L'amendement du gouvernement est adopté ;
L'article 6, amendé, est adopté ; p. 581.

Art. 7.

L'article 7 est adopté sans observations ; p. 581.

Art. 7bis (nouveau).

Intervention de MM. COLLARD, m.i.p., et LEYSEN ;
L'article 7bis (nouveau), présenté par la commission,
est adopté et devient l'article 8 du projet ; p. 581.

Art. 8 (ancien).

L'article 8 (ancien) devient l'article 9 ;
L'article 9 est adopté sans observations ; p. 581.
Les articles amendés sont successivement mis aux voix
et définitivement adoptés ; p. 581.

Vote (9 février 1956).

M. VAN REMOORTEL justifie le vote de son
groupe ; p. 586.
L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix
contre 68 et 2 abstentions ; p. 586.
Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

INTERIEUR.**Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1956.**

Doc. — N° 5-VIII. Projet de loi.

N° 47. Rapport de M. Yernaux.

N° 86. Amendements proposés par M. De Man.

Ann. —

Discussion générale (18 janvier 1956).

Discours de MM. NIHOUL (concernant la question de l'épuration administrative, le problème du Conseil d'Etat, les suppléments aux instituteurs communaux, les intercommunales mixtes et pures, les taxes indirectes de création d'égouts, les finances communales, les conséquences financières de la péréquation cadastrale, les centimes additionnels progressifs sur l'impôt foncier, la majoration du Fonds des communes, la charge des pensions, compare la politique financière des deux gouvernements); pp. 364 à 368 ;

Observations de MM. HARMEGNIES, le PRÉSIDENT, VERMEYLEN, m.i. ; p. 366 ;

HARMEGNIES (concernant les suppléments au personnel enseignant, la charge des pensions, la papeterie inutile, l'anomalie en matière de taxe sur les prestations de voirie, les pensions communales, les pensions des bourgmestres, la situation des députés permanents, les gouvernements provinciaux, le service militaire des mineurs du fond, proteste contre l'attitude de certaine presse en ce qui concerne la péréquation cadastrale); pp. 368 à 370 ;

DE STOBBELEIR (concernant les crédits pour le Fonds des communes et le Fonds commun d'assistance publique, la révision du revenu cadastral, les instructions quant aux centimes additionnels pour 1956, l'aide de l'Etat au communes, les lacunes de la loi du 21 décembre 1927 et ses modifications éventuelles); pp. 370 et 371 ;

Budgets. — Exercice 1956. — INTERIEUR. (suite).

LAGAE (concernant le rajustement des traitements et pensions des membres de la députation permanente et leurs frais de déplacement, les finances provinciales, l'entretien des bâtiments judiciaires); p. 371 ;

V. DE BRUYNE (concernant le terme « centimes additionnels », le traitement des bourgmestres et échevins, les intercommunales de gaz et d'électricité); pp. 372 et 373 ;

PARMENTIER (concernant les intercommunales, les finances communales et provinciales, la majoration des Fonds des provinces, des communes et de l'assistance publique, la situation des députés permanents, l'intercommunale de voirie de la province de Liège, la perception des impôts provinciaux); pp. 373 et 374 ;

SLEDSSENS (concernant la taxe sur les représentations, les comptes chèques postaux, le conseil communal et les difficultés à propos de fournitures, l'application de la loi du 21 Ventôse an IX, les allocations spéciales aux quatre grandes villes, la publication du recensement linguistique); pp. 374 à 376 ;

PONTUS (concernant les cantons de l'Est, la commission interministérielle, la réglementation spéciale, les pensions de vieillesse, les dommages de guerre); p. 376.

Reprise de la discussion générale (19 janvier 1956).

Discours de MM. DE MAN (concernant la loi du 18 juillet 1955 sur les finances communales, l'assainissement des finances des quatre grandes villes, la réorganisation de la protection civile, le traitement des secrétaires communaux, les commissaires d'arrondissement, le rajustement des pensions communales, la pension des bourgmestres et échevins, la régularisation des temporaires, le statut syndical du personnel communal, les primes à la construction et les bourses d'études); pp. 379 à 382 ;

YERNAUX (concernant l'augmentation du budget, l'assainissement des finances provinciales et communales, les grandes agglomérations, la simplification administrative, les fournitures classiques, l'enquête préalable à l'emprunt, la tenue des registres, les impôts communaux, la procédure des adjudications, les intérimaires, la pension aux bourgmestres et échevins, la révision cadastrale, la progressivité de l'impôt foncier, la péréquation des revenus cadastraux); pp. 387 à 389 ;

NOEL (concernant la contribution foncière, les catégories d'instituteurs communaux, les suppléments de traitements, la semaine des cinq jours, l'ampleur des formalités administratives, les aspects de la circulaire du 27 décembre 1955 sur la péréquation des pensions communales); pp. 389 à 392 ;

ALLARD (concernant la pension des bourgmestres et échevins, la création d'un arrondissement de Mouscron, l'indemnité de représentation aux commissaires d'arrondissement, le traitement et la pension des députés permanents, l'usage du téléphone, les intercommunales, les centimes additionnels progressifs, les suppléments de traitement aux instituteurs, la politique financière du gouvernement en ce qui concerne les provinces et les communes, le morcellement du territoire belge); pp. 392 à 396 ;

Budgets. — Exercice 1956. — INTERIEUR. (suite).

Reprise de la discussion générale (24 janvier 1956).

Discours de MM. de la VALLEE POUSSIN (concernant les grandes agglomérations, le problème et les grands travaux de l'exposition); pp. 398 et 399;
EDEBAU (concernant le droit de vote des gens de mer); pp. 399 à 401;

DELMOTTE (concernant les finances provinciales et communales, les centimes additionnels à l'impôt foncier, la quote-part dans le Fonds des communes, la taxe sur les égouts, l'intercommunale de voirie de Liège, la simplification du travail dans les administrations communales); p. 400;

VAN BULCK (concernant le délai de recouvrement en matière de taxes communales, l'emploi des langues en matière administrative, le traitement des secrétaires communaux, l'usage du téléphone, le supplément de traitement du personnel de l'enseignement primaire); pp. 401 et 402;

VERMEYLEN, m.i. (répond aux questions posées par divers orateurs et s'étend sur le problème des finances communales); pp. 402 à 410;

Observations de MM. HARMEGNIES et NOEL; pp. 404 à 408.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (24 janvier 1956).

Art. 1 à 6.

Les articles 1 à 6 sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 410.

Art. 7.

L'amendement de MM. DE MAN et SLEDSSENS est rejeté;

L'article 7 est adopté; p. 411.

Art. 8 à 22.

Les articles 8 à 22 sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 411.

Art. 24.

Intervention de M. SLEDSSENS;

L'amendement de MM. DE MAN et SLEDSSENS est rejeté;

L'article 24 est adopté; p. 411.

Art. 25 à fin.

Les articles 25 à fin du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 411.

Discussion des articles du projet de loi (24 janvier 1956).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans observation; p. 412.

Vote (26 janvier 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 80 voix contre 65 et 2 abstentions; p. 438.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

JUSTICE.

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1956.

Doc. — N° 5-VII. Projet de loi.

N° 55. Rapport de M. George.

N° 80. Amendement présenté par le gouvernement.

N° 112. Amendement proposé par M. Van Hemelrijck.

N° 113. Amendement proposé par M. Ancot.

Budgets. — Exercice 1956. — JUSTICE. (suite).

Ann. —

Discussion générale (9 février 1956).

Discours de MM. GEORGE, rapp. (concernant la protection de l'enfance, les établissements d'éducation, le rapport sur l'administration de l'établissement de Saint-Hubert, la réforme de la loi de défense sociale; la Sûreté de l'Etat, les locaux judiciaires, la situation d'une partie du personnel judiciaire); pp. 581 à 585;

LEYSEN (concernant les services de la protection de l'enfance et l'établissement d'observation de Mol); pp. 586 et 587;

DE MAERE (concernant la situation déplorable des vanneries et la fabrication des paniers dans la prison); pp. 587 et 588;

VAN HEMELRIJCK (concernant la protection de l'enfance, la loi sur la défense sociale, la Sûreté de l'Etat, la situation de la police judiciaire, le reclassement des prisons, la répression et l'épuration); pp. 588 et 589;

PHOLIEN (concernant la police judiciaire, le système employé à Londres à Scotland Yard, les secrétaires de parquet, les prévisions budgétaires, la simplification des règles de procédure des tribunaux, le vote du projet en matière d'accidents de roulage et de celui modifiant le régime des circonstances atténuantes, la protection de l'enfance, l'enfance délinquante); pp. 589 à 592;

NIHOUL (concernant l'aggravation de la délinquance juvénile et les mesures à envisager); p. 592;

CAMBY (concernant la tâche incombant au ministre, le code de la route, les accidents de roulage et les solutions aux problèmes de la circulation, les expertises en matière civile et commerciale, la situation matérielle des policiers, le problème des courtes peines, la détention préventive); pp. 592 à 594;

LAGAE (demande qu'une plus grande attention soit consacrée aux suggestions du parlement et des magistrats, parle du statut des juges d'instruction, de la collaboration entre les parquets et l'administration scolaire, de la protection de l'enfance, de la loi de défense sociale, de la possibilité octroyée aux prisonniers de pourvoir à la subsistance de leur famille); pp. 594 à 597;

de la VALLEE POUSSIN (concernant la Sûreté de l'Etat); pp. 597 et 598.

Reprise de la discussion générale (14 février 1956).

Discours de MM. LILAR, m.j. (concernant la protection de l'enfance, le problème des éducateurs, le régime des mineurs, les bâtiments des établissements de rééducation de l'Etat, la révision de la loi du 15 mai 1912 et le rapport général des activités de la commission d'étude, les études scientifiques sur l'enfance délinquante, les tâches du gouvernement dans le domaine de la protection de l'enfance pour 1955 et 1956, le problème de la défense sociale et les projets de réforme envisagés, la sûreté de l'Etat; répond aux questions concernant la police judiciaire); pp. 603 à 609;

Observations de M. ANCOT; p. 605;

CUSTERS (appelle l'attention sur le côté technique de la discussion et le danger d'immobilisme, parle des solutions au problème de l'épuration et de la répression, du double aspect de l'organisation judiciaire,

Budgets. — Exercice 1956. — JUSTICE. (suite).

- des nominations dans la magistrature); pp. 610 à 613;
- CHOT (s'étend sur la refonte de la loi de 1912, les établissements d'éducation de l'Etat et la formation des éducateurs, la loi de défense sociale, le problème des polices, la Sûreté de l'Etat, la police judiciaire, l'ordre judiciaire, le statut des secrétaires de parquet, la protection des animaux, rend hommage au ministre pour l'œuvre législative entreprise); pp. 614 à 617;
- M^{me} CISELET (concernant le transport de chevaux, les rémunérations des secrétaires et secrétaires adjoints des parquets, les traitements de la police judiciaire, le régime des décorations, la coordination entre les polices judiciaire et communale, la défense sociale, l'équipement des établissements pénitentiaires, les propositions réglant le droit des familles, exprime la reconnaissance des femmes libérales); pp. 617 à 619;
- ANCOT (concernant la politique de réduction des dépenses du ministre des finances, l'importance du département de la justice, la réforme de la loi de 1912, l'aggravation de la délinquance juvénile, la réforme de la défense sociale, l'évolution de la criminalité intellectuelle, la détention préventive, le rôle du juge d'instruction, l'instruction secrète en procédure pénale, la grâce et la mise en liberté provisoire, les photocopies des dossiers en matière pénale, les honoraires des experts, la répression, les nominations dans l'ordre judiciaire, le parquet de Bruges, certaines réformes déjà annoncées, les accidents de la circulation, le démantèlement du pouvoir judiciaire, l'évolution dans la politique législative); pp. 619 à 623.

Reprise de la discussion générale (15 février 1956).

- Discours de M^{me} BEECKMAN-V^e VANDERVELDE (concernant la Sûreté de l'Etat, le traitement et la rééducation des enfants dits de justice, le vagabondage, les établissements pour filles délinquantes, la défense sociale, les réformes pénitentiaires); pp. 625 à 628;
- PHOLIEN (concernant les traitements des membres de l'ordre judiciaire); p. 628;
- d'ASPREMONT LYNDEN (attire l'attention sur le caractère anormal de certains projets de loi); p. 628;
- MOREAU de MELEN (demande au ministre de lui communiquer les décisions prises quant à la protection de l'enfance et la délinquance juvénile, parle de certaines dispositions de la loi budgétaire); pp. 628 et 629;
- Observation de M. VAN REMOORTEL; p. 628;
- DUVIEUSART (parle du problème de l'arriéré judiciaire); p. 629;
- MACHTENS (concernant le traitement cruel des chevaux mis en vente); pp. 629 et 630;
- LILAR, m.j. (répond à quelques points soulevés en tribune, parle de l'établissement de statistiques); pp. 630 à 633;
- Observations de MM. MACHTENS, DE BLOCK, STRUIYE, CUSTERS, LAGAE; pp. 630 à 633;
- GEORGE, rapp. (répond à M^{me} BEECKMAN-V^e VANDERVELDE quant à la loi de la défense sociale et aux remarques émises par le comte d'ASPREMONT LYNDEN); pp. 633 et 634;
- Observations de M^{me} BEECKMAN-V^e VANDERVELDE; pp. 633 et 634;

Budgets. — Exercice 1956. — JUSTICE. (suite).

- VAN HEMELRIJCK (se déclare déçu par les solutions données au problème de l'épuration et de la répression); p. 634;
- M^{me} BEECKMAN-V^e VANDERVELDE (répond à M. GEORGE, rapporteur, quant au problème de la défense sociale); p. 636;
- CUSTERS (reparle de l'occupation des cadres dans la magistrature et de l'emploi des langues en matière judiciaire); p. 636.
- La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (15 février 1956).

Les articles 1 et 2 (section I) sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 637.

Art. 3-I (section I).

L'article 3-I est adopté avec l'amendement du gouvernement; p. 637.

Art. 3 (section II).

Intervention de MM. LILAR, m.j., ORBAN;
L'amendement de MM. PHOLIEN et ANCOT est rejeté;

Intervention de MM. VAN HEMELRIJCK et LILAR, m.j.;

L'amendement de M. VAN HEMELRIJCK est rejeté;
L'article 3 est adopté; p. 637.

Les articles 6 (section II) à fin du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 637.

Discussion des articles du projet (15 février 1956).

Les articles 1 à 9 sont adoptés sans observation; pp. 637 et 638.

Art. 10.

Interventions de MM. NIHOUL, ROLIN, LILAR, m.j.;

M. LILAR, m.j., déclare renoncer à cet article; p. 639.

Art. 11.

L'article 11 devient l'article 10 et est adopté sans observations; p. 639.

Vote (16 février 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 67 et 2 abstentions; p. 670.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

NON-VALEURS ET REMBOURSEMENTS.**Budget des Non-valeurs et Remboursements pour l'exercice 1956.**

Doc. — N° 5-V. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 118. Rapport de M. Lacroix.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles du tableau (22 février 1956).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 716.

Discussion de l'article unique du projet (22 février 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 716.

Vote (1 mars 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 67 et 2 abstentions; p. 776.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Budgets. — Exercice 1956. (suite).**PENSIONS.***Budgets des pensions pour l'exercice 1956.*

Doc. — N° 5-III. Projet de loi.

N° 107. Rapport de M. Briot.

Ann. —

Discussion générale (15 février 1956).

Discours de MM. BRIOT, rapp. (rectifie une erreur qui s'est glissée à la page 3 de son rapport, donne des explications au sujet du tableau annexé au rapport); pp. 655 et 656;

WIARD (parle du bénéfice de la loi du 1^{er} mars 1954 accordé aux quelques professeurs réunissant les conditions requises); p. 656.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (15 février 1956).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 656.

Discussion de l'article unique du projet (15 février 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 656.

Vote (16 février 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 67 et 2 abstentions; p. 670.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

RECETTES ET DEPENSES EXTRAORDINAIRES.*Budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956.*

Doc. — N° 5-XXII. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 139. Rapport de M. Vandermeulen.

N° 149. Amendement de M. Sledsens.

Amendement de M. Van den Storme.

Amendement de M. Uselding.

Ann. — La discussion générale de ce budget est jointe à celle du budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956.

Discussion des articles du tableau (22 mars 1956).

Les articles 1 à 498 sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 981.

Art. 499.

Intervention de MM. VERHAEST, DE BLOCK, VANAUDENHOVE; pp. 981 et 982;

L'amendement de M. VERHAEST est rejeté; p. 982;

L'article 499 est adopté; p. 983.

Art. 500 à 523.

Les articles 500 à 523 sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 983.

Art. 524.

Intervention de M. SLEDSSENS qui retire son amendement; p. 983;

L'article 524 est adopté; p. 983.

Art. 525 et 526.

Les articles 525 et 526 sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 983.

Budgets. — Exercice 1956. — RECETTES ET DEPENSES EXTRAORDINAIRES. (suite).*Art. 527.*

Intervention de MM. VAN DEN STORME, VANAUDENHOVE, m.t.p.r., HARMEGNIES; pp. 983 et 984;

L'amendement de M. VAN DEN STORME est rejeté; p. 984;

Intervention de M. USELDING qui retire son amendement; p. 985;

L'article 527 est adopté; p. 985.

Art. 528 à fin du tableau.

Les articles 528 à fin du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 985.

Discussion des articles du projet (22 mars 1956).

Les articles 1 à 9 sont adoptés sans observations; pp. 985 à 987.

Vote (22 mars 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 56 et 2 abstentions; p. 1000.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

RECETTES ET DEPENSES POUR ORDRE.*Budget des Recettes et des Dépenses pour Ordre pour l'exercice 1956.*

Doc. — N° 5-XXIII. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 131. Rapport de M. Doutrepont.

Ann. —

Discussion générale (8 mars 1956).

Discours de M. DOUTREPONT, rapp. (trace l'évolution du budget, parle des réformes y apportées par le ministre actuel, émet des considérations concernant la structure et le principe du budget, détaille certaines opérations, parle de l'emprunt conclu en 1953 entre les ministres des colonies et des finances, de la présence des postes négatifs, de l'O.M.A., des dégrèvements en matière d'impôts; des avances faites par le département des finances à certains articles du budget pour ordre, la notion de budget pour ordre); pp. 862 à 864.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (8 mars 1956).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 864.

Discussion de l'article unique du projet (8 mars 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 864.

Vote (22 mars 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 56 et 2 abstentions; p. 1000.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE.*Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1956.*

Doc. — N° 5-XX. Projet de loi + Annexes.

N° 35. Amendement présenté par le Gouvernement.

N° 46. Rapport de M^{me} Beeckman-V^e Vandervelde.

N° 82. Amendement proposé par M. Duvieusart.

Budgets. — Exercice 1956. — SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE. (suite).

Ann. —

Discussion générale (10 janvier 1956).

- Discours de Mlle DRIESSEN (parle de l'œuvre nationale de l'enfance, des établissements hospitaliers, des subsides de l'O.N.O.V.A., à l'éducation familiale et aux réfugiés et de l'aide familiale); pp. 288 à 290;
- MM. MISSIAEN (estime nécessaire la révision de la loi sur l'assistance publique, parle des orphelins, de l'intercommunalisation des orphelinats et hôpitaux, de la création d'instituts pour enfants anormaux, de l'organisation locale des commissions d'assistance publique); pp. 290 et 291;
- SLEDSSENS (s'inquiète des conséquences de la dénatalité, parle du rapport du conseil supérieur de la famille et prie le ministre de prendre des mesures); pp. 292 à 295;
- VANDERMEULEN (demande des subsides pour combattre la pollution des eaux, parle de l'épuration des eaux de la Vesdre; souhaite la création d'instituts neutres pour les enfants anormaux); pp. 295 et 296;
- JACOBS (attire l'attention sur la protection des eaux, l'inspection médicale scolaire et la mortalité infantile); pp. 296 et 297;
- PONTUS (réclame des mesures législatives en faveur des victimes de guerre des cantons de l'Est et en faveur des émigrés); pp. 297 et 298;
- USELDING (souhaite le développement de la politique du logement et l'amélioration de la distribution d'eau); pp. 298 et 299;
- VAN PETEGHEM (signale la carence des autorités en ce qui concerne l'épuration des eaux de la Durme, la Zuidlede, la Stekenevaart et la Moervaart); p. 299.

Reprise de la discussion générale (11 janvier 1955).

- Discours de M^{me} CISELET (insiste sur la nécessité de contrôler le lait, parle de l'inspection médicale scolaire, de la lutte contre l'alcoolisme, des instituts pour enfants malades, de la lutte contre la tuberculose et du logement); pp. 302 à 304;
- DERBAIX (critique l'exécution de la loi dite De Taeye); pp. 304 à 307;
- Observations de M. LEBURTON, m.s.p.f.; p. 305;
- M^{me} BEECKMAN-V^e VANDERVELDE, rapp. (compare les budgets de 1955 et 1956, regrette les incidents provoqués par la mauvaise qualité du lait, aborde la question des centres de santé, des infirmières, des malades mentaux, répond aux discours de Mlle Driessen et de M. Sledsens); pp. 307 à 310;
- MM. BLOCK (parle de la lutte contre la tuberculose, des centres de santé, des malades mentaux, des hôpitaux, de la pollution des eaux et de l'air et les moyens d'y remédier); pp. 310 à 312;
- VERHAEST (critique la réduction des subsides aux institutions libres pour enfants débiles, insiste pour la lutte contre les taudis et fait des suggestions à cet égard, traite du problème des aides familiales); pp. 312 à 314.

Reprise de la discussion générale (12 janvier 1955).

- Discours de MM. MOULIN (parle des distributions et de la pollution des eaux, de l'hygiène mentale, de l'inspection médicale scolaire, des primes à la con-

Budgets. — Exercice 1956. — SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE. (suite).

- struction et du regroupement des œuvres s'occupant de choses identiques); pp. 316 et 317;
- LEYNEN (demande de modifier la politique des logements); p. 317;
- M^{me} GERBEHAYE-V^e LEHOUCK (déclare diverses accusations lancées contre l'ONOVA, critique le projet de réforme des œuvres nationales et souhaite l'envoi de tuberculeux aux sanatoria belges); pp. 317 à 320;
- MM. DE BAECK (estime que le ministre de la justice doit contrôler les établissements pour malades mentaux, regrette les accusations portées par le ministre contre l'ONOVA avant la fin d'une enquête administrative et s'étonne qu'un arrêté d'exécution vienne d'être pris pour une loi qui a été abrogée); pp. 320 à 322;
- Observation de M. ORBAN; pp. 320 et 321;
- SOLAU (signale une dispersion des efforts en faveur de l'enfance, parle de l'inspection médicale scolaire, du problème de la gérontologie et de l'assistance publique, des établissements pour malades mentaux; demande que la question de la destruction des immondiçes soit rationnellement étudiée); pp. 322 à 324;
- ORBAN (rectifie l'observation qu'il avait émise à propos d'un discours du ministre); p. 324;
- DUVIEUSART (présente un amendement en faveur de la lutte contre l'alcoolisme); p. 325;
- LEBURTON, m.s.p.f. (rappelle l'évolution budgétaire, dresse un tableau de la situation sanitaire et répond aux différents orateurs); pp. 325 à 337;
- Observations de MM. ROLIN, VERHAEST, DE BAECK; pp. 328 à 336;
- VAN LAEYS (demande que des primes à la construction ne soient pas accordées à des personnes fortunées, parle de l'initiative privée); pp. 337 et 338;
- Mlle DRIESSEN (parle de la deuxième agrégation des établissements hospitaliers, présente un amendement tendant à accorder des subsides à des institutions libres, parle des aides familiales et regrette une critique « venimeuse » du rapporteur); p. 338;
- M^{me} BEECKMAN-V^e VANDERVELDE, rapp. et le PRESIDENT (prient Mlle DRIESSEN de retirer le mot « venimeux »); pp. 338 et 339;
- Observations de MM. DOUTREPONT et VAN LAEYS; pp. 338 et 339;
- Mlle DRIESSEN (retire ce mot); p. 339.
- La discussion générale est close.
- Discussion des articles du tableau* (12 janvier 1955).
- Art. 1 à 20 (section I).
- Les articles 1 à 20 sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 339.
- Art. 21 (section I).
- L'amendement de Mlle DRIESSEN est rejeté; p. 340;
- L'amendement de M. DUVIEUSART est adopté; p. 340;
- L'article 21, amendé, est adopté; p. 340.
- Art. 22 à 27 (section I).
- Les articles 22 à 27 sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 340.

Budgets. — Exercice 1956. — SANTE PUBLIQUE ET FAMILLE. (suite).*Art. 28 (section I).*

L'amendement de la commission (reproduisant un amendement du gouvernement) est adopté; p. 342;
L'article 28, amendé, est adopté; p. 342.

Art. 29 (section I) et 22 (section II).

Les articles 29 (section I) et 22 (section II) sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 342.

Discussion des articles du projet (12 janvier 1955).

Art. 1 à 3.

Les articles 1 à 3 sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 342.

Vote (19 janvier 1956).

Le projet de loi dans son ensemble est adopté par 89 voix contre 76 et 1 abstention; p. 386.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE.*Budget des Services du Premier ministre pour l'exercice 1956.*

Doc. — N° 5-VI. Projet de loi.

N° 22. Rapport de M. Harmegnies.

Ann. —

Discussion générale (29 novembre 1955).

Discours de MM. VAN IMPE (concernant le chômage, la création d'entreprises industrielles nouvelles, la suppression de la disposition fiscale entravant la liberté des holdings, le renouvellement de l'outillage industriel, l'aide à l'industrie nationale, la lutte contre la concurrence étrangère, la mise au travail des chômeurs par les communes); pp. 54 et 55;

HARMEGNIES, rapp. (concernant la diminution du nombre de chômeurs et leur emploi par les communes, l'exécution des travaux communaux, la dépression économique du Borinage, la création d'usines nouvelles, le problème de la régularisation des agents temporaires de l'Etat, la situation des élèves des écoles industrielles du soir); p. 55;

de la VALLEE POUSSIN (concernant la construction d'une cité administrative, le nombre de chômeurs mis à la disposition des communes et le contrôle des travaux communaux, la question des agents temporaires de l'Etat, la lenteur et la réforme administratives, le recrutement et l'avancement des fonctionnaires, le recours à l'article 18 du statut, les nominations politiques); pp. 55 à 57;

EDEBAU (concernant les examens des agents temporaires entrés avant et après 1947 et la régularisation de cas spéciaux); p. 57;

VAN LAEYS (concernant l'aide aux industries en Flandre et surtout à l'industrie textile); p. 57;

VINOIS (concernant le désarroi qui règne dans le secteur textile, les commandes de lainage passées à l'étranger); p. 57;

VAN ACKER, p.m. (concernant les commandes de lainages passées à l'étranger, la situation difficile des industries textiles, l'intervention de l'Etat dans la mise au travail des chômeurs par les communes et

Budgets. — Exercice 1956. — SERVICES DU PREMIER MINISTRE. (suite).

le contrôle effectué par les services régionaux, les holdings, la lutte contre le chômage, la réadaptation professionnelle des chômeurs, la reconversion de l'industrie du matériel roulant, les examens de régularisation des agents temporaires de l'Etat, les nominations politiques et l'application de l'article 18, l'emplacement, la construction et l'achèvement de la cité administrative, la situation des élèves des écoles industrielles du soir); pp. 57 à 59;

Observations de MM. DUVIEUSART, VAN HOUTTE, de la VALLEE POUSSIN, HARMEGNIES, rapp.; p. 59;

VAN BUGGENHOUT (concernant la diminution du nombre de chômeurs employés par les communes et la réadaptation professionnelle); p. 59;

VAN ACKER, p.m. (concernant la réadaptation professionnelle, les travaux communaux et la diminution de l'emploi des chômeurs); p. 59 et 60;

VAN BUGGENHOUT (concernant l'intervention des communes dans les charges sociales et le coût du matériel lors de la mise au travail des chômeurs, la politique d'emploi des chômeurs); p. 60;

VAN ACKER, p.m. (concernant l'arrêté royal relatif à la mise au travail des chômeurs, la création de nouveaux centres de formation professionnelle, la nature des travaux communaux à exécuter); p. 60.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (29 novembre 1955).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 60.

Discussion des articles du projet (29 novembre 1955).

Les articles 1 à 4 sont adoptés sans observations; pp. 60 et 61.

Vote (6 décembre 1955).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 87 voix contre 70 et 3 abstentions; pp. 71 et 72.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE.*Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1956.*

Doc. — N° 5-XVIII. Projet de loi + annexes.

N° 25. Amendement présenté par le gouvernement.

N° 33. Rapport de M. Smets.

N° 43. Amendement présenté par le gouvernement.

N° 44. Amendements proposés par M. Léon Servais.

Ann. —

Discussion générale (7 décembre 1955).

Discours de MM. PARMENTIER (concernant la confiance des libéraux dans le gouvernement, leurs réserves sur certains aspects de la réforme de l'assurance maladie-invalidité, la déclaration commune des organisations patronales et syndicales concernant l'assurance maladie-invalidité, la consultation du corps médical, les charges de la sécurité sociale, les éco-

Budgets. — Exercice 1956. — TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE. (suite).

nomies, la chasse aux abus, le ticket dit modérateur, la nécessité de repenser la sécurité sociale); pp. 86 et 87;

MOULIN (concernant l'activité du Fonds de prévoyance en faveur des victimes de maladies professionnelles, les revendications des estropiés et mutilés, l'augmentation des allocations d'estropiés, la rééducation professionnelle, la disparité dans le domaine des pensions, la situation des frontaliers et veuves de frontaliers, les ouvriers mineurs pensionnés sous le régime de la convention franco-belge, la révision de la pension des employés et des ouvriers mineurs, l'assainissement du secteur de l'assurance maladie-invalidité, l'application de l'arrêté royal du 22 septembre 1955); pp. 87 à 89;

Observation de M. TROCLET, m.t.p.s.; p. 88;

Léon SERVAIS (concernant la modification profonde de la politique du département, les protestations soulevées par les arrêtés en matière d'assurance maladie-invalidité, les pourparlers avec le corps médical et les objections formulées par celui-ci, la suppression de la responsabilité dans le secteur de l'assurance maladie-invalidité, la confiscation des bonis des mutualités, la modification profonde des structures du secteur, le transfert de personnel des mutualités du F.N.A.M.I. le déficit de l'assurance maladie-invalidité, les répercussions financières de la réforme de l'assurance maladie-invalidité, les économies envisagées par un nouveau contrôle, l'absence d'assainissement financier par le truchement de l'arrêté, la trésorerie de l'assurance maladie-invalidité et le système du tiers payant, les emprunts contractés à la C.N.V.A. et à la C.N.P.R.S. et leur remboursement, l'étatisation du régime, les versements faits aux pharmaciens, la répartition entre les organismes assureurs des sommes mises à la disposition à l'assurance maladie-invalidité, la suppression de la responsabilité, l'étatisation de la sécurité sociale); pp. 89 à 94;

Observations de MM. TROCLET, m.t.p.s., REMSON, SMETS, MOULIN; pp. 89 à 94;

Mme MELIN, ép. GUILMAIN, (concernant la répartition des allocations familiales en tenant compte de l'âge des enfants, la suppression de l'allocation au premier enfant, l'allocation de la mère au foyer et sa transformation en allocation maternelle, l'application du principe « à travail égal, salaire égal », l'assujettissement à la sécurité sociale des gens de maison); pp. 94 et 95;

NEELS (concernant les statistiques en matière de résorption du chômage et la signification des chiffres, la diminution du nombre des chômeurs et ses causes, le contrôle plus sévère, les dispositions relatives à l'exclusion du bénéfice des indemnités de chômage et la distinction faite entre hommes et femmes, la formation générale des chômeuses, la situation des chômeurs mis au travail dans des communes appliquant la semaine de cinq jours); pp. 95 à 97;

PONTUS (concernant les problèmes de la région de l'Est); p. 97;

USELDING (concernant le cas de mères de familles veuves de frontaliers exclues du bénéfice des allocations familiales pour orphelins); p. 98.

Reprise de la discussion générale (8 décembre 1955).

Discours de MM. R. HOUBEN (concernant l'importance du budget, la politique d'étatisation et son évolution dans plusieurs secteurs, l'abolition de la

Budgets. — Exercice 1956. — TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE. (suite).

gestion paritaire, l'avant-projet de loi du Conseil national du travail, le caractère illégal de certaines mesures prises par le ministre, notamment dans le domaine de l'assurance maladie-invalidité, l'aspect financier de ces mesures qui ne se justifient pas politiquement, le caractère sectaire de la réglementation relative à l'assurance maladie-invalidité et en particulier à la disposition de l'article 66); pp. 99 à 105);

TROCLET, m.t.p.s. (concernant le problème de l'assurance maladie-invalidité, la gestion des mutualités, leur situation à la fin de 1954 et les causes de leur déficit, l'aspect financier de l'assurance maladie-invalidité sur le plan budgétaire, la situation existant avant 1954 et l'opposition à l'instauration de l'assurance obligatoire, les arrêtés précédents, l'étatisation en matière d'assurance maladie-invalidité, la solidarité entre les mutualités libérales et socialistes, la paperasserie et les nouveaux formulaires, les consultations faites par le gouvernement lors de la réforme, la situation financière, les avances de trésorerie et les quote-parts attribuées aux mutualités, l'assainissement de l'assurance maladie-invalidité et les dettes envers les pharmaciens, la remise de fonds à l'association pharmaceutique belge et à l'O.P.H.A. C.O., la répartition de la somme remise indûment aux mutualités, le plan de financement de l'assurance-vieillesse et les garanties de l'Etat, le problème budgétaire, l'augmentation des ressources et le dégrèvement du F.N.A.M.I.); pp. 105 à 112;

Observations de MM. R. HOUBEN, Léon SERVAIS, ANCOT; pp. 106 à 112.

Reprise de la discussion générale (13 décembre 1955).

Discours de MM. TROCLET, m.t.p.s. (rappelle brièvement son précédent discours, définit la position du gouvernement avant septembre 1955, explique les raisons qui ont amené le gouvernement à prendre l'arrêté du 22 septembre 1955, la reprise des pourparlers avec les délégués du corps médical, traite des réformes apportées dans le régime assurance maladie-invalidité en ce qui concerne le système de discrimination, le point de vue financier, la fusion des offices régionaux, la création de la caisse de l'invalidité, l'hospitalisation, les avantages accordés, le problème du contrôle et la formule adoptée par le gouvernement, les abus, le tiers payant, évoque la notion de responsabilité des organismes assureurs, parle de la solidarité comme base de la sécurité sociale); pp. 116 à 120;

VAN DER BRUGGEN (concernant la carence existant dans le système de pension des mineurs, la nouvelle réglementation des pensions pour réquisitionnés et réfractaires, la récupération des indemnités de chômage, la mise au travail des chômeurs par les communes); pp. 120 et 121;

CUSTERS (concernant les comités paritaires et la publication tardive de leurs décisions, la différenciation des salaires entre hommes et femmes, les maladies professionnelles et la répartition des charges sur tout le secteur, la mission fonctionnelle du commissariat général à la promotion du travail, la base légale permettant de percevoir les cotisations à la sécurité sociale, la tendance à l'étatisation, la négligence du principe de la légalité, les fonds mis à la disposition du F.N.A.M.I., les débiteurs et créanciers des fonds et la garantie de l'Etat); pp. 122 à 125;

Budgets. — Exercice 1956. — TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE. (suite).

Mlle DRIESSEN (concernant les conditions de la deuxième agrégation et la composition du conseil des établissements hospitaliers, le respect du libre choix et la discrimination entre les établissements, le « planning » du ministre et ses intentions quant à l'article 66 de l'arrêté de l'assurance maladie-invalidité, la pension des veuves des mineurs, le revenu familial, l'allocation à la mère au foyer, la répression des abus, la discrimination, les cours de formation générale ou spéciale des femmes chômeuses, le tiers payant); pp. 127 à 130;

Léon SERVAIS (concernant la répartition des fonds entre les organismes assureurs, la situation des mutualités chrétiennes à Gand, la responsabilité des organismes assureurs, les conversations avec les médecins, le déficit et l'équilibre du régime assurance maladie-invalidité, les prêts consentis au F.N.A.M.I.); pp. 130 à 132;

Observations de MM. TROCLET, m.t.p.s., MOULIN; pp. 131 et 132;

DE STOBBELEIR (concernant les mesures prises en matière assurance maladie-invalidité, les indemnités de chômage et les bureaux de paiement, les syndicats, la méconnaissance des organisations libérales d'ordre social); pp. 132 et 133;

VERHAEST (concernant le chômage dans la région gantoise, la situation catastrophique dans l'industrie textile, les mesures à prendre pour résoudre le problème textile); p. 133;

SMETS, rapp. (concernant la déclaration comme précédant l'arrêté de septembre 1955, l'hospitalisation et la deuxième agrégation, le tiers payant, l'équipement des comités paritaires, le salaire des femmes, la répartition de la main-d'œuvre, la représentation des syndicats libéraux, la compétence du ministre dans le domaine des conflits sociaux, la politique de plein emploi, la gestion paritaire); pp. 133 à 136;

Observations de M. ORBAN, Mlle DRIESSEN, MM. TROCLET, m.t.p.s., Léon SERVAIS; pp. 134 et 135;

PEDE (concernant la situation des invalides et l'adaptation de leur indemnité, la fixation des tarifs, la garantie en faveur de l'assuré); pp. 136 et 137;

PAIRON (concernant les pourparlers avec les représentants des travailleurs et mutualités, la répartition des charges sociales sur l'économie, la lutte contre le travail noir provoqué par le chômage et la réduction du temps de travail); p. 137;

JESPERS (concernant les handicapés, les pensions de vieillesse); p. 137;

PARENTIER (concernant les maladies professionnelles dans l'industrie des céramiques, les anomalies dans ce secteur et les moyens d'y remédier, la question de l'assurance maladie-invalidité, les négociations et discussions avec les médecins et mutualités); p. 138;

HOUBEN, R. (concernant la gestion paritaire, les bonis enlevés aux mutualités et l'illégalité de cette mesure, les opérations financières du ministre, les établissements hospitaliers); p. 138;

TROCLET, m.t.p.s. (rend hommage au rapporteur et le remercie, répond aux questions posées); pp. 139 à 144;

Observations de MM. Léon SERVAIS, R. HOUBEN; pp. 143 et 144;

Budgets. — Exercice 1956. — TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE. (suite).

STRUYE (parle de la nature juridique, de la portée et de la base légale des opérations financières qui ont mis des centaines de millions à la disposition de l'assurance maladie-invalidité, fait la proposition, afin d'éviter toute équivoque et de documenter complètement le parlement, de déposer sur le bureau du Sénat tous documents relatifs à ces opérations aux fins de communication aux membres des commissions des finances et du travail et de la prévoyance sociale); p. 145.

La discussion générale est close.

*Discussion des articles du tableau (13 décembre 1955).**Art. 1 à 20.*

Les articles 1 à 20 sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 145.

Art. 21.

Intervention de MM. Léon SERVAIS, DUVIEUSART, TROCLET, m.t.p.s.;
L'article 21 est réservé; pp. 145 à 148.

Art. 24 et 25.

Les articles 24 et 25 sont mis aux voix et adoptés; p. 148.

Art. 27.

L'amendement du gouvernement est adopté;
L'article 27 est adopté; p. 148.

Art. 28.

Intervention de MM. Léon SERVAIS et TROCLET, m.t.p.s.;
L'article 28 est réservé; p. 149.

Art. 29.

L'article 29 est mis aux voix et adopté; p. 149.

*Discussion des articles réservés du tableau (15 décembre 1955).**Art. 21.*

Les points 1 à 20 de l'article 21 sont adoptés; pp. 173 et 174;

Le point 21 dont MM. Léon SERVAIS et DUVIEUSART proposent la suppression est adopté; p. 174;
L'amendement du gouvernement tendant à l'insertion d'un point 22, est adopté;
L'article 21, amendé, est adopté; p. 174.

Art. 28.

L'amendement de M. Léon SERVAIS à l'article 28-17 est rejeté par 90 voix contre 71;
L'article 28 est adopté; pp. 174 à 176.
Les articles amendés sont remis aux voix et définitivement adoptés; p. 176.

Discussion des articles du projet de loi (15 décembre 1955).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans observation; p. 176.

Vote (15 décembre 1955).

Intervention du chevalier de SCHAETZEN, qui justifie son vote; p. 176;

Observation de M. TROCLET, m.t.p.s.;
L'ensemble du projet de loi est adopté par 88 voix contre 72 et 2 abstentions; pp. 176 et 177.
Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Budgets. — Exercice 1956. — TRAVAIL ET PREVOYANCE SOCIALE. (suite).

Retrait de la proposition de M. STRUYE
(15 décembre 1955).

Intervention de MM. le **PRESIDENT**, **TROCLET**, m.t.p.s. et **STRUYE** (qui déclare retirer son ordre du jour); pp. 178 et 179.

L'incident est clos.

TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION.

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1956.

Doc. — N° 5-XVII. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 133. Rapport de M. Lacroix (Crédits : dommages aux biens).

N° 143. Rapport de M. Delor (Crédits : Travaux Publics).

Ann. —

Discussion générale (21 mars 1956).

A cette discussion générale est jointe celle du budget des Recettes et Dépenses extraordinaires pour l'exercice 1956.

Discours de MM. **VAN DER MEULEN**, rapp. (concernant la nouvelle présentation du budget, le report des crédits); pp. 899 à 900;

DELOR, rapp. (concernant la politique de stricte économie et la réduction globale du budget ordinaire, la crise des carrières manuelles de porphyre et de grès, les routes, la route Bruxelles-Villers-la-Ville, le Fonds des routes, l'autoroute de Wallonie, l'ampleur du trafic sur les routes qui desservent le sillon industriel wallon, les autoroutes Velroux-Namur et Bruxelles-Liège, les voies navigables du sud du pays, le canal Charleroi-Clabecq, le canal Nimy-Blaton-Péronnes, le canal circulaire de Gand et l'écluse de Merelbeke, le barrage d'Ampsin-Neuville, l'écluse de La Plante, le pont de Jambes, le bouchon de Lanaye, l'Institut national du verre); p. 900 à 902;

LACROIX, rapp. (concernant la liquidation des dommages de guerre, les demandes en revision, l'office de documentation et de service social, les priorités en matière de revision, les directions provinciales, les coopératives de sinistrés, la régularisation des agents de la Reconstruction, le paiement des dommages de guerre, les travaux communaux et la simplification de la marche des dossiers); p. 902;

HARMEGNIES (concernant le canal Nimy-Blaton-Escaut, et son importance pour les régions du Borinage et du Tournais, les autoroutes, le projet d'autoroute Bruxelles-Calais et Bruxelles-Paris, le boulevard de ceinture du Borinage, les travaux communaux et la simplification de la marche des dossiers, les subsides); pp. 902 à 904;

VAN DEN STORME (concernant le principe de la rentabilité, le port d'Anvers et la 5^e darse, le canal Nimy-Blaton, le canal circulaire de Gand, le canal Bruxelles-Charleroi, le bouchon de Lanaye, l'écluse de Genk, la Durme, les routes de l'Etat, les études confiées à des bureaux privés, l'autoroute Bruxelles-Ostende, le boulevard circulaire à Bruxelles, les péages pour le tunnel d'Anvers, l'hôpital universitaire à Gand, le fonds Vanderpoorten, l'urbanisme et la loi Brunfaut, la répartition des subventions aux provinces, le Fonds des routes, les dossiers des dommages de guerre); pp. 919 à 924;

Observations de MM. **VANAUDENHOVE**, m.t.p.r., **DE BLOCK**, **ORBAN**, **MOULIN**; pp. 920 à 923;

Budgets. — Exercice 1956. — TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION. (suite).

PARMENTIER (cite des problèmes locaux et parle de la pénurie du personnel dans les comités d'acquisition d'immeubles, félicite le ministre); p. 924;

CRAEYBECKX (concernant le port d'Anvers, les darses, la pénurie de terrains industriels, l'outillage, la réparation des navires); pp. 924 et 925;

MONDELAERS (concernant le Fonds des routes et les travaux de voirie dans le Limbourg, les transports routiers dans cette province); pp. 925 et 926;

Observations de MM. **VANAUDENHOVE**, m.t.p.r., **DE BLOCK**; pp. 925 et 926;

DE GRAUW (demande au ministre de rassurer l'opinion publique bruxelloise quant à l'achèvement des travaux de voirie pour 1958); p. 927;

GOOSSENS (concernant la situation à Termonde, l'état délabré de la Dendre et les travaux à effectuer); pp. 927 et 928;

DEKEYZER (concernant les voies d'accès au port d'Anvers, l'autostrade Anvers-Allemagne, l'extension, la modernisation et l'outillage du port d'Anvers, la 5^e et la 6^e darse, le plan Delta); pp. 928 et 929;

DE MAERE (concernant le pont sur l'Escaut à Tamise et la nouvelle route reliant Saint-Nicolas au pont de l'Escaut, la route Tamise-Kruikebeke, l'autoroute Anvers-Lille, le dangereux carrefour de Breendonk, l'école moyenne de l'Etat à Tamise, le passage d'eau Kruikebeke-Hoboken); pp. 929 et 930;

SLEDSSENS (concernant le reclassement des routes, le retrait des circulaires de 1948 sur l'introduction des dossiers, la répartition des subsides de l'Etat sur un plan régional, les réparations au bassin intérieur de la commune de Merksem, la pénurie de routes concentriques au nord d'Anvers, le boulevard circulaire de Turnhout, les routes Halle-Zandhoven, Essen-Oostmalle, Anvers-Herentals, Herentals-Lierre, la commune de Lint et la route de communication entre la région du Rupel et la vallée de la Nèthe, la route Anvers-Turnhout et le virage au fort de Wijnegem, la route Lierre-Aarschot, l'éclairage des ponts et des routes de l'Etat, le désensablement des Polders); pp. 930 à 933;

Observations de M. **VANAUDENHOVE**, m.t.p.r.; pp. 931 et 932;

NEYBERGH (concernant les voies d'accès à l'exposition de 1958 et le projet de la Ville de Bruxelles, la cité administrative, l'Albertine); pp. 933 à 935;

Observations de M. **VANAUDENHOVE**, m.t.p.r.; pp. 933 à 935;

VAN PETEGHEM (concernant la route d'Etat Lille-Tilburg, le tunnel sous l'Escaut et la suppression du péage, le plan Delta et le danger d'inondation, l'ensablement des Polders, la Durme); p. 935;

PAIRON (concernant les bureaux de douane internationaux); pp. 935 et 936;

DE BLOCK (concernant l'amélioration du réseau routier, le Fonds des routes, la coordination du transport, les routes Gand-Bruxelles et Gand-Anvers, les autoroutes Bruxelles-Ostende et Anvers-Liège, la communication Anvers-Ruhr, le trafic à Bruxelles, les voies d'eau, l'écluse à Terneuzen, l'érection de bâtiments); pp. 936 et 937;

VAN BULCK (concernant le réseau routier dans la région du Rupel, le reclassement des routes, les routes de Rumst-Terhagen-Boom et Anvers-Hemiksem-Schelle-Niel-Boom, l'autostrade Anvers-Boom-Bruxelles); pp. 937 et 938.

Budgets. — Exercice 1956. — TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION. (suite).

Reprise de la discussion générale (22 mars 1956).

Observations de MM. le **PRESIDENT** et **DOUTRE-PONT** relatives aux orateurs inscrits et **VAN BUGGENHOUT** concernant le groupement des différents budgets; pp. 957 et 958;

Discours de MM. **SOBRY** (concernant les problèmes du Westhoek, la réparation des ponts sur l'Yser, les routes, les chemins ruraux, la résorption du chômage); pp. 958 et 959;

USELDING (concernant les problèmes de la province de Luxembourg, la reconstruction des habitations et des églises, les travaux communaux, les routes, les rivières et barrages, les lieux de vacances, les services régionaux de protection contre l'incendie); p. 959;

MACHTENS (concernant la société du canal et installations maritimes de Bruxelles, le port de Bruxelles et la réparation des destructions résultant de la guerre, la reconstruction des ponts d'Humbeek, Grimbergen et Tisselt, les ponts basculants et les ponts levants, le canal maritime de Bruxelles au Rupel, le pont-route provisoire sur le canal de Charleroi à l'entrée de la capitale et la reconstruction du quartier sinistré, les grands travaux envisagés en fonction de l'exposition de 1958 et la hausse des prix; pp. 960 et 961);

DUVIEUSART (concernant la révision de notre attitude au sein de Benelux en matière d'adjudications, l'achèvement du canal Charleroi-Bruxelles, l'exposition de 1958, la liaison Anvers-Ruhr, les autoroutes au sud de la ligne Ostende-Bruxelles-Liège, l'autoroute Bruxelles-Paris, l'autoroute de Bruxelles à Nivelles et à Fontaine-l'Évêque, la plantation d'arbres le long des routes); p. 961;

MOULIN (concernant le canal Nimy-Blaton-Escaut, et l'intérêt économique du Tournaisis et du Borinage, la route Péruwelz-Elouges, la route des carrières de Tournai à Antoing, l'aide aux communes dont le réseau routier est détérioré à l'occasion de l'exécution de grands travaux, le Fonds des routes et les techniciens indispensables, les dossiers de travaux, l'école de Maffles, la construction de casernes de pompiers et d'arsenaux pour volontaires-pompiers); pp. 961 à 963;

PHOLIEN (concernant le Plan Delta et l'incidence de sa réalisation sur le port d'Anvers); pp. 963 à 965;

BLOCK (concernant le Plan Delta et ses répercussions sur la liaison Anvers-Moerdijk et sur le port d'Anvers, le danger croissant d'inondations, la construction d'un barrage-tempête ou d'une digue-tempête au nord d'Anvers, l'agrandissement et la modernisation de nos ports et de nos installations portuaires, les liaisons rapides avec l'étranger, le canal du Moerdijk, la liaison Anvers-Ruhr, le canal Visé-Neuss, le canal Gand-Terneuzen, la suppression du bouchon de Lanaye, la liaison entre la Meuse et la Moselle, la canalisation de la Meuse française et de la Chiers, l'élaboration d'un plan quinquennal ou décennal en matière de voies d'eau et d'extension portuaire, le Fonds des routes); pp. 965 à 967;

VAN GERVEN (concernant l'ensablement de la Durme, l'état déplorable dans lequel se trouvent certaines routes du Pays de Waas, le problème des pistes cyclables le long des routes Anvers-Beveren

Budgets. — Exercice 1956. — TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION. (suite).

et Belsele-Lokeren, la route Anvers-Gand et la prolongation de l'avenue du Parc à Saint-Nicolas jusqu'au pont de Tamise); p. 967;

SMETS (concernant la prime de séparation octroyée aux ouvriers du bâtiment et la suppression des abus); p. 967.

Reprise de la discussion générale (22 mars 1956).

DE BOODT (concernant les problèmes ayant trait à la reconstruction, la régularisation des agents temporaires, l'affectation de service, les emplois vacants dans les différents départements, les fonctionnaires détachés, le plan quinquennal en matière de dommages de guerre, la suppression du département autonome de la reconstruction, l'examen groupé, les agriculteurs sinistrés ayant subi de graves dommages par suite des gelées, la révision de la loi en faveur de la catégorie D : agriculteurs et classes moyennes, la suppression du service de documentation et d'aide sociale, la suppression de certains bureaux de paiement régionaux, les coopératives, l'application de la loi de réparation des dommages de la catastrophe de Tessenderloo); pp. 969 à 971;

VANAUDENHOVE, m.t.p.r. (concernant l'importance du budget extraordinaire et du budget du Fonds des routes pour 1956, la nécessité d'achever les grands travaux entrepris afin d'assurer la rentabilité des capitaux investis, le report des crédits engagés, la création d'un comité ministériel, des investissements, les voies d'eau, le bouchon de Lanaye, les autoroutes Bruxelles-Ostende, Anvers-frontière allemande, Bruxelles-Namur, Bruxelles-Liège, la route Anvers-Bruxelles, la route Péruwelz-Elouges, l'hôpital universitaire de Gand, l'aménagement du Mont des Arts, la cinquième darse du port d'Anvers, le retard de notre pays quant à l'équipement de notre infrastructure ainsi que dans le domaine des bâtiments publics et des écoles, les questions posées par les orateurs : le canal Nimy-Blaton-Péronnes, le canal Charleroi-Bruxelles, l'autoroute vers la frontière française, le principe de la productivité, le canal Charleroi-Clabecq, les bâtiments scolaires, le centre administratif, les routes de l'Etat, le port d'Anvers, les routes dans le Limbourg, les travaux en vue de l'exposition de 1958, le ring de Termonde, le problème de la Dendre, le passage à niveau à Breendonk, la circulaire concernant la répartition des crédits pour les communes, la route de Merksem, la route Anvers-Turnhout et le fort de Wijnegem, la route Lierre-Aarschot, le rétrécissement de la nouvelle artère de Jette qui conduira à l'exposition, le tunnel à Anvers et la suppression du péage, les problèmes de la province de Luxembourg, les trois nouveaux ponts sur le canal maritime à Bruxelles, l'inflation des prix, les adjudications, la main-d'œuvre, la destruction des arbres, la simplification de la marche des dossiers des travaux publics, le recrutement de techniciens, l'école de Maffles, le Plan Delta, la Durme, la prime de séparation pour les ouvriers du bâtiment, le plan quinquennal pour la liquidation des dossiers de la reconstruction, le système de l'examen groupé, l'octroi d'une priorité aux agriculteurs ayant subi des dégâts par suite des gelées, le service de documentation et d'assistance sociale, la réparation des dégâts causés par la catastrophe de Tessenderloo, les problèmes du Westhoek); pp. 971 à 980;

Budgets. — Exercice 1956. — TRAVAUX PUBLICS ET RECONSTRUCTION. (suite).

Observations de MM. HARMEGNIES, VAN DEN STORME, SLESENS, MONDELAERS, GOOSSENS, ORBAN, DE BLOCK, MACHTENS, DUVIEUSART, MOULIN, SOBRY et DE BOODT; pp. 972 à 980;

LEYNEN (concernant le bouchon de Lanaye, l'autoroute Anvers-Ruhr, les routes du bassin industriel du Limbourg septentrional); p. 980;

CUSTERS (concernant la révision de la loi sur la réparation des dommages de guerre, l'octroi des pensions de réparation aux intéressés réintégré dans leurs droits civils); p. 980;

VANAUDENHOVE, m.t.p.r. (concernant le problème du bouchon de Lanaye lié à celui de l'écluse de Terneuzen et du canal du Moerdijk, l'autoroute Anvers-Ruhr, la révision de la loi sur les dommages de guerre); pp. 980 et 981.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (22 mars 1956).

Les articles du tableau et ceux du Budget du Fonds des routes sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 987.

Discussion des articles du projet (22 mars 1956).

Les articles 1 à 3 sont adoptés sans observations; p. 987.

Art. 4.

Intervention de MM. STUBBE, VANAUDENHOVE, m.t.p.r.

L'article 4 est adopté; p. 988.

Art. 5.

L'article 5 est adopté sans observations; p. 988.

Vote (22 mars 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 84 voix contre 56 et 4 abstentions; p. 999.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

VOIES ET MOYENS.

Budget des Voies et Moyens pour l'exercice 1956.

Doc. — N° 5-I. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 56. Rapport de M. Vreven + annexe.

Ann. —

Discussion générale (20 décembre 1955).

Discours de MM. LIEBAERT, m.f. (parle de la haute conjoncture et des revendications syndicales, de l'assurance maladie-invalidité, des charges sociales, du contrôle des parastataux, de la révision cadastrale, des mesures en faveur de l'industrie textile et de la circulation fiduciaire); pp. 212 à 214;

VAN HOUTTE (examine l'exécution du budget de 1955, remarque que peu d'économies ont été réalisées, critique le procédé des fonds autonomes, les emprunts et l'augmentation de la circulation fiduciaire, approuve le contrôle des parastataux et reproche au budget de 1956 d'être le plus élevé qui ait jamais été déposé, d'être en déséquilibre et de dévoiler l'absence d'une politique économique et financière); pp. 214 à 218;

Budgets. — Exercice 1956. — VOIES ET MOYENS. (suite).

ADAM (exprime ses craintes devant les charges entraînées par l'assurance maladie-invalidité et la S.N.C.B., compare les recettes et les dépenses et critique l'augmentation de la taxe professionnelle); pp. 218 à 221;

Observation de M. DOUTREPONT; p. 220;

HARMEGNIES (souhaite que le plafond des avances consenties par la Banque Nationale soit majoré, parle de l'égalité fiscale, des finances provinciales et communales, de la révision cadastrale, de la pension des employés et de la situation générale du budget); pp. 221 à 223;

VAN IMPE (attire l'attention du ministre sur la limitation des fermages et la révision cadastrale); p. 224;

LEEMANS (souligne l'ampleur des crédits supplémentaires et parle de la circulation fiduciaire, des subventions à l'industrie de la rayonne, de la nouvelle présentation du budget, des investissements et de la résorption du chômage); pp. 224 à 226;

Observations de M. LIEBAERT, m.f.; p. 225.

Reprise de la discussion générale (22 décembre 1955).

Discours de MM. MOUREAUX (souligne la diminution du recours au crédit public et la résorption du chômage, insiste sur la nécessité d'assainir tous les secteurs de la sécurité sociale et d'améliorer le fonctionnement des services de l'Etat, parle de la fiscalité et regrette certaines subventions); p. 252;

LIEBAERT, m.f. (réplique aux critiques de différents orateurs, donne des précisions relatives aux emprunts et évoque la diminution éventuelle du nombre d'heures de travail); p. 254;

DUVIEUSART (remarque que le budget extraordinaire a été réduit mais que le budget ordinaire a été augmenté, déclare qu'il faut profiter de la haute conjoncture pour résoudre certains problèmes et combat l'octroi d'un subside à l'industrie de la rayonne); p. 257.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (22 décembre 1956).

Les articles du tableau sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 259.

Discussion des articles (22 décembre 1955).

Les articles 1 à 9 sont adoptés sans observation; p. 259.

Vote (22 décembre 1955).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 50 et 2 abstentions; p. 280.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Budgets coloniaux. — V. Colonies.

Bureau définitif. — V. Chambres législatives. — Sénat.

Bureaux douaniers coloniaux. — V. Impôts : Impôts indirects. — Douanes et accises.

C

Cadre de complément. — V. Armée : Officiers.

Caisse d'amortissement de la dette publique. — V. Finances : Dette publique.

Caisse de Dépôts et Consignations.**COMMISSION DE SURVEILLANCE.**

Ann. — Expiration du mandat de M. R. DE MAN, élu par le Sénat, en qualité de membre de la commission de surveillance de la Caisse de Dépôts et Consignations; p. 398 (24 janvier 1956).

Nomination de M. R. DE MAN, en qualité de membre de la commission de surveillance de la Caisse de Dépôts et Consignations; p. 774 (1 mars 1956).

Caisse nationale de crédit professionnel. — V. Commerce et Industrie.**Catastrophes et accidents.**

Ann. — M. le Président rend hommage aux victimes de la catastrophe minière de Quaregnon; M. TROCLET, m.t.p.s., s'associe à cet hommage au nom du gouvernement; p. 578 (9 février 1956).

M. VANDERMEULEN rend hommage aux victimes des inondations dans la région verviétoise et à tous ceux qui leur ont prêté leur concours; MM. le PRÉSIDENT, VAN ACKER, p.m. et MEURICE s'associent à cet hommage; p. 1220 (31 mai 1956).

INONDATIONS.

Projet de loi relatif à la restauration des dommages causés aux entreprises industrielles, commerciales et artisanales par les inondations de la fin mai 1956.

Doc. — N° 274. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 291 Rapport de M. Dethier.

Ann. —

Discussion générale (14 juin 1956).

L'urgence est demandée;

L'Assemblée, unanime, marque son accord; p. 1407.

Discours de MM. REY, m.a.éc. (souligne l'importance des dégâts subis dans la région de Verviers, demande au Sénat de voter le projet, permettant à l'Etat d'accorder des crédits à taux réduit, parle de l'application matérielle de la loi, évoque le sentiment de solidarité qui s'est manifesté lors des inondations); p. 1407;

NIHOUL (déclare que le groupe P.S.C. votera le projet); p. 1407;

Observation de M. HARMEGNIES; p. 1407;

DETHIER, rapp. (constate l'unanimité de l'assemblée et de la commission); p. 1407;

VANDERMEULEN (concernant le remboursement des prêts, le dédommagement des familles modestes touchées par la catastrophe); pp. 1407 et 1408;

REY, m.a.éc. (concernant les trois espèces de dégâts et le projet discuté qui ne vise que l'une de ces catégories, l'intervention de l'Etat à titre intérimaire, le remboursement des prêts); p. 1408;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (14 juin 1956).

Les articles 1 à 6 sont adoptés sans observations; pp. 1408 et 1409.

Catastrophes et accidents. — INONDATIONS. (suite).

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions; p. 1415.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Catastrophes et accidents. — V. aussi Motions d'ordre : Vandermeulen.**Chambres législatives. — Sénat.****AJOURNEMENT.**

Ann. — Le Sénat s'ajourne jusqu'au mardi 10 janvier 1956; p. 282 (22 décembre 1955).

Le Sénat s'ajourne au 24 avril 1956; p. 1019 (22 mars 1956).

Le Sénat s'ajourne jusqu'à convocation ultérieure;

M. STRUYE rend hommage à l'excellente façon et à l'élégance avec laquelle le président a conduit l'assemblée et les débats;

MM. VAN REMOORTEL, COULONVAUX et NOEL s'associent à cet hommage;

M. le PRÉSIDENT remercie les présidents des groupes pour les paroles aimables qu'ils ont prononcées et le personnel du Sénat pour l'aide qu'il apporte aux travaux de l'Assemblée; p. 1702 (28 juin 1956).

BUREAU DEFINITIF.

Nomination du bureau définitif (8 novembre 1955).

Ann. — M. STRUYE, au nom du groupe P.S.C., propose la réélection par acclamation de tous les membres du bureau sortant; p. 4;

Sont réélus :

Président : M. GILLON;

Premier vice-président : M. BOUILLY.

Deuxième vice-président : M. MULLIE;

Troisième vice-président : M. MOREAU de MELEN;

Secrétaires : MM. JESPERS, CROMMEN, MOULIN, DERBAIX, CRAEYBECKX et DE MAN;

Questeurs : MM. DOUTREPONT, VAN BUGGENHOUT, MISSIAEN, le baron ZURSTRASSEN et M. DE STOBBELEIR, p. 4.

M. HARMEGNIES est nommé questeur en remplacement de M. Missiaen, décédé; p. 1248 (5 juin 1956).

COMMISSIONS PERMANENTES.

Ann. — Modifications dans la composition des commissions de la Justice, du Travail et de la Prévoyance Sociale, de l'Instruction Publique et des Affaires Economiques; p. 8 (8 novembre 1955).

Modification dans la composition de la commission des Finances; p. 412 (24 janvier 1956).

Modification dans la composition des commissions des Affaires Etrangères et de l'Agriculture; p. 599 (9 février 1956).

Modification dans la composition de la commission des Finances; p. 666 (16 février 1956).

Modifications dans la composition des commissions des Travaux Publics, des Affaires Economiques et de l'Intérieur; p. 789 (1 mars 1956).

Modification dans la composition de la commission de l'Intérieur; p. 864 (8 mars 1956).

Chambres législatives. — Sénat. — COMMISSIONS PERMANENTES. (suite).

Modification dans la composition des commissions de Vérification des pouvoirs, de la Reconstruction et de l'Intérieur ; p. 1062 (26 avril 1956).

Modification dans la composition des commissions du Travail et de la Prévoyance Sociale, de l'Agriculture, des Travaux Publics ; p. 1114 (15 mai 1956).

Modifications dans la composition des commissions de l'instruction publique, des colonies, de vérification des pouvoirs, de la révision de la Constitution, de la défense nationale, de l'agriculture, de la reconstruction, des finances, du commerce extérieur ; p. 1205 (29 mai 1956).

COMMISSIONS SPECIALES.

Ann. — Constitution d'une commission spéciale composée de neuf membres appartenant aux commissions de la justice, des communications et des colonies ; p. 44 (17 novembre 1955).

Constitution d'une commission spéciale chargée d'examiner le projet et les propositions de loi relatifs aux ventes à tempérament ; p. 279 (22 décembre 1955).

M. le **PRESIDENT** donne lecture de la lettre par laquelle M. **STRUYE** offre sa démission de président de la Commission de révision de la Constitution ; p. 770 (1 mars 1956).

Modification dans la composition de la commission spéciale chargée d'examiner le projet et les propositions de loi relatifs aux ventes à tempérament ; p. 1181 (23 mai 1956).

COMMUNICATIONS OFFICIELLES.

Ann. — M. le Président communique que M. le Premier ministre a transmis au Sénat une copie de l'arrêté royal en date du 13 février 1956, portant nomination de M. **MUNDELEER**, en qualité de Ministre des Classes Moyennes ; p. 623 (14 février 1956).

COOPTATION.

Ann. — M. le **PRESIDENT** annonce l'élection d'un sénateur coopté, en remplacement de M. **van ZEE- LAND**, démissionnaire, p. 485 (2 février 1956).

M. le **PRESIDENT** annonce l'élection d'un sénateur coopté, en remplacement de M. **ROLLAND**, décédé ; p. 1117 (16 mai 1956).

DECES.

Ann. — M. le Président annonce le décès de M. **Fr. Laurens**, sénateur suppléant et ancien sénateur ; p. 6 (8 novembre 1955).

M. le Président annonce le décès de M. **G. Hody**, ancien sénateur ; p. 6 (8 novembre 1955).

M. le Président annonce le décès de MM. **Spreutel** et **Devaux**, anciens sénateurs ; p. 12 (16 novembre 1955).

M. le Président annonce le décès de M. **Prosper De Bruyn**, ancien sénateur ; p. 46 (29 novembre 1955).

M. le Président annonce le décès de M. **Bossaert**, sénateur, ministre des Classes Moyennes. La séance est levée en signe de deuil ; p. 467 (1 février 1956).

M. le Président rend hommage à la mémoire de M. **Bossaert**, sénateur, ministre des Classes Moyennes. M. **VAN ACKER**, p.m. et M. **LIEBAERT**, m.f. s'associent à cet hommage au nom du gouvernement ; p. 486, 487 (2 février 1956).

M. le Président rend hommage à la mémoire de M. le sénateur **Dhondt** ; 792 (6 mars 1956).

M. le Président rend hommage à la mémoire de M. le

Chambres législatives. — Sénat. — DECES. (suite).

sénateur **Gribomont** ; p. 1022 ; M. **LEFEBVRE**, m.a., s'associe à cet hommage au nom du gouvernement ; p. 1022 (24 avril 1956).

M. le Président annonce le décès de M. **De Nauw**, ancien sénateur ; p. 1023 (24 avril 1956).

M. le Président rend hommage à la mémoire de MM. les sénateurs **Missiaen** et **Rolland** ; M. **LEFEBVRE**, m.a., s'associe à cet hommage, au nom du gouvernement ; p. 1094, 1095 (15 mai 1956).

M. le Président rend hommage à la mémoire de M. **Catteau**, ancien sénateur ; p. 1590 (26 juin 1956).

DEMISSIONS.

Ann. — M. le **PRESIDENT** annonce la démission de M. le sénateur **BEUCARNE** ; p. 202 (20 décembre 1955).

M. le **PRESIDENT** annonce la démission de M. le sénateur **van ZEELAND** ; p. 448 (31 janvier 1956).

M. le **PRESIDENT** annonce la démission de M. le sénateur **LECLERCQ** ; p. 1273 (6 juin 1956).

INCIDENTS.

Ann. — Motion d'ordre du baron de **DORLODOT**, qui souhaite qu'on apporte un nouveau perfectionnement au fonctionnement du vote électrique et qu'un tableau indique l'objet du vote ; p. 74 (6 décembre 1955).

Budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale. — Discussion générale : M. **STRUYE** fait la proposition de déposer sur le bureau du Sénat tous documents relatifs aux prêts consentis au secteur assurance maladie-invalidité ; p. 145 (13 décembre 1955).

Retire sa proposition, ayant reçu satisfaction ; pp. 178 et 179 (15 décembre 1955).

M^{me} **BEECKMAN** - V^{ve} **VANDERVELDE** proteste contre un terme employé par Mlle **DRIESSEN** dans la discussion du budget de la Santé Publique et de la Famille. Observations de Mlle **DRIESSEN**, MM. **DOUTREPONT**, le **PRESIDENT** et **VAN LAEYS**. L'incident est clos ; p. 338 et 339 (12 janvier 1956).

M. le **PRESIDENT** proteste contre une expression employée par M. **VAN GERVEN**. L'incident est clos ; pp. 346 et 347 (17 janvier 1956).

Fait personnel du baron de **DORLODOT** relatif à une observation de M. le Président ; p. 351 (17 janvier 1956).

Incident relatif au vote sur le projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines allocations ;

Intervention de MM. le **PRESIDENT**, **STRUYE**, **DELMOTTE**, **ROLIN**.

L'incident est clos ; pp. 477 et 478 (2 février 1956).

Fait personnel de M. **FLAMME** qui précise sa pensée et répond à M. **MOUREAUX** ;

Observations de MM. **OBLIN** et **NIHOUL** ; p. 1240 (31 mai 1956).

Chambres législatives — Sénat. (suite)**LISTES.**

Doc. — N° 1. Liste alphabétique des membres du Sénat.

N° 2. Liste des membres du Sénat.

N° 3. Liste des projets et propositions de loi dont le Sénat est saisi.

N° 4. Liste des commissions permanentes.

Chambres législatives. — Sénat. (suite).**ORDRE DES TRAVAUX.**

Ann. — Observations de M. le **PRESIDENT** relatives à la durée réglementaire de la discussion des budgets ; pp. 112 et 113 ;
Observations de MM. **VAN DER BRUGGEN** et **BOUILLY** ; p. 113 (8 décembre 1955).

Intervention de MM. **STRUYE** (concernant l'insertion du budget du Ministère des Colonies à l'ordre du jour avant le budget des Communications) ; p. 125 ;

BUISSERET, m.c. (concernant l'erreur qui a abouti au dépôt du budget du Ministère des Colonies au Sénat, tandis que les autres budgets des Colonies étaient déposés à la Chambre) ; pp. 125 et 126 ;

MOUREAUX (demande que l'on s'en tienne à la solution proposée par la commission) ; p. 126 ;

STRUYE (demande l'ajournement de la discussion du budget du Ministère des Colonies) ; p. 126 ;

ROLIN (estime préférable que la Chambre puisse traiter l'ensemble des budgets coloniaux) ; p. 126 ;

LEBURTON, m.s.p. (concernant l'urgence du projet de loi créant l'Institut National d'Education Physique et organisant le contrôle des pronostics) ; p. 126 ;

STRUYE (suggère la disjonction des deux chapitres du projet et propose que la première partie ne soit discutée qu'après les vacances) ; pp. 126 et 127 ;

le **PRESIDENT** (constate l'accord du Sénat concernant l'ordre des travaux proposés) ; p. 127 (19 décembre 1955).

M. **STRUYE** demande que son interpellation soit entendue d'urgence l'après-midi même ; p. 241 ;

M. **ROLIN** déclare que, même si l'urgence est décidée, il dépend du ministre que l'interpellation soit fixée avant le vote du budget ; p. 241 ;

M. **SPAAK**, m.a.étr., estime inutile de répondre avant janvier ; p. 242 ;

M. **STRUYE** insiste pour que le débat ne soit pas différé ; p. 242 ;

M. **COULONVAUX** pense qu'il serait inadmissible qu'une grave question soit soulevée sans préparation possible pour les membres qui désireraient intervenir ; p. 243 ;

M. **SPAAK**, m.a.étr., déclare que M. Struye ayant également posée une question parlementaire, il serait sage qu'il attende la réponse à cette question ; p. 243 ;

M. **STRUYE** propose de fixer le débat au début de la semaine suivante ; p. 244 ;

le comte d'**ASPREMONT LYNDEN** estime que l'article 33 du règlement donne à un cinquième des membres le droit de réclamer la fixation d'une date rapprochée ; p. 244 ;

M. **ROLIN** pense que, l'Assemblée ayant décidé de clôturer ses travaux à la fin de la séance de l'après-midi, l'interpellation ne peut venir en discussion avant la première séance de janvier ; p. 245 ;

M. **COULONVAUX** ne juge pas que l'urgence soit si nécessaire ; p. 245 ;

La proposition visant à fixer l'interpellation au mardi suivant est rejetée par 76 voix contre 57 et 1 abstention. Par assis et levé le développement de l'interpellation est fixé à la séance de rentrée ; p. 246 (22 décembre 1955).

M. le **PRESIDENT** dit avoir établi un ordre des travaux afin de pouvoir terminer les séances le 22 ou 23 mars ; il demande aux orateurs un effort de con-

Chambres législatives. — Sénat. — ORDRE DES TRAVAUX. (suite).

cision et leur présence à l'hémicycle dès le début de la discussion) ; pp. 426 et 427 ;

Interventions de MM. **JESPERS** et **DUVIEUSART** ; pp. 426 et 427 (25 janvier 1956).

Observations de MM. le **PRESIDENT**, **MOULIN**, **STRUYE** et **ROLIN** relatives à l'ordre du jour du Sénat, la semaine de l'Ascension ; pp. 1082 et 1083 ; la proposition tendant à la remise des séances publiques au 15 mai est adoptée ; p. 1083 (3 mai 1956) ;

Observations de MM. le **PRESIDENT**, **COULONVAUX**, **MUNDELEER**, m.c.m., **ROLIN**, **Maurice SERVAIS** et **MOULIN** relatives à la discussion du projet de loi sur la pension des indépendants ; pp. 1157 et 1158 (17 mai 1956) ;

M. **LIEBAERT**, m.f., demande l'urgence pour le projet de loi relatif à la caisse nationale de crédit professionnel ;

Observations de MM. le **PRESIDENT**, **WIARD** et **MUNDELEER**, m.c.m. ; pp. 1208 et 1209 (30 mai 1956) ;

M. **MUNDELEER**, m.c.m., demande au Sénat de continuer la discussion de la loi sur la pension des travailleurs indépendants avant d'entendre les interpellations inscrites à l'ordre du jour ;

Observations de MM. **STRUYE**, **ROLIN** et **COULONVAUX** au sujet de l'urgence de la discussion du projet et de la toilette du texte ;

M. **STRUYE** propose de reprendre la discussion du projet de loi et de commencer à 16 h. la discussion des interpellations au Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale et de prévoir le vote sur les ordres du jour au cours de la séance ;

M. le **PRESIDENT** demande aux membres de l'Assemblée de prendre l'engagement de rester en séance ;

Observations de MM. **COULONVAUX**, le **PRESIDENT**, **STRUYE**, **HARMEGNIES**, **SLEDSSENS**, **ROLIN**, **ORBAN**, **R. HOUBEN**, **VAN ACKER**, p.m. et **TROCLET**, m.t.p.s. ;

M. le **PRESIDENT** propose de reprendre la discussion des articles du projet de loi, d'entendre ensuite les interpellations et procéder aux votes le lendemain ;

M. **VAN ACKER**, p.m., propose d'entendre les deux interpellations le lendemain, après la seconde lecture du projet, de manière à voter sur l'ensemble du projet et sur les ordres du jour déposés en conclusion des interpellations ; pp. 1273 à 1276 (6 juin 1956) ;

M. **TROCLET**, m.t.p.s., annonce qu'il s'est mis d'accord avec M. **STRUYE** et les quatre interpellateurs pour fixer à mardi à 14 heures les interpellations inscrites à l'ordre du jour ;

M. **STRUYE** demande que les votes sur les ordres du jour aient lieu au cours de la même séance ;

M. **ROLIN** s'oppose à cette demande, étant donné que la majorité a promis une présence décente ;

Observations de MM. le **PRESIDENT**, de la **VALLEE**, **POUSSIN**, **ROLIN**, **STRUYE**, **ORBAN**, **LEYNEN**, **DE BLOCK**, **SOBRY**, **VAN ACKER**, p.m. et **COULONVAUX** ;

L'Assemblée marque son accord à la proposition de M. **STRUYE** ; pp. 1283 à 1285 (6 juin 1956).

Chambres législatives. — Sénat. — ORDRE DES TRAVAUX. (suite).

Observations de MM. le **PRESIDENT**, **LEYNEN** et **STRUYE** relatives au groupement des votes et à l'emploi de bulletins ; p. 1404 (14 juin 1956).

Observations de M. le **PRESIDENT** relatives au temps de discussion des budgets coloniaux transmis par la Chambre ; pp. 1452 et 1453 (19 juin 1956).

Observations de MM. le **PRESIDENT**, **TROCLET**, m.t.p.s., **VERMEYLEN**, m.i. et **NOEL** relatives à l'ordre dans lequel seront discutés les projets de loi ; p. 1523 (21 juin 1956).

Observations de MM. le **PRESIDENT**, **R. HOUBEN**, **DUVIEUSART**, **VAN AUDENHOVE** et **YERNAUX** relatives à la discussion et au dépôt de projets de loi ; pp. 1540 et 1541 (21 juin 1956).

Observations de MM. le **PRESIDENT**, **SMETS** et le baron de **DORLODOT** relatives à la discussion du projet de loi concernant l'**ONOVA** ; pp. 1551 et 1552 (21 juin 1956).

M. le **PRESIDENT** propose à l'Assemblée, soit de siéger le soir jusqu'à épuisement de l'ordre du jour, soit de reprendre les travaux mardi prochain. L'Assemblée décide de poursuivre ses travaux ; p. 1684 (28 juin 1956).

OUVERTURE DE LA SESSION.

Ann. — M^{me} **JANSON-V^e SPAAK**, doyenne d'âge, déclare ouverte la session de 1955-1956 ; prononce son allocution ; p. 4 (8 novembre 1955).

M. le **PRESIDENT** déclare le Sénat constitué et qu'il en sera donné connaissance au Roi et à la Chambre des Représentants ; p. 4 et 5 (8 novembre 1955).

PETITIONS.

Pétitions sur lesquelles la commission a statué.

Doc. — N^o 75. Feuilleton n^o 1.

N^o 116. Feuilleton n^o 2.

N^o 259. Feuilleton n^o 3.

N^o 260. Feuilleton n^o 4.

REGLEMENT.

Ann. — M. le **PRESIDENT** fait connaître son interprétation du règlement au sujet de la reprise d'un vote par appel nominal ayant fait constater que l'Assemblée n'était pas en nombre ; p. 238. (22 décembre 1955).

Observations de M. le **PRESIDENT** relatives aux dispositions du règlement concernant l'amendement d'un ordre du jour ; pp. 361 à 367 (17 janvier 1956).

M. **BOUILLY** fait appel au règlement afin d'attirer l'attention de l'assemblée sur la transgression de la disposition de l'article 17 du Règlement et sur la difficulté qu'ont les sénateurs de province d'être présents aux séances du matin, surtout si des votes se produisent et cela à cause des conditions climatologiques ; p. 666 ;

M. le **PRESIDENT** dit qu'il n'existe pas de transgression du règlement, qu'il a été tenu compte des conditions climatologiques et estime que l'on doit pouvoir voter à n'importe quelle heure ; p. 666 ;

M. **HARMEGNIES** (appuie la demande de M. **BOUILLY** quant aux votes pendant les séances du matin) ; p. 666 ;

Chambres législatives. — Sénat. — REGLEMENT. (suite).

M. le **PRESIDENT** (déclare qu'une grande tolérance est de mise ; p. 666 (16 février 1956).

Le baron de **DORLODOT** fait appel au règlement ; Observations de MM. le **PRESIDENT** et **HARMEGNIES** ; p. 1433 (14 juin 1956).

VALIDATION DES POUVOIRS.

Ann. — Vérification des pouvoirs de M. **DETAEVERNIER** appelé à remplacer M. **Beaucarne**, démissionnaire.

Les conclusions du rapport de M. **VERGEYLEN** sont adoptées.

M. **DETAEVERNIER** prête serment ; p. 248 (22 décembre 1955).

Vérification des pouvoirs de M. **HOUGARDY**, appelé à remplacer M. **Bossaert**, décédé.

Les conclusions du rapport de M. **Wyn** sont adoptées. M. **HOUGARDY** prête serment ; p. 518 (7 février 1956).

Vérification des pouvoirs de M. **Albert-Edouard JANSSEN**, appelé à remplacer M. **van ZEELAND**, démissionnaire.

Les conclusions du rapport de M. **DOUTREPONT** sont adoptées ; pp. 602 et 603.

M. **A.E. JANSSEN** prête serment ; p. 609 (14 février 1956).

Vérification des pouvoirs de M. **VERMANDELE**, appelé à remplacer M. **Dhondt**, décédé.

Les conclusions du rapport de M. **BRIOT** sont adoptées. M. **VERMANDELE** prête serment ; p. 866 (20 mars 1956).

Vérification des pouvoirs de M. **PONCELET**, appelé à remplacer M. **Gribomont**, décédé.

Les conclusions du rapport de M. **NIHOUL**, lu en flamand par M. **JESPERS**, sont adoptées ; p. 1024. M. **PONCELET** prête serment ; p. 1025 (24 avril 1956).

Vérification des pouvoirs de M. **BUSIEAU** appelé à remplacer M. **Rolland**, décédé.

Les conclusions du rapport de M. **DOUTREPONT** sont adoptées.

M. **BUSIEAU** prête serment ; p. 1193 (29 mai 1956).

Vérification des pouvoirs de M. **BREYNE**, appelé à remplacer M. **Missiaen**, décédé.

Les conclusions du rapport de M. **NIHOUL**, lu en flamand par M. **JESPERS**, sont adoptées.

M. **BREYNE** prête serment ; pp. 1193 et 1194 (29 mai 1956).

Vérification des pouvoirs de M. **René DELIEGE**, appelé à remplacer M. **Leclercq**, démissionnaire.

Les conclusions du rapport de M. **DOUTREPONT** sont adoptées.

M. **DELIEGE** prête serment ; pp. 1589 et 1590 (26 juin 1956).

Chemins de fer. — V. Communications.

Chèques-postaux. — V. Communications.

Chine. — V. Président : Relations extérieures.

Cimenterie Delwart. — V. Motions d'ordre : Moulin.

Circonstances atténuantes. — V. Droit pénal : Attentat à la pudeur et viol.

Classes moyennes. — V. Commerce et Industrie.

Colonies.**BUDGETS COLONIAUX.
EXERCICE 1954.**

Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953.

Doc. — N° 256. Rapport de M. Warnant.

Ann. — La discussion générale de ce projet est jointe à celle du projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956.

Discussion des articles du tableau (20 juin 1956).

Les articles des tableaux I et II sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1496.

Discussion des articles du projet de loi (20 juin 1956).

Les articles 1 à 7 sont adoptés sans observations; pp. 1497 et 1498.

Vote (21 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 78 voix contre 65 et 5 abstentions; p. 1532.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954.

Doc. — N° 257. Rapport de M. Warnant.

Ann. — La discussion générale de ce projet est jointe à celle du projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956.

Discussion des articles du tableau (20 juin 1956).

Les articles des tableaux I à IV sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1498.

Discussion de l'article unique du projet (20 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 1498.

Vote (21 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 78 voix contre 65 et 5 abstentions; p. 1532.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

EXERCICE 1956.

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956.

Doc. — N° 253. Rapport de M. Warnant.

Ann. —

Discussion générale (14 juin 1956).

A cette discussion est jointe celle des :

— Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956.

Colonies. — BUDGETS COLONIAUX. — EXERCICE 1956. (suite).

— Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1956.

— Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1954 et approuvant une ouverture de crédit supplémentaire pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge de l'exercice 1953.

— Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 31 octobre 1955 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1954.

— Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

— Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring » d'Elisabethville et de Jadotville.

— Pétition de membres du conseil supérieur de l'Urundi.

Discours de MM. BUISSERET, m.c. (fait un exposé général concernant la politique coloniale du gouvernement, parle de la formation d'une communauté belgo-congolaise, de la situation intérieure et des progrès au Congo Belge, de la situation au Ruanda-Urundi, du rôle de la Belgique); pp. 1410 à 1413 et 1423 à 1425;

Edg. DE BRUYNE (concernant l'Inga et l'industrialisation du Congo, la communauté belgo-congolaise et ses conséquences, critique la politique coloniale du ministre, parle de l'enseignement au Congo, de la construction d'écoles et internats, des subsides accordés par le Fonds du Bien-Etre indigène, de l'assistance sociale); pp. 1425 à 1432;

Observations de MM. BUISSERET, m.c., DECOENE; pp. 1426 et 1427;

DULIEU (parle des sociétés minières, du plan décennal, du barrage d'Inga, du problème indigène, de la situation économique, sociale, scolaire et administrative, de l'union belgo-congolaise); pp. 1432 à 1435;

Observations du baron de DORLODOT, le PRÉSIDENT et M. HARMEGNIES; pp. 1433 à 1435; baron de DORLODOT (estime inconvenant de poursuivre la discussion de cet important budget devant une assemblée très réduite); p. 1435.

Reprise de la discussion générale (19 juin 1956).

Discours de MM. WARNANT, rapp. (parle du stade nouveau dans l'évolution du Congo, de la situation administrative, de la décentralisation et de la réorganisation de certains services, de la force publique, de la situation économique et sociale dans la colonie, du problème de l'habitat, de la communauté belgo-congolaise, de la création d'une commission mixte, de la création d'une carte de citoyenneté belgo-congolaise); pp. 1440 à 1443;

VAN HOUTTE (concernant l'aspect financier de la politique du ministre, le budget ordinaire, les prévisions budgétaires pour 1956, le budget extraordinaire, les dépenses extraordinaires non prévues au plan décennal, le Fonds du Roi, ses amendements, le plan décennal, l'évolution de la dette publique du Congo, les emprunts du Congo); pp. 1443 à 1446;

Colonies. — BUDGETS COLONIAUX. — EXERCICE 1956. (suite).

Observations de MM. LEEMANS, BUISSERET, m.c.; pp. 1443 à 1446;

M^{me} CISELET (concernant l'œuvre accomplie par les Belges au Congo, la condition arriérée des femmes congolaises et leur instruction scolaire et sociale, les foyers sociaux, l'évolution de certaines coutumes indigènes, le travail des femmes mariées blanches); pp. 1447 et 1448;

Observations de MM. BUISERET, m.c., PHOLIEN; pp. 1447 et 1448;

VAN BUGGENHOUT (concernant son voyage au Congo, le plan décennal, la situation économique en général, les transports, les voies navigables, le bouchon Matadi-Léopoldville, la question des prix, l'immigration, l'adaptation du Congo à l'économie internationale, l'enseignement au Congo, la base de Kamina); pp. 1448 à 1450;

Observations de M. BUISSERET, m.c.; pp. 1448 et 1449;

DEKEYZER (concernant l'esprit de tolérance au Congo, la situation en Afrique du Nord, l'inspection du travail, la création d'une direction générale auprès du département, l'enseignement au Congo, les services médicaux, l'habitat, l'organisation judiciaire); pp. 1451 et 1452;

Observation de M. YERNAUX; p. 1452;

ESTIENNE (concernant les progrès réalisés au Congo, la politique coloniale du ministre, la cité indigène de Léopoldville, son ravitaillement en vivres, le problème du logement, l'électrification, la police, l'emploi de la main-d'œuvre, l'hygiène dans la cité; l'enseignement, les éleveurs de bétail de l'Ituri, la construction d'un abattoir à Bunia, la construction d'aires d'abattage); pp. 1452 à 1455);

Observations de MM. BUISSERET, m.c., PARMENTIER, YERNAUX; pp. 1452 à 1454;

HOUGARDY (concernant la communauté belgo-congolaise, l'amélioration du standing des indigènes, le développement de l'économie, la création de centres d'orientation professionnelle, l'éducation et l'émancipation de la femme congolaise, la classe moyenne congolaise, le colonat blanc, l'administration coloniale, les postes de brousse, le service territorial, la situation sociale, l'administration d'Afrique); pp. 1455 et 1456;

Observations de M. BUISSERET, m.c.; p. 1455;

YERNAUX (concernant l'émancipation des Congolais, la quasi-absence d'écoles pour filles, la création d'écoles de monitrices, l'enseignement laïc et congréganiste, l'enseignement au Ruanda-Urundi, les dépenses excessives pour la construction d'écoles, la création d'écoles en brousse, l'athénée d'Usumbura); pp. 1457 à 1459;

Observations de MM. BUISSERET, m.c., DOUTREPONT, DELPORT; pp. 1457 à 1459.

Reprise de la discussion générale (20 juin 1956).

Discours de MM. PHOLIEN (concernant le climat de la communauté belgo-congolaise, critique la politique coloniale du ministre, parle de l'enseignement au Congo, des devoirs du ministre envers les missions, du cadre de l'administration civile, des crédits affectés aux constructions scolaires et des adjudications

Colonies. — BUDGETS COLONIAUX. — EXERCICE 1956. (suite).

publiques, du traitement des moniteurs indigènes, du télégramme envoyé par le ministre à Léopoldville, le 16 juin, du programme ministériel scolaire, de la brochure illustrée envoyée par le ministre, des écoles de l'Etat, des nominations faites par le ministre, du rapport Coulon-de Heyn, Renson, du problème de l'Inga, de la situation dans l'Urundi); pp. 1471 à 1477;

Observations de MM. YERNAUX, HARMEGNIES, DECOENE, le PRESIDENT, DE BOODT, BUISSERET, comte d'ASPREMONT LYNDEN; pp. 1472 à 1477;

M^{me} BEECKMAN-V^{ve} VANDERVELDE (signale les anomalies dans la situation des femmes blanches agents de l'Etat dans la colonie, parle de l'organisation judiciaire et des établissements pénitentiaires au Congo, de la délinquance juvénile, de la répression, des menées subversives définies sous le nom de kitawala, des problèmes de santé); pp. 1477 et 1478;

BUISSERET, m.c. (répond aux orateurs, reprend et réfute leurs arguments, parle des organisations de jeunesse, des centrales de Ruzizi et de la Taruka, des pétitions, de l'emploi des langues nationales belges dans l'administration); pp. 1478 à 1484;

Observations de MM. YERNAUX, PHOLIEN, VAN HOUTTE; pp. 1481 à 1483;

DELPORT (concernant la mentalité des moins évolués, la communauté belgo-congolaise, la cité indigène de Léopoldville, l'agriculture, l'industrie et l'enseignement au Congo, l'évolution sociale des noirs, l'emploi de la langue néerlandaise, la situation dans l'Urundi); pp. 1484 à 1486;

Observations de MM. BUISSERET, m.c., ANCOT, VAN BUGGENHOUT, le PRESIDENT, SLEDSENS; pp. 1485 et 1486;

BLOCK (concernant le plan décennal, la situation des Belges d'expression néerlandaise au Congo, les intérêts des indigènes, la politique progressiste à suivre, la maturité sociale, économique et politique de la population autochtone et son émancipation, les mesures tendant à favoriser l'agriculture, l'enseignement généralisé et l'éducation des femmes indigènes, la politique des investissements); pp. 1486 à 1488);

VAN HEMELRIJCK (concernant la question flamande au Congo, le plan général de développement de l'enseignement officiel au Congo, ses conséquences, la promotion des indigènes; émet quelques considérations au sujet de l'Urundi et parle des pétitions); pp. 1488 à 1492;

Observations de M. BUISSERET, m.c.; pp. 1488 à 1491.

BUISSERET, m.c. (répond à M. VAN HEMELRIJCK); p. 1492.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (20 juin 1956).

Les articles 1 à 6 sont successivement mis aux voix et adoptés; p. 1492.

Discussion des articles du projet (20 juin 1956).

Les articles 1 à 12 sont adoptés sans observations; pp. 1493 et 1494.

Colonies. — BUDGETS COLONIAUX. — EXERCICE 1956. (suite).

Vote (21 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 78 voix contre 65 et 5 abstentions ; p. 1532.
Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956.

*Doc. — N° 254. Rapport de M. Warnant.
N° 286. Amendement de M. Van Houtte.*

Ann. — La discussion générale de ce projet est jointe à celle du budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956.

Discussion des articles du tableau (20 juin 1956).

Art. 1 à 8 (tableau I).

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 1494.

Art. 9 (tableau I).

Cet article est réservé ainsi que l'amendement de M. VAN HOUTTE ; p. 1494.

Article 10 à fin (tableau I).

Ces articles ainsi que les articles du tableau II sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 1494.

Discussion des articles du projet (20 juin 1956).

Art. 1.

Le vote sur cet article et, par voie de conséquence, sur l'amendement de M. VAN HOUTTE, est réservé ; p. 1494

Art. 2 à 12.

Ces articles sont adoptés sans observations ; pp. 1494 à 1495 ;
Les articles réservés sont adoptés ; (21 juin 1956).

Vote (21 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 78 voix contre 65 et 5 abstentions ; p. 1532.
Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo belge pour l'exercice 1956.

*Doc. — N° 255. Rapport de M. Warnant.
N° 287. Amendement de M. Van Houtte.*

Ann. — La discussion générale de ce projet est jointe à celle du projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956.

Discussion des articles du tableau (20 juin 1956).

Art. 1 à 8 (tableau I).

Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 1495.

Art. 9 (tableau I).

Cet article est réservé ainsi que l'amendement de M. VAN HOUTTE ; p. 1495.

Art. 10 à fin du tableau I.

Ces articles ainsi que les articles du tableau 2 sont successivement mis aux voix et adoptés ; p. 1495.

Discussion des articles du projet (20 juin 1956).

Colonies. — BUDGETS COLONIAUX. — EXERCICE 1956. (suite).

Art. 1.

Le vote sur cet article et, par voie de conséquence, sur l'amendement de M. VAN HOUTTE est réservé ; p. 1495.

Art. 2 à 11.

Ces articles sont adoptés sans observations ; pp. 1495 à 1496 ;
Les articles réservés sont adoptés (21 juin 1956).

Vote (21 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 78 voix contre 65 et 5 abstentions ; p. 1532.
Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

COMMUNICATIONS.**OTRACO.**

Ann. — Transmission du bilan et du compte de profits et pertes approuvés relatifs à l'exercice 1954 de cet Office ; p. 7 (8 novembre 1955).

Transmission des comptes approuvés de prévision de recettes et de dépenses, tant ordinaires qu'extraordinaires, relatifs à l'exercice 1956 de cet office ; p. 343 (17 janvier 1956).

Information est faite au Sénat que l'Otraco a été autorisé par le Ministre des Colonies à dépasser les prévisions de dépenses totales pour l'exercice 1955 de 26.100.000 francs ; p. 1096 (15 mai 1956).

CONSEIL COLONIAL.

Ann. — M. le PRESIDENT communique que le Ministre des Colonies fait savoir qu'il y a lieu de procéder à la nomination d'un membre du Conseil colonial appelé à achever le mandat de M. Deraedt, décédé ; p. 1461 (20 juin 1956).

M. le PRESIDENT annonce la nomination du nouveau membre pour le jeudi 28 juin 1956 ; p. 1589 (26 juin 1956).

A l'unanimité de l'Assemblée, M. LE ROYE Léopold est proclamé membre du conseil colonial ; p. 1699 (28 juin 1956).

DECRETS.

Ann. — Projets de décrets :

- a) Renouvelant les droits généraux et exclusifs de recherches minières de M. Fred Ortmans ;
- b) Octroyant un permis d'exploitation à la Société minière Cololacs, pour le polygone dénommé « Colomines-Est n° 33 » ;
- c) Octroyant un permis d'exploitation à la Compagnie minière Arema, pour le polygone dénommé « Masaba » ;
- d) Octroyant trois permis d'exploitation à la Compagnie minière de l'Urega, pour les polygones dénommés « Kanzuzu 1 », « Kanzuzu 2 » et « Kanzuzu H » ;
- e) Octroyant un permis d'exploitation à la Compagnie minière de l'Urega, pour le polygone dénommé « Kanzuzu J » ;
- f) Octroyant sept permis d'exploitation à la Compagnie minière de l'Urega, pour les polygones dénommés « Bilabise », « Mulenda », « Webira C », « Kanzuzu 3 », « Ezeze A », « Ezeze B » et « Tshamaka A » ;

Colonies. — DECRETS. (suite).

- g) Octroyant quatre permis d'exploitation à la Compagnie minière de l'Urega, pour les polygones dénommés « Mundu 1 », « Mundu C », « Mundu 2 » et « Mundu 3 » ;
- h) Octroyant un permis d'exploitation à la Compagnie minière de l'Urega, pour le polygone dénommé « Mundu-Yuyu » ;
- i) Octroyant deux permis d'exploitation à la société « Les Mines d'Or et d'Étain de Kindu », pour les polygones dénommés « Kasina A » et « Swiza A » ;
- j) Octroyant un permis d'exploitation à la société « Les Mines d'Or et d'Étain de Kindu », pour le polygone dénommé « Kokia » ;
- k) Octroyant un permis d'exploitation à la Société des Mines d'Étain du Ruanda-Urundi, pour le polygone dénommé « Mine Tsharwa » ;
- l) Octroyant un permis d'exploitation à la Société des Mines d'Étain du Ruanda-Urundi, pour le polygone dénommé « Mine Muhembe ».

Transmis par le Ministre des Colonies ; p. 8 (8 novembre 1955).

Projets de décrets :

- a) Accordant des concessions minières au Ruanda-Urundi à MM. M. Galez, A. Massart, F. Castelain, M. Benard, A. Visez, P. Snoeck, M. De San et R. Ramelot ;
- b) Octroyant un permis d'exploitation à la « Société des Mines d'Étain du Ruanda-Urundi » pour le polygone dénommé « Mine Kinanira » ;
- c) Octroyant trois permis d'exploitation à la « Société des Mines d'Étain du Ruanda-Urundi » pour les polygones dénommés « Mine Bijojo, Mine Shaki et Mine Konkomo » ;
- d) Octroyant un permis d'exploitation à la « Société des Mines d'Étain du Ruanda-Urundi » pour le polygone dénommé « Mine Ndiza » ;
- e) Octroyant un permis d'exploitation à la « Société des Mines d'Étain du Ruanda-Urundi » pour le polygone dénommé « Mine Munanira ».

Transmis par le Ministre des Colonies ; p. 46 (29 novembre 1955).

Projet de décret qui approuve une convention conclue le 17 février 1955 entre la colonie et la Compagnie du Kasai, et ayant pour objet la concession en location avec option d'achat, d'un terrain situé à Kibwanga dans le territoire du Kikwit.

Transmis par le Ministre des Colonies, pp. 66 et 67 (6 décembre 1955).

Projets de décret :

- a) prorogant des droits miniers ;
- b) Octroyant un permis d'exploitation.

Transmis par le Ministre des Colonies ; p. 202 (20 décembre 1955).

Projet de décret approuvant une convention ayant pour objet l'octroi d'un droit de pacage.

Transmis par le Ministre des Colonies ; p. 286 (10 janvier 1956).

Cinq projets de décret prorogant des droits exclusifs de recherches minières approuvant une convention minière et octroyant cinq permis d'exploitation.

Transmis par le Ministre des Colonies ; p. 792 (6 mars 1956).

Colonies. — DECRETS. (suite).

Cinq projets de décret :

- a) Renouvelant des droits exclusifs de recherches minières ;
- b) Prorogant des droits miniers.

Transmis par le Ministre des Colonies, p. 1024 (24 avril 1956).

Projet de décret approuvant une convention conclue entre le gouvernement de la colonie et la « Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands lacs africains ».

Transmis par le Ministre des Colonies ; p. 1038 (25 avril 1956).

Trois projets de décret renouvelant pour deux ans des droits exclusifs de recherches minières.

Transmis par le Ministre des Colonies ; p. 1051 (26 avril 1956).

Deux projets de décret approuvant des conventions minières ;

Transmis par le Ministre des Colonies ; p. 1208 (30 mai 1956).

Deux projets de décret renouvelant pour deux ans les droits exclusifs de recherches minières ;

Transmis par le Ministre des Colonies ; p. 1471 (20 juin 1956).

OFFICE DES CITES AFRICAINES.

Transmission de documents de l'Office des Cités africaines.

Ann. — Transmis par le Ministre des Colonies ; p. 12 (16 novembre 1955).

PETITIONS.

Pétition de membres du Conseil supérieur de l'Urundi.

Ann. — Vote sur les conclusions du rapport de M. VAN HEMELRIJCK (20 juin 1956).

Les conclusions du rapport sont adoptées ; p. 1498.

Pétitions des « Vlaamse Vriendenkring d'Elisabethville et de Jadotville. »

Ann. — Vote sur les conclusions du rapport de M. VAN HEMELRIJCK (20 juin 1956).

Les conclusions du rapport sont adoptées ; p. 1498.

Colonies. — V. aussi Impôts : Impôts indirects. — Douanes et accises. — Bureaux douaniers coloniaux.

Commerçants et actes de commerce. — V. Droit commercial.

Commerce et industrie.**CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL.**

Ann. — Transmission du bilan et du compte de profits et pertes arrêtés au 31 décembre 1955 de la Caisse nationale de Crédit professionnel ; p. 1024 (24 avril 1956).

Projet de loi portant relèvement du plafond des engagements de la Caisse nationale de crédit professionnel.

Doc. — N° 206. Rapport de M. Wiard.

Ann. — L'urgence est demandée par M. LIEBAERT, m.f. L'Assemblée marque son accord ; p. 1208 et 1209 (30 mai 1956).

Commerce et industrie. — CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL. (suite).

Discussion générale (30 mai 1956).

Discours de M. LIEBAERT, m.f. (concernant l'urgence du projet, la portée du projet, l'activité de la Caisse nationale de crédit professionnel, la politique de cette caisse en faveur des classes moyennes); p. 1213 ;
La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (30 mai 1956).

L'article unique est adopté sans observations ; p. 1213.

Vote (31 mai 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 142 voix et 1 abstention ; p. 1226.
Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

CLASSES MOYENNES.

Proposition de loi sur la représentation électorale des classes moyennes industrielles, artisanales et commerciales.

Doc. — N° 64. Rapport de M. Wiard.

COMMERCE EXTERIEUR.

Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, modifiée par celle du 30 juillet 1934 relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises.

Doc. — N° 160. Rapport de M. Doutrepont.

Ann. —

Discussion générale (16 mai 1956).

Discours de MM. DUVIEUSART (concernant l'importation de baignoires en provenance de Hongrie ; pp. 1122 et 1123 ;

Observations de M. BUISSERET, m.c. ; p. 1123 ;
DOUTREPONT, rapp. (concernant l'adoption du projet) ; p. 1123 ;

Observations de MM. DUVIEUSART, ROLIN et VAN REMOORTEL ; p. 1123 ;

le PRESIDENT (propose de réserver la suite de la discussion jusqu'à l'arrivée du ministre compétent) ; p. 1123 ;

L'assemblée marque son accord ; p. 1123.

Reprise de la discussion générale (16 mai 1956).

Discours de MM. DUVIEUSART (concernant les mesures « antidumping ») ; p. 1125 ;

LIEBAERT, m.f. (concernant les circonstances anormales dans lesquelles certains produits sont importés en Belgique) ; p. 1125.

Demande de renvoi en commission (16 mai 1956).

M. DUVIEUSART demande le renvoi en commission ; p. 1125.

Cette demande est rejetée ; p. 1126.

Reprise de la discussion générale.

Observations de M. DUVIEUSART ; p. 1126.

Commerce et industrie. — COMMERCE EXTERIEUR. (suite).

Discours de M. DOUTREPONT, rapp. (qui rappelle qu'il existe un accord entre la Belgique, l'Allemagne, la France, la Hollande et le Grand-Duché de Luxembourg au sujet de l'importation des baignoires et demande que le Sénat ne mette pas le gouvernement en difficulté en refusant la ratification de ce projet de loi) ; p. 1126.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (16 mai 1956).

L'article unique est adopté sans observations ; p. 1126.

Vote (17 mai 1956).

Déclaration de M. REY, m.a.éc. ; p. 1156 ;
M. DUVIEUSART justifie son vote ; p. 1156 ;
L'ensemble du projet de loi est adopté par 88 voix contre 60 et 1 abstention ; p. 1156.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

ECONOMATS.

Projet de loi sur les économats.

Doc. — N° 36. Amendement présenté par le Gouvernement.

N° 50. Amendement présenté par le Gouvernement.

N° 62. Rapport de M. L. Desmet.

N° 123. Amendement proposé par M. L. Desmet au texte présenté par la commission.

N° 140. Amendement proposé par M. Pairon au texte présenté par la commission.

Ann. —

Discussion générale (6 mars 1956).

Discours de MM. L. DESMET, rapp. (parle des économats ; demande la suppression de certains d'entre eux et démontre le caractère anormal de la concurrence) ; p. 799 ;

PAIRON (propose de modifier l'article 3, point a. du projet) ; p. 799 ;

MUNDELEER, m.c.l.m. (souhaite le vote du projet, réintroduit un amendement présenté à la commission par le ministre de la justice) ; pp. 799 et 800.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (6 mars 1956).

Art. 1.

Intervention de MM. ROLIN, PAIRON, MUNDELEER, m.c.l.m., qui introduit un amendement à la demande du ministre de la justice ;

L'article 1 est réservé ; p. 800.

Art. 2.

Adopté sans observations ; p. 800.

Art. 3.

L'amendement de M. PAIRON est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; p. 801.

Art. 4.

L'amendement de M. L. DESMET est adopté ;

L'article, amendé, est adopté ; p. 801.

Art. 5 à 10.

Les articles 5 à 10 sont adoptés sans observations ; p. 801.

Commerce et industrie. — ECONOMATS. (suite).**Art. 1.**

L'amendement du gouvernement est retiré ;
Intervention de M. ROLIN ;
Observations de MM. LILAR, m.j. et CHOT ;
L'article 1 est adopté ; p. 802.

Les articles amendés sont successivement remis aux voix et adoptés ; p. 802.

Vote (8 mars 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 151 membres présents ; p. 849.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

ELECTRICITE.

Proposition de loi complétant la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 12 (16 novembre 1955).

FONDS COMMUNS DE PLACEMENT.

Projet de loi relatif aux fonds communs de placement et modifiant le code des droits de timbre et le code des taxes assimilées au timbre.

Doc. — N° 162. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 333. Rapport de M. Van Houtte.

GARANTIES DE SECURITE.

Projet de loi relatif aux substances et mélanges explosibles ou susceptibles de déflagrer et aux engins qui en sont chargés.

Doc. — N° 144. Rapport de M. De Winter.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (16 mai 1956).

Les articles 1 à 12 sont adoptés sans observations ; pp. 1121 et 1122.

Vote (17 mai 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 149 voix contre 2 ; p. 1157.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

GAZ.

Projet de loi allouant un crédit spécial à rattacher au budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1955, destiné à l'octroi d'un subside à la société coopérative de gazéification souterraine (Socogaz).

Doc. — N° 263. Rapport de M. De Block.

Commerce et industrie. — GAZ. (suite).**Ann. —****Discussion générale (21 juin 1956).**

Discours de MM. DUVIEUSART (donne les raisons pour lesquelles le groupe social-chrétien ne votera pas ce projet) ; p. 1513 ;

REY, m.a.éc. (concernant les crédits successifs accordés à Socogaz, l'Institut national de l'industrie charbonnière (Inichar) ; p. 1513.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (21 juin 1956).

Les articles 1 à 3 sont adoptés sans observations ; pp. 1513 et 1514.

Vote (21 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 81 voix contre 64 et 6 abstentions ; p. 1536.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

MEUNERIES.

Projet de loi relatif à l'incorporation du froment indigène et à l'activité des meuneries industrielles, des négociants en froments indigènes et des utilisateurs de farine de froment.

Doc. — N° 303. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 317. Rapport de M. Wiard.

Ann. —**Discussion générale (27 juin 1956).**

Discours de MM. WIARD, rapp. (concernant les articles 3 et 5 du projet) ; p. 1645 ;

BOUILLY (concernant l'accueil réservé au projet, l'incorporation du froment indigène dans la mouture, les articles 3 et 4, la politique de protection et de dirigisme) ; pp. 1645 et 1646 ;

L. DESMET (concernant l'incorporation dans la farine de froment indigène, les articles 3, 6 et 7, la récolte de froment, le prix du pain) ; p. 1646 ;

R. DESMEDT (concernant le pourcentage de froment indigène incorporé dans la farine, la récolte prochaine) ; p. 1646 ;

COUPLET (concernant l'incorporation de blé indigène, l'amélioration de la qualité du froment, la structure et le fonctionnement de la meunerie, l'ouverture de nouvelles meuneries industrielles, le plan de rationalisation de la meunerie, le prix du pain, les difficultés dans le secteur de la meunerie ; demande certains renseignements) ; p. 1647 ;

Observations de MM. R. DESMEDT, L. DESMET, BOUILLY, DEMARNEFFE, WIARD ; p. 1647 ;

REY, m.a.éc. (concernant la raison d'être du projet de loi, le but poursuivi par la politique d'incorporation de froment indigène, l'obligation de stocker une partie de notre récolte, la différence entre l'article 3 et l'article 5 du projet, le prix du pain, le pourcentage de froment indigène incorporé dans la farine ; répond aux orateurs) ; pp. 1648 à 1650 ;

Observations de MM. COUPLET, BOUILLY, R. DESMEDT, GOOSSENS, DEMARNEFFE ; pp. 1648 et 1649 ;

Commerce et industrie. MEUNERIES. (suite).

COUPLET (concernant les illogismes dans le secteur de la meunerie); p. 1650;

DUVIEUSART (concernant le prix du pain, la politique des meuneries et l'arrêté n° 62); pp. 1650 et 1651;

REY, m.a.éc. (répond aux dernières observations); p. 1651.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (27 juin 1956).

Les articles 1 à 9 sont adoptés sans observations; pp. 1651 et 1652.

Vote (28 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 113 membres présents; p. 1701.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

OFFICE NATIONAL DU DUCROIRE.

Ann. — Transmission du rapport sur l'activité de l'Office pour l'exercice 1954; p. 7 (8 novembre 1955).

Projet de loi complétant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939, réorganisant l'Office national du Ducroire, modifié par la loi du 21 avril 1949.

Doc. — N° 305. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

ORGANISATION DE L'ECONOMIE.**REVISEURS D'ENTREPRISES.**

Projet de loi modifiant la loi du 22 juillet 1953 créant un institut des reviseurs d'entreprises.

Doc. — N° 304. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 316. Rapport de M. L. Desmet.

Ann. — *Ajournement* (26 juin 1956). A la demande du Ministre des Affaires Economiques, la discussion est remise au lendemain; p. 1639 (26 juin 1956).

Discussion générale (28 juin 1956).

Discours de MM. REY, m.a.éc. (concernant les modifications mineures qui ont été introduites dans le texte de 1953, la double agréation, le serment des étrangers, les cotisations et la composition du conseil provisoire, le droit d'appel, l'agréation des porteurs de certains diplômes en les dispensant de la période d'expérience professionnelle, la nomination de commissaire reviseur et l'autorisation de l'Institut, les experts comptables qui invoquent des mandats de commissaires, l'exercice de la profession en Belgique); pp. 1661 à 1663;

WIARD, rapp. (concernant les diplômes décernés par des écoles supérieures aujourd'hui disparues, l'admission des étrangers comme stagiaires et la clause de réciprocité); p. 1663;

VAN IMPE (concernant le maintien du droit d'appel, les décisions de la commission d'agréation et le droit de l'intéressé d'être entendu, la présence de l'intéressé pour la procédure d'appel); p. 1663;

REY, m.a.éc. (répond aux orateurs); pp. 1663 et 1664. La discussion générale est close.

Commerce et industrie. — ORGANISATION DE L'ECONOMIE. (suite).

Discussion des articles (28 juin 1956).

Les articles 1 à 12 sont adoptés sans observations; pp. 1664 à 1666.

Vote (28 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 113 membres présents; p. 1701.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

REGISTRE DE L'ARTISANAT.

Projet de loi relatif au registre de l'artisanat.

Doc. — N° 354. Exposé des motifs et projet de loi.

REGLEMENTATION DU COMMERCE.**VENTES A TEMPÉRAMENT.**

Projet de loi sur les ventes et prêts à tempérament.

Doc. — N° 138. — Amendements présentés par le gouvernement.

N° 168. Amendements présentés par le gouvernement.

REPRESENTANTS DE COMMERCE.

Proposition de loi établissant le statut des voyageurs de commerce engagés dans les liens d'un contrat de louage de travail.

Doc. — N° 251. Proposition de M. Custers.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 1590 (26 juin 1956).

Commerce et Industrie. — V. aussi Affaires Etrangères : Travail. — V. aussi Travail : Apprentissage. — V. aussi Recensement.

Commission de surveillance. — V. Caisse de Dépôts et Consignations.

Commissions permanentes. — V. Chambres législatives. — Sénat.

Commissions spéciales. — V. Chambres législatives. — Sénat.

Communes.**SECRETAIRES COMMUNAUX.****TRAITEMENTS.**

Projet de loi modifiant la loi communale et la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

Doc. — N° 78. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 98. Amendements présentés par le gouvernement.

N° 137. Amendements présentés par le gouvernement.

N° 197. Amendements présentés par le gouvernement.

N° 242. Rapport de M. Lacroix.

N° 292. Amendement de M. Van Bulck au texte présenté par la commission.

Discussion générale (21 juin 1956).

Discours de MM. LACROIX, rapp. (concernant le but, la portée et l'économie du projet, donne un aperçu de la discussion des articles en commission et de ses résultats); p. 1514;

Communes. — SECRÉTAIRES COMMUNAUX. (suite).

DE MAN (concernant les raisons de l'abstention de son groupe lors du vote du projet, les amendements déposés en commission, les chiffres du barème et le principe tendant à lier les traitements des secrétaires communaux à ceux du personnel de l'État, la fonction du secrétaire communal, le statut définitif du personnel communal, le reclassement des communes, la rétroactivité du projet); pp. 1515 à 1516;

ALLARD (concernant son abstention au vote en qualité de secrétaire communal, les revendications des secrétaires communaux, l'historique du problème des rémunérations, les minima de traitement, l'autonomie communale, les conséquences de l'application du projet, les avantages du projet); pp. 1516 et 1517;

GODIN (concernant les catégories de secrétaires communaux et la différence de traitement, les surclassements); p. 1518;

VAN BULCK (demande des renseignements techniques au sujet de l'application des barèmes, parle de ses amendements, du traitement des commissaires de police); p. 1518;

VAN IMPE (concernant la position de secrétaire communal et l'appréciation de ses émoluments); pp. 1518 et 1519;

VERMEYLEN, m.i. (concernant les principes du projet, le statut général, le reclassement, les amendements du gouvernement; répond aux questions posées); pp. 1519 et 1520;

DELMOTTE (concernant les droits acquis des secrétaires des communes qui ont été déclassées); p. 1520;

M. VERMEYLEN, m.i. (répond à M. DELMOTTE); p. 1520;

Observations de M. DELMOTTE; p. 1520.

Reprise de la discussion générale (21 juin 1956).

Discours de MM. NOEL (concernant la convocation de la commission de consultation syndicale du personnel communal, l'article 5 du projet, le reclassement des communes, les bonifications pour invalides, le mode de paiement des traitements); pp. 1523 et 1524;

VERMEYLEN, m.i. (répond à M. NOEL); pp. 1524 et 1525.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (21 juin 1956).

Art. 1 à 5.

Ces articles sont adoptés sans observations; pp. 1525 et 1526.

Art. 6.

L'amendement de M. VAN BULCK est adopté; l'article 6, amendé, est adopté; p. 1527;

Art. 7 à 12.

Ces articles sont adoptés sans observations; pp. 1527 à 1529;

L'article 6, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté; p. 1528.

Vote (21 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 76 voix contre 65 abstentions; p. 1537.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Communes. (suite).**TERRITOIRE DES COMMUNES.**

Projet de loi modifiant les limites séparatives des communes de Blankenberge et de Uutkerke.

Doc. — N° 283. Rapport de M. De Man.

Ann. — La commission de l'Intérieur, unanime, propose au Sénat le rejet de ce projet de loi devenu sans objet; p. 1508 (21 juin 1956).

Discussion de l'article unique (21 juin 1956).

L'article unique est rejeté; p. 1508.

Projet de loi portant modification aux limites territoriales de la ville de Verviers et de la commune de Stembert.

Doc. — N° 282. Rapport de M. Allard.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (21 juin 1956).

Les articles 1 à 3 sont adoptés sans observations; p. 1510.

Vote (21 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 145 voix et 4 abstentions; p. 1535.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant modification des limites entre les communes de Vliermaalroot et de Wintershoven.

Doc. — N° 281. Rapport de M. Allard.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (21 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 1509.

Vote (21 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 145 voix et 4 abstentions; p. 1535.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi tendant à modifier les limites des communes de Hofstade et de Herdersem (Flandre Orientale).

Doc. — N° 280. Rapport de M. Allard.

Ann. —

Discussion générale (21 juin 1956).

Discours de M. ALLARD, rapp. (concernant le but du projet); p. 1508.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (21 juin 1956).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans observations; p. 1508.

Vote (21 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 145 voix et 4 abstentions; p. 1535.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant modification des limites des communes d'Anderlecht et de Saint-Gilles.

Doc. — N° 329. Rapport de M. Allard.

Communes. — TERRITOIRE DES COMMUNES. (suite).*Ann. —**Discussion générale (28 juin 1956).*

Observations de MM. DUVIEUSART et VERMEY-LEN, m.i.; p. 1667.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (28 juin 1956).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans observations; p. 1667.

Vote (28 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 113 membres présents; p. 1701.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Projet de loi modifiant les limites de la ville de Bruges et de la commune de Sint-Michiels.**Doc. — N° 330. Rapport de M. Allard.**Ann. — Pas de discussion générale.**Discussion des articles (28 juin 1956).*

Les articles 1 à 4 sont adoptés sans observations; pp. 1666 et 1667.

Vote (28 juin 1956).

M. NEELS justifie son vote; p. 1700.

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 113 membres présents; p. 1701.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Communications.**CHEMINS DE FER.****S.N.C.B. EMPRUNTS.***Projet de loi autorisant la Société Nationale des Chemins de fer belges à émettre en une ou plusieurs tranches, des emprunts d'un montant effectif de 677.200.000 francs pour couvrir des dépenses afférentes à la réparation des dommages de guerre occasionnés au matériel roulant et à l'outillage nécessaires à l'exploitation du réseau ferré.**Doc. — N° 115. Rapport de M. De Block.**Ann. —**Discussion générale (16 février 1956).*

Discours de M. DE BLOCK, rapp. (commente brièvement le but du projet); p. 658.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (16 février 1956).

Les articles 1 à 4 sont adoptés sans observations; pp. 658 et 659.

Vote (16 février 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 67 et 2 abstentions; p. 670.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

*Ann. — Désignation d'un commissaire à la Société nationale des Chemins de Fer belges. — M. le PRÉSIDENT annonce la vacance; p. 1192 (29 mai 1956). M. le PRÉSIDENT annonce la nomination pour le mercredi 13 juin; p. 1273 (6 juin 1956). M. PALATE est nommé commissaire à la Société Nationale des Chemins de Fer belges; p. 1368 (13 juin 1956).***Communications. (suite). — CHEQUES POSTAUX.***Ann. — Transmission du compte d'exploitation de l'Office des chèques postaux pour l'exercice 1954; p. 86 (7 décembre 1955).***CREDIT MARITIME.***Ann. — Transmission de deux rapports sur les opérations de crédit au cours de l'exercice 1955; p. 1024 (24 avril 1956).***JONCTION NORD-MIDI.***Ann. — Transmission du rapport sur l'exercice 1954 du conseil d'administration de l'Office national pour l'achèvement de la jonction Nord-Midi; p. 86 (7 décembre 1955).***POSTES.***Proposition de loi modifiant l'article 5 de la loi du 30 mai 1879 portant révision et codification de la législation postale.**Doc. — N° 108. Proposition de M. Segers.**Projet de loi sur le Service des postes.**Doc. — N° 327. Projet transmis par la Chambre des Représentants.***Communications. — V. aussi Affaires étrangères. — V. aussi Colonies. — V. aussi Travaux publics; Voirie.****Communications officielles. — V. Chambres législatives. — Sénat. — V. aussi Gouvernement.****Comptabilité de l'Etat. — V. Finances.****Compte général de l'Administration des Finances. — V. Finances; Comptabilité de l'Etat.****Congo belge. — V. Colonies. — V. aussi Finances; Dette publique. — Emprunts.****Conseil consultatif interparlementaire. — V. Affaires étrangères.****Conseil de l'Europe. — V. Affaires étrangères.****Conseil d'Etat. — V. Droit public.****Conseil national du travail. — V. Travail. — V. aussi Motions d'ordre; Ancot.****Conseils de Prud'hommes. — V. Travail.****Constitution (Révision de la...). — V. Droit public; Révision de la Constitution.****Contingent. — V. Armée.****Contrainte par corps. — V. Procédure pénale.****Contrôle et liquidation des entreprises privées. — V. Assurances; Entreprises privées.****Convention phytosanitaire. — V. Affaires étrangères; Agriculture et Horticulture.****Conventions matrimoniales. — V. Droit commercial.****Coopération technique. — V. Affaires étrangères.****Cooptation. — V. Chambres législatives. — Sénat.****Cotisations. — V. Sécurité sociale. — V. aussi Impôts; Impôts directs.****Cour de Cassation. — V. Organisation judiciaire.**

Cour des Comptes.

Ann. — Transmission de :

- 1) Les délibérations prises par le Conseil des Ministres, sous les n^{os} 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 680, 681, 682, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691 et 692, et relatives à des dépenses faites en marge du budget pour compte des Ministères de l'Intérieur, des Colonies, de la Défense Nationale, du Travail et de la Prévoyance sociale, des Affaires économiques, de la Justice, des Travaux publics et de la Reconstruction, des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, de la Santé publique et de la Famille et de l'Instruction publique ;
- 2) Un exposé ainsi qu'une ampliation de la délibération du Conseil des Ministres n^o 679, du 22 juillet 1955, concernant le différend qui a surgi entre ce collège et le département de l'Instruction publique, au sujet de la nécessité de faire régler par un arrêté royal l'organisation du Service national de la Jeunesse, préalablement à l'engagement des dépenses ;
- 3) Un exposé ainsi qu'une ampliation de la délibération du Conseil des Ministres n^o 683, du 19 août 1955, concernant le dissentiment qui s'est produit entre ce collège et le département de la Défense Nationale, à propos d'une remise partielle des amendes encourues par un fournisseur du chef de retard apporté dans l'installation d'appareils ;
- 4) Les délibérations prises par le Conseil des Ministres, le 30 septembre et le 14 octobre dernier, sous les n^{os} 693, 694, 695, 696 et 699, et relatives à des dépenses faites en marge du budget pour compte du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction, du Ministère de la Justice, du Ministère de l'Instruction publique et du Ministère des Affaires étrangères.

Renvoi à la Commission des Finances ; p. 7 (8 novembre 1955).

Transmission des délibérations prises par le Conseil des Ministres les 7 et 21 octobre 1955, respectivement sous les n^{os} 698 et 700, et relatives à des dépenses faites en marge du budget pour compte du Ministère de l'Agriculture et des Services du Premier ministre.

Renvoi à la commission des Finances ; p. 12 (16 novembre 1955).

Transmission de :

- 1) Les délibérations prises par le Conseil des Ministres les 21 et 28 octobre dernier, sous les n^{os} 701, 703, 704, 705, 706 et 707, et relatives à des dépenses faites en marge du budget du Ministère des Affaires économiques, du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, du Ministère de la Justice, du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction ;
- 2) Un exposé concernant le différend qui a surgi entre ce collège et le département de l'Instruction publique au sujet de la nécessité de faire régler par un arrêté royal l'organisation du Service national de la jeunesse, préalablement à l'engagement des dépenses, ainsi qu'une ampliation de la délibération du Conseil des Ministres, n^o 702, du 21 octobre 1955.

Cour des Comptes. (suite).

dont la validité est limitée au 31 décembre 1955.

Renvoi à la commission des Finances ; p. 46 (29 novembre 1955).

Transmission des délibérations prises par le Conseil des Ministres les 10 et 18 novembre 1955, sous les n^{os} 708, 709, 710 et 711, et relatives à des dépenses faites en marge des budgets pour compte des différents ministères, du Ministère de l'Instruction Publique, du Ministère des Finances et du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale.

Renvoi à la commission des Finances ; p. 66 (6 décembre 1955).

Transmission des délibérations prises par le Conseil des Ministres le 25 novembre dernier, sous les n^{os} 712 et 713, et relatives à des dépenses faites en marge du budget.

Renvoi à la commission des finances ; p. 202 (20 décembre 1955).

Transmission des délibérations prises par le conseil des ministres les 9, 16 et 23 décembre 1955 et relatives à des dépenses faites en marge de budgets.

Transmis à la commission des finances ; p. 286 (10 janvier 1956).

Transmission :

1) D'un exposé ainsi que d'un exemplaire de la délibération du conseil des ministres au sujet du différend survenu entre ce collège et le ministre des travaux publics et de la reconstruction ;

2) De la délibération prise par le conseil des ministres le 3 février 1956 relative à des dépenses faites en marge du budget ;

Renvoi à la commission des finances ; p. 718 (28 février 1956).

Transmission des délibérations prises par le Conseil des Ministres le 17 février dernier et relatives à des dépenses faites en marge de budgets.

Renvoi à la commission des finances ; p. 866 (20 mars 1956).

Transmission de :

a) Un exposé ainsi qu'un exemplaire de la délibération du conseil des ministres du 9 décembre 1955 au sujet du dissentiment qui s'est produit entre ce collège et le ministre des travaux publics et de la reconstruction ;

b) Les délibérations prises par le conseil des ministres le 16 mars 1956 et relatives à des dépenses faites en marge de budgets.

Renvoi à la commission des finances ; p. 1024 (24 avril 1956).

Transmission des délibérations prises par le Conseil des Ministres le 29 mars dernier et relatives à des dépenses faites en marge du budget.

Renvoi à la commission des finances ; p. 1037 (25 avril 1956).

Transmission de la délibération prise par le Conseil des Ministres le 29 mars 1956 et relative à des dépenses faites en marge du budget.

Renvoi à la commission des finances ; p. 1064 (2 mai 1956).

Cour des Comptes. (suite).

Transmission de :

1) La délibération prise par le Conseil des Ministres le 23 mars 1956, relative à des dépenses faites en marge du budget ;

2) Un exposé et une ampliation de la délibération du Conseil des Ministres du 29 mars dernier, concernant le différend qui a surgi entre ce collègue et le département de l'instruction publique.

Renvoi à la commission des finances ; p. 1096 (15 mai 1956).

Transmission de la délibération prise par le Conseil des Ministres le 18 mai 1956, relative à des dépenses faites en marge du budget.

Renvoi à la commission des finances ; p. 1324 (12 juin 1956).

Transmission de la délibération prise par le Conseil des Ministres le 18 mai 1956 et relative à des dépenses faites en marge du budget.

Renvoi à la commission des finances ; p. 1363 (13 juin 1956).

Transmission de :

1) Deux exposés des dissentiments entre la Cour des Comptes et le Ministre des Travaux Publics et de la Reconstruction et le Ministre des Finances, ainsi que deux ampliements des délibérations du Conseil des Ministres du 13 janvier et du 20 avril 1956 ;

2) La délibération prise par le Conseil des Ministres le 25 mai 1956 et relative à des dépenses faites en marge du budget.

Renvoi à la commission des finances ; p. 1439 (19 juin 1956).

Transmission du 112^e cahier d'observations.
Dépôt au greffe ; p. 1570 (26 juin 1956).

Transmission des délibérations du Conseil des Ministres au sujet des dissentiments survenus entre la Cour des Comptes et les ministres de la Défense Nationale et de la Santé Publique.

Renvoi à la commission des finances ; p. 1642 (27 juin 1956).

Courses internationales de Francorchamps. — V. Finances : Dette publique. — Emprunts.

Crédit maritime. — V. Communications.

Crédit professionnel (Caisse nationale de...). — V. Commerce et Industrie.

Crédits provisoires. — V. Finances : Comptabilité de l'Etat.

Crédits supplémentaires. — V. Finances : Comptabilité de l'Etat. — V. aussi Colonies : Budgets coloniaux.

Croix Rouge. — V. Hygiène et Santé.

D

Décès. — V. Chambres législatives. — Sénat. — V. aussi Président. — V. aussi Gouvernement.

Déconfiture. — V. Droit civil.

Décrets. — V. Colonies.

Défense nationale. — V. Armée. — V. aussi Interpellations : De Boodt et d'Aspremont Lynden.

Dégâts causés par le gel. — V. Agriculture. — V. aussi Motions d'ordre : Baron de Dorlodot.

Délit d'omission. — V. Droit pénal.

Démissions. — V. Chambres législatives. — Sénat. — V. aussi Président.

Déportés pour le travail obligatoire. — V. Guerre : Prisonniers politiques.

Dette publique. — V. Finances.

Distributions d'eau. — V. Impôts : Impôts directs. — Immunisation fiscale.

Divorce. — V. Droit civil : Viduité.

Domages de guerre. — V. Communications : Chemins de fer. — S.N.C.B. — Emprunts. — V. aussi Guerre.

Dotation de captivité. — V. Guerre.

Douanes et accises. — V. Affaires étrangères. — V. aussi Affaires étrangères : Benelux. — V. aussi Impôts : Impôts indirects.

Droit civil.

DECONFITURE.

Proposition de loi relative à la déconfiture.

Doc. — N^o 346. Proposition de M. De Baeck.

ETAT CIVIL.

Projet de loi autorisant les bourgmestres et les officiers de l'Etat civil à déléguer à des agents communaux la délivrance d'actes ou extraits d'actes ainsi que d'autres documents.

Doc. — N^o 204. Exposé des motifs et projet de loi.
N^o 279. Rapport de M. Machtens.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (21 juin 1956).

Art. 1.

L'amendement de la commission est adopté ;
L'article 1, amendé, est adopté ; p. 1510.

Droit civil. — ETAT CIVIL. (suite).*Art. 2.*

L'amendement de la commission est adopté ;
L'article 2, amendé, est adopté ; p. 1511.

Les articles 1 et 2, amendés, sont successivement remis
aux voix et adoptés ; p. 1511.

Vote (21 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 145 voix
et 4 abstentions ; p. 1535.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

SEPARATION DE CORPS.

*Projet de loi complétant les dispositions du code civil en
ce qui concerne les effets de la séparation de corps.*

*Doc. — N° 341. Projets transmis par la Chambre des
Représentants.*

VIDUITE.

*Proposition de loi modifiant les articles 228, 296, 297 et
313 du Code civil concernant le délai de viduité.*

*Nouveau titre : Projet de loi modifiant le chapitre VIII
du titre V, du livre I^{er} du Code civil relatif aux
seconds mariages et le titre IV du livre I^{er} du même
code relatif au divorce.*

Ann. —

Discussion générale (6 mars 1956).

Discours de M^{me} CISELET, rapp. (expose la portée
de la proposition et rappelle quelques arguments qui
plaident en faveur de la réforme proposée) ; p. 794 ;

M. NIHOUL (donne les raisons pour lesquelles lui-
même et ses amis politiques s'abstiendront lors du
vote de la proposition) ; pp. 794 et 795 ;

CHOT, rapp. (parle du délai de viduité, de l'empê-
chement de remariage durant trois ans, de la procé-
dure en divorce, répond aux arguments de M.
NIHOUL) ; pp. 795 et 796 ;

M^{me} CISELET (demande de modifier l'intitulé du pro-
jet de loi) ; p. 796 ;

Observations de MM. LILAR, m.j. et CHOT ; p. 796.
La discussion générale est close.

Discussion des articles (6 mars 1956).

Art. 1.

Intervention de MM. NIHOUL, ANCOT, CHOT,
rapp. ;

Observations de MM. ANCOT, CHOT ; p. 797 ;

Les quatre premiers alinéas de l'article sont adoptés ;

Le cinquième alinéa est adopté ;

Les sixième et septième alinéas sont adoptés ;

L'article 1 est adopté ; p. 798.

Art. 2 à 5.

Les articles 2 à 5 sont adoptés sans observations,
pp. 798, et 799.

Le nouvel intitulé proposé par la commission est adopté.

Vote (8 mars 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 88 voix
contre 1 et 46 abstentions, p. 849.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Droit commercial.**COMMERCANTS ET ACTES DE COMMERCE.**

*Projet de loi portant modification du titre I^{er}, du livre I^{er},
du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et
de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de
prud'hommes.*

Nouveau titre. — Projet de loi portant modification du
titre I^{er}, du Livre I, du Code de Commerce (loi du
15 décembre 1872), de la loi du 9 juillet 1926 orga-
nique des Conseils de Prud'hommes, et de l'article 12
de la loi du 25 mars 1876 contenant le titre I^{er} du
livre préliminaire du Code de Procédure civile.

*Doc. — N° 13. Amendement proposé par M. Pairon au
texte présenté par la commission.*

*N° 16. Amendement proposé par M. Nihoul au texte
présenté par la commission.*

*N° 307. Projet amendé par la Chambre des Représen-
tants.*

N° 322. Rapport de M. Van Impe.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (17 novembre 1955).
(Texte de la commission).

Art. 1.

Interventions de MM. ANCOT, VAN HEMELRIJCK,
Maurice SERVAIS, REY, m.a.éc., STRUYE et
ROLIN ;

L'article 1^{er} est adopté ; p. 33.

Art. 2.

Intervention de MM. PAIRON, STRUYE, ROLIN,
REY, m.a.éc., Maurice SERVAIS, ANCOT, NI-
HOUL ;

L'amendement de M. PAIRON est rejeté ; pp. 34 à 37 ;

Intervention de MM. NIHOUL, ROLIN, REY, m.a.éc. ;

Observations de M. STRUYE ;

L'amendement de M. NIHOUL est rejeté ; p. 37.

L'article 2 est adopté ; p. 37.

Art. 3.

Adopté sans observations ; p. 37.

Vote (6 décembre 1955).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité
des 160 membres présents ; p. 72.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Discussion générale (26 juin 1956).

A cette discussion générale est jointe celle du projet
de loi sur le registre du commerce également amendé
par la Chambre des Représentants.

Discours de MM. PAIRON (concernant la notion de
commerçant, le travail noir, la législation sur le
registre de commerce, le registre des artisans) ;
p. 1631.

MÜNDELEER, m.cl.m. (répond à M. PAIRON, parle
des professions libérales spéciales) ; p. 1632.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (26 juin 1956).

Les articles 1 à 4 sont adoptés sans observations ;
p. 1632.

Droit commercial. — COMMERÇANTS ET ACTES DE COMMERCE. (suite).

Vote (27 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 136 membres présents; p. 1644.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Proposition de loi portant modification du titre I^{er} du livre I^{er} du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles et vote.

L'Assemblée marque son accord pour discuter le texte proposé par la commission. — (Voir projet de loi).

CONVENTIONS MATRIMONIALES.

Projet de loi portant modification du titre II du livre I^{er} du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872).

Ann. — Pas de discussion générale.

*Discussion des articles (17 novembre 1955).
(Texte de la commission).*

Art. 1 à 3.

Adoptés sans observations; p. 44.

Vote (6 décembre 1955).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 143 voix contre 11 et 3 abstentions; p. 73.

Se sont abstenus : MM. ANCOT, PAIRON et Maurice SERVAIS.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Proposition de loi portant modification du titre II du livre I^{er} du Code de commerce (loi du 15 décembre 1872).

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles et vote.

L'Assemblée marque son accord pour discuter le texte proposé par la commission. (Voir projet de loi).

FAILLITE.

Projet de loi modifiant l'article 472 du Code de commerce.

Doc. — N° 54. Rapport de M. Kluykens.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (15 février 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 640.

Vote (16 février 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 150 membres présents; p. 671.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

GAGE.

Projet de loi relatif à l'escompte et à la mise en gage de la facture.

Doc. — N° 7. Amendements présentés par le gouvernement.

Droit commercial. — GAGE. (suite).

Projet de loi relatif aux cessions et mises en gage de créances sur l'État du chef de travaux et de fournitures.

Doc. — N° 240. Rapport de M. Kluykens.

Ann. —

Discussion générale (26 juin 1956).

Discours de M. KLUYSKENS, rapp. (concernant l'erreur commise au texte néerlandais de l'article 1^{er}, le but du projet et les modifications apportées à la réglementation existante); pp. 1575 à 1576.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (26 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 1577.

Vote (26 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 138 voix et 2 abstentions; p. 1595.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

REGISTRE DU COMMERCE.

Projet de loi sur le registre du commerce.

Doc. — N° 11. Amendement proposé par M. Warnant au texte présenté par la commission.

N° 17. Amendement proposé par M. Neybergh au texte présenté par la commission.

N° 18. Amendements proposés par MM. Van Hemelrijck et Custers au texte présenté par la commission.

N° 20. Amendement de MM. Van Hemelrijck et Custers au texte présenté par la commission.

N° 306. Projet amendé par la Chambre des Représentants.

N° 321. Rapport de M. Van Impe.

Ann. —

Discussion générale (17 novembre 1955).

A cette discussion générale est jointe celle de la proposition de loi sur le registre du commerce.

Discours de MM. REY, m.a.éc. (concernant les rétroactes du projet, son intérêt général, ses particularités, son étendue et la formule d'application proposée par la commission spéciale, les problèmes de la distribution, les possibilités d'étendre ou d'améliorer la loi, la création du registre central de commerce à Bruxelles, le travail et les dépenses supplémentaires résultant des nouvelles inscriptions obligatoires, l'outillage des bureaux chargés de la réinscription, les délais prévus et l'entrée en vigueur de la loi); pp. 28 à 30;

Observation de M. ORBAN; p. 29;

Maurice SERVAIS, rapp. (concernant les modifications successives apportées à la législation existante, l'élaboration du nouveau projet et son importance, l'établissement du registre central de commerce); p. 31;

DESMET, L. (concernant le but du projet et son champ d'application, la simplification des formalités administratives lors de la création du registre central du commerce); p. 31;

NIHOUL (concernant la teneur des projets discutés, les modifications apportées aux deux premiers articles du code de commerce); pp. 31 et 32;

Observations de MM. HARMEGNIES et ROLIN; p. 32.

La discussion générale est close.

Droit commercial. — REGISTRE DU COMMERCE.
(suite).

Discussion des articles (17 novembre 1955).
(Texte de la commission).

Art. 1 à 3.

Adoptés sans observations; p. 32.

Intervention de M. ROLIN (concernant la poursuite de la discussion des articles après la discussion du projet de loi portant modification du titre 1^{er} du livre 1^{er} du code de commerce (loi du 15 décembre 1872) et de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes); pp. 32 et 33;

Observations de MM. le PRÉSIDENT, Maurice SERVAIS et COULONVAUX; pp. 32 et 33;

Art. 4 à 32.

Adoptés sans observation; pp. 37 à 42.

Art. 33.

Intervention de MM. Maurice SERVAIS et REY, m.a.éc.;

Observations de MM. ROLIN et L. DESMET;
L'article 33 est adopté; p. 42.

Art. 34 et 35.

Adoptés sans observations; p. 42.

Art. 36.

Intervention de M. REY, m.a.éc.;

Observations de MM. NIHOUL et DULIEU;
Les articles 36 à 43 sont réservés; pp. 42 et 43.

Art. 44 à 49.

Adoptés sans observation; p. 43.

Art. 50 et 51.

Intervention de MM. REY, m.a.éc. et Maurice SERVAIS, rapp.;

Les articles 50 et 51 sont réservés; p. 43.

Reprise de la discussion et vote des articles réservés
(29 novembre 1955).

Art. 36.

Intervention de MM. REY, m.a.éc., VAN HEMELRIJCK, COULONVAUX, KLUYSKENS, CUSTERS, ROLIN;

Observations de MM. VAN REMOORTEL, ROLIN, STRUYE;

La première phrase de l'article 36 est adoptée; p. 50;

La seconde phrase de l'article 36 est rejetée; p. 50;

L'amendement de MM. VAN HEMELRIJCK et CUSTERS est rejeté; p. 50;

L'article 36 est adopté; p. 50.

Art. 37.

Intervention de MM. VAN HEMELRIJCK, REY, m.a.éc., ROLIN, NEYBERGH;

L'amendement de MM. VAN HEMELRIJCK et CUSTERS est rejeté par 73 voix contre 46 et 2 abstentions; p. 52;

L'amendement du gouvernement est adopté; p. 52;

L'amendement de M. NEYBERGH à l'article 37 modifié est adopté; p. 53;

L'article 37 amendé est adopté; p. 53.

Art. 38.

Adopté sans observations; p. 53.

Droit commercial. — REGISTRE DU COMMERCE.
(suite).*Art. 39.*

L'amendement de MM. VAN HEMELRIJCK et CUSTERS est rejeté; p. 53;

L'amendement du gouvernement est adopté; p. 53;

L'article 39 amendé est adopté; p. 53.

Art. 40.

L'amendement du gouvernement est adopté; p. 53;

L'article 40 amendé est adopté; p. 53.

Art. 41 à 43.

Adoptés sans observations; p. 53.

Art. 50.

Intervention de MM. WARNANT et PAIRON;

M. WARNANT retire son amendement;

M. PAIRON reprend l'amendement retiré par M. Warnant;

L'amendement de M. PAIRON est rejeté par 70 voix contre 46; p. 54;

L'amendement du gouvernement est adopté; p. 54;

L'article 50 amendé est adopté; p. 54.

Art. 51.

Adopté sans observations; p. 54.

Vote (6 décembre 1955).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 143 voix contre 11 et 3 abstentions; p. 73;

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet amendé par la Chambre des Représentants.

Ajournement (26 juin 1956).

À la demande du ministre des affaires économiques la discussion générale de ce projet est ajournée au lendemain; p. 1639.

Discussion générale (27 juin 1956).

La discussion générale de ce projet amendé est jointe à celle du projet de loi portant modification du titre 1^{er} du livre 1^{er} du code de commerce (loi du 15 décembre 1872), de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes et de l'article 12 de la loi du 25 mars 1876 contenant le titre 1^{er} du livre préliminaire du code de procédure civile, également amendé par la Chambre des Représentants.

Discussion des articles (26 juin 1956).

Les articles 1 à 53 sont adoptés sans observations; pp. 1633 à 1639.

Vote (27 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 136 membres présents; p. 1644.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Proposition de loi sur le registre du commerce.

Ann. — La discussion générale de cette proposition de loi est jointe à celle du projet de loi sur le registre du commerce; p. 28 (17 novembre 1955).

Discussion des articles et vote.

L'assemblée marque son accord pour discuter le texte proposé par la commission. (Voir projet de loi).

Droit pénal.**ATTENTAT A LA PUDEUR.**

Projet de loi modifiant la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes.

Doc. — N° 129. Rapport de M^{me} Ciselet.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (6 mars 1956).

L'article unique est adopté sans observations ; p. 793.

Vote (8 mars 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 151 membres présents ; p. 849.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

DELIT D'OMISSION.

Projet de loi érigeant en délit certaines abstentions coupables.

Doc. — N° 167. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

PHOTOS ET PRISES DE VUES.

Proposition de loi interdisant les photographies et prises de vue dans les salles d'audience.

Doc. — N° 53. Rapport de M. Camby.

Ann. —

Discussion générale (15 février 1956).

Discours de MM. STRUYE (n'est pas convaincu de la nécessité de légiférer en ce domaine et aimerait savoir ce que les procureurs généraux pensent de la proposition) ; p. 641 ;

LILAR, m.j. (approuve M. STRUYE) ; p. 642 ;

STRUYE (comptant sur l'approbation du ministre, demande au Sénat de ne pas légiférer) ; p. 642 ;

CROMMEN (est adversaire de la proposition, parle des relations entre la justice et la presse en cas d'adoption de la proposition, du texte de l'article I^{er}, invite le Sénat à voter contre la proposition) ; p. 642 ;

MOLTER (partage l'opinion de MM. STRUYE et CROMMEN, demande le rejet de la proposition, parle de la liberté de la presse, de la possibilité d'arriver à un modus vivendi entre la justice et la presse) ; pp. 642 et 643 ;

VAN REMOORTELE (parle du droit à l'information, souhaite, au nom de son groupe, que la proposition soit repoussée) ; p. 643 ;

ROLIN (comme président de la commission, justifie son attitude, demande l'ajournement sine die et le renvoi en commission pour enquête complémentaire) ; p. 643 ;

CROMMEN (demande de ne pas accepter la suggestion de M. ROLIN, qu'il ne soit pas voté sur l'ajournement mais sur l'article I^{er}) ; p. 643 ;

ORBAN (voudrait que la proposition de M. ROLIN soit acceptée) ; p. 643 ;

STRUYE (se rallie à la proposition d'ajournement de M. ROLIN) ; p. 643 ;

LILAR, m.j. (est d'accord quant à l'ajournement) ; p. 644 ;

La proposition d'ajournement est adoptée ; p. 644.

Droit pénal. (suite).**PROTECTION DES ANIMAUX.****PIGEONS.**

Projet de loi portant interdiction des tirs aux pigeons.

Doc. — N° 348. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 355. Amendement proposé par M. Godin et consorts.

SURETE DE L'ETAT.

Proposition de loi relative à l'épuration civique.

Doc. — N° 28. Proposition de M. Van Hemelrijck.

Prise en considération. — Renvoi à la commission ; p. 116 (13 décembre 1955).

Projet de loi complétant le chapitre II du titre I^{er} du livre II du code pénal.

Doc. — N° 130. Rapport de M^{me} Ciselet.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (6 mars 1956).

L'article unique est adopté sans observations ; p. 793.

Vote (8 mars 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 151 membres présents ; p. 849.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Droit public.**CONSEIL D'ETAT.**

Proposition de loi interprétant l'article 2, alinéa 2, de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat.

Doc. — N° 247. Proposition de M. Rolin.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1325 (12 juin 1956).

Projet de loi modifiant la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat.

Doc. — N° 352. Exposé des motifs et projet de loi.

LOIS ELECTORALES.

Proposition de loi portant abrogation de l'article 142 du Code électoral.

Doc. — N° 173. Proposition de M. Moureaux.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1117 (16 mai 1956).

REVISION DE LA CONSTITUTION.

Communication du gouvernement (18 janvier 1956).

M. VERMEYLEN, m.i. (dépose sur le Bureau le texte néerlandais de la Constitution accompagné d'une note explicative de la commission qui l'a élaboré, dit avoir demandé au Président de la Chambre de convoquer la commission de révision de la constitution, adresse la même requête au Président du Sénat, exprime l'espoir de pouvoir doter le pays d'un texte néerlandais authentique) ; p. 364 ;

M. SEGERS (remercie le ministre et s'associe à l'hommage rendu à la commission, déclare que les membres du P.S.C. s'opposent à la révision de la cons-

Droit public. — REVISION DE LA CONSTITUTION. (suite).

titution tant que le gouvernement n'aura pas modifié son attitude); p. 364;

le **PRESIDENT** (insiste pour que le Sénat ne perde pas de vue qu'il est une constituante); p. 364.

M. **STRUYE** offre sa démission de président de la commission de revision de la constitution; p. 770 (1 mars 1956).

Droits de chancellerie. — V. Affaires étrangères : Redevances.

Droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe. — V. Impôts. — Impôts indirects.

Droits d'entrée. — V. Affaires étrangères : Douanes et accises. — V. aussi Affaires étrangères : Benelux. — Douanes et accises. — V. aussi Impôts : Impôts indirects. — Douanes et accises.

Droit international privé. — V. Affaires étrangères.

Droits de timbre. — V. Commerce et Industrie : Fonds communs de placement.

Ducroire. — V. Commerce et Industrie : Office national du Ducroire.

E

Eaux. — V. Affaires étrangères : Hygiène et Santé. — V. aussi Hygiène et Santé : Pollution des eaux.

Echantillons commerciaux. — V. Affaires étrangères : Douanes et accises. — Droits d'entrée.

Economats. — V. Commerce et Industrie.

Education physique. — V. Hygiène et Santé.

Electricité. — V. Commerce et Industrie.

Emigrants. — V. Affaires étrangères : Communications. — Marine.

Employés. — V. Administrations publiques : Traitements. — V. aussi Pensions : Vieillesse et décès prématuré.

Employeurs. — V. Sécurité sociale : Travailleurs rémunérés au pourboire.

Emprunts — V. Communications : Chemins de fer. — S.N.C.B. — V. aussi Finances : Dette publique.

Energie électrique. — V. Commerce et Industrie : Electricité.

Engins explosibles. — V. Commerce et Industrie : Garanties de sécurité.

Enrôlement et dérôlement de marins. — Voir Affaires étrangères : Communications. — Marine.

Enseignement.**ENSEIGNEMENT MOYEN.**

Proposition de loi modifiant les lois sur l'enseignement moyen telles qu'elles ont été coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949.

Doc. — N° 243. Proposition de M. Busieau.

Enseignement. (suite).

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 1439 (19 juin 1956).

ENSEIGNEMENT PRIMAIRE.

Projet de loi relatif à la situation pécuniaire et administrative des membres du personnel enseignant des écoles soumises au régime de la loi organique de l'enseignement primaire qui ont séjourné en pays allié durant la guerre 1940-1945.

Doc. — N° 301. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.

Projet de loi modifiant les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées par l'arrêté du Régent du 31 décembre 1949.

Doc. — N° 76. Rapport de M. Yernaux.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (2 février 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 479.

Vote (2 février 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents; pp. 491 et 492.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Proposition de loi modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat.

Doc. — N° 261. Rapport de M. Crommen.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (21 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 1511.

Vote (21 juin 1956).

L'ensemble de la proposition est adopté par 145 voix et 4 abstentions; p. 1535.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

EQUIVALENCE DES TITRES ET DIPLOMES.

Projet de loi concernant l'équivalence des titres universitaires.

Doc. — N° 262. Rapport de M. Dulieu.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (21 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 1512.

Vote (21 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 145 voix et 4 abstentions; p. 1535.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi relatif à l'équivalence des diplômes au profit des médecins exerçant leur art au Congo Belge ou au Ruanda-Urundi.

Doc. — N° 343. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Enseignement. (suite).

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE.

ENSEIGNEMENT MARITIME.

Projet de loi organique de l'enseignement maritime.
Doc. — N° 218. Exposé des motifs et projet de loi.

FONDS NATIONAL DES ETUDES.

Proposition de loi portant modification de la loi du 19 mars 1954, instituant un Fonds national des Etudes.

Doc. — N° 244. Proposition de M. Busieau.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1439 (16 juin 1956).

PERSONNEL SCIENTIFIQUE

ET ENSEIGNANT BELGE A L'ETRANGER.

Projet de loi fixant le statut du personnel scientifique et enseignant belge chargé d'une mission internationale.

Doc. — N° 299. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 350. Rapport de M. Solau.

Enseignement. — V. aussi Interpellations : Duvieusart.

Enseignement moyen. — V. Enseignement.

Enseignement primaire. — V. Enseignement.

Enseignement maritime. — V. Enseignement : Enseignement technique.

Enseignement technique. — V. Enseignement.

Entreprises privées. — V. Assurances.

Epoux. — (Cumul des revenus...). — V. Impôts : Impôts directs. — Revenus.

Epuration civique. — V. Droit pénal : Sûreté de l'Etat.

Equivalence de diplômes. — V. Enseignement : Enseignement supérieur.

Equivalence des titres. — V. Enseignement. — Enseignement supérieur.

Escompte et mise en gage de la facture. — Voir Droit commercial : Gage.

Espagne. — V. Interpellation : Struye.

Etat civil. — V. Droit civil.

Etrangers. — V. Impôts. — Impôts indirects. — Taxe de séjour.

Examens universitaires. — V. Enseignement : Enseignement supérieur.

Exportation. — V. Commerce et Industrie. — Commerce extérieur.

F

Facture (Escompte et mise en gage de la). — V. Droit commercial : Gage.

Faillite. — Voir Droit commercial.

Femme mariée. — V. Procédure civile : Séparation de biens.

Finances.

COMPTABILITE DE L'ETAT.

COMPTE GÉNÉRAL DE L'ADMINISTRATION DES FINANCES.

Ann. — Transmission des résultats apparaissant dans le compte général de l'administration des finances, établi pour l'année 1952 et transmis à la Cour des Comptes en date du 30 juin 1955 ; p. 7 (8 novembre 1955).

Transmission des résultats apparaissant dans le compte général de l'administration des finances, établi pour l'année 1953 et transmis à la Cour des Comptes en date du 29 septembre 1955 ; p. 286 (10 janvier 1956).

CRÉDITS PROVISOIRES.

Projet de loi ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1956 et postposant la clôture des opérations d'établissement des impôts directs pour l'exercice 1955.

Doc. — N° 74. Rapport de M. Doutrepont.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (22 décembre 1955).

Les articles du projet sont adoptés sans observation ; p. 268.

Vote (22 décembre 1955).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix contre 50 et 2 abstentions ; p. 280.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES.

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1955, et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1954 et antérieurs.

Doc. — N° 6. Index + Erratum.

N° 8. Amendements présentés par le gouvernement.

N° 23. Amendement présenté par le gouvernement.

N° 34. Rapport de MM. Doutrepont et Molter.

N° 63. Amendements présentés par le gouvernement.

N° 68. Amendements présentés par le gouvernement.

Ann. —

Discussion générale (22 décembre 1955).

Discours de MM. DOUTREPONT, rapp. (regrette le dépôt d'amendements en dernière minute et la procédure suivie par l'octroi d'indemnités aux fonctionnaires) ; p. 260 ;

LIEBAERT, m.f. (propose que l'erreur dénoncée par M. DOUTREPONT soit avalisée) ; p. 262.

La discussion générale est close.

Discussion des articles du tableau (22 décembre 1955).

Les articles 1 à 19 sont adoptés avec les amendements présentés par le gouvernement ; pp. 262 à 264.

Finances. — COMPTABILITE DE L'ETAT. (suite).**Art. 20.**

Intervention de MM. DUVIEUSART, REY, m.a.éc.,
BAERT, ROLIN; pp. 264 à 270;
L'article 20 est adopté par 85 voix contre 49 et 3
abstentions; p. 270.

Vote (22 décembre 1955).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix
contre 50 et 2 abstentions; p. 280.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

ORGANISMES ET SERVICES DÉCLARÉS NULS.

Ann. — Transmission du 8^e rapport sur l'état d'avancement des travaux du comité de liquidation des organismes et services déclarés nuls; p. 7 (8 novembre 1955).

Transmission du 9^e rapport du comité de liquidation des organismes et services déclarés nuls; p. 866 (20 mars 1956).

RÈGLEMENT DÉFINITIF DES BUDGETS.

Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1948, 1949 et 1950.

Doc. — N^o 88. Rapport de M. Doutrepont.

Ann. —

Discussion générale (2 février 1956).

Discours de M. DOUTREPONT, rapp. (attire l'attention sur le contrôle de la Cour des Comptes et la perte de pièces justificatives); p. 479.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (2 février 1956).

Les articles 1 à 30 sont adoptés sans observations; pp. 480 à 485.

Vote (2 février 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents; pp. 491 et 492.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

DETTE PUBLIQUE.**CAISSE D'AMORTISSEMENT.**

Ann. — M. le PRÉSIDENT communique au Sénat qu'il convient de désigner un membre pour faire partie de la commission chargée de surveiller les opérations de cette administration; p. 448 (31 janvier 1956).

Nomination de M. DOUTREPONT en qualité de membre de la commission chargée de surveiller les opérations de la Caisse d'amortissement; p. 774 (1 mars 1956).

EMPRUNTS.

Projet de loi autorisant le ministre des finances à accorder la garantie de l'Etat belge à un emprunt de 60 millions de francs suisses à émettre en Suisse par le Congo belge.

Doc. — N^o 163. Exposé des motifs et projet de loi.

N^o 221. Rapport de M. Moureaux.

Ann. — Pas de discussion générale.

Finances. — DETTE PUBLIQUE. (suite).

Discussion des articles (13 juin 1956).

Les articles 1 à 3 sont adoptés sans observations; p. 1350.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 72 et 1 abstention; p. 1418.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi tendant à attacher la garantie de l'Etat au remboursement d'un emprunt à contracter par l'Association intercommunale pour l'exploitation du circuit de Francorchamps.

Doc. — N^o 203. Exposé des motifs et projet de loi.

N^o 278. Rapport de M. Lemal.

Ann. —

Discussion générale (21 juin 1956).

Discours de M. LEMAL, rapp. (concernant les raisons pour lesquelles l'emprunt est sollicité, le circuit de Francorchamps, les charges financières des travaux d'aménagement); p. 1509.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (21 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 1509.

Vote (21 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 145 voix et 4 abstentions; p. 1535.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

MONNAIE.

Projet de loi relatif à la suppression des fractions de franc dans la comptabilité publique.

Doc. — N^o 311. Rapport de M. van Loenhout.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (26 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 1630.

Vote (27 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 136 membres présents; p. 1644.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Finances communales et provinciales. — V. Communes. — Secrétaires communaux. — Traitements. — V. aussi Provinces.

Fonctionnaires publics. — V. Administrations publiques: Traitements.

Fonds agricole. — V. Agriculture.

Fonds communal d'assistance publique. — V. Provinces: Fonds des provinces.

Fonds communs de placement — V. Commerce et Industrie.

Fonds de réadaptation. — V. Affaires étrangères : Benelux.

Fonds des communes. — V. Provinces : Fonds des provinces.

Fonds de sécurité d'existence. — V. Sécurité sociale.

Fonds des provinces. — V. Provinces.

Fonds national des études. — V. Enseignement.

Fonds spécial d'assistance. — V. Assistance publique.

Forces armées. — V. Affaires étrangères. — V. aussi Armée.

Formalités de frontière. — V. Affaires étrangères : Conseil de l'Europe.

Francorchamps. — V. Finances : Dette publique. — Emprunts.

Frontière. — V. Affaires étrangères : Conseil de l'Europe.

Fusion de sociétés. — V. Impôts : Impôts directs. — Revenus.

G

Gage. — V. Droit commercial.

Garanties de sécurité. — V. Commerce et Industrie.

Garde territoriale anti-aérienne. — V. Armée : Contingent.

Gaz. — V. Commerce et industrie.

Gendarmerie.

Projet de loi sur la gendarmerie.

Doc. — N° 335. Exposé des motifs et projet de loi.

Gestion paritaire. — V. Sécurité sociale.

Gouvernement.

Projet de loi sur la gendarmerie.

Doc. — N° 335. Exposé des motifs et projet de loi.

COMMUNICATIONS.

Ann. — M. VERMEYLEN, m.i., dépose sur le Bureau le texte néerlandais de la Constitution et exprime l'espoir de pouvoir doter le pays d'un texte néerlandais authentique ;

Observations de MM. SEGERS et le PRÉSIDENT ; p. 364 (18 janvier 1956).

COMMUNICATIONS OFFICIELLES.

Ann. — M. le Président communique que M. le Premier ministre a transmis au Sénat une copie de l'arrêté royal en date du 13 février 1956, portant nomination de M. MUNDELEER, en qualité de Ministre des Classes Moyennes ; p. 623 (14 février 1956).

DECES.

Ann. — M. le Président annonce le décès de M. BOSSAERT, Ministre des Classes Moyennes, sénateur. La séance est levée en signe de deuil ; p. 467 (1 février 1956).

M. le Président rend hommage à la mémoire de M. BOSSAERT, Ministre des Classes Moyennes, Sénateur. M. VAN ACKER, p.m. et M. LIEBAERT, m.f., s'associent à cet hommage au nom du gouvernement ; pp. 486 et 487 (2 février 1956).

Grades académiques. — V. Enseignement : Enseignement supérieur.

Guerre.

ANCIENS COMBATTANTS.

Proposition de loi tendant à compléter l'article 1^{er} des lois des 3 août 1919 et 27 mai 1947, coordonnées par l'arrêté du Régent du 14 juin 1947 et relatives aux droits de priorité des anciens combattants et assimilés.

Doc. — N° 319. Proposition de M. Allard.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1675 (28 juin 1956).

DOMMAGES DE GUERRE.

Projet de loi modifiant les dispositions de procédure des lois relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, coordonnées le 30 janvier 1954.

Doc. — N° 344. Projets transmis par la Chambre des Représentants.

N° 345. Rapport de M. Edebau.

Ann. — L'urgence est demandée ; p. 1698 ;

L'Assemblée marque son accord ; p. 1698 ;

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (28 juin 1956).

Les articles 1 à 8 sont adoptés sans observations ; pp. 1698 et 1699.

Vote (28 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 113 membres présents ; p. 1701.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

DOTATION DE CAPTIVITE.

Projet de loi modifiant l'article 7 de la loi du 18 août 1947, réglant le statut des prisonniers de guerre et relatif au montant de la dotation de captivité.

Doc. — N° 340. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

PRISONNIERS POLITIQUES.

Projet de loi prorogeant les délais d'introduction des demandes tendant au bénéfice des statuts des prisonniers politiques et de leurs ayants droit, des étrangers prisonniers politiques, des résistants par la presse clandestine, des résistants civils et des réfractaires et des déportés pour le travail obligatoire de la guerre 1940-1945.

Doc. — N° 187. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 223. Rapport de M. Edebau.

Ann. —

Discussion générale (14 juin 1956).

Discours de MM. PONTUS (concernant l'octroi du bénéfice de la pension des victimes civiles de la guerre aux habitants des régions de l'Est) ; p. 1403 ;

Guerre. — PRISONNIERS POLITIQUES. (suite).

EDEBAU, rapp. (cite le nombre d'intéressés qui ont introduit tardivement leur demande pour bénéficier des statuts de la reconnaissance nationale); p. 1403; LEBURTON, m.s.p.f. (exprime le vœu que le présent projet soit la dernière réouverture des délais, répond à M. PONTUS); p. 1403.
La discussion générale est close.

Discussion des articles (14 juin 1956).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans observations; pp. 1403 et 1404.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions; p. 1415.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

VICTIMES CIVILES.

Projet de loi modifiant les règles relatives à l'assistance aux orphelins veuves et ascendants des victimes civiles et militaires de la guerre 1914-1918 et de la guerre 1940-1945.

Doc. — N° 186. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 222. Rapport de M. Camby.

N° 288. Amendement de M. Derbaix.

Ann. —

Discussion générale (14 juin 1956).

Discours de MM. CAMBY, rapp. (cite les motifs qui plaident en faveur de la suppression de l'ONOVA, parle de l'ONAC et de l'ONIG); pp. 1387 et 1388. M^{me} MELIN (concernant la suppression de l'ONOVA, la simplification qui en résultera et la réduction du nombre d'enquêtes dans les familles, la suppression du vestiaire, les avantages matériels, les allocations d'études); p. 1388;

Observation de M. LEBURTON, m.s.p.f.; p. 1388; DERBAIX (concernant le but du projet, réfute les arguments présentés en faveur de la suppression de l'ONOVA, traite des conséquences de la dissolution de l'ONOVA, du point de vue patrimoine, commente son amendement; pp. 1388 à 1390;

Observation de M. LEBURTON, m.s.p.f.; p. 1389; Mlle DRIESSEN (partage le point de vue de M. DERBAIX, parle des subsides et bourses d'études, de la diversité des œuvres patriotiques, de la suppression de l'ONOVA); p. 1390;

Observation de M. LEBURTON, m.s.p.f.; p. 1390; GODIN (insiste sur la situation spéciale existant dans certains territoires de l'Est); p. 1390;

DE GRAUW (approuve entièrement le projet); p. 1391;

LEBURTON, m.s.p.f. (fait une mise au point au sujet de ce qui a été dit par M. GODIN, parle de l'enquête relative à l'ONOVA, cite les paroles prononcées par M^{me} de MOOR-VAN SINA, membre P.S.C. de la Chambre, lors de la discussion du projet à la Chambre, définit le but du projet, répond aux divers arguments émis, parle des attributions sociales de l'ONAC, de l'intention du gouvernement en matière de gestion des œuvres patriotiques); pp. 1391 à 1394;

Guerre. — VICTIMES CIVILES. (suite).

Observations de MM. DERBAIX, CAMBY, DE BAECK, STRUYE, Mlle DRIESSEN, M. MOREAU de MELEN, M^{me} GERBEHAYE - V^{ve} LEHOUCQ, M. VAN BUGGENHOUT; pp. 1391 à 1394;

VAN BUGGENHOUT (regrette la suppression de l'ONOVA, parle de la gestion de l'œuvre, des abus, du patrimoine); pp. 1394 et 1395;

LEBURTON, m.s.p.f. (répond à M. VAN BUGGENHOUT et lui demande de faire partie de la sous-commission créée aux fins d'examiner les documents concernant l'ONOVA, parle du patrimoine); p. 1395; Observation de M. DERBAIX; p. 1395.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (14 juin 1956).

Art. 1 à 8.

Les articles 1 à 8 sont adoptés sans observations; pp. 1395 et 1396.

Art. 9.

Observations de MM. le PRESIDENT, DERBAIX, STRUYE; p. 1397.

L'article 9 est réservé.

Art. 10 à 17.

Les articles 10 à 17 sont adoptés sans observations; pp. 1397 à 1399.

Discussion de l'article 9 réservé (14 juin 1956).

Intervention de MM. LEBURTON, m.s.p.f., DERBAIX, ROLIN, HARMEGNIES, le PRESIDENT, STRUYE; pp. 1419 à 1422;

Observations de MM. ROLIN, VAN REMOORTELE, le PRESIDENT, STRUYE, ANCOT, DE WINTER, baron de DORLODOT, DOUTREPONT, DELMOTTE, DULIEU; pp. 1420 à 1422; M. VAN HOUTTE demande, par motion d'ordre, qu'il plaise au Sénat de solliciter du Ministre de la Santé publique et de la Famille la communication de deux testaments léguant des immeubles à l'ONOVA; p. 1420;

Observations de MM. SLEDSSENS, LEBURTON, m.s.p.f., STRUYE, ANCOT et R. HOUBEN; pp. 1420 et 1421;

M. STRUYE demande le renvoi en commission;

M. ROLIN s'associe à cette demande;

La proposition de renvoi en commission est adoptée; p. 1421.

Reprise de la discussion de l'article 9 réservé (26 juin 1956).

Intervention de MM. DERBAIX, LEBURTON, m.s.p.f., VAN HOUTTE, DOUTREPONT, MOUREAUX, VAN BUGGENHOUT, ROLIN, PIOT, PONTUS, le PRESIDENT et ORBAN; pp. 1582 à 1587;

L'amendement de M. DERBAIX est rejeté; p. 1596; L'article 9 est adopté; p. 1596.

Vote (26 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 85 voix contre 61 et 5 abstentions; p. 1596.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi tendant à réaliser certains ajustements en matière de réparation à accorder aux victimes civiles de la guerre 1914-1918 et aux victimes civiles de la guerre 1940-1945.

Doc. — N° 357. Exposé des motifs et projet de loi.

Guerre. — V. Affaires étrangères : Intérêts étrangers en Allemagne. — V. aussi Communications : Chemins de fer. — S.N.C.B. — Emprunts.

H

Habitations.

Projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement.

Doc. — N° 26. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 121. Amendements présentés par le gouvernement.

N° 155. Rapport de M. Moulin.

N° 179. Amendements proposés par M. De Baeck au texte présenté par la commission.

Amendements proposés par M. Verhaest.

Amendement proposé par M. Stubbe.

Ann. —

Discussion générale (2 mai 1956).

A cette discussion générale est jointe celle de la proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modifié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954.

Discours de MM. MOULIN, rapp. (concernant le but du projet, la coordination des dispositions légales, la qualité du logement et la lutte contre les taudis et les habitations insalubres, l'intervention de l'Etat en vue de l'accès à la propriété par les gens de condition modeste); pp. 1064 à 1066;

Observations de MM. ORBAN, YERNAUX et le PRESIDENT; pp. 1066 et 1067;

DE BAECK (concernant le rôle du parti P.S.C. dans la lutte contre les taudis, la portée des mesures nouvelles envisagées, la part d'intervention de l'Etat, les modifications que son groupe approuve et les objections qu'il formule à l'égard du projet, la multiplication des parastataux et les lois de cadre, les travaux d'étude, les nominations, la définition des termes « personnes de condition modeste » et « habitation sociale », les arrêtés d'exécution); pp. 1067 à 1069;

Observations de MM. ANCOT, P. DE SMET, MOULIN, VANDER BRUGGEN, LEBURTON, m.s.p.f., ORBAN et SLEDESENS; pp. 1067 à 1069;

DE GRAUW (concernant les amendements présentés par les libéraux, la notion du concours technique à fournir contre rémunération, à quiconque le sollicite, par l'Institut National du Logement, la stimulation de l'initiative privée); pp. 1069 et 1070;

VERHAEST (concernant les réformes envisagées par le présent projet, les modifications apportées au projet, la notion « habitation sociale », la tendance étatique qui est à la base du projet, les nominations, le sort fait à l'industrie privée); pp. 1070 à 1072;

Observations de M. LEBURTON, m.t.p.s.; p. 1071;

M^{me} CISELET (concernant la portée du projet, les amendements proposés, la tâche qui incombe à l'Institut National du Logement, l'intervention de la Caisse d'Epargne et de Retraite au financement de l'achat de mobilier, l'aide accordée par l'Etat, la lutte contre les taudis, la proposition déposée par M. DERBAIX); p. 1072;

Habitations. (suite).

Reprise de la discussion générale (3 mai 1956).

Discours de M. LEBURTON (remercie la commission et le rapporteur, parle de la portée du projet, la rationalisation de la législation sur le logement, la caractéristique de la situation de la Belgique en 1956, l'intervention de l'Etat, la collaboration entre l'initiative privée et le secteur public, le choix entre la propriété et la location, la notion de personne peu aisée et la ségrégation dans les quartiers d'habitation, le logement populaire sous son triple aspect : quantitatif, qualitatif et de remplacement des habitations vétustes, l'équipement mobilier, la substitution de la notion d'habitat à la notion traditionnelle de logement, la lutte contre les taudis, les primes à la construction, le problème financier, la création d'un nouveau parastatal, la mission de simplification et de centralisation confiée à l'Institut national du logement, les travaux d'études, les nominations, la coordination); pp. 1076 à 1081;

Observations de MM. LEYNEN, YERNAUX, DE BAECK, MOULIN, VERHAEST; pp. 1078 à 1080;

STUBBE (concernant la propriété et la location, la répercussion financière de la politique du logement, la limitation de l'octroi des primes, l'aspect quantitatif et qualitatif du problème logement, la lutte contre les taudis et la création d'un fonds d'assistance temporaire, les comités régionaux de logement, l'équipement des habitations, les notions « habitation sociale », « personnes économiquement faibles » et « logement populaire »; l'ingérence de la société nationale dans les sociétés locales, la vente d'habitations moyennant un système d'emphytéose, les mesures d'exécution de la loi); pp. 1083 à 1086;

Observations de MM. LEBURTON, m.s.p.f. et MOULIN; pp. 1085 et 1086;

M^{me} BEECKMAN-V^o VANDERVELDE (concernant la destruction des taudis et leur remplacement, le danger de ségrégation sociale, l'équipement mobilier, la tâche confiée à l'institut du logement); p. 1087;

DERBAIX (concernant les conséquences du vote du projet de loi, les difficultés d'interprétation, la prorogation de la loi De Taeye, les arrêtés d'application, les pouvoirs octroyés au ministre); pp. 1087 et 1088;

Observations de MM. MOULIN, LEBURTON, m.s.p.f., REMSON et ANCOT; pp. 1088 à 1089;

VAN BULCK (concernant l'obtention d'une habitation de la petite propriété terrienne par les employés, la construction privée et des cités jardins, les familles nombreuses); pp. 1089 et 1090;

LEYNEN (concernant le caractère centraliste du projet, la situation dans le Limbourg, les comités régionaux, la suppression des crédits inscrits aux budgets provinciaux extraordinaires pour l'octroi de suppléments de primes à la construction, le paternalisme des sociétés industrielles, la lutte contre les taudis, la création de l'institut national du logement); pp. 1090 et 1091;

LEBURTON, m.s.p.f. (concernant la possibilité d'une assimilation du loyer à une espèce d'annuité d'acquisition, le sort des employés, l'équilibre entre la propriété et la location, la situation dans le Limbourg, la pénurie de crédits, le comité d'acquisition d'Anvers, les crédits provinciaux, la prorogation de la loi

Habitations. (suite).

De Taeye, la proposition Derbaix, les arrêtés d'exécution, le contrôle des conditions des prêts accordés par divers organismes, la limitation de l'octroi de primes aux personnes de condition modeste); pp. 1091 et 1092;

Observations de MM. LEYNEN et DERBAIX; pp. 1091 et 1092.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (15 mai 1956).

Art. 1.

Intervention de MM. DE BAECK, VERHAEST, LEBURTON, m.s.p.f.; pp. 1098 et 1099;
L'article 1^{er} est adopté; p. 1099.

Art. 2.

Intervention de MM. VERHAEST, LEBURTON, STUBBE, STRUYE, Edg. DE BRUYNE; pp. 1100 et 1101;

L'amendement de M. VERHAEST est rejeté; p. 1101;
L'article 2 est adopté; p. 1102.

Art. 3.

Intervention de MM. DE BAECK, LEBURTON, m.s.p.f.; pp. 1102 et 1103;
Les deux amendements de M. DE BAECK sont rejetés;
L'article 3 est adopté; p. 1103.

Art. 4.

L'article 4 est adopté sans observations; p. 1104.

Art. 5.

Intervention de MM. DE BAECK et LEBURTON, m.s.p.f.;
L'amendement de M. DE BAECK est rejeté;
L'article 5 est adopté; p. 1104.

Art. 6.

Adopté sans observations; p. 1104.

Art. 7.

Intervention de MM. DE BAECK, LEBURTON, m.s.p.f.;
L'amendement de M. DE BAECK est adopté;
L'article 7, amendé, est adopté; p. 1105.

Art. 8.

Intervention de MM. VERHAEST et LEBURTON, m.s.p.f.;
L'article 8 est adopté; p. 1105.

Art. 9 et 10.

Adoptés sans observations; p. 1106.

Art. 11.

Intervention de MM. STUBBE et LEBURTON, m.s.p.f.;
L'article 11 est adopté; p. 1106.

Art. 12 et 13.

Adoptés sans observations; p. 1106.

Art. 14.

Intervention de MM. STUBBE, LEBURTON, VERHAEST, DE BAECK; pp. 1106 à 1109;
Observations de M. DE BAECK; p. 1108;
Les deux amendements de M. DE BAECK sont rejetés; p. 1110;

Habitations. (suite).

Intervention de MM. STUBBE et LEBURTON, m.s.p.f.;
L'article 14 est adopté; p. 1110.

Art. 15.

Adopté sans observations; p. 1110.

Art. 16.

Intervention de MM. DE BAECK, LEBURTON, m.s.p.f., STUBBE;
L'amendement de M. STUBBE est rejeté;
L'article 16 est adopté; p. 1112.

Art. 17.

Intervention de MM. STUBBE, LEBURTON, m.s.p.f.; pp. 1112 et 1113;
L'amendement de M. DE BAECK est rejeté;
L'amendement de M. STUBBE est rejeté;
L'article 17 est adopté; p. 1113.

Art. 18 et 20.

Adoptés sans observations; pp. 1113 et 1114.

Reprise de la discussion des articles (16 mai 1956).

Art. 21.

Intervention de M. DE BAECK;
L'amendement de M. DE BAECK est rejeté;
L'article 21 est adopté; p. 1117.

Art. 22.

Adopté sans observations; p. 1118.

Art. 23.

Adopté sans observations; p. 1118.

Art. 24.

Intervention de MM. DE BAECK, LEBURTON, m.s.p.f.;
Le premier amendement de M. DE BAECK est rejeté;
le deuxième amendement de M. DE BAECK est retiré;
L'article 24 est adopté; p. 1119.

Art. 25.

Adopté sans observations; p. 1119.

Art. 26.

Intervention de MM. VERHAEST, LEBURTON, m.s.p.f.;
M. VERHAEST retire son amendement;
L'article 26 est adopté; p. 1120.

L'article 7 amendé est remis aux voix et définitivement adopté; p. 1120.

Vote (17 mai 1956).

M. STRUYE justifie le vote de son groupe;
L'ensemble du projet de loi est adopté par 88 voix contre 62; p. 1155.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 12 août 1948, déterminant les conditions mises à l'octroi des primes à fonds perdus à la construction par l'initiative privée d'habitations à bon marché et de petites propriétés terriennes, tel qu'il a été modi-

Habitations. (suite).

fié par les arrêtés royaux des 30 avril 1951, 21 mai 1953 et 25 septembre 1954.

Doc. — N° 158. Rapport de M. Moulin.

Ann. —

La discussion générale de cette proposition est jointe à celle du projet de loi modifiant et complétant la législation relative au logement.

Ajournement (16 mai 1956).

Observations de M. DERBAIX relatives au retrait de sa proposition de loi; p. 1120.

Observations de MM. LEBURTON, m.s.p.f., le PRÉSIDENT et DUVIEUSART; p. 1121;

M. DUVIEUSART propose l'ajournement de la discussion des articles;

L'Assemblée marque son accord; p. 1121.

SOCIÉTÉ NATIONALE DE LA PETITE PROPRIÉTÉ TERRIENNE.

Ann. — Transmission du bilan et du rapport du conseil d'administration sur l'activité de la société au cours de l'exercice 1955; p. 1023 (24 avril 1956).

Hofstade. — V. Communes : Territoire des communes.

Hommages. — V. Président.

Horticulture. — V. Affaires étrangères : Agriculture et horticulture.

Hydrocarbures. — V. Affaires étrangères : Hygiène et Santé. — Pollution des eaux.

Hygiène et Santé.**CROIX ROUGE.**

Projet de loi relatif à la protection des dénominations, signes et emblèmes de la Croix-Rouge.

Doc. — N° 153. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 277. Rapport de M^{me} Beeckman-V^e Vandervelde.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (26 juin 1956).

Les articles 1 à 4 sont adoptés sans observations; p. 1575.

Vote (26 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 138 voix et 2 abstentions; p. 1595.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

EDUCATION PHYSIQUE.

Projet de loi créant l'Institut national de l'Éducation physique et des Sports et organisant le contrôle des entreprises de concours de paris sur épreuves sportives.

Doc. — N° 19. Amendements présentés par le gouvernement.

N° 45. Rapport de M^{me} Beeckman-V^e Vandervelde.

N° 67. Amendement proposé par M^{me} Ciselet.

Hygiène et Santé. — EDUCATION PHYSIQUE. (suite).

N° 69. Amendement proposé par M. Moureaux.

N° 70. Amendement proposé par M. Kluyskens.

N° 71. Amendements proposés par M. Rolin.

N° 72. Sous-amendement proposé par M. Moureaux.

N° 73. Amendements proposés par M. Verhaest.

N° 90. Rapport complémentaire de M^{me} Beeckman-V^e Vandervelde.

N° 93. Amendement proposé par M. Van Remoortel au texte de la commission.

N° 94. Amendements proposés par M. Verhaest au texte de la commission.

N° 95. Amendement proposé par M. De Baeck au texte de la commission.

Ann. —

Discussion générale (20 décembre 1955).

Discours de M. LEBURTON, m.s.p.f. (expose le but de l'institut et son fonctionnement, répond à certaines questions soulevées par des membres de l'Union belge de sociétés de football-association et précise la portée du terme « coordonner » utilisé dans le projet de loi; pp. 202 à 205;

M. DE BAECK (estime que la première partie du projet n'a pas été suffisamment étudiée et propose d'en ajourner la discussion; p. 205;

M. LEBURTON, m.s.p.f. (insiste pour l'urgence eu égard à l'incidence budgétaire); p. 205;

DE BAECK (estime que l'argument du ministre n'est pas convaincant et maintient sa proposition); p. 205;

La proposition d'ajournement est rejetée par 74 voix contre 66; p. 206;

M. SOLAU (demande que le conseil supérieur comprenne des amateurs aussi bien que des professionnels, pose une question relative à l'octroi des subsides et parle du brevet d'aptitude des moniteurs); pp. 206 à 208;

M^{me} CISELET (pense que le moment est venu d'aider l'initiative privée et d'amener les adultes aux exercices corporels, regrette cependant la création d'un nouveau parastatal et propose d'amender l'article 8; pp. 208 et 209;

KLUYSKENS (estime qu'il ne faut pas encourager le jeu et que l'impôt frappant les pronostics n'est pas déterminé par la loi, regrette que les moniteurs formés par l'institut puissent concurrencer les élèves d'établissements d'enseignement et que les fonctionnaires obtiennent le droit de dresser des actes d'achat et attire l'attention sur le danger de la coordination); pp. 209 et 210.

Reprise de la discussion générale (21 décembre 1955).

Discours de MM. VERHAEST (estime que le projet bride l'initiative privée, donne des pouvoirs illimités à l'institut, empiète sur le domaine de l'enseignement libre, propose que le conseil supérieur d'éducation physique présente également des candidats et demande le renvoi du projet en commission); p. 227 à 231;

STRUYE et le comte d'ASPREMONT LYNDEN (appuient la demande de renvoi en commission).

Intervention de MM. le PRÉSIDENT (qui suggère d'entendre d'abord le rapporteur), DUVIEUSART (qui estime que si l'on ne peut voter au cours des séances du matin, celles-ci sont inutiles), ROLIN (qui remarque que deux décisions ont déjà été prises pour continuer le débat); STRUYE (qui note le

Hygiène et Santé. — EDUCATION PHYSIQUE. (suite).

dépôt de nouveaux amendements et insiste pour le renvoi), LEBURTON, m.s.p.f. (qui demande d'entendre le ministre et le rapporteur avant tout renvoi en commission); M^{me} CISELET (qui juge inutile le renvoi en commission), MM. STRUYE (qui pense que l'on politiserait le problème en ne renvoyant pas le projet en commission); LEBURTON, m.s.p.f. (qui insiste pour pouvoir répondre aux orateurs), M^{me} BEECKMAN-V^e VANDERVELDE (qui considère la demande de renvoi comme une manœuvre), M. ROLIN (qui demande le vote par appel nominal et déclare que ses amis quitteront l'hémicycle); pp. 232 à 234;

Le vote par appel nominal fait apparaître que le Sénat n'est pas en nombre; p. 234;

Reprise du vote par appel nominal sur le renvoi en commission (21 décembre 1955).

Le Sénat n'est pas en nombre; p. 236.

Reprise du vote par appel nominal sur le renvoi en commission (22 décembre 1955).

La proposition de renvoi en commission est rejetée par 83 voix contre 56 et 2 abstentions; p. 238.

Reprise de la discussion générale (22 décembre 1955).

M^{me} BEECKMAN-V^e VANDERVELDE, rapp. (répond aux critiques formulées et insiste sur la nécessité du contrôle des concours de paris); pp. 238 à 240;

M. VAN BULCK (prie le ministre de prendre la situation des petits clubs de football en considération); p. 240;

M. MOREAU de MELEN (estime que les articles relatifs au prélèvement sur les enjeux sont mal rédigés et que le droit d'expropriation ne se justifie pas); pp. 240 et 241.

Reprise de la discussion générale (22 décembre 1955).

Discours de MM. LEBURTON, m.s.p.f. (insiste sur le caractère urgent du projet et répond aux objections formulées par les différents orateurs); p. 249;

VERHAEST (précise un point de son intervention de la veille); p. 251.

La discussion générale est close.

Les articles et les amendements sont renvoyés en commission; p. 252 (22-12-1955).

Discussion des articles (26 janvier 1956).

Art. 1.

Intervention de MM. VERHAEST (qui demande le vote par division), DE BAECK, M^{me} BEECKMAN-V^e VANDERVELDE, rapp., LEBURTON, m.s.p.f.; pp. 432 à 436;

Le premier alinéa est adopté; p. 436;

L'amendement de M. VERHAEST et cts au 2^e de l'article premier est rejeté; p. 436;

Le 2^e de l'article premier est adopté; p. 436;

Intervention de M. VERHAEST, M^{me} BEECKMAN-V^e VANDERVELDE, rapp., MM. LEBURTON, m.s.p.f., JESPERS;

L'amendement de M. VERHAEST au 3^e de l'article premier est rejeté; p. 437;

Le 3^e de l'article premier est adopté; p. 438;

Hygiène et Santé. — EDUCATION PHYSIQUE. (suite).

Les 4^e, 5^e, 6^e, 7^e et 8^e de l'article premier sont adoptés; p. 437;

L'ensemble de l'article premier est adopté; p. 437.

Art. 2.

Intervention de MM. VERHAEST, LEBURTON, m.s.p.f., M^{me} BEECKMAN-V^e VANDERVELDE, rapp.; pp. 439 et 440;

L'amendement de M. VERHAEST est retiré;

L'article 2 est adopté; p. 440.

Art. 3.

Intervention de MM. VERHAEST, LEBURTON, m.s.p.f.; p. 441;

L'amendement de M. VERHAEST est rejeté; p. 441;

Intervin de M. DE BAECK; pp. 441 et 442;

Les deux amendements de M. DE BAECK sont rejetés; p. 442;

L'article 3 est adpté; p. 442.

Art. 4 à 6.

Les articles 4 à 6 sont adoptés sans observations; p. 442.

Art. 7.

Intervention de MM. VERHAEST, M^{me} BEECKMAN-V^e VANDERVELDE, rapp., LEBURTON, m.s.p.f.; p. 442 et 443;

L'amendement de M. VERHAEST est rejeté;

L'article 7 est adopté; p. 443.

Art. 8.

L'article 8 est adopté sans observations; p. 443.

Art. 9.

Intervention de MM. VERHAEST, LEBURTON, m.s.p.f.; pp. 443 et 444;

L'article 9 est adopté; p. 444.

Art. 10.

L'article 10 est adopté sans observations; p. 444.

Art. 11.

Intervention de MM. VAN REMOORTEL, LEBURTON, m.s.p.f., VAN BULCK;

L'amendement de M. VAN REMOORTEL et M^{me} CISELET est adopté; p. 448;

Intervention de M. PAIRON; p. 448;

L'article 11, amendé, est adopté; p. 448.

Art. 12 à 16.

Les articles 12 à 16 sont adoptés sans observations; p. 446;

Art. 11.

L'article 11, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté; p. 446.

Vote (2 février 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 80 voix contre 55; p. 491.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

POLLUTION DES EAUX.

Proposition de loi tendant à reviser la loi du 11 mars 1950 sur la protection des eaux contre la pollution.

Doc. — N^o 14. Proposition de M. Allard.

N^o 293. Rapport de M. Vandermeulen.

Hygiène et Santé. — POLLUTION DES EAUX. (suite).

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 46 (29 novembre 1955).

Discussion générale (28 juin 1956).

Discours de MM. VANDERMEULEN, rapp. (concernant la loi de cadre qui ne pourra sortir tous ses effets qu'au moment où tous les arrêtés d'exécution auront paru); p. 1666;

DE GRAUW (exprime l'adhésion du groupe libéral); p. 1666;

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (28 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations ; p. 1666.

Vote (28 juin 1956).

L'ensemble de la proposition est adopté à l'unanimité des 147 membres présents ; p. 1682.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Hygiène et Santé. — V. aussi Affaires étrangères.

I

Immunités fiscales. — V. Impôts. — Impôts directs.**Importation. — V. Commerce et Industrie : Commerce extérieur.****Impôts.****IMPOTS DIRECTS.****COTISATIONS.**

Projet de loi portant interprétation des articles 7 et 8 de la loi du 5 septembre 1895, relative aux cotisations fiscales en matière d'impôts directs, reproduits par l'article 1^{er} de la loi du 23 juillet 1953 (art. 67 des lois coordonnées).

Doc. — N° 297. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Ann. — A la demande de la commission des finances le projet est renvoyé à la commission de la justice ; p. 1499 (20 juin 1956).

IMMUNISATION FISCALE.

Proposition de loi complétant l'article 3 de la loi du 18 avril 1929 modifiant certaines dispositions fiscales relatives à la Société Nationale des distributions d'eau ainsi qu'aux associations de communes et de particuliers, pour l'établissement de services de distributions d'eau ou pour des objets d'intérêt communal, formées selon les conditions de la loi du 18 août 1907 ou de celles du 1^{er} mars 1922.

Doc. — N° 224. Proposition de M. Sledsens.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1324 (12 juin 1956).

REVENUS.

Proposition de loi complétant la législation relative aux impôts sur les revenus.

Doc. — N° 29. Proposition de M. Godin.

N° 170. Rapport de M. Parmentier.

Impôts. — IMPOTS DIRECTS. (suite).

Ann. — Prise en considération. — Renvoi à la commission ; p. 116 (13 décembre 1955).

Discussion générale (16 mai 1956).

Discours de MM. GODIN (concernant la portée de sa proposition de loi qui tend à permettre aux personnes qui verseront des subsides à l'enseignement libre de déduire de leurs revenus professionnels le montant des libéralités ainsi faites); p. 1124;

Observations de M. YERNAUX ; p. 1124 ;

LIEBAERT, m.f. (concernant son opposition à la proposition, les abus qui ont déjà été constatés en pareille matière dans le passé et le danger de voir s'amenuiser la matière fiscale); p. 1124 ;

MOREAU de MELEN (concernant l'ajournement du vote sur l'article unique); p. 1124 ;

Observations de M. le PRÉSIDENT ; p. 1124.

Vote de l'article unique (17 mai 1956).

L'article unique est rejeté par 85 voix contre 62 ; pp. 1154 et 1155.

Projet de loi complétant la loi du 24 novembre 1953 tendant à favoriser l'absorption ou la fusion de sociétés.

Doc. — N° 32. Rapport de M. van Loenhout.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (20 décembre 1955).

Art. 1.

Adopté sans observation ; p. 211.

Art. 2.

M. LIEBAERT, m.f., retire l'amendement proposé par le gouvernement ;

L'article 2 est adopté ; p. 212.

Vote (22 décembre 1955).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 116 voix contre 8 ; p. 282.

Le projet de loi est transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, en matière d'imposition des revenus professionnels des époux.

Doc. — N° 99. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 132. Rapport de M. Harmegnies.

N° 141. Amendements proposés par M. Van Houtte.

N° 142. Amendement proposé par M. Duvieusart.

Ann. —

Discussion générale (8 mars 1956).

Discours de MM. HARMEGNIES, rapp. (concernant l'attitude de la minorité, les contribuables qui tombent sous l'application de la loi, l'historique de la loi décidant le cumul des revenus des époux et ses conséquences, parle des amendements introduits dans la loi); pp. 844 à 846 ;

VAN HOUTTE (concernant la portée de la loi, son caractère économique et technique et ses conséquences, émet ses objections au système préconisé, parle de l'aspect familial du projet, des amendements y

Impôts. — IMPOTS DIRECTS. (suite).

- apportés, de la discrimination entre salariés, du travail supplémentaire des fonctionnaires des finances, des charges fiscales); pp. 846 à 849;
- Observations de MM. LIEBAERT, m.f. et DOUTREPONT; p. 848;
- M^{me} MELIN (exprime sa satisfaction de voir cesser l'injustice fiscale, parle du travail féminin); pp. 850 et 851;
- MOUREAUX (appelle l'attention sur le caractère paradoxal du projet, examine brièvement les griefs formulés); pp. 851 et 852;
- ADAM (concernant les dispositions de l'arrêté, rappelle les conditions de l'instauration du cumul des revenus des époux, la discrimination entre les contribuables, l'article 1^{er} de la loi, expose le but de ses amendements, parle des répercussions du projet au point de vue familial, répond à des remarques formulées par MM. MOUREAUX et LIEBAERT et parle de l'arrêté-loi du 14 décembre 1934); pp. 852 à 855;
- Observations de MM. HARMEGNIES et LIEBAERT, m.f.; pp. 854 et 855;
- GODIN (estime le projet de loi illogique et injuste et expose ses idées); pp. 855 et 856;
- van LOENHOUT (concernant l'illégalité fiscale provoquée par la loi, le travail de la femme, les répercussions de la loi sur les classes moyennes); p. 856;
- VAN LAEYS (parle de l'injustice financière et familiale provoquée par le projet); pp. 856 et 857;
- DOUTREPONT (concernant le versement anticipatif des impôts, redresse certaines affirmations excessives); pp. 857 et 858;
- LIEBAERT, m.f. (situe la réforme proposée, parle de l'arrêté du 14 décembre 1934, du travail de la femme, donne certaines statistiques officielles, demande au Sénat de repousser les amendements présentés par l'opposition et de voter le projet); pp. 858 et 859;
- Observations de MM. STRUYE et Maurice SERVAIS; p. 858;
- DUVIEUSART (exprime son indignation après le discours du ministre); p. 859.
- La discussion générale est close.

Discussion des articles (8 mars 1956).

Art. 1.

Intervention de M. VAN HOUTTE;
L'article 1 est adopté; p. 859.

Art. 2.

L'article 2 est adopté sans observations; p. 860.

Art. 2bis.

L'amendement de M. VAN HOUTTE proposant l'insertion d'un article 2bis nouveau est rejeté; p. 860;
Intervention de MM. Maurice SERVAIS et VAN HOUTTE; p. 860.

Art. 3.

L'amendement de M. VAN HOUTTE est rejeté; p. 861;
Intervention de M. ADAM; p. 861;
L'amendement de MM. DUVIEUSART et ADAM est rejeté; p. 862;
L'article 3 est adopté; p. 862.

Art. 4.

L'article 4 est adopté sans observations; p. 862.

Impôts. — IMPOTS DIRECTS. (suite).

Vote (22 mars 1956).

M. STRUYE justifie le vote de son groupe; p. 1000;
L'ensemble du projet de loi est adopté par 88 voix contre 56; p. 1000.
Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Proposition de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus en ce qui concerne le minimum exonéré et les réductions pour charges de famille à la taxe professionnelle.

Doc. — N° 178. Proposition de M. Van Houtte.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 1097 (15 mai 1956).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus en matière de taxe mobilière et les lois coordonnées relatives à la contribution nationale de crise. en ce qui concerne les revenus de capitaux investis.

Doc. — N° 349. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

TAXE DE CIRCULATION.

Projet de loi relatif à la taxe de circulation sur les tracteurs automobiles et remorques utilisés pour certains transports de lin.

Doc. — N° 205. Rapport de M. Ligot.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (13 juin 1956).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans observations; p. 1350.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions; p. 1415.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

IMPOTS INDIRECTS.**DOUANES ET ACCISES.****DROITS D'ENTRÉE.**

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 28 juin 1955 relatif au tarif des droits d'entrée.

Doc. — N° 161. Rapport de M. Doutrepont.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (16 mai 1956).

L'article unique est adopté sans discussion; pp. 1123 et 1124.

Vote (17 mai 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 149 voix contre 2; p. 1157.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 24 décembre 1955 relatif au tarif des droits d'entrée.

Doc. — N° 359. Rapport de M. Doutrepont.

Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 24 novembre 1955 relatif au tarif des droits d'entrée.

Doc. — N° 360. Rapport de M. Doutrepont.

Impôts. — IMPOTS INDIRECTS. (suite).**BUREAUX DOUANIERS COLONIAUX.**

Projet de loi relatif aux marchandises expédiées à destination du Congo Belge ou du Ruanda-Urundi.

Doc. — N° 252. Rapport de M. Delpont.

Ann. — La discussion générale de ce projet est jointe à celle du projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1956.

Discussion des articles (20 juin 1956).

Les articles 1 à 4 sont adoptés sans observations ; p. 1498.

Vote (21 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 146 voix et 3 abstentions ; p. 1532.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

TABAC.

Projet de loi relatif au régime fiscal du tabac.

Doc. — N° 328. Rapport de M. Molter.

Ann. —

Discussion générale (28 juin 1956).

Discours de MM. MOLTER, rapp. (demande que la convention existante soit prorogée le plus rapidement possible) ; p. 1697 ;

VERMEYLEN, m.i., répond à M. MOLTER ; p. 1697. La discussion générale est close.

Discussion des articles (28 juin 1956).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans observations ; pp. 1697 et 1698.

Vote (28 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 113 membres présents ; p. 1701.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

DROITS D'ENREGISTREMENT.

Projet de loi modifiant les articles 142 et 143 du code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, en ce qui concerne les jugements et arrêts portant condamnation au paiement d'une pension alimentaire.

Doc. — N° 128. Rapport de M^{me} Ciselet.

Ann. —

Discussion générale (6 mars 1956).

Discours de M^{me} CISELET, rapp. (expose le projet, parle de la situation des créanciers d'aliments, de l'amélioration de la loi pénale) ; p. 792 ;

MM. VAN REMOORTEL (demande de légiférer pour les créanciers de pensions alimentaires dans la colonie, parle de l'amélioration de la loi pénale) ; pp. 792 et 793 ;

LILAR, m.i. (répond aux deux orateurs) ; p. 793 ;

VAN IMPE (parle du droit d'enregistrement) ; p. 793. La discussion générale est close.

Discussion des articles (6 mars 1956).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans observations ; p. 793.

Vote (8 mars 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 151 membres présents ; p. 849.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Impôts. — IMPOTS INDIRECTS. (suite).

Projet de loi modifiant temporairement le code des droits d'enregistrement en vue de favoriser l'apport des sociétés d'une ou plusieurs branches de leur activité à d'autres sociétés.

Doc. — N° 220. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 312. Rapport de M. Van Laeys.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (26 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations ; p. 1630.

Vote (27 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 136 membres présents ; p. 1644.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

TAXE DE SÉJOUR.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux taxes de séjour des étrangers, coordonnées le 12 octobre 1953.

Doc. — N° 96. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 169. Amendement du gouvernement.

N° 188. Rapport de M. Lemal.

N° 337. Projet amendé par la Chambre des Représentants.

N° 338. Rapport de M. Lemal.

Ann. —

Discussion générale (7 juin 1956).

Discours de MM. LEMAL, rapp. (concernant la portée du projet et notre dette de gratitude à l'égard des ouvriers mineurs italiens) ; p. 1312 ;

DUVIEUSART (approuve les paroles du rapporteur et demande d'étendre le bénéfice de cette initiative à l'ensemble des citoyens italiens résidant en Belgique, demande d'exonérer de la taxe de séjour les ressortissants des pays avec lesquels nous sommes entrés en communauté) ; p. 1312 ;

VERMEYLEN, m.i. (concernant l'exonération de taxe à tous les ressortissants italiens, la réciprocité entre la Belgique et les autres pays, le privilège accordé aux ouvriers italiens, le libre échange de personnes dans les pays de la C.E.C.A., demande de voter le projet tel qu'il est présenté) ; pp. 1312 et 1313. La discussion générale est close.

Discussion des articles (7 juin 1956).

(Texte présenté par la commission).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans discussion ; p. 1313.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions ; p. 1415.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet amendé par la Chambre des Représentants

Pas de discussion générale.

Discussion des articles (28 juin 1956).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans observations ; p. 1668.

Impôts. — IMPOTS INDIRECTS. (suite).

Vote (28 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 113 membres présents ; p. 1701.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi portant ratification de mesures d'exonération de la taxe de séjour prises par arrêté royal en faveur de certains étrangers.

Doc. — N° 136. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 175. Rapport de M. Lemal.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (7 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations ; p. 1313.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions ; p. 1415.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Proposition de loi modifiant les lois relatives aux taxes de séjour des étrangers, coordonnées le 12 octobre 1953.

Doc. — N° 325. Proposition de M. Duvieusart.

TAXES ASSIMILÉES AU TIMBRE.

Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre.

Doc. — N° 12. Amendement présenté par le gouvernement.

N° 31. Rapport de M. Wiard.

Ann. —

Discussion générale (22 décembre 1955).

Discours de MM. PHOLIEN (craint que la loi n'ait pas seulement un caractère interprétatif mais permette d'imposer de nouvelles taxes) ; pp. 264 et 265 ; WIARD, rapp. (répond qu'il importe de confirmer des arrêtés) ; p. 265.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (22 décembre 1955).

Les articles du projet sont adoptés sans observation ; p. 265.

Vote (22 décembre 1955).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 124 voix contre 9 ; p. 281.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Proposition de loi relative à l'article 12 de la loi du 27 juillet 1939 modifiant le Code des taxes assimilées au timbre.

Nouveau titre. — Proposition de loi modifiant l'article 70, inséré dans le Code des taxes assimilées au timbre par l'article 12 de la loi du 27 juillet 1953.

Doc. N° 193. Proposition de M. P. Desmet.

N° 309. Rapport de M. Wiard.

Ann. — Prise en considération ; renvoi en commission ; p. 1194 (29 mai 1956).

Pas de discussion générale.

Impôts. — IMPOTS INDIRECTS. (suite).

Discussion de l'article unique (26 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations ; p. 1629.

Le nouvel intitulé est adopté ; p. 1629.

Vote (27 juin 1956).

L'ensemble de la proposition est adopté à l'unanimité des 136 membres présents ; p. 1644.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre.

Doc. — N° 298. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

TAXE DE LUXE.

Projet de loi portant ratification des tableaux de classement des objets assujettis à la taxe de luxe.

Doc. — N° 192. Rapport de M. Doutrepont.

Ann. —

Discussion générale (13 juin 1956).

Discours de M. DOUTREPONT, rapp. (parle des cinq arrêtés royaux qui ont modifié le règlement général des taxes assimilées au timbre) ; p. 1349 ;

Observations de M. LIEBAERT ; p. 1349.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (13 juin 1956).

(Texte présenté par la commission).

L'article unique est adopté sans observations ; p. 1350.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions ; p. 1415.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Impôts directs. — V. Finances : Comptabilité de l'Etat. — Crédits provisoires.

V. aussi Impôts.

Incidents. — V. Chambres législatives. — Sénat

Indépendants. — V. Pensions : Vieillesse et décès prématuré.

Inondations. — V. Catastrophes et accidents.

Insolvabilité frauduleuse. — V. Procédure pénale : Contrainte par corps.

Inspection du travail. — V. Affaires étrangères : Travail.

Institut national de l'Education physique et des sports. — V. Hygiène et Santé : Education physique.

Instituteur en chef de l'école communale de Thiméon. — V. Interpellations : Duvieusart.

Instruction criminelle. — V. Procédure pénale.

Intérêts étrangers en Allemagne. — V. Affaires étrangères.

Invalides. — V. Guerre.

V. aussi Pensions : Pensions militaires.

Israël. V. Président : Relations extérieures.

Interpellations.

CUSTERS ET R. HOUBEN.

Ann. — Interpellation à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale et à M. le Ministre des Finances « sur : 1° la question de savoir quand, comment, par qui et sur quelle base légale seront remboursées les sommes qui ont été prélevées en 1955 sur les réserves de la Caisse nationale des vacances annuelles et sur celles de la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie pour alimenter l'assurance maladie-invalidité, à savoir : 194 millions le 17 mars 1955 sur les réserves du premier de ces organismes, 100 millions le 19 avril 1955 et 500 millions le 24 octobre 1955 sur les réserves du second ; 2° la question de savoir quand, comment, par qui et sur quelle base légale les intérêts sont payés ; 3° la situation irrégulière dans laquelle on se trouve à cet égard, tant par suite de la méconnaissance des prérogatives du parlement et des règles relatives aux finances publiques, que par suite du fait qu'en effectuant les opérations en cause, on a ignoré les directions des institutions intéressées ». Demande ; p. 1192 (29 mai 1956).

La discussion de cette interpellation est jointe à celle de l'interpellation de MM. Léon SERVAIS et DUVIEUSART à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale et à M. le Ministre des Finances « sur : 1° le gâchis que le gouvernement a créé en matière d'assurance maladie-invalidité en bouleversant ce secteur par l'arrêté royal du 22 septembre 1955, qui contient une réforme aussi fâcheuse que mal préparée et qui jusqu'à ce jour n'a pu être mise en application ; 2° les déficits de l'assurance maladie et de la caisse de l'invalidité, et l'accumulation des passifs, malgré l'augmentation des cotisations obtenues il y a un an et malgré les promesses faites à ce moment par le gouvernement ; 3° la communication tardive des budgets des établissements publics relevant du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale et l'absence parmi ces budgets de celui du F.N.A.M.I. ».

d'ASPREMONT LYNDEN. (comte).

Ann. — Voir Interpellation DE BOODT et d'ASPREMONT LYNDEN ; p. 8 (8 novembre 1955).

DE BOODT ET d'ASPREMONT LYNDEN. (comte).

Ann. — Interpellation au Ministre de la Défense Nationale « sur les déficiences et l'inefficacité de la structure actuelle de notre armée et sur les mesures à prendre tant pour adapter la défense de la Belgique à l'évolution de la technique des armements que pour réduire, dans toute la mesure du possible, en considération des circonstances nouvelles et en tenant compte de nos engagements internationaux, les charges et les prestations qui sont imposées au pays ; demande ; p. 8 (8 novembre 1955) ».

Discussion (6 décembre 1955).

Discours de MM. DE BOODT (concernant la politique militaire à suivre après la découverte des armes atomiques et thermonucléaires, le communiqué paru après la séance spéciale du P.S.C. consacrée aux problèmes militaires et la conférence de presse du président, les intentions du gouvernement quant à

Interpellations. — DE BOODT ET d'ASPREMONT LYNDEN. (comte) (suite).

la réforme de l'armée, l'impossibilité pour la Belgique de continuer l'effort financier fourni précédemment, l'adaptation de l'armée aux conceptions modernes, l'organisation structurelle de l'armée, le nombre de soldats, le matériel, les conséquences de l'utilisation des armes nucléaires et atomiques, l'installation d'une commission militaire mixte pour l'étude du problème militaire, les économies à effectuer au budget de la défense nationale ; pp. 67 à 69 ;

d'ASPREMONT LYNDEN (motif de son interpellation, parle de l'insuffisance de l'organisation militaire des armées de l'OTAN et de l'U.E.O., fait état de l'opinion de M. SPAAK et des généraux Gruenther et Montgomery, émet des observations concernant la création en Belgique d'unités mobiles mieux armées, la baisse des statistiques démographiques, le recrutement et la rémunération des sous-officiers, la question des camps militaires, la tradition de la création de commissions nationales, les activités de la dernière commission, la négociation avec les puissances de l'OTAN, les nouvelles prestations incombant à la Belgique, l'ordre du jour voté par le Comité National du P.S.C. le 3 septembre et le communiqué de presse, les réactions suscitées, le changement d'attitude du P.S.C. à l'égard du problème de la défense nationale, la nécessité de constituer une commission nationale ; pp. 69 à 71 et 74 et 75 ;

VAN GERVEN (concernant l'organisation structurelle de l'armée, la question des divisions complètes, la réorganisation des divisions et leur adaptation aux méthodes modernes, l'évolution dans les différentes armes, la création d'une commission nationale) ; p. 76 ;

de DORLODOT (concernant la demande de création d'une commission nationale) ; pp. 76 et 77 ;

SPINOY, m.d.n. (concernant l'affirmation que la réduction du temps de service a désorganisé l'armée, la notion « défense nationale » dépassée par les circonstances, la nécessité de consulter les partenaires de l'OTAN à chaque modification de contribution contractuelle à la défense commune, le maintien de la structure des unités des pays de l'OTAN et l'étude du problème, l'ère nouvelle de la stratégie, le problème de l'emploi des armes atomiques, l'élément de surprise, l'adaptation de la défense, le problème du « new-look », l'hypothèse de l'emploi tactique des armes atomiques, la révision du problème militaire, la défense de l'espace aérien et son infrastructure, les aérodromes, le problème de l'armée de terre, les études et les expériences faites dans certains pays, l'organisation de l'équipement de grandes unités, les réformes de l'organisation militaire et leur durée, l'aide des Etats-Unis à l'Europe occidentale, le nombre d'hommes disponibles, le recrutement et la rémunération des spécialistes, la tâche imposée à nos troupes dans le cadre de l'OTAN et en dehors, la mise en ligne des forces combattantes de réserve, la tâche des forces intérieures, la création d'une commission nationale mixte) ; pp. 77 à 80 ;

Observations du comte d'ASPREMONT LYNDEN et M. STRUYE ; pp. 78 à 80 ;

Dépôt d'un ordre du jour par MM. STRUYE et DERBAIX ; pp. 80 et 81 ;

DE BLOCK (concernant le dépôt d'un ordre du jour pur et simple) ; p. 81 ;

Interpellations. — DE BOODT ET d'ASPREMONT LYNDEN. (comte) (suite).

d'ASPREMONT LYNDEN (concernant les réponses du Ministre de la Défense Nationale à son interpellation, les négociations entre la Belgique et les puissances de l'OTAN sur les prestations à fournir, son souhait de voir le ministre se rallier à l'idée de la création immédiate de la commission nationale); p. 81;

DE BOODT (concernant les arguments pour la création urgente de la commission nationale); p. 81;

SPINOY, m.d.n. (concernant les arguments qui prouvent l'inutilité de prendre immédiatement contact avec les partenaires de l'OTAN, les préparatifs nécessaires à l'installation de la commission nationale et le rôle des militaires en ce domaine, l'élaboration d'un projet d'organisation); p. 82;

Dépôt d'un ordre du jour de confiance par MM. DE BLOCK et MOUREAUX; p. 82;

DUVIEUSART (concernant sa suggestion de procéder au vote sur les deux ordres du jour au cours de la séance); p. 82;

Observations de MM. YERNAUX, BOUILLY, le PRÉSIDENT, de DORLODOT; p. 82.

L'incident est clos.

Discussion sur le vote des ordres du jour (8 décembre 1955).

M. le PRÉSIDENT (propose de remettre le vote sur les ordres du jour à huitaine, afin de permettre aux groupes de se consulter et de rouvrir le débat après accord des différents groupes, en vue du dépôt éventuel d'un nouvel ordre du jour); p. 103;

Observations de MM. STRUYE, MOUREAUX et DE BLOCK; pp. 103 et 104.

Vote (15 décembre 1955).

Intervention de MM. ROLIN, STRUYE, COULONVAUX, NOEL, baron de DORLODOT;

L'ordre du jour déposé par MM. STRUYE, ROLIN et MOUREAUX est adopté par 160 voix contre 2; pp. 177 et 178.

de DORLODOT (baron).

Ann. — Interpellation à M. le Ministre des Affaires étrangères « sur l'attitude passive adoptée par le gouvernement en présence de la décision de sa majorité d'envoyer officiellement une mission dans un pays dont le gouvernement n'est pas reconnu par la Belgique »;

Demande; p. 1661 (28 juin 1956).

L'urgence demandée n'est pas prononcée;

Observations de MM. le PRÉSIDENT, SPAAK, m. a.étr., baron de DORLODOT, LEYNEN; pp. 1682 et 1683 (28 juin 1956).

DUVIEUSART.

Ann. — Interpellation à M. le Ministre de l'Instruction Publique, « sur sa décision de ne pas proposer au chef de l'Etat l'annulation de la délibération du conseil communal de Thiméon, portant nomination du sieur M... en qualité d'instituteur en chef à l'école communale de Thiméon, et sur le désaveu ainsi apporté à la décision de la députation permanente du Hainaut qui, tenant compte des antécédents de l'intéressé, de la peine disciplinaire et de la condamnation correctionnelle qui lui avaient été infligées, avait

Interpellations. — DUVIEUSART. (suite).

estimé que l'intéressé ne réunissait pas les qualités suffisantes d'éducateur, pour assurer les fonctions d'instituteur en chef avec la pondération et l'autorité nécessaires, dans l'intérêt bien compris de l'enseignement public ».

Demande; p. 376 (18 janvier 1956).

Discussion jointe à la discussion générale du budget du Ministère de l'Instruction Publique pour l'exercice 1956.

Dépôt d'un ordre du jour par M. STRUYE et le baron HUART; pp. 524 à 526 (7 février 1956).

Vote sur l'ordre du jour (9 février 1956).

L'ordre du jour est rejeté par 84 voix contre 68 et 1 abstention; p. 585.

L'incident est clos.

Ann. — Voir Interpellation Servais Léon et Duvieusart; p. 1193 (29 mai 1956).

R. HOUBEN.

Ann. — Voir Interpellation Custers et R. Houben; p. 1192 (29 mai 1956).

SERVAIS LEON ET DUVIEUSART.

Ann. — Interpellation à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale et à M. le Ministre des Finances « sur :

- 1) le gâchis que le gouvernement a créé en matière d'assurance maladie-invalidité en bouleversant ce secteur par l'arrêté royal du 22 septembre 1955, qui contient une réforme aussi fâcheuse que mal préparée et qui jusqu'à ce jour n'a pu être mise en application;
- 2) les déficits de l'assurance maladie et de la caisse de l'invalidité, et l'accumulation des passifs, malgré l'augmentation des cotisations obtenues il y a un an et malgré les promesses faites à ce moment par le gouvernement;
- 3) la communication tardive des budgets des établissements publics relevant du Ministère du Travail et de la Prévoyance Sociale et l'absence parmi ces budgets de celui du F.N.A.M.I. ».

Demande; p. 1193 (29 mai 1956).

Discussion (12 juin 1956).

A cette discussion est jointe celle de l'interpellation de MM. CUSTERS et R. HOUBEN à M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale et à M. le Ministre des Finances « sur :

- 1) la question de savoir quand, comment, par qui et sur quelle base légale seront remboursées les sommes qui ont été prélevées en 1955 sur les réserves de la Caisse nationale des vacances annuelles et sur celles de la Caisse nationale des pensions de retraite et de survie pour alimenter l'assurance maladie-invalidité, à savoir : 194 millions le 17 mars 1955 sur les réserves du premier de ces organismes, 100 millions le 19 avril 1955 et 500 millions le 24 octobre 1955 sur les réserves du second;
- 2) la question de savoir quand, comment, par qui et sur quelle base légale les intérêts sont payés;
- 3) la situation irrégulière dans laquelle on se trouve à cet égard, tant par suite de la méconnaissance des

Interpellations. — LEON SERVAIS ET DUVIEUSART.
(suite).

prérogatives du parlement et des règles relatives aux finances publiques, que par suite du fait qu'en effectuant les opérations en cause, on a ignoré les directions des institutions intéressées ».

Discours de MM. Léon SERVAIS (parle de l'état actuel de la réglementation, parle des modifications à l'arrêté du 22 septembre 1955, du nouveau projet déposé par le ministre du Travail et l'opposition des médecins, expose les éléments de la situation financière de l'assurance maladie; demande à connaître les décisions prises pour remédier à cette situation); pp. 1325 à 1328;

Observations de MM. TROCLET, SMETS, REMSON, MOULIN, BRONCKART, YERNAUX; pp. 1326 à 1328;

CUSTERS (concernant trois opérations financières effectuées par le ministre du Travail et leur examen en commission du Sénat, parle du paiement des intérêts et du remboursement du capital, du problème de la régularisation de la situation créée par les trois opérations, traite des prérogatives du parlement et des règles qui régissent les finances publiques et demande d'assainir définitivement et légalement la situation financière de l'A.M.I.); pp. 1328 à 1333;

LIEBAERT, m.f. (concernant la situation dans le secteur assurance maladie-invalidité avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, l'effort de redressement de la situation et l'opposition rencontrée, le secteur invalidité et le secteur maladie en 1956; les trois opérations financières effectuées par le ministre du Travail, les abus et fraudes dans le secteur social d'assurance maladie-invalidité, l'assainissement nécessaire); pp. 1333 à 1336;

TROCLET, m.t.p.s. (analyse le caractère des interpellations, répond à des observations de M. Léon SERVAIS, détaille le libellé des interpellations et les reproches adressés au gouvernement, traite de la non-application de la réforme, du déficit dans l'assurance maladie-invalidité, des mesures de réforme envisagées, répond à l'interpellation de M. CUSTERS, parle des prêts de 194, 100 et 500 millions, du paiement des intérêts et du remboursement, de l'autonomie des parastataux); pp. 1336 à 1341;

Observations de MM. Léon SERVAIS, Maurice SERVAIS, STRUYE, ORBAN, MOULIN, VAN HOUTTE, SMETS, ANCOT, CUSTERS; pp. 1336 à 1341.

Reprise de la discussion (13 juin 1956).

Discours de MM. DUVIEUSART (reprend certains termes du discours des ministres interpellés; parle de l'aggravation de la situation, des promesses faites il y a un an et du déficit actuel, de l'assainissement de l'assurance maladie-invalidité, reproche au ministre du Travail son attitude, répète des questions de M. Léon SERVAIS, insiste sur une action commune pour remédier à la situation); pp. 1363 à 1366;

Observations de MM. COULONVAUX et TROCLET, m.t.p.s.; pp. 1365 et 1366;

R. HOUBEN (se déclare déconcerté par les réponses du ministre du Travail, se rallie à l'opinion de M. DUVIEUSART, parle du désordre et du déséquilibre dans l'assurance maladie-invalidité, des trois opérations financières, reprend des observations de

Interpellations. — LEON SERVAIS ET DUVIEUSART.
(suite).

M. CUSTERS et des conclusions de M. DUVIEUSART); pp. 1366 à 1369;

COULONVAUX (reproche à M. DUVIEUSART et à ses amis d'attaquer la gestion du gouvernement actuel sans toutefois présenter des suggestions ni d'agir en opposition constructive, parle du P.S.C. au gouvernement ou comme opposition, de la démagogie politique et sociale du P.S.C., garde sa confiance au gouvernement); pp. 1369 et 1370;

Observations de MM. STRUYE, Léon SERVAIS, JESPERS, SLEDSSENS, comte d'ASPREMONT LYNDEN; pp. 1369 et 1370;

M. JANSSEN (répond à un reproche de M. COULONVAUX); p. 1370;

TROCLET, m.t.p.s. (répond aux observations et reproches des orateurs précédents, s'en réfère à la situation de 1953 et avant, parle de la garantie de l'Etat, affirme que les opérations discutées rentrent régulièrement dans le mécanisme du droit public); pp. 1370 à 1372;

Observations de MM. Léon SERVAIS, DUVIEUSART, VAN ACKER, p.m., ORBAN; pp. 1371 et 1372;

Léon SERVAIS (répond à des arguments du ministre et de M. COULONVAUX); pp. 1373 et 1374;

Observations de MM. TROCLET, m.t.p.s., SMETS, DOUTREPONT, JESPERS, HARMEGNIES, REMSON, DULIEU, YERNAUX, BOUILLY, COULONVAUX; pp. 1373 et 1374;

R. HOUBEN (répond à des reproches du ministre du Travail); p. 1374;

Observations de M. TROCLET, m.t.p.s.; p. 1374; TROCLET, m.t.p.s. (reproche à M. HOUBEN de déformer la pensée de son adversaire); p. 1374;

COULONVAUX (regrette le manque de suggestions des membres de l'opposition et demande quelle sera leur attitude concernant la solution du problème); p. 1375;

DUVIEUSART (demande au ministre des précisions concernant la situation à fin 1953); p. 1375;

Observation de M. TROCLET, m.t.p.s.; p. 1375; VAN ACKER, p.m., cite des chiffres depuis 1945 et parle du déficit réel dans l'assurance maladie-invalidité, des abus, des améliorations à effectuer, du projet de loi relatif à la pension des indépendants, du chômage des femmes, des difficultés dans le secteur assurance maladie-invalidité); pp. 1375 à 1377;

Observations de MM. DUVIEUSART, VAN HOUTTE, STUBBE, SLEDSSENS, Léon SERVAIS, DOUTREPONT, DE WINTER; pp. 1375 et 1376.

L'incident est clos.

Un ordre du jour de confiance est déposé par MM. ROLIN et COULONVAUX;

Un ordre du jour est déposé par MM. STRUYE et baron HUART; p. 1377.

Intervention de M. STRUYE (qui demande d'examiner les amendements qu'il propose à l'ordre du jour de la majorité); pp. 1377 et 1378;

Observations de M. HARMEGNIES et M^{me} BEECKMAN-V^e VANDERVELDE, MM. MOULIN, ORBAN, DOUTREPONT; p. 1378;

Intervention de M. COULONVAUX (qui ne voit pas la nécessité d'insérer dans l'ordre du jour de confiance les amendements proposés par M. STRUYE); pp. 1378 et 1379;

Interpellations. — LEON SERVAIS ET DUVIEUSART.
(suite).

- Observations de M. STRUYE; p. 1379;
Intervention de M. ROLIN (qui détaille les six amendements proposés par M. STRUYE, demande à son groupe de rejeter en bloc les amendements proposés; p. 1379.
M. le PRESIDENT propose de voter d'abord sur les amendements; p. 1379;
Intervention de MM. STRUYE et ROLIN; p. 1380;
Les amendements introduits par M. STRUYE sont rejetés; p. 1380.
L'ordre du jour de confiance de MM. ROLIN et COULONVAUX est adopté; p. 1380.

STRUYE.

Ann. — Interpellation à M. le Ministre des Affaires étrangères « sur les raisons qui l'ont déterminé à donner pour instructions au représentant de la Belgique de s'abstenir au vote sur l'admission de l'Espagne à l'O.N.U., alors que tous les autres pays européens et tous les autres Etats — sauf un — quel que fut leur régime intérieur et quels que fussent les conflits qui aient pu les opposer dans le passé à l'Espagne, se sont prononcés en faveur de cette admission ».

Demande d'urgence; p. 210 (20 décembre 1955).

Au début de la séance, M. le PRESIDENT signale que M. Struye, à l'étranger pour raison de santé, demande que l'interpellation soit remise; p. 286;

le baron de DORLODOT regrette que le bureau n'ait pas prévenu les membres; p. 287;

M. le PRESIDENT dégage la responsabilité du bureau; p. 287 (10 janvier 1956).

Discussion (17 janvier 1956).

Discours de MM. STRUYE (reproche au ministre de condamner la politique actuelle de l'Espagne ainsi que le matérialisme et l'opportunisme des Etats membres de l'O.N.U., critique la discrimination faite entre l'Espagne et les autres pays ayant le même régime, mentionne la lettre par laquelle la confédération internationale des syndicats chrétiens s'oppose à l'admission de l'Espagne à l'O.N.U., craint les répercussions de cette mesure sur l'intérêt du pays); pp. 344 à 346;

SPAAK, m.a.étr. (évoque l'abstention de la Belgique à l'admission de certains autres pays à l'O.N.U., examine le problème de l'abstention tel qu'il se pose en droit, en procédure et en fait, parle de la thèse de marchandage de l'U.R.S.S. contraire à l'article 4 de la Charte, de la résolution canadienne, du « package deal » et de la candidature immédiate de l'Espagne, de l'application du principe de l'universalité, expose le fond du problème et donne les raisons de son abstention, rappelle les résolutions votées en 1946 et la position des pays à l'égard de l'Espagne, parle de la politique internationale à suivre par la Belgique, aborde la question « servir la grande cause de l'Europe », réfute l'argument « les intérêts de la Belgique ne sont-ils pas compromis », évoque les relations belgo-espagnoles depuis 15 ans et le rôle tenu par l'Espagne pendant la guerre); pp. 346 à 350;

le PRESIDENT (prie M. VAN GERVEN de retirer une expression employée envers M. Spaak); p. 347;
VAN GERVEN (accède à cette demande); p. 347;

Interpellations. — STRUYE. (suite).

ROLIN (félicite le ministre et approuve son attitude lors du vote sur l'Espagne, rappelle les résolutions jamais modifiées de 1946); pp. 350 et 351;

Observations de MM. ORBAN et baron de DORLODOT; p. 351;

COULONVAUX (dit que la politique étrangère du gouvernement répond à ses aspirations, applaudit les efforts de paix du ministre, estime l'émotion inutile puisque l'Espagne est admise à l'O.N.U., parle de la signification hostile donnée au vote, rencontre certaines idées de M. SPAAK et s'oppose à d'autres); pp. 351 et 352;

NOEL (rappelle la politique de M. Spaak lors de la guerre d'Espagne, parle de la position prise par la droite à l'égard du vote, envisage les diverses raisons qui ont influencé le représentant belge, considère l'affaire comme un compromis et s'y rallie); p. 353;

Comte d'ASPREMONT LYNDEN (attire l'attention sur la position du parti libéral dans l'interpellation, évoque la position de l'Espagne pendant la guerre et les déclarations faites à ce sujet par des hommes politiques étrangers, parle de la construction de l'Europe, demande si le gouvernement espagnol a eu une réaction quelconque); pp. 353 et 354;

baron de DORLODOT (rappelle au ministre « les leçons du passé », évoque l'article 32 de la constitution); p. 355;

STRUYE (fait quelques rectifications de caractère personnel, parle de l'article 4 de la Charte, demande au ministre de rectifier une accusation contre le parti P.S.C. et son porte-parole, réexamine le fond du vote émis, fait la discrimination entre l'Espagne et d'autres pays, relève des contradictions dans la réponse du ministre; pp. 355 à 357;

SPAAK, m.a.étr. (répond aux orateurs précédents et reprend une partie de son discours, donne de nouveaux détails sur la position de l'Espagne pendant et après la guerre et la discrimination entre ce pays et d'autres posant leur candidature à l'O.N.U., cite le livre de Sir Samuel Hoare, lit une lettre adressée par Franco à Hitler, mentionne d'autres documents et coupures de presse, parle de l'entrée éventuelle de l'Espagne à l'OTAN, discute de la politique belge et du Pacte Atlantique, regrette la discussion en tribune sur le vote d'abstention, demande la compréhension de l'opposition); pp. 357 à 360;

Observations de M. STRUYE, comte d'ASPREMONT LYNDEN, M. SEGERS; pp. 358 à 360;

le PRESIDENT (signale le dépôt de deux ordres du jour, l'un émanant de MM. Edg. DE BRUYNE et baron HUART regrettant l'abstention de la Belgique au vote sur l'admission de l'Espagne à l'ONU, l'autre émanant de MM. ROLIN et COULONVAUX faisant confiance au gouvernement); p. 361;

baron de DORLODOT (dit que les correspondances diplomatiques doivent être lues avec un esprit diplomatique); p. 361;

le PRESIDENT (rectifie une erreur matérielle glissée dans l'ordre du jour de la majorité et lit le second ordre du jour de MM. ROLIN et COULONVAUX); p. 361;

Edg. DE BRUYNE (propose la fusion des deux ordres du jour en amendant celui présenté par MM. ROLIN et COULONVAUX en y ajoutant comme deuxième

Interpellations. — STRUYE. (suite).

alinéa le deuxième paragraphe de l'ordre du jour Edg. De Bruyne-Huart); p. 361;

SPAAK, m.a.étr. (souhaite le rejet de la proposition de M. Edg. DE BRUYNE); p. 361;

le **PRESIDENT** (propose un ordre du jour fusionné sur lequel il serait voté par division et suggère de passer au vote le jeudi suivant); pp. 361 et 362.

Motion d'ordre du comte d'ASPREMONT LYNDEN (19 janvier 1956): En réponse à une demande du ministre des Affaires étrangères, lit la traduction d'un discours de M. Churchill à la Chambre des Communes; pp. 383 à 385;

Observations de MM. le **PRESIDENT**, SPAAK, m. a.étr.; pp. 383 à 385.

L'incident est clos.

Vote sur l'ordre du jour (19 janvier 1956).

Intervention du baron de DORLODOT, de MM. COULONVAUX et LECLERCQ.

L'amendement du baron de DORLODOT est déclaré irrecevable; p. 385;

L'amendement de M. Edg. DE BRUYNE et du baron HUART est rejeté par 89 voix contre 76 et 1 abstention; p. 386.

L'ordre du jour de confiance de MM. ROLIN et COULONVAUX est adopté par assis et levé; p. 386.

Jonction Nord-Midi. — V. Communications.**Juges. — V. Organisation judiciaire : Tribunaux de police.****L****Langues. — V. Armée.**

Législation postale. — V. Communications : Postes.

Listes. — V. Chambres législatives. — Sénat.**Liquidation des entreprises privées. — V. Assurances : Entreprises privées.****Logement. — V. Habitations.****Lois électorales. — V. Droit public.****M****Mariage. — V. Droit civil : Viduité.**

Marine. — V. Affaires étrangères : Communications.
V. aussi Enseignement : Enseignement technique.
— Enseignement maritime.

Marins. — V. Sécurité sociale : Cotisations.

Matériel publicitaire. — V. Affaires étrangères : Douanes et Accises. — Droits d'entrée.

Mélanges explosibles. — V. Commerce et Industrie : Garanties de sécurité.

Mer. — V. Affaires étrangères : Hygiène et Santé. — Pollution des eaux.

Météorologie. — V. Affaires étrangères.**Meuneries. — V. Commerce et Industrie.****Mines. — V. Catastrophes et accidents.****Monnaie. — V. Finances.****Motions d'ordre.****ANCOT.**

Ann. — M. ANCOT, rappelant que le président du conseil national du travail a remis le texte d'un avant-projet de loi au président du Sénat, fait observer que le conseil national du travail ne dispose pas du droit d'initiative en matière législative; p. 231.

M. le **PRESIDENT** déclare qu'il s'agit uniquement d'un vœu du conseil national du travail et qu'il n'a pas été question de déposer un avant-projet de loi; p. 232 (21 décembre 1955).

M. ANCOT dépose une motion d'ordre disant que le Sénat prie son président de saisir la section de législation du conseil d'Etat du projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, conteste l'urgence du projet; pp. 1528 et 1529;

M. ROLIN déclare que la motion de M. ANCOT est assurément recevable mais qu'il la croit non fondée et demande à la majorité de la rejeter; donne son avis sur le droit de consultation du conseil d'Etat de la part des assemblées parlementaires; pp. 1529 et 1530;

M. le **PRESIDENT** donne son avis sur une question de procédure, fait état des divergences de vues qui se sont produites entre la Chambre et le Sénat au sujet des prérogatives présidentielles; p. 1530;

MM. ROLIN et VERMEYLEN, m.i., font des réserves quant à l'interprétation du texte; p. 1530;

M. ANCOT répond aux considérations émises par MM. ROLIN et le **PRESIDENT**; pp. 1530 et 1531;

La motion de M. ANCOT est rejetée par 79 voix contre 64 et 6 abstentions; p. 1531 (21 juin 1956).

CISELET (M^{me}).

Ann. — Demande, par motion d'ordre, le renvoi de l'examen du projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, à la séance de l'après-midi; p. 1508; Observations de MM. TROCLET, m.t.p.s., ANCOT, le **PRESIDENT**, BOUILLY; p. 1508 (21 juin 1956).

COULONVAUX.

Ann. — M. COULONVAUX déclare que M. STRUYE recommence le débat qui a eu lieu en comité secret au sujet de l'invitation adressée au Sénat par l'Assemblée nationale de la République populaire de Chine et de la réponse à donner à l'invitation de la République de Chine; Observations de MM. le **PRESIDENT**, STRUYE et baron de DORLODOT; pp. 1677 et 1678 (28 juin 1956).

d'ASPREMONT LYNDEN. (comte).

Ann. — V. Interpellation de M. STRUYE au Ministre des Affaires étrangères; pp. 383 à 385 (19 janvier 1956).

Motions d'ordre. (suite).

de DORLODOT (Baron).

Ann. — Demande, par motion d'ordre, qu'on apporte un nouveau perfectionnement au fonctionnement du vote électrique et qu'un tableau indique l'objet du vote ; p. 74 (6 décembre 1955).

Demande au Ministre de l'Agriculture de prendre des mesures pour pouvoir disposer des semences indispensables dès que le dégel viendra ; p. 706 ;

Observations de MM. LEFEBVRE, m.a., FERIJN et le PRESIDENT.

L'incident est clos ; pp. 706 et 707 (22 février 1956).

DUVIEUSART.

Ann. — M. DUVIEUSART, demande par motion d'ordre de suspendre la séance, la majorité n'étant pas assez nombreuse.

M. le PRESIDENT n'est pas de cet avis et demande à M. Duvieusart de ne pas insister.

Observations de M. MOULIN.

L'incident est clos ; pp. 469 et 470 (2 février 1956).

M. DUVIEUSART s'excuse, par motion d'ordre, de n'avoir pas participé au vote sur le projet de loi relatif au remembrement, n'ayant pas entendu la sonnerie dans les cabines téléphoniques ;

M. le PRESIDENT déclare qu'il sera tenu compte de l'observation ; p. 1176 (23 mai 1956).

M. DUVIEUSART demande au ministre des travaux publics et de la reconstruction s'il ne compte pas déposer avant les vacances le projet de loi sur les canaux hennuyers ;

M. VANAUDENHOVE, m.t.p.r., déclare qu'il vient de déposer ce projet sur le bureau de la Chambre des Représentants ; p. 1699 (28 juin 1956).

MOULIN.

Ann. — Interroge le Ministre des Affaires Economiques au sujet de la fermeture de la Cimenterie Delwart ;

Observations de MM. le PRESIDENT et REY, m.a.éc.

L'incident est clos ; pp. 713 et 714 (22 février 1956).

ROLIN.

Ann. — Motion d'ordre relative à la modification de l'ordre du jour ;

Observations de MM. VAN HOUTTE, HARMEGNIES, le PRESIDENT.

L'incident est clos ; p. 801 (6 mars 1956).

M. ROLIN demande de réserver la discussion de l'article 3 du projet de loi relatif au remembrement légal des biens ruraux.

Observations de M. le PRESIDENT ; p. 1130 (16 mai 1956).

SERVAIS MAURICE.

Ann. — Motion d'ordre relative à la prise en considération de la proposition de loi de M. PAIRON, concernant la pension des indépendants.

Observations de MM. HARMEGNIES et le PRESIDENT ; p. 867 (20 mars 1956).

STRUYE.

Ann. — M. STRUYE demande s'il ne serait pas possible que les commissions suspendent leur activité, afin de permettre aux membres de pouvoir prendre

Motions d'ordre. — STRUYE. (suite).

part aux votes en séance publique ; pp. 1100 et 1101 ;

M. le PRESIDENT se déclare d'accord sur la proposition et demande aux commissions de suspendre leurs travaux ; p. 1101 ;

Observations de M. Edg. DE BRUYNE ;

L'incident est clos ; p. 1101 (15 mai 1956).

M. STRUYE insiste sur la nécessité de voter immédiatement après la discussion des textes ; p. 1251 (5 juin 1956).

M. STRUYE demande à la Haute Assemblée de fixer à une prochaine séance la décision à prendre au sujet de l'invitation adressée au Sénat par l'Assemblée Nationale de la République populaire de Chine ; devant l'absence d'unanimité quant à la réponse à donner, il dépose un texte à distribuer qui puisse servir de base à la discussion proposée ;

Observations de MM. HARMEGNIES et le PRESIDENT ; p. 1341 (12 juin 1956).

Discussion.

Voir : Président. — Relations extérieures ; p. 1642 (27 juin 1956).

VANDERMEULEN.

Ann. — M. VANDERMEULEN rend hommage à tous ceux qui ont prêté leur concours aux victimes des inondations dans la région verviétoise, insiste sur l'étendue des dégâts, demande au Premier Ministre de considérer le sinistre comme une catastrophe nationale ;

M. MEURICE appuie la demande de M. VANDERMEULEN ;

M. le PRESIDENT déclare que le Bureau du Sénat s'associe de tout cœur à l'émotion dont deux membres de cette assemblée viennent d'être l'interprète ;

M. VAN ACKER, p.m., exprime les condoléances du gouvernement aux familles des victimes, déclare que toutes les mesures de sécurité et d'hygiène ont été prises en collaboration avec les autorités locales, rend hommage au mouvement de solidarité qui s'est manifesté à cette occasion, déclare que le gouvernement délibérera sur la question dès le lendemain.

L'incident est clos ; p. 1220 (31 mai 1956).

VAN HOUTTE.

Ann. — M. VAN HOUTTE, demande, par motion d'ordre, qu'il plaise au Sénat de solliciter du Ministre de la Santé Publique et de la Famille, la communication de deux testaments léguant des immeubles à l'ONOVA ; p. 1420 ;

Observations de MM. SLEDSSENS, LEBURTON, m.s.p.f., STRUYE, ANCOT et R. HOUBEN ; pp. 1420 et 1421 (14 juin 1956).

N**Naturalisations.**

Projets de loi accordant la naturalisation.

Doc. — N° 65. Rapport de MM. Allard, de la Vallée Poussin, Delor, le chev. de Schaetzen, M. Knops, M^{me} Gerbehaye-V^e Lehouck, MM. Oblin et Van Bulck.

N° 66. Feuilleton n° 1.

Naturalisations. (suite).

Ann. — Scrutin sur la prise en considération ; pp. 438, 446 (26 janvier 1956).

A la demande de la nommée Lachman, Marjem-Fajga, le vote sur le projet de loi lui accordant la naturalisation ordinaire est ajourné sine die ; p. 485 (2 février 1956).

Résultat du scrutin ; pp. 511 à 516 (2 février 1956).
Pas de discussion générale.

Discussion des articles uniques (2 février 1956).

Les articles uniques des projets de loi sont adoptés ; pp. 492 à 497.

Vote (2 février 1956).

L'ensemble des projets de loi est adopté à l'unanimité des 125 membres présents ; p. 497.

Les projets de loi seront soumis à la sanction royale.

Projets de loi accordant la naturalisation.

Doc. — N° 119. Rapport de MM. Allard, de la Vallée Poussin, Delor, chev. de Schaetzen, MM. Doutrepont, Knops, M^{me} Gerbehaye-V^o Lehouck, MM. Oblin et Van Bulck.

N° 120. Feuilleton n° 1.

Ann. — Scrutin sur la prise en considération ; pp. 511 à 516 (7 février 1956).

Prise en considération (21 mars 1956).

M. ROLIN demande l'ajournement du vote sur le feuilleton 29.

Observations de MM. V. DEBRUYNE, ROLIN, DOUTREPONT, de la VALLEE POUSSIN, R. HOUBEN ; pp. 914 et 915.

La proposition d'ajournement est rejetée ; p. 915.
Scrutin ; pp. 915 et 939 à 956.

Discussion des articles uniques des projets de loi
(22 mars 1956).

Les articles uniques des projets de loi sont adoptés sans discussion ; pp. 1001 à 1019.

Vote (22 mars 1956).

Les projets de loi dans leur ensemble sont adoptés par 123 voix contre 2 ; p. 1019.

Les projets de loi seront soumis à la sanction royale sauf celui relatif au feuilleton 27 qui sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projets de loi accordant la naturalisation.

Doc. — N° 272. Rapport de MM. Allard, de la Vallée Poussin, Delor, chev. de Schaetzen, MM. Doutrepont, George, Knops, M^{me} Gerbehaye-V^o Lehouck, MM. Oblin et Van Bulck.

N° 273. Feuilleton n° 1.

Ann. — Scrutin sur la prise en considération ; p. 1536 (21 juin 1956).

Résultats du scrutin ; pp. 1554 à 1568 (21 juin 1956).

Discussion des articles uniques (26 juin 1956).

Les articles uniques sont adoptés ; pp. 1597 à 1611.

Vote (26 juin 1956).

L'ensemble des projets de loi est adopté par 131 voix contre 8 et 3 abstentions ; p. 1611.

Les projets de loi seront soumis à la sanction royale.

O

Obligations internationales. — V. Armée.

V. aussi Interpellations : De Boodt et d'Aspremont Lynden.

Office des Cités africaines. — V. Colonies.

Office d'Exploitation des Transports coloniaux. — V. Colonies : Communications.

Office National du Ducroire. — V. Commerce et Industrie.

Office National pour l'achèvement de la Jonction Nord-Midi. — V. Communications : Jonction Nord-Midi.

Officiers. — V. Armée.

Ordre du jour. — V. Chambres législatives. — Sénat.
V. aussi Motions d'ordre : Rolin.

Organisation de l'économie. — V. Commerce et industrie

Organisation des Nations-Unies. — V. Interpellations : Struye.

Organisation internationale du Travail. — Voir Affaires étrangères : Travail.

Organisation judiciaire.

Projet de loi prorogeant pour les années 1955 et 1956 la loi du 20 mars 1954, modifiant l'article 232 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

Doc. — N° 157. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 275. Rapport de M. Lagae.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (26 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations ; p. 1575.

Vote (26 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 138 voix et 2 abstentions ; p. 1595.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

COUR DE CASSATION.

ARRÊT INTERPRÉTATIF.

Ann. — Transmission par le Ministre de la Justice d'un arrêt rendu par la Cour de Cassation, chambres réunies, le 16 février 1955, en cause de M. le Procureur Général près la Cour d'appel de Bruxelles, contre Servais, Hubertine et Rossi Pasquale ; p. 8 (8 novembre 1955).

TRAITEMENTS.

Projet de loi modifiant la législation sur la rémunération des officiers du Ministère public près les tribunaux de simple police.

Doc. — N° 300. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 326. Rapport de M. Allard.

Organisation judiciaire. — TRAITEMENTS. (suite).

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (28 juin 1956).

Les articles 1 à 4 sont adoptés sans observations ; pp. 1667 et 1668.

Vote (28 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 113 membres présents ; p. 1701.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

TRIBUNAL DE POLICE.

Projet de loi portant à quatre le nombre des juges au tribunal de police de Bruxelles.

Doc. — N° 202. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 241. Rapport de M. Moureaux.

Ann. —

Discussion générale (13 juin 1956).

Discours de M. DOUTREPONT (demande de réexaminer l'organisation et le fonctionnement des justices de paix et de police) ; p. 1349 ;

Observations de M. LILAR ; p. 1349 ;

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (13 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations ; p. 1349.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions ; p. 1415.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

VACANCES.

Projet relatif aux vacances judiciaires.

Doc. — N° 342. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

Organismes et services déclarés nuis. — V. Finances : Comptabilité de l'État.

Organismes parastataux de sécurité sociale. — V. Travail : Conseil national du travail.

O.T.R.A.C.O. — V. Colonies : Communications.

Ouverture de la session. — Chambres législatives. — Président.

V. aussi : Chambres législatives : Sénat.

Ouvriers mineurs. — V. Sécurité sociale : Cotisations.

Paris sur épreuves sportives. — V. Hygiène et Santé : Éducation physique.

Pêche. — V. Affaires étrangères.

Pêche fluviale.

Proposition de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale.

Doc. — N° 81. Proposition de M. Piot.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 398 (24 janvier 1956).

Pêche fluviale. — V. Eaux et forêts.

Pension alimentaire. — V. Impôts. — Impôts indirects. — Droits d'enregistrement.

Pensions des indépendants. — V. Pensions : Vieillesse et décès prématuré.
V. aussi Motions d'ordre : SERVAIS Maurice.

Personnel judiciaire. — V. Pensions : Vieillesse et décès prématuré.

Pensions.**PENSIONS MILITAIRES.**

Projet de loi majorant de 8 % les pensions des grands invalides de guerre visés par le deuxième alinéa du § 2 de l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954.

Doc. — N° 146. Rapport de M. Ligot.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion de l'article unique (22 mars 1956).

L'article unique est adopté sans observations ; p. 996.

Vote (22 mars 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 143 voix et 1 abstention ; p. 1001.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi tendant à préciser et à compléter la loi du 9 mars 1953, réalisant certains ajustements en matière de pensions militaires et accordant la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques aux invalides militaires du temps de paix.

Doc. — N° 147. Rapport de M. Ligot.

Ann. —

Discussion générale (22 mars 1956).

Discours de MM. PARMENTIER (concernant la base légale du statut des invalides 1940-1945) ; p. 995 ; LACROIX (concernant la situation existante) ; p. 995. La discussion générale est close.

Discussion des articles (22 mars 1956).

Les articles 1 à 3 sont adoptés sans observations ; p. 996.

Vote (22 mars 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 143 voix et 1 abstention ; p. 1001.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Projet de loi rajustant progressivement les pensions militaires d'invalidité et les pensions de réparation pour invalidité.

Doc. — N° 313. Rapport de M. Parmentier.

Ann. —

Discussion générale (26 juin 1956).

Discours de M. PARMENTIER, rapp. (donne quelques indications supplémentaires permettant de faciliter l'examen du projet de loi et du rapport) ; p. 1630 ; La discussion générale est close.

Pensions. — PENSIONS MILITAIRES. (suite).

Discussion des articles (26 juin 1956).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans observations ; p. 1631.

Vote (27 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 166 membres présents ; p. 1644.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Proposition de loi tendant à interpréter et à compléter la loi du 14 février 1955 réglant l'attribution de bonifications d'ancienneté à certains invalides de la guerre de 1940-1945.

Doc. — N° 148. Proposition de M. De Baeck.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1024 (24 avril 1956).

VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.**EMPLOYÉS.**

Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des employés.

Doc. — N° 156. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 183. Amendement présenté par le gouvernement.

N° 225. Amendements présentés par le gouvernement.

N° 351. Amendements du gouvernement.

INDÉPENDANTS.

Projet de loi relatif à la pension de vieillesse des travailleurs indépendants.

Doc. — N° 91. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 182. Amendements présentés par le gouvernement.

N° 191. Rapport de M. Van Impe.

N° 194. Amendements proposés par M. Warnant au texte présenté par la commission.

N° 196. Amendements au texte présenté par la commission proposés par M. Maurice Servais, M. Van In.

N° 198. Amendements au texte présenté par la commission proposés par M. Van Oudenhove.

N° 209. Amendements proposés par M. Pairon au texte présenté par la commission.

N° 210. Amendement proposé par M. Neels au texte présenté par la commission.

N° 211. Amendement proposé par M. Duvieusart au texte présenté par la commission.

N° 212. Amendement proposé par M. Neybergh au texte présenté par la commission.

N° 214. Sous-amendement proposé par M. Warnant à son amendement.

N° 215. Amendements proposés par M. Lagae au texte présenté par la commission.

N° 216. Amendement proposé par M. Maurice Servais au texte présenté par la commission.

N° 235. Amendement au texte présenté par la commission proposé par M. Maurice Servais.

N° 236. Amendement au texte présenté par la commission proposé par M. Parmentier.

N° 237. Amendement au texte présenté par la commission proposé par M. Van Hemelrijck.

Pensions. — VIEILLESSE ET DECES PREMATURE. (suite).

N° 238. Amendement au texte présenté par la commission proposé par M. Delmotte.

N° 239. Sous-amendement à l'amendement de M. Delmotte proposé par M. Neels.

N° 248. Texte adopté en première lecture.

Ann. —

Discussion générale (23 mai 1956).

Discours de MM. MUNDELEER, m.c.m. (concernant l'urgence du projet, le système de libre choix pour les assurés, l'instauration de deux régimes successifs : un régime immédiat et transitoire et un régime permanent basé sur la capitalisation individuelle, les défauts et les avantages du système de capitalisation, la stabilité des versements et des rentes, la notion de solidarité et le système de répartition, le mécanisme de la loi, le choix des assujettis entre deux formules : l'assurance légale et l'affectation d'un immeuble à la constitution du fonds de pension, le système d'assurance-vie, les organismes assureurs, le montant de la prime, la péréquation des primes et des rentes liée à l'index des prix de détail, le rôle du Fonds de solidarité, le régime transitoire, le système de compensation, l'administration de cette législation, le financement de la loi ; pp. 1168 à 1172 ;

Observations de M. HARMEGNIÉS ; p. 1170 ;

NIHOUL (concernant les modifications apportées au projet, le régime de la capitalisation, l'octroi de la pension après enquête sur les ressources, l'équilibre financier du Fonds de solidarité) ; pp. 1172 et 1173 ;

Observations de M. MOULIN ; p. 1172 ;

WARNANT (concernant les imperfections de la loi de 1954, la complexité du problème, les tendances contradictoires au sein des classes moyennes, la cotisation de solidarité, le plafond des ressources immunisées, le fait qu'il ne sera plus tenu compte du montant des ressources des enfants, la situation améliorée des veuves, le choix des formules, la souscription de la pension légale à la seule Caisse générale d'épargne et de retraite ; la mise en garantie d'une maison comme possibilité de constitution du fonds de pension, le système de la répartition, la pension nationale égalitaire généralisée) ; pp. 1176 et 1177 ;

BEULERS (concernant les améliorations apportées par le présent projet de loi, la pension des femmes à l'âge de 60 ans, les carrières mixtes, la pension de survie, le plafond des ressources, les rentes alimentaires dues par les descendants, les rentes, indemnités ou allocations accordées en application des dispositions légales sur la pension des victimes de guerre, les rentes des chevrons de front et de captivité, les allocations dues à la suite d'accidents du travail et pour maladies professionnelles et la revision de la législation relative à la pension des ouvriers) ; p. 1178 ;

Observations de MM. MUNDELEER, m.c.l.m., NIHOUL, MOULIN, OBLIN ; p. 1178 ;

Maurice SERVAIS (concernant la divergence de vues en la matière, le régime de la capitalisation, l'affectation d'un immeuble à la garantie de la pension et l'affectation en premier rang, l'intervention de compagnies d'assurances agréées, les cotisations relativement importantes, la liberté du mode d'assurance et la liberté du choix de l'organisme assureur) ; pp. 1178 à 1180 ;

Pensions. — VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.
(suite).

Observations de MM. MUNDELEER, m.c.l.m. et MOULIN; p. 1179;

FLAMME (concernant les deux modifications apportées par la Commission du Sénat, l'affectation d'un immeuble en garantie, l'inscription hypothécaire en premier rang, le monopole de l'assurance conféré à la Caisse générale d'épargne, le libre choix entre deux méthodes d'assurance); pp. 1180 et 1181;

Observations de MM. MUNDELEER, m.c.l.m., Maurice SERVAIS, WARNANT, MOULIN et MOUREAUX; pp. 1180 et 1181.

Reprise de la discussion générale (29 mai 1956).

Discours de MM. JANSSEN (concernant le programme de financement du projet, le manque d'équilibre du régime de la capitalisation, le régime de la répartition basé sur le Fonds de solidarité, la définition de l'état de besoin); pp. 1194 et 1195;

Observations de MM. ROLIN et MOULIN; p. 1195;

PAIRON (concernant les systèmes proposés, l'accueil réservé au projet actuel, l'avis du conseil supérieur des classes moyennes, la cotisation, le Fonds de solidarité, la proposition de loi qu'il a déposée, les vœux émis par le conseil supérieur des classes moyennes, par les organisations interprofessionnelles et par les indépendants); pp. 1195 à 1199;

Observations de M. ANCOT; p. 1197;

MOULIN (concernant le financement du projet, les améliorations qu'il apporte, la charge des cotisations, le système de capitalisation, le danger du pluralisme, la garantie des droits des assurés et les avantages d'une caisse unique, la mise en gage des immeubles et l'inscription hypothécaire en premier rang, les revenus du pensionné travailleur indépendant, le cas du travailleur à carrière mixte, le cas du ménage dont l'un des conjoints est assujéti à un régime autre que celui des travailleurs indépendants, l'adaptation des pensions à l'index du coût de la vie); pp. 1199 et 1200;

Observations de MM. BOUILLY, ANCOT et Maurice SERVAIS; pp. 1199 et 1200;

VAN DER BRUGGEN (concernant le principe d'une large liberté du mode de constitution d'une pension, les cotisations, la pension des femmes et la rente de survie des veuves à 60 ans, l'octroi de la pension sans enquête sur les revenus à tous ceux qui ont versé l'entièreté des cotisations, l'état de besoin et l'octroi de compléments de rente et d'allocations, les veuves ayant charge d'enfant, l'indemnité d'adaptation pour les veuves, le système de répartition et celui de la capitalisation, les critiques émises contre le projet); pp. 1201 et 1202;

WIARD (concernant le bénéfice des avantages gratuits, le pouvoir du Roi de modifier les autres critères, la disposition qui fait l'objet de l'article 47 des lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré, la désignation des représentants directs au sein du conseil d'administration du Fonds de solidarité et de garantie et du conseil supérieur des pensions pour travailleurs indépendants, le droit d'appel, l'affectation d'un immeuble à la constitution du fonds de pension et l'hypothèque en premier rang); p. 1202;

SANTENS (concernant le système de la capitalisation et celui de la répartition, l'individualisme des clas-

Pensions. — VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.
(suite).

ses moyennes, la liberté dans le choix du mode de constitution de la pension, l'intervention des sociétés d'assurances pour la constitution de la pension légale, l'assurance-vie, la mise en gage d'un immeuble, la nomination des membres du conseil d'administration, le vœu exprimé par le comité des organisations interprofessionnelles); pp. 1202 et 1203;

DELMOTTE (concernant la définition du travailleur indépendant, le cumul des pensions, le système de la capitalisation, le système de pension généralisé, le système de répartition); pp. 1203 et 1204;

Observations de MM. MOREAU de MELEN et le PRESIDENT; p. 1204;

VAN IMPE (concernant l'assurance ou l'affectation d'un immeuble, l'assurance légale, la caisse générale d'épargne et de retraite, l'hypothèque en premier rang, l'entretien des parents par les enfants aisés); pp. 1204 et 1205.

Reprise de la discussion générale (30 mai 1956).

Discours de MM. MUNDELEER, m.c.l.m. (concernant le principe de la solidarité, le plan de financement, l'équilibre du système établi par la loi, la représentation des délégués de l'Etat dans les organismes de gestion, les conditions d'octroi des avantages gratuits, le cas du demandeur dont l'immeuble a un revenu cadastral supérieur à celui fixé comme plafond, la décentralisation des commissions d'appel et le cumul de la pension du travailleur indépendant et de la pension d'ouvrier, la cessation de l'activité professionnelle, la situation d'un indépendant incapable de travailler, le champ d'application de la loi et le cas de la veuve de salarié exerçant une profession comme indépendante, les administrations des sociétés d'habitations à bon marché et autres sociétés à caractère semi-officiel, la pluralité des caisses et le tarif unique, la péréquation, l'affectation de l'immeuble et l'hypothèque en premier rang, la pension égalitaire); pp. 1209 à 1212;

Observations de MM. DUVIEUSART, WIARD, DELMOTTE, Maurice SERVAIS, FLAMME, STRUYE, BOUILLY et VAN HOUTTE; pp. 1210 à 1212.

Reprise de la discussion générale (30 mai 1956).

Discours de MM. BEULERS (concernant le cumul des pensions); p. 1213.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (30 mai 1956).

(Texte proposé par la commission).

Art. 1.

Intervention de MM. NEELS, NIHOUL, MUNDELEER, m.c.l.m., ROLIN, PARMENTIER, DE BLOCK, DELMOTTE, VAN IMPE, Maurice SERVAIS, OBLIN, le PRESIDENT, FLAMME, STRUYE; pp. 1213 à 1217.

Reprise de la discussion des articles (31 mai 1956).

Art. 1.

Observations de MM. Maurice SERVAIS, le PRESIDENT et MUNDELEER, m.c.l.m.; p. 1221;

M. MUNDELEER, m.c.m., dépose un amendement à l'alinéa 2; p. 1221;

Pensions. — VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.
(suite).

Observations de MM. PONCELET, Maurice SERVAIS, MUNDELEER, m.c.m., le PRESIDENT, DUVIEUSART, ROLIN, le baron NOTHOMB, ANCOT, BOUILLY; pp. 1221 à 1223;

M. NEELS demande que l'article 1^{er} soit renvoyé à la commission des classes moyennes; p. 1223;

Observations de MM. ROLIN, VAN ACKER, p.m., R. HOUBEN, COULONVAUX et JESPERS; p. 1223;

MM. VAN ACKER, p.m. et COULONVAUX s'opposent au renvoi en commission; p. 1223;

M. VAN LAEYS demande le renvoi aux commissions réunies des classes moyennes et de la justice; p. 1224;

M. NEELS retire sa proposition de renvoi en commission et appuie celle de M. VAN LAEYS; p. 1224;

La proposition de renvoi en commission est rejetée par 81 voix contre 55 et 3 abstentions; p. 1224;

L'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} est adopté; p. 1224.

Alinéa 2 de l'article 1^{er}.

Observations de MM. DELMOTTE, PONCELET, Maurice SERVAIS, ROLIN, VAN BUGGENHOUT, VAN IMPE, rapp., JESPERS et VAN ACKER, p.m.; pp. 1224 et 1225;

Le sous-amendement de M. Maurice SERVAIS à l'amendement du gouvernement est appuyé; p. 1226;

L'amendement de MM. PARMENTIER et COULONVAUX est retiré;

Intervention de MM. DUVIEUSART, R. HOUBEN, ROLIN, LEYNEN, SEGERS; pp. 1226 et 1227;

Le sous-amendement de M. Maurice SERVAIS est adopté;

L'amendement du gouvernement est adopté;

L'alinéa 2 de l'article 1^{er} est adopté; p. 1227.

Alinéa 3 de l'article 1^{er}.

Observation de M. PAIRON;

L'alinéa 3 de l'article 1^{er} est adopté; p. 1227.

Alinéa 4 de l'article 1^{er}.

Intervention de MM. DUVIEUSART, ROLIN, VAN ACKER, p.m., NEELS, Maurice SERVAIS, NIHOUL; pp. 1227 à 1229;

M. NEELS retire son amendement et sous-amende l'amendement de M. DELMOTTE; p. 1228;

L'amendement de M. ROLIN est adopté; p. 1228.

L'alinéa 4 de l'article 1^{er} est adopté; p. 1229;

L'amendement de M. Maurice SERVAIS tendant à supprimer cet alinéa vient à tomber; p. 1229.

Alinéa 5 de l'article 1^{er}.

Intervention de MM. DELMOTTE, NIHOUL, BOUILLY, VAN ACKER, p.m., Maurice SERVAIS, WARNANT, VAN DER BRUGGEN, NEELS et HARMEGNIES; pp. 1229 à 1231;

L'amendement de M. DELMOTTE est retiré; p. 1231;

M. NEELS reprend l'amendement de M. DELMOTTE et maintient son sous-amendement. Cet amendement est rejeté par 91 voix contre 48 et 1 abstention; p. 1231;

L'alinéa 5 de l'article 1^{er} est adopté; p. 1231.

Alinéa 6 de l'article 1^{er}.

Adopté sans observations;

L'article 1^{er}, amendé, est adopté; p. 1231.

Pensions. — VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.
(suite).*Art. 2.**Paragraphe 1.*

Intervention de MM. Maurice SERVAIS, FLAMME, GODIN, STRUYE, PAIRON, GOOSSENS, MUNDELEER, m.c.m.; pp. 1232 et 1233;

L'amendement de M. Maurice SERVAIS est rejeté par 79 voix contre 58 et 1 abstention; p. 1233;

Le paragraphe 1^{er} de l'article 2 est adopté; p. 1234.

Paragraphe 2.

Intervention de MM. WARNANT, FLAMME, DUVIEUSART, LAGAE, Léon SERVAIS, R. HOUBEN, Maurice SERVAIS, ROLIN, MUNDELEER, m.c.m., DE BOODT, STRUYE, VAN ACKER, p.m., TROCLET, m.t.p.s., MOUREAUX, R. DESMEDT, DOUTREPONT, NIHOUL, MOULIN, ANCOT, PAIRON, VAN IMPE, DELMOTTE, PARMENTIER et OBLIN; pp. 1234 à 1244;

M. ROLIN propose d'épuiser la discussion de l'article 2; p. 1235;

M. VAN ACKER, p.m., demande que le Sénat termine la discussion le mardi suivant, quelle que soit l'heure;

L'Assemblée marque son accord sur ces deux propositions; p. 1236;

Fait personnel de M. FLAMME qui précise sa pensée et répond à M. MOUREAUX;

Observations de MM. OBLIN et NIHOUL; p. 1240;

Reprise de la discussion des articles (5 juin 1956).

Art. 2.

Paragraphe 2.

L'amendement de M. WARNANT est rejeté par 64 voix contre 59 et 1 abstention; pp. 1248 et 1249;

Paragraphe 3.

L'amendement de M. WARNANT est adopté; p. 1249;

Observations de MM. DUVIEUSART, HARMEGNIES, MOULIN et le PRESIDENT;

Le paragraphe 3 est adopté; p. 1249;

Paragraphe 5.

Intervention de MM. Maurice SERVAIS, GEORGE et le PRESIDENT; pp. 1249 et 1250;

L'amendement de M. Maurice SERVAIS est retiré;

L'amendement de M. PAIRON et consorts est adopté par 70 voix contre 68 et 1 abstention;

L'amendement de MM. PARMENTIER et FLAMME vient à tomber;

Le paragraphe 5 est adopté; p. 1250.

Paragraphe 6.

L'amendement de M. Maurice SERVAIS est retiré;

L'amendement de M. PAIRON est adopté;

Le paragraphe 6 est adopté; p. 1250.

Paragraphe 7.

L'amendement de M. Maurice SERVAIS est adopté;

Le paragraphe 7 est adopté; p. 1251.

L'article 2, amendé, est adopté; p. 1251;

Motion d'ordre de M. STRUYE concernant le vote après la discussion des textes; p. 1251.

Art. 3.

Intervention de M^{me} CISELET, MM. MUNDELEER, m.c.m., PAIRON, VAN IMPE, rapp., MOULIN, ROLIN, DELMOTTE, FLAMME, DUVIEU-

Pensions. — VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.
(suite).

SART, MACHTENS, VAN REMOORTEL, NIHOUL, STRUYE, HARMEGNIES; pp. 1251 à 1254;

L'amendement de M. PAIRON et consorts est rejeté par 73 voix contre 31 et 29 abstentions; pp. 1254 et 1255;

Le second amendement de M. PAIRON est retiré; L'article 3 est adopté; p. 1255.

Art. 4.

Intervention de MM. PONCELET, DURAY, VAN DER BRUGGEN, STRUYE, le PRÉSIDENT, NEELS et DELMOTTE; pp. 1255 à 1257;

Observations de M. Maurice SERVAIS; p. 1257;

M. NEELS demande le vote par division sur l'amendement de M. PONCELET;

La première partie de l'amendement de M. PONCELET est rejetée par 72 voix contre 65 et 1 abstention; pp. 1257 et 1258;

La deuxième partie de l'amendement de M. PONCELET est rejetée; p. 1258;

Intervention de MM. VAN HEMELRIJCK, MUNDELEER, m.c.m., DE BOODT, SLEDESENS, STRUYE, ADAM, DELMOTTE et BAERT; p. 1258;

L'amendement modifié de M. VAN HEMELRIJCK est rejeté par 77 voix contre 65 et 2 abstentions; p. 1259;

Intervention de MM. Maurice SERVAIS, MUNDELEER, m.c.m., DUVIEUSART, PONCELET, ANCOT, HARMEGNIES, DOUTREPONT et STRUYE; pp. 1259 et 1260;

L'amendement subsidiaire de M. Maurice SERVAIS est rejeté par 72 voix contre 65 et 7 abstentions; Remarque de M. LEYNEN relative à la lecture du texte néerlandais de cet amendement; L'article 4 est adopté; p. 1260.

L'amendement de M. Maurice SERVAIS tendant à l'insertion d'un article 4bis est rejeté; p. 1261.

Intervention de MM. Maurice SERVAIS et MUNDELEER, m.c.m.; p. 1261.

Art. 5 et 6.

Adoptés sans observations; pp. 1261 et 1262.

Art. 7.

Intervention de MM. PAIRON, MOULIN, ANCOT, JESPERS, Maurice SERVAIS, DE BLOCK, DOUTREPONT, PARMENTIER, le PRÉSIDENT, FLAMME, LAGAE, PHOLIEN, MUNDELEER, m.c.m., HARMEGNIES; pp. 1263 à 1266;

Le troisième alinéa de l'amendement de M. Warnant est retiré; p. 1265;

Le sous-amendement de M. WARNANT à son amendement est rejeté par 73 voix contre 61 et 2 abstentions;

Les alinéas 1, 2 et 4 de l'amendement de M. WARNANT sont rejetés; p. 1267;

L'amendement de M. LAGAE est adopté;

L'amendement de M. VAN IN est rejeté;

L'amendement de M. PAIRON est rejeté;

Intervention de MM. PAIRON et MUNDELEER, m.c.m.;

L'article 7, amendé, est adopté; p. 1267.

L'amendement de M. Maurice SERVAIS tendant à l'insertion d'un article 7bis est retiré; pp. 1267 et 1268.

Pensions. — VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.
(suite).**Art. 8.**

Intervention de MM. PAIRON et MUNDELEER, m.c.m.; p. 1268;

L'amendement de M. PAIRON est rejeté;

L'article 8 est adopté; p. 1268.

Art. 9.

Intervention de MM. NEYBERGH, MUNDELEER, m.c.m., Maurice SERVAIS, DUVIEUSART, VAN IMPE, ROLIN, ANCOT et JESPERS; pp. 1269 et 1270;

Vote sur l'amendement de M. NEYBERGH: 76 membres répondent à l'appel de leur nom.

En conséquence, le Sénat n'est pas en nombre.

M. MOREAU de MELEN qui assume la présidence, justifie son vote; p. 1270.

Reprise de la discussion des articles (6 juin 1956).

Art. 9.

Reprise du vote nominatif sur l'amendement de M. NEYBERGH. — L'amendement de M. NEYBERGH est rejeté par 77 voix contre 61 et 1 abstention; p. 1272.

Reprise de la discussion des articles (6 juin 1956).

Art. 9.

L'amendement de M. NEYBERGH ayant été repoussé, l'article 9 est adopté; p. 1276;

Art. 10

M. PAIRON retire son amendement;

L'article 10 est adopté; pp. 1276 et 1277.

Art. 11.

Intervention de MM. PAIRON, JESPERS, MUNDELEER, m.c.m.; pp. 1277 et 1278;

L'alinéa 1^{er} de l'article 11 est adopté;

L'amendement de M. PAIRON tendant à la suppression du 2^e alinéa du § 1^{er} est déclaré irrecevable;

Le 2^e alinéa du § 1^{er} est adopté par 82 voix contre 63 et 1 abstention;

L'amendement de M. PAIRON au 3^e alinéa du § 1^{er} est rejeté par 82 voix contre 65 et 1 abstention; p. 1278;

Les 3^e et 4^e alinéas du § 1^{er} ainsi que le 1^{er} alinéa du § 2 sont adoptés;

L'amendement de M. PAIRON tendant à la suppression des deux derniers alinéas du § 2 est déclaré irrecevable;

Les deux derniers alinéas du § 2 sont adoptés par 80 voix contre 62 et 1 abstention;

L'article 11 est adopté; p. 1279.

L'amendement de MM. PAIRON et consorts tendant à l'insertion d'un article 11bis est rejeté; pp. 1279 et 1280.

Art. 12.

Intervention de MM. Maurice SERVAIS, ANCOT, MUNDELEER, m.c.m., PAIRON, VAN IMPE, OBLIN, FLAMME; pp. 1280 à 1282;

Le premier amendement de M. Maurice SERVAIS est rejeté par 77 voix contre 61 et 1 abstention; p. 1283.

Reprise de la discussion des articles (6 juin 1956).

Art. 12.

Le second amendement de M. Maurice SERVAIS est retiré ainsi que les autres qu'il a déposés à cet article; p. 1285;

Pensions. — VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.
(suite).

Intervention de MM. VAN IN et MUNDELEER, m.c.m. ;
L'amendement de M. VAN IN est rejeté ; p. 1285 ;
L'amendement de MM. PAIRON et consorts est rejeté par 73 voix contre 59 et 1 abstention ; pp. 1285 et 1286 ;
L'amendement de M. WARNANT et consorts tendant à la suppression du 1° du § 2 est déclaré irrecevable ;
Le 1° du § 2 est adopté ;
Les 2°, 3°, 4° et 5° du § 2 sont adoptés ;
L'article 12 est adopté ; p. 1286.

Art. 13.

Le premier amendement de M. Maurice SERVAIS est retiré ;
Le second amendement de M. Maurice SERVAIS est rejeté ;
L'amendement de M. PAIRON est rejeté par 72 voix contre 51 et 1 abstention ; p. 1287 ;
Intervention de MM. NIHOUL et MUNDELEER, m.c.m. ;
L'article 13 est adopté ; p. 1288.

Art. 14.

Adopté sans observations ; p. 1288.

Art. 15.

Intervention de MM. VAN OUDENHOVE, MUNDELEER, m.c.m., VAN HOUTTE, HARMEGNIES, ORBAN, VAN IMPE et VAN ACKER, p.m. ; pp. 1289 et 1290 ;
L'amendement de M. VAN OUDENHOVE est rejeté par 78 voix contre 60 et 1 abstention ; p. 1290 ;
Intervention de MM. DUVIEUSART, WIARD, HARMEGNIES, DOUTREPONT, VAN IMPE, VAN DER BRUGGEN, JESPERS, DELMOTTE, PAIRON, ADAM, MUNDELEER, m.c.m., MOREAU de MELEN ; pp. 1291 à 1295 ;
L'amendement modifié de MM. DUVIEUSART et ADAM est rejeté par 74 voix contre 43 et 2 abstentions ; p. 1295 ;
L'amendement de M. PAIRON est rejeté ; p. 1295 ;
Observations de MM. HARMEGNIES, le PRÉSIDENT et MOULIN ;
Intervention de MM. VAN OUDENHOVE, MUNDELEER, m.c.m. et JESPERS ; pp. 1295 et 1296 ;
L'amendement de M. VAN OUDENHOVE est rejeté par 73 voix contre 36 et 1 abstention ; p. 1297 ;
Observations de M. NIHOUL ;
L'article 15 est adopté ; 1297.

Art. 16 à 18.

Adoptés sans observations ; pp. 1297 et 1298.

Art. 19.

Intervention de MM. FLAMME, NIHOUL ; p. 1298 et 1299 ;
L'article 19 est adopté ; p. 1299.

Art. 20 à 26.

Adoptés sans observations ; pp. 1299 et 1300.

Art. 27.

L'amendement de M. LAGAE est adopté ;
L'article 27, amendé, est adopté ; p. 1300.

Art. 28 à 31.

Adoptés sans observations ; pp. 1300 et 1301.

Pensions. — VIEILLESSE ET DECES PREMATURE.
(suite).*Art. 32.*

Intervention de MM. PAIRON, MUNDELEER, m.c.m. ; p. 1301 ;
L'amendement de M. PAIRON est rejeté ;
L'article 32 est adopté ; p. 1301.

Art. 33 à 35.

Adoptés sans observations ; p. 1301.

Discussion des articles amendés (7 juin 1956).

Observations de M. VAN IMPE, rapp., qui porte à la connaissance de l'Assemblée que la commission a été unanime à déclarer que certains textes devaient être remplacés par ceux primitivement adoptés par la commission ; p. 1304.

Art. 1.

L'article 1 est remis aux voix et définitivement adopté ; p. 1305.

Art. 2.

Intervention de MM. PAIRON, ROLIN, MUNDELEER, m.c.m., HARMEGNIES, NIHOUL, VAN LAEYS, VAN DER BRUGGEN et BUTS ; pp. 1305 à 1308 ;
L'amendement de M. PAIRON est rejeté par 82 voix contre 69 et 1 abstention ; p. 1308 ;
L'article 2, amendé par la commission, est remis aux voix et définitivement adopté ; p. 1308.

Art. 7.

L'article 7 est remis aux voix et définitivement adopté ; pp. 1308 et 1309.

Art. 27.

L'amendement de la commission est adopté ;
L'article 27, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté ; p. 1309.

Vote (7 juin 1956).

M. COULONVAUX justifie le vote de son groupe ; p. 1311 ;
Observations de M. ROLIN ;
M. STRUYE justifie le vote de son groupe ;
Observations de M. VAN ACKER, p. m. ;
L'ensemble du projet de loi est adopté par 86 voix et 73 abstentions ; pp. 1310 et 1311 ;
Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Proposition de loi modifiant les lois coordonnées relatives à l'assurance en vue de la vieillesse et du décès prématuré.

Doc. — N° 135. Proposition de loi de M. Pairon.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; pp. 905 et 906 (21 mars 1956).

PERSONNEL JUDICIAIRE.

Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des fonctionnaires et des agents des services extérieurs de la Sûreté de l'Etat.

Doc. — N° 166. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 310. Rapport de M. Briot.

Pensions. — VIEILLESSE ET DECES PREMATURE. (suite).

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (26 juin 1956).

Les articles 1 à 3 sont adoptés sans observations ; p. 1629.

Vote (27 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 136 membres présents ; p. 1644.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Personnel international. — V. Affaires étrangères : Forces armées.**Personnel scientifique et enseignant belge à l'étranger. — V. Enseignement.****Petite propriété terrienne (Société nationale de la...). — V. Habitations.****Pétitions. — V. Chambres législatives. — Sénat.****Photo et prises de vues. — V. Droit pénal.****Pigeons. — V. Droit pénal : Protection des animaux.****Polders et waterings.****WATERINGUES.**

Projet relatif aux waterings.

Doc. — N° 97. Rapport de M. Henskens.

Ann. —

Discussion générale (8 février 1956).

Discours de MM. LEFEBVRE, m.a. (fait l'historique de la législation sur les polders et waterings, parle de la scission du projet initial, de la distinction entre polders et waterings, des caractéristiques et des innovations du nouveau projet et des corrections à y apporter, expose les raisons pour lesquelles il demande l'adhésion du Sénat); pp. 537 à 539 ;

SOBRY (parle de l'accroissement de la capacité de production et de l'importance des waterings, des lacunes dans le statut et des moyens dont les waterings disposent, de la situation dans la région de Dixmude, des routes dans la circonscription des waterings, souhaite l'adoption du projet); pp. 539 et 540 ;

VAN BUGGENHOUT (dissipe l'équivoque entre polders et waterings et décrit la mission de chacun, parle du barrage du Delta et des dangers d'inondation, déclare le projet sur les polders plus important et demande de hâter le travail en commission consultative des travaux publics); pp. 540 et 541 ;

HENSKENS, rapp. (attire l'attention sur le caractère technique et la nécessité de ce projet, parle de la démocratisation, de l'urgence de la réalisation); p. 541 ;

BOUILLY (concernant l'adaptation de la législation aux situations actuelles); pp. 541 et 542 ;

VAN IMPE (traite du fonctionnement et de l'opposition des waterings, expose la nécessité d'une

Polders et waterings. — WATERINGUES. (suite).

intervention officielle et efficace, signale des situations locales); p. 542 ;

SLEDESENS (parle de la confusion entre polders et waterings, répond à M. VAN IMPE, estime la démocratisation ainsi qu'une plus grande intervention des services publics nécessaires, traite des activités de la commission consultative et du service de l'hydraulique); pp. 542 et 543 ;

LEFEBVRE, m.a. (répond aux questions posées par les orateurs); p. 543 ;

VAN HEMELRIJCK (concernant la confusion entre « adhérité » et « propriétaire »); p. 543.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (8 février 1956).

Les articles 1 à 112 sont adoptés sans observation ; pp. 543 à 556.

Vote (9 février 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 153 membres présents ; p. 586.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Police du roulage. — V. Droit pénal : Circulation routière.**Pollution des eaux. — V. Affaires étrangères : Hygiène et Santé.**

V. aussi : Hygiène et santé.

Population. — V. Recensement.**Port d'Anvers. — V. Travaux publics.****Postes. — V. Communications.****Prescription des actions publique et civile. — V. Procédure pénale.****Président.****COMMUNICATIONS OFFICIELLES.**

Ann. — Annonce que, par message du 8 novembre 1955, la Chambre des Représentants a fait connaître au Sénat qu'elle s'est constituée dans sa séance de ce jour ; p. 12 (16 novembre 1955).

Annonce que M. le Premier Ministre a fait parvenir au Sénat une copie de l'arrêté royal du 13 février 1956, portant nomination de M. MUNDELEER en qualité de Ministre des Classes Moyennes ; p. 623 (14 février 1956).

Donne lecture d'une lettre de M. STRUYE par laquelle celui-ci offre sa démission de président de la Commission de révision de la constitution ; p. 770 (1 mars 1956).

DECES.

Ann. — Annonce le décès de M. Fr. Laurens, sénateur suppléant et ancien sénateur ; p. 6 (8 novembre 1955).

Annonce le décès de M. G. Hody, ancien sénateur ; p. 6 (8 novembre 1955).

Annonce le décès de MM. Spreutel et Devaux, anciens sénateurs ; p. 12 (16 novembre 1955).

Annonce le décès de M. Prosper De Bruyn, ancien sénateur ; p. 46 (29 novembre 1955).

Annonce le décès de M. Bossaert, sénateur et ministre des Classes Moyennes ; p. 467 (1 février 1956).

Président. — DECES. (suite).

Rend hommage à la mémoire de M. Bossaert, Sénateur et Ministre des Classes Moyennes; p. 486 (2 février 1956).

Rend hommage à la mémoire de M. le Sénateur Dhondt; p. 792 (6 mars 1956).

Rend hommage à la mémoire de M. le Sénateur Gribomont; p. 1022 (24 avril 1956).

Annonce le décès de M. De Nauw, ancien sénateur; p. 1023 (24 avril 1956).

Rend hommage à la mémoire de MM. les Sénateurs Missiaen et Rolland; p. 1094 (15 mai 1956).

DEMISSIONS.

Ann. — Annonce la démission de M. le Sénateur Beau-carne; p. 202 (20 décembre 1955).

Annonce la démission de M. le Sénateur van Zeeland; p. 448 (31 janvier 1956).

DIVERS.

Ann. — Présente ses excuses pour son arrivée tardive; p. 237 (22 décembre 1955).

Présente ses souhaits de bonnes vacances et ses vœux de nouvel an à tous et remercie le personnel du Sénat pour son dévouement; p. 282 (22 décembre 1955).

Félicite MM. les Sénateurs Edg. De Bruyne et P. De Smet, à l'occasion de leur retour dans l'hémicycle; p. 344 (17 janvier 1956).

Félicite M. le Sénateur Ronse pour son rétablissement; p. 363 (18 janvier 1956).

Félicite M. le Sénateur Materne pour son rétablissement; p. 1022 (24 avril 1956).

Félicite M. le Sénateur Dehousse, à l'occasion de sa nomination en qualité de président de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe; p. 1066 (2 mai 1956).

Félicite M. Francis Humblet, greffier-adjoint du Sénat, à l'occasion de sa nomination en qualité de greffier de l'U.E.O.; pp. 1066 et 1067 (2 mai 1956).

HOMMAGES.

Ann. — Annonce l'hommage fait au Sénat par MM. les Gouverneurs des provinces d'Anvers, de Brabant, de Flandre occidentale, de Flandre orientale, de Hainaut et de Limbourg d'un exemplaire du texte des discours qu'ils ont prononcé à l'occasion de l'ouverture de la session ordinaire des conseils provinciaux, le 1^{er} octobre 1955; p. 6 (8 novembre 1955).

Annonce l'hommage fait au Sénat par M. le Gouverneur de la province de Namur d'un exemplaire de l'exposé de la situation administrative de la province, pour l'année 1954; p. 6 (8 novembre 1955).

Annonce l'hommage fait au Sénat par M. le Procureur Général près la Cour d'Appel de Bruxelles de cinq exemplaires du discours qu'il a prononcé le 15 septembre 1955, à l'audience de rentrée de la Cour d'Appel; p. 6 (8 novembre 1955).

OUVERTURE DE LA SESSION.

Ann. — Déclare que le Sénat est constitué et qu'il en sera donné connaissance au Roi et à la Chambre des Représentants. — Prononce son allocution; félicite M^{me} JANSON-V^e SPAAK; pp. 4 et 5 (8 novembre 1955).

Président. (suite).**REGLEMENT.**

Ann. — Fait connaître son interprétation du règlement au sujet de la reprise d'un vote par appel nominal ayant fait constater que l'assemblée n'était pas en nombre; p. 238 (22 décembre 1955).

Fait des observations relatives aux dispositions du règlement concernant l'amendement d'un ordre du jour; pp. 361 à 367 (17 janvier 1956).

Fait des observations au sujet des votes et de la présence des membres en séance; p. 579 (9 février 1956).

Sur un appel au règlement de M. BOUILLY, dit qu'il n'existe pas de transgression du règlement, qu'il a été tenu compte des conditions climatologiques et estime que l'on doit pouvoir voter à n'importe quelle heure; déclare qu'une grande tolérance est de mise; p. 666 (16 février 1956).

RELATIONS EXTERIEURES.

Ann. — Donne lecture du télégramme reçu de M. Alberto TEISAIRE, Président du Sénat argentin, à l'occasion de l'anniversaire de notre indépendance; p. 6 (8 novembre 1955).

Donne lecture du télégramme adressé à M. Alberto TEISAIRE, pour le remercier de l'hommage rendu à la nation; p. 6 (8 novembre 1955).

Annonce que M. Jerzy Jodlowski, député et professeur à Varsovie, a fait hommage au Sénat de 4 volumes traitant de la législation polonaise; p. 6 (8 novembre 1955).

Donne lecture d'une lettre du Président de l'Assemblée parlementaire israélienne invitant une délégation belge en Israël; pp. 301 et 302 (11 janvier 1956).

Donne lecture d'un télégramme dans lequel le Soviet Suprême accepte l'invitation du Parlement belge; p. 315 (12 janvier 1956).

Donne lecture d'un télégramme du Président de l'Assemblée constituante de la République du Vietnam; p. 905 (21 mars 1956).

Annonce l'invitation d'une délégation de la Chambre et du Sénat par le bureau de l'Assemblée nationale des représentants du peuple de la République populaire de Chine; p. 1096 (15 mai 1956).

Annonce l'invitation d'une délégation du Sénat par la République de Chine; p. 1523 (21 juin 1956).

M. le PRESIDENT annonce que le Sénat est saisi d'une demande de discussion en comité secret.

M. STRUYE insiste sur le caractère exceptionnel du huis clos, déclare que sa motion se place uniquement sur le plan juridique et que, pour respecter nos traditions et éviter qu'on rapporte des choses inexacts, il vaut mieux ne pas prononcer le comité secret; pp. 1642 et 1643;

M. DE BLOCK demande qu'on attende le retour de M. ROLIN, retenu à l'Union interparlementaire, afin de lui permettre d'exposer ses vues sur la question du comité secret; p. 1643;

Observations de MM. le PRESIDENT et STRUYE; p. 1643;

M. ROLIN expose les raisons pour lesquelles il a demandé le comité secret; p. 1643;

M. STRUYE répète qu'il se tiendra strictement sur le plan juridique, dit que l'assemblée décide ensuite du comité secret, si la discussion doit être reprise en séance publique; le vote doit avoir lieu en séance publique; pp. 1643 et 1644.

Président. — RELATIONS EXTERIEURES. (*suite*).

Le Sénat décide de se constituer en comité secret ; p. 1644.

Observations de MM. STRUYE, le PRESIDENT et COULONVAUX relatives aux indiscrétions commises à l'issue du comité secret de la veille ;

M. ROLIN estime qu'il faut maintenir le comité secret ; pp. 1675 et 1676 ;

Le Sénat se constitue en comité secret ; p. 1676.

M. le PRESIDENT déclare qu'en vertu de la décision qui vient d'être prise à l'unanimité, le Sénat limitera son activité à entendre ceux qui désirent justifier leur vote, sans qu'une discussion nouvelle puisse s'instituer ; p. 1676 ;

M. STRUYE commente la motion qu'il a déposée et qui dit qu'il serait contradictoire en droit et inopportun en fait, que le pouvoir législatif de notre pays entre officiellement en contact avec un régime que le pouvoir exécutif refuse de reconnaître ; propose un amendement à la motion originelle qui tient compte du fait nouveau que constitue l'invitation de la Chine de Formose ; déclare qu'en cas de rejet et de sa motion et de sa motion subsidiaire, il déposera un nouveau texte qui, constatant l'acceptation de l'invitation de Pékin, déciderait d'accepter l'invitation de Formose également ; pp. 1676 et 1677 ;

Dépôt d'un ordre du jour par MM. COULONVAUX, MOTZ et ROLIN disant qu'il y a lieu d'accepter l'invitation du gouvernement de la Chine populaire et d'un second ordre du jour par MM. COULONVAUX et MOTZ, disant qu'il y a lieu d'accepter l'invitation du gouvernement de Formose ; p. 1677 ;

Motion d'ordre de M. COULONVAUX qui déclare que M. STRUYE recommence le débat qui a lieu en comité secret ; p. 1677 ;

M. COULONVAUX, ROLIN, NOEL, GILLON et DELMOTTE justifient leur vote ; pp. 1678 et 1679 ;

Observations de MM. STRUYE et le baron de DORLODOT ; p. 1678.

M. SPAAK, m.a.étr., déplore que des questions qui sont du domaine du pouvoir exécutif puissent avoir été soulevées par l'initiative de membres de la majorité, sans que le ministre, qui a la responsabilité de la politique étrangère ait été consulté ; s'élève contre de telles méthodes, contraires à notre droit constitutionnel ; p. 1678 ;

L'amendement de M. STRUYE à sa propre motion n'est pas adopté ; p. 1679 ;

M. VAN REMOORTEL rectifie son vote ; p. 1679.

La motion de M. STRUYE est rejetée, par 83 voix contre 68 et 5 abstentions ; p. 1679 ;

La motion de MM. ROLIN, COULONVAUX et MOTZ acceptant l'invitation de la Chine populaire est adoptée par 83 voix contre 65 et 7 abstentions ; p. 1680 ;

L'amendement de M. STRUYE à l'ordre du jour de MM. MOTZ et COULONVAUX est rejeté par 75 voix contre 72 et 7 abstentions ; p. 1680.

M. STRUYE, au nom du groupe social-chrétien, propose une suspension de séance de vingt minutes ; p. 1681 ;

Il est fait droit à la demande de M. STRUYE ; la séance est suspendue à 16 h. 20 et reprise à 17 h.

La motion de MM. MOTZ et COULONVAUX acceptant l'invitation du gouvernement de Formose, est adoptée par 82 voix contre 2 et 67 abstentions ; p. 1681.

Presse clandestine. — V. Guerre : Prisonniers politiques.

Prestation de serment. — V. Chambres législatives. — Sénat : Validation des pouvoirs.

Prêts à tempérament. — V. Commerce et Industrie. — Réglementation du commerce : Ventes à tempérament.

Prêts consentis à l'assurance maladie-invalidité. — V. Chambres législatives. — Sénat : Incidents : Motion Struye.

Primes à la construction. — V. Habitations.

Prises de vues. — V. Droit pénal : Photos et prises de vues.

Prisonniers politiques. — V. Guerre.

Procédure civile.

SAISIE CONSERVATOIRE.

Proposition de loi relative à la saisie conservatoire immobilière.

Doc. — N° 324. Proposition de M. De Baeck.

SEPARATION DE BIENS.

Projet de loi simplifiant la procédure en matière d'autorisation de la femme mariée en matière de séparation de biens.

Doc. — N° 184. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

SUCCESSIONS.

SCELLÉS.

Projet de loi modifiant la législation relative à l'apposition des scellés après décès.

Doc. — N° 87. Rapport de M. Nihoul.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (15 février 1956).

Art. 1.

Intervention de M. NIHOUL ;
L'article 1 est adopté ; p. 640.

Art. 2.

L'article 2 est adopté sans observations ; p. 640.

Vote (16 février 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 150 voix contre 2 ; p. 671.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Procédure civile. — V. Affaires étrangères : Droit international privé.

Procédure pénale.

CONTRAINTE PAR CORPS.

Proposition de loi relative à l'insolvabilité frauduleuse.

Doc. — N° 347. Proposition de M. De Baeck.

Procédure pénale. (suite).**INSTRUCTION CRIMINELLE.**

Projet de loi modifiant le délai de citation devant les tribunaux de police et les tribunaux correctionnels.

Doc. — N° 52. Rapport de M. Camby.

Ann. — Pas de discussion générale.

Discussion des articles (15 février 1956).

Les articles 1 à 4 sont adoptés sans observations ; pp. 640 et 641.

Vote (16 février 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 150 membres présents ; p. 671.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

PRESCRIPTION DES ACTIONS PUBLIQUE ET CIVILE.

Projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1878 contenant le titre préliminaire du Code de procédure pénale.

Doc. — N° 15. Exposé des motifs et projet de loi.

Protection des animaux. — V. Droit pénal.

Provinces.**FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES.**

Proposition de loi modifiant les lois du 24 décembre 1948 et du 18 juillet 1955, concernant les finances provinciales et communales.

Doc. — N° 77. Proposition de M. Uselding.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 302 (12 janvier 1956).

Doc. — N° 219. Rapports présentés par le Ministre de l'Intérieur en exécution de la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales (articles 20, alinéas 2 et 33, alinéa 2).

Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1948 concernant les finances provinciales et communales.

Doc. — N° 320. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 331. Rapport de M. Yernaux.

N° 332. Amendements de M. Nihoul.

N° 334. Amendement de M. De Man.

N° 336. Amendement de M. Uselding.

Ann. — *Discussion générale (28 juin 1956).*

Discours de MM. DE MAN (concernant les modifications apportées à la loi Vermeulen, la hâte apportée à discuter le projet, ne laissant pas le temps suffisant pour examiner les conséquences, le fait que le Fonds des communes et le Fonds des provinces n'ont pas été consultés avant le dépôt du projet, l'assainissement de la situation monétaire des grandes villes, la création d'un Fonds spécial pour les grandes villes, le traitement inégal appliqué aux provinces, le Fonds d'assistance des communes, la proposition de loi de M. USELDING ; son amendement, les critères d'application de la loi Vermeulen) ; pp. 1668 à 1671 ;

Provinces. — FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES. (suite).

Observations de MM. BOUILLY, HARMEGNIES, LACROIX, VERMEYLEN, SLEDSSENS, VERHAEST ; pp. 1668 à 1671 ;

USELDING (concernant les petites communes rurales qui ont subi l'effet de la loi du 18 juillet 1955 ; rappelle quelques rétroactes au sujet de sa proposition de loi) ; p. 1671 ;

Observations de MM. HARMEGNIES et SLEDSSENS ; p. 1671 ;

VERMEYLEN, m.i. (déclare que la proposition de loi de M. USELDING n'a pas été soumise à la commission de l'intérieur et que la faute en incombe au ministre de l'intérieur) ; p. 1672 ;

USELDING (concernant son amendement, les petites communes qui possèdent un patrimoine forestier, l'article 10 du projet, la loi du 24 décembre 1948) ; p. 1672 ;

SLEDSSENS (concernant la hâte qu'on met à examiner le projet, l'application de la nouvelle réglementation pour l'année 1956, l'aide aux quatre grandes villes et l'assainissement de leur situation, le revenu cadastral, les amendements de l'opposition, les suppléments communaux du personnel enseignant ; justifie son vote négatif ainsi que celui de son groupe) ; pp. 1683 et 1684 ;

LAGAE (concernant la quote-part accordée à chaque province) ; pp. 1684 et 1685 ;

Observations de M. VERMEYLEN, m.i. ; p. 1685 ;
ORBAN (précise la question de M. LAGAE et demande une réponse) ; p. 1685 ;

Observations de M. VERMEYLEN, m.i. ; p. 1685 ;
VAN DEN STORME (concernant les bases prises pour déterminer la quote-part à accorder à chaque province) ; p. 1685 ;

VAN IMPE (concernant la répartition du Fonds des provinces et les critères qui en sont à la base) ; p. 1685 ;

Observation de M. ORBAN ; p. 1685 ;

HARMEGNIES (concernant l'assainissement des finances communales, les articles 11, 12 et 18 du projet, le rapport de la sous-commission du conseil du Fonds des communes, la réforme du 24 décembre 1948, le fait que les grandes villes sont favorisées ; répond à la droite) ; p. 1686 ;

YERNAUX, rapp. (concernant l'équilibre des finances communales, la répartition du Fonds des communes, la voirie, le projet tendant à la constitution d'un fonds spécial destiné à couvrir les dépenses prévues à l'article 18, le projet discuté, la répartition à l'égard des provinces) ; pp. 1686 et 1687 ;

Observations de M. ORBAN ; p. 1687 ;

VAN PETEGHEM (concernant la situation en Flandre Orientale) ; p. 1688 ;

V. DE BRUYNE (concernant la loi VERMEYLEN, les critères basés sur les dépenses, les suggestions qu'il a faites précédemment, la situation des quatre grandes villes, le critère cadastral, la part des communes de 30.000 à 40.000 habitants) ; pp. 1688 et 1689 ;

PARMENTIER (concernant la loi VERMEYLEN et les adaptations des taux, une nouvelle majoration éventuelle du Fonds des communes et du Fonds des provinces pour 1957, la situation des députés permanents) ; p. 1689 ;

baron de DORLODOT (demande au Sénat de poursuivre ses travaux mardi prochain) ; p. 1689 ;

Provinces. — FINANCES PROVINCIALES ET COMMUNALES. (suite).

VERMEYLEN, m.i. (concernant les traitements supplémentaires des instituteurs, le fonctionnement de la loi actuelle et les modifications proposées par le projet discuté, l'avis du conseil d'administration du Fonds des provinces et du Fonds des communes, l'avis de la sous-commission, les conséquences de l'application de la loi de 1948 et les critères de répartition, les chiffres des tableaux, la quote-part des provinces, les quatre grandes villes, l'intervention de l'État, l'alimentation des Fonds, la situation actuelle et les intentions du ministre; répond aux orateurs); pp. 1689 à 1692;

Observations de MM. BOUILLY, ANCOT, SLEDSSENS, ORBAN; pp. 1689 à 1692;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (28 juin 1956).

Art. 1.

Cet article est adopté sans observations; p. 1693.

Art. 2.

Intervention de MM. DE MAN, VERMEYLEN, m.i.; p. 1693;

L'amendement de M. NIHOUL est rejeté; l'article 2 est adopté; p. 1693.

Art. 3 et 4.

Ces articles sont adoptés sans observations; pp. 1693 et 1694;

Art. 5.

L'amendement de M. NIHOUL est rejeté; l'article 5 est adopté; p. 1694.

Art. 6.

L'amendement de M. NIHOUL est rejeté; l'article 6 est adopté; p. 1694.

Art. 7 à 9.

Ces articles sont adoptés sans observations; pp. 1694 à 1695.

Art. 10.

Intervention de M. VERMEYLEN;
Observation de M. USELDING (retire son amendement);
L'article 10 est adopté; p. 1695.

Art. 11 et 12.

Ces articles sont adoptés sans observations; p. 1696.

Art. 13.

Intervention de M. LACROIX;
L'article 13 est adopté; p. 1696.

Art. 14 à 18.

Ces articles sont adoptés sans observations; pp. 1696 et 1697.

Art. 19.

Intervention de MM. DE MAN, VERMEYLEN, m.i., SLEDSSENS;

L'amendement de M. DE MAN est rejeté; l'article 19 est adopté; p. 1697.

Vote (28 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 75 voix contre 37 et 3 abstentions; p. 1700.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Provinces. (suite).**FONDS DES PROVINCES.**

Projet de loi majorant à partir de 1956 le Fonds communal d'assistance publique, le Fonds des communes et le Fonds des provinces.

Doc. — N° 27. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 61. Rapport de M. Lacroix.

Ann. —

Discussion générale (25 janvier 1956).

Discours de MM. LACROIX, rapp. (commente son rapport et félicite le ministre, parle des finances communales et provinciales, de l'augmentation des charges provoquée par la vie moderne et de la préparation des dossiers du parquet); pp. 419 et 420;

V. DE BRUYNE (concernant les causes, les conséquences et les solutions éventuelles des difficultés financières, des communes, la répartition des trois Fonds et la politique fiscale démocratique, l'article paru dans la « Libre Belgique » sur la gestion des administrations communales socialistes); pp. 420 et 421;

HARMEGNIES (concernant les majorations des Fonds, les difficultés des communes, les additionnels communaux, la campagne de presse de l'opposition, la dotation prévue à l'article 18 pour 1956 et 1957, la nécessité d'un redressement de la situation des communes et provinces, la loi Vermeylen, l'effort fiscal des communes et les charges nouvelles, la réforme de la loi sur l'assistance publique, le « cadeau royal » de la loi Vermeylen, un article de M. LEE-MANS dans « De Standaard », les recettes enlevées aux communes en 1948); pp. 421 à 424;

NIHOUL (concernant les finances communales et les solutions du problème, l'augmentation du Fonds des communes, les charges supplémentaires); p. 425;

BRIOT (concernant les critiques émises par divers conseils provinciaux envers le Fonds des provinces, le préjudice causé à la province de Brabant par la dualité linguistique, rappelle des questions posées antérieurement); pp. 425 et 426;

Observations de M^{me} BEECKMAN - V^{ve} VANDERVELDE; p. 426;

PARMENTIER (concernant la loi dite Vermeylen, la désignation de délégués au conseil d'administration); p. 427;

ALLARD (exprime son enthousiasme au sujet du projet); p. 428;

VERMEYLEN, m.i. (concernant la majoration du Fonds des communes et l'augmentation de l'assiette fiscale des communes, les communes non viables; répond aux divers orateurs); pp. 428 à 430.

Discussion des articles (25 janvier 1956).

Les articles 1 à 4 sont adoptés sans observations; p. 430.

Vote (26 janvier 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 149 membres présents; p. 438.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Ann. — Transmission des rapports présentés respectivement par le conseil d'administration du Fonds des provinces et par le conseil d'administration du Fonds

Provinces. — FONDS DES PROVINCES. (*suite*).

communal d'assistance publique et du Fonds des communes pour les années 1954 et 1955 ; p. 1192 (29 mai 1956).

Prud'hommes — V. Travail : Conseil de Prud'hommes.

Pudeur (Attentat à la...) — V. Droit pénal.

Q

Quaregnon. — V. Catastrophes et Accidents.

Quotité saisissable. — Voir Administrations publiques : Traitements.

R**Recensement.**

Proposition de loi prescrivant l'exécution en 1957 d'un recensement général de la population et d'un recensement de l'industrie et du commerce.

Doc. — N° 207. Proposition de M. Segers.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission ; p. 1248 (5 juin 1956).

Redevances. — V. Affaires étrangères.

Réfractaires. — V. Guerre : Prisonniers politiques.

Registre de l'artisanat. — V. Commerce et Industrie.

Registre du commerce. — V. Droit commercial.

Règlement. V. Président.
V. aussi Chambres législatives. — Sénat.

Règlementation du Commerce. — V. Commerce et Industrie.

Règlement définitif des budgets. — V. Finances : Comptabilité de l'Etat.

Relations extérieures. — V. Président.

Remembrement des biens ruraux. — V. Agriculture.

Représentants de commerce. — V. Commerce et Industrie.

Représentants nationaux. — V. Affaires étrangères : Forces armées.

Représentation élective. — V. Commerce et Industrie : Classes moyennes.

Résistants. V. Guerre : Prisonniers politiques.

Responsabilité civile. — V. Assurances.

Revenus. — V. Impôts : Impôts directs.

Revision de la Constitution. — V. Droit public.

Reviseurs d'entreprise. — V. Commerce et Industrie : Organisation de l'industrie.

Ruanda-Urundi. — V. Colonies. — Budgets coloniaux.
V. aussi Impôts : Impôts indirects. — Douanes et accises.

Russie. — V. Président : Relations extérieures.

S

Sahara. — V. Affaires étrangères : Agriculture et horticulture.

Saint-Gilles. — V. Communes : Territoire des communes.

Saint-Marin. — V. Affaires étrangères : Sécurité sociale.

Saisie conservatoire. — V. Procédure civile.

Salles d'audience. — V. Droit pénal : Photos et prises de vues.

Scellés. — V. Procédure civile : Successions.

Secrétaires communaux. — V. Communes.

Sécurité sociale.

ASSURANCE MALADIE-INVALIDITE.

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Doc. — N° 245. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 296. Rapport de M. Bronckart + Annexe.

Ann. —

Discussion générale (21 juin 1956).

Discours de MM. TROCLET, m.t.p.s. (concernant la portée du projet et les nécessités auxquelles il répond, présente les données du projet, parle de l'accord du 21 février 1956, du rejet par le Conseil d'Etat de l'attribution de compétence à une commission médico-mutualiste, de l'article 6 du projet de loi, de la lettre officielle adressée au Premier Ministre par le Ministre du Travail le 14 juin et transmise au comité de coordination et du communiqué de ce comité ; compare le texte du projet actuel au texte initial, formule quatre conclusions) ; pp. 1537 à 1540 ;

Observations du comte d'ASPREMONT LYNDEN ; p. 1540 ;

VAN ACKER, p.m. (confirme que le projet respecte l'accord conclu en février 1956, se déclare d'accord sur les quatre conclusions du ministre du travail) ; p. 1540 ;

BRONCKART, rapp. (concernant l'importance sociale du problème, les questions à étudier au sein de la commission nationale médico-mutualiste, l'attitude du comité de coordination du corps médical, les travaux de la commission nationale médico-mutualiste, la consultation du corps médical, la circulaire adressée le 12 mars 1956 à tous les médecins, le caractère de la commission nationale médico-mutualiste, le système du tiers payant ou de la rémunération forfaitaire des médecins, les cliniques et polycliniques, les médecins-conseils) ; pp. 1541 et 1542 ;

Observations de M. R. HOUBEN ; p. 1542 ;

R. HOUBEN (concernant la brièveté du texte par rapport à la portée du projet, l'arrêté-loi du 28 dé-

Sécurité sociale. — ASSURANCE MALADIE-INVALIDITÉ. (suite).

cembre 1944, le texte de l'avis du Conseil d'Etat; le but et la portée de l'article 6 bis, le paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er}, l'absence de concordance entre le texte du projet et l'accord conclu avec les médecins, les critiques à faire quant à la portée générale du projet, les droits et obligations des assurés, la nature du concours des médecins); pp. 1543 à 1546;

Observations de MM. ROLIN, TROCLET, m.t.p.s., CUSTERS, SMETS, MOULIN, REMSON, MOUREAUX, le PRESIDENT; pp. 1543 à 1546;

MOUREAUX (concernant le vote de son groupe sur le projet, l'application de l'accord intervenu entre le gouvernement et les médecins, reprend certains passages du discours de M. R. HOUBEN, parle de la collaboration des médecins, de l'amendement du gouvernement, de l'atmosphère autour du débat); pp. 1546 et 1547;

Observations de MM. TROCLET, m.t.p.s., CUSTERS, R. HOUBEN; p. 1547;

ANCOT (concernant l'aspect purement technique du problème, les amendements du gouvernement, sa motion de renvoi au Conseil d'Etat, le texte de l'avis du Conseil d'Etat, le second alinéa de l'article 6bis, le fond du problème, la conception générale du projet, son amendement, l'habilitation préalable); pp. 1547 à 1550;

Observations de MM. R. HOUBEN, CUSTERS, TROCLET, m.t.p.s., le comte d'ASPREMONT LYNDEN, M^{me} BEECKMAN-V^e VANDERVELDE, MOUREAUX, DOUTREPONT; pp. 1547 à 1549;

TROCLET, m.t.p.s. (concernant le texte de l'avis du Conseil d'Etat); pp. 1550 et 1551;

Observations de MM. CUSTERS, ANCOT, R. HOUBEN; pp. 1550 et 1551;

ANCOT (répond au ministre du travail); p. 1551;

TROCLET, m.t.p.s. (parle encore de l'avis du Conseil d'Etat); p. 1551;

R. HOUBEN (concernant l'avis du Conseil d'Etat); p. 1551;

TROCLET, m.t.p.s. (répond à M. HOUBEN); p. 1551. La discussion générale est close.

Discussion des articles (26 juin 1956).

Art. 1.

Intervention de MM. CUSTERS, R. HOUBEN, VERMEYLEN, m.i., le PRESIDENT; p. 1577 à 1582;

Observations de MM. CUSTERS, R. HOUBEN, le PRESIDENT, ROLIN, VERMEYLEN, m.i.; pp. 1580 à 1582;

La discussion est remise à la séance de l'après-midi; p. 1582.

Reprise de la discussion des articles (26 juin 1956).

Art. 1.

Observations de M. le PRESIDENT; p. 1621;

Intervention de MM. TROCLET, m.t.p.s., R. HOUBEN, le PRESIDENT; pp. 1621 et 1622;

Observations de M. R. HOUBEN;

Le texte proposé par M. R. HOUBEN en remplacement des deux alinéas du § 1^{er} de l'article 6bis de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 est rejeté; p. 1622; l'amendement du gouvernement est adopté; p. 1622;

Observations de M. R. HOUBEN;

Sécurité sociale. — ASSURANCE MALADIE-INVALIDITÉ. (suite).

Le premier alinéa de l'amendement de M. R. HOUBEN est rejeté; p. 1622;

Le second alinéa de l'amendement de M. R. HOUBEN est rejeté; p. 1623;

Les amendements du gouvernement sont adoptés; p. 1623;

Les trois premiers alinéas de l'article 1^{er}, amendés, sont adoptés, p. 1623;

Observations de M. le PRESIDENT;

L'amendement de M. R. HOUBEN relatif au § 2 de l'article 6 bis est rejeté; p. 1623;

Le § 2 de l'article 6 bis, amendé par le gouvernement, est adopté; p. 1623;

L'ensemble de l'article 1^{er}, amendé, est adopté; p. 1624.

Art. 2.

L'article 2 est adopté sans observations; p. 1624.

L'article 1^{er}, amendé, est remis aux voix et définitivement adopté; p. 1624.

Vote (26 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 77 voix contre 39 et 2 abstentions; p. 1624.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

COTISATIONS.

Projet de loi majorant temporairement d'un demi pour cent certaines cotisations prévues par l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, l'arrêté-loi du 10 janvier 1945, concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, l'arrêté-loi du 7 février 1945, concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande.

Doc. — N° 51. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 85. Rapport de M^{me} MELIN.

N° 102. Amendements proposés par M. Léon Servais au texte de la commission.

N° 103. Texte adopté en première lecture.

N° 114. Rapport complémentaire de M^{me} Melin.

Ann. —

Discussion générale (2 février 1956).

Discours de MM. Léon SERVAIS (expose la portée du projet, parle de l'allocation de la mère au foyer et des allocations familiales, traite de son amendement en vue d'assurer la continuité du paiement de l'allocation); p. 473;

PAIRON (concernant les représentants à la réunion du 29 juillet 1955, les rapports entre le ministre et le Conseil National du Travail et les ressources à chercher par le gouvernement pour payer l'allocation de la mère au foyer); pp. 473 et 474;

TROCLET, m.t.p.s. (examine les amendements déposés par M. Léon Servais, traite de l'accord du 29 juillet 1955 et du travail de la commission paritaire, répond aux orateurs précédents); pp. 474 et 475;

R. HOUBEN (concernant le retard apporté dans l'exécution des mesures à envisager, l'utilisation du demi pour cent à d'autres fins, les amendements introduits); pp. 476 et 477;

DUVIEUSART (reproche au ministre de relater inexactement ce qu'il avait dit au début de la séance); p. 477;

Sécurité sociale. — COTISATIONS. (suite).

PAIRON (compare ses points de vue à ceux de M. Léon Servais, parle de la représentation des classes moyennes); p. 477.

La discussion générale est close.

Incident (2 février 1956).

M. le **PRESIDENT** (consulte le Sénat au sujet du vote); p. 477;

M. **STRUYE** (demande le vote au cours de la présente séance); p. 478;

M. **DELMOTTE** (attire l'attention sur l'absence des mandataires libéraux et demande de ne pas procéder au vote en ce moment); p. 478;

M. le **PRESIDENT** (décide de passer au vote et laisse aux membres en commission le temps de rejoindre l'hémicycle); p. 478;

M. **ROLIN** (demande au bureau un vote en seconde lecture après le vote de l'amendement); p. 478;

M. le **PRESIDENT** (fait droit à cette demande et passe à l'examen des articles); p. 478.

Discussion des articles (2 février 1956).
(Texte présenté par la commission).

Art. 1 à 3.

Les articles 1 à 3 sont adoptés sans observations; p. 478;

Art. 3bis.

L'amendement de M. Léon **SERVAIS** tendant à insérer un article 3bis est adopté; p. 479;

Art. 4.

L'article 4 (texte présenté par la commission) est adopté;

L'amendement de M. Léon **SERVAIS** est adopté;

L'article 4, amendé, est adopté; p. 479.

Discussion et vote en seconde lecture des articles amendés
(16 février 1956).

Art. 4 et 5.

Intervention de M^{me} **MELIN**, rapp., MM. **R. HOUBEN**, **SMETS**, **SEGRS**, **DOUTREPONT**, Maurice **SERVAIS**, **TROCLET**, m.t.p.s.; pp. 659 à 664. Observations de MM. **YERNAUX**, **HARMEGNIES**, **DOUTREPONT**; pp. 661 et 662.

Art. 4 (ancien 3bis).

L'article 4 est rejeté par 77 voix contre 58 et 1 abstention; p. 665.

Art. 5 (ancien article 4).

Le premier alinéa de cet article est adopté;

Le second alinéa est rejeté par 78 voix contre 56 et 1 abstention; p. 665.

Le rejet de l'article 4 et du second alinéa de l'article 5, tels qu'ils avaient été adoptés en première lecture, implique le retour au texte initial présenté par la commission; p. 666.

Vote (16 février 1956).

MM. **R. HOUBEN**, Maurice **SERVAIS**, **SANTENS**, **PAIRON** et **NIHOÛL** justifient leur vote;

L'ensemble du projet de loi est adopté par 110 voix et 38 abstentions; pp. 672 et 673.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Sécurité sociale. (suite).**FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE.**

Projet de loi modifiant la loi du 28 juillet 1953 concernant les Fonds de sécurité d'existence.

Doc. — N° 79. Exposé des motifs et projet de loi.
N° 83. Rapport de M. Wyn.

Ann. —

Discussion générale (2 février 1956).

Discours de MM. **WYN**, rapp. (demande au ministre d'établir un régime définitif); p. 470;

CUSTERS (parle de la loi provisoire, du dépôt tardif du nouveau projet et du retard mis à l'élaboration du statut définitif); pp. 470 et 471;

R. HOUBEN (traite du statut définitif, attire l'attention sur la situation juridique irrégulière et les conséquences de l'effet rétroactif de la loi); p. 471;

TROCLET, m.t.p.s. (fait l'historique de la gestion des fonds de sécurité d'existence et parle de l'élaboration du nouveau projet); p. 471;

CUSTERS (répond au ministre, notamment au sujet de la sous-commission); p. 472.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (2 février 1956).

Les articles 1 et 2 sont adoptés sans observations; p. 472.

Vote (2 février 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents; pp. 491 et 492.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi concernant les Fonds de sécurité d'existence.

Doc. — N° 111. Amendement présenté par le gouvernement.

N° 315. Rapport de M. Neels.

Ann. —

Discussion générale (26 juin 1956).

Discours de M. **NEELS**, rapp. (parle des fonds d'existence, leur diversité, les cotisations et indemnités différentes, les indices communs, les contestations); p. 1625;

La discussion générale est close.

Discussion des articles (26 juin 1956).

(Texte présenté par la commission).

Les articles 1 à 25 sont adoptés sans observations; pp. 1625 à 1629.

Vote (27 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 136 membres présents; p. 1644.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

GESTION PARITAIRE DES ORGANISMES PUBLICS.

Proposition de loi relative à la gestion paritaire des organismes publics de sécurité sociale et de prévoyance sociale.

Doc. — N° 60. Proposition de M. R. Houben.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi à la commission; p. 302 (11 janvier 1956).

Sécurité sociale. (suite).**TRAVAILLEURS.**

Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Doc. — N° 171. Proposition de M. R. Houben.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 1117 (16 mai 1956).

TRAVAILLEURS DOMESTIQUES.

Proposition de loi abrogeant l'arrêté du Régent du 2 avril 1947 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et travailleurs liés par un contrat de louage de service domestique des cantons d'Eupen, Malmédy et Saint-Vith, et abrogeant l'article 58 de l'arrêté royal du 17 juin 1955 portant règlement général du régime de retraite et de survie des ouvriers.

Doc. — N° 356. Proposition de M. Godin.

TRAVAILLEURS REMUNERES AU POURBOIRE.

Projet de loi confirmant certains arrêtés ministériels pris en exécution de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire.

Nouveau titre. — Projet de loi interprétative de l'arrêté du Régent du 28 septembre 1945 relatif à l'application de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, concernant la sécurité sociale des travailleurs, aux employeurs et aux travailleurs rémunérés au pourboire.

Doc. — N° 199. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 201. Rapport de M. Smets.

N° 213. Amendements de M. R. Houben.

N° 246. Rapport complémentaire de MM. Moureaux et Smets.

Ann. —

Dépôt du rapport (23 mai 1956).

L'urgence est demandée;

Observations de MM. R. HOUBEN, TROCLET, m.t.p.s., STRUYE, MOREAU de MELEN, MOULIN, DE BAECK, le PRESIDENT;

L'assemblée se prononcera ultérieurement; p. 1175.

Discussion générale (24 mai 1956).

Discours de MM. SMETS, rapp. (insiste sur l'importance du projet et la nécessité d'un vote d'urgence, réfute certaines objections juridiques de ses collègues); pp. 1183 et 1184;

STRUYE (désire des renseignements complémentaires concernant la portée du projet et les raisons de l'urgence, dit que l'urgence provient d'un procès à plaider le 28 mai devant le tribunal de première instance de Bruxelles, détaille le projet, définit la loi interprétative, parle des conséquences de la loi, s'oppose au procédé législatif actuel, traite de la séparation des pouvoirs, demande le renvoi du projet à la commission de la justice); pp. 1184 et 1185;

TROCLET, m.t.p.s. (parle de l'interprétation du problème, de l'article 3 du projet et des amendements déposés à la Chambre, explique l'origine, le but et la

Sécurité sociale. — TRAVAILLEURS REMUNERES AU POURBOIRE. (suite).

portée du projet, parle de la consultation de la commission paritaire et de la soumission des arrêtés incriminés au Conseil d'Etat, de la concordance dans l'interprétation des arrêtés en discussion, de la séparation des pouvoirs, de la loi sur les vacances annuelles et de celle sur les allocations familiales qui existaient indépendamment de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 relative à la sécurité sociale); p. 1185 à 1187;

Observations de MM. R. HOUBEN et STRUYE; p. 1186;

Le PRESIDENT (rappelle la demande de renvoi du projet en commission de la justice, formulée par M. STRUYE, dit ne pouvoir donner la parole que sur le renvoi et demande aux orateurs qui feront allusion au fond de la question de vouloir se montrer circonspects); p. 1187;

COULONVAUX (exprime le vœu du groupe libéral de voir le projet renvoyé en commission, traite de la notion de loi interprétative, de la séparation des pouvoirs, de la souveraineté de la justice); pp. 1187 et 1188;

R. HOUBEN (concernant les arrêtés déclarés nuls par la Cour de Cassation et la situation qui résulte de ces faits, parle des conséquences du projet, répond à M. SMETS, insiste sur la portée du projet, appuie la demande de renvoi en commission); p. 1188;

TROCLET, m.t.p.s. (rappelle qu'à la Chambre le projet a été renvoyé en commission et voté en séance publique à très large majorité, demande à la commission de la justice de se saisir immédiatement de la question et de reprendre ensuite la discussion en séance publique); p. 1188;

le PRESIDENT (propose de renvoyer le projet à la commission de la justice, celle-ci ferait connaître immédiatement son point de vue, la discussion en séance publique pourrait être reprise le jour même); pp. 1188 et 1189;

ROLIN (estime impossible que la commission de la justice se prononce immédiatement, admet l'idée de renvoi en commission); p. 1189;

STRUYE (demande qu'on fasse confiance à la commission de la justice); p. 1189;

TROCLET, m.t.p.s. (se déclare d'accord avec le renvoi en commission et laisse le délai nécessaire à l'examen des dossiers); p. 1189;

SMETS (demande le renvoi aux commissions réunies de la justice et du travail et de la prévoyance sociale, répond à des observations de M. STRUYE); p. 1189;

Maurice SERVAIS (s'oppose au renvoi aux commissions réunies); p. 1189;

TROCLET, m.t.p.s. (appuie la demande de M. SMETS); p. 1189;

Un premier vote porte sur la question de priorité à accorder aux propositions; p. 1190;

La priorité est accordée à la proposition de renvoi aux commissions réunies de la justice et du travail et de la prévoyance sociale; cette proposition est adoptée par 77 voix contre 75; p. 1190.

Reprise de la discussion générale (13 juin 1956).

Discours de MM. R. HOUBEN (concernant l'origine, le but et la portée du projet de loi, les trois formes d'illégalité sur le plan de la législation sociale, l'avis du Conseil d'Etat pour les arrêtés, les prescriptions au sujet du paiement des cotisations, l'article 3 du projet de loi initial, le champ d'application des arrê-

Sécurité sociale. — TRAVAILLEURS REMUNERES AU POURBOIRE. (suite).

tés et l'exonération des cotisations, la valeur légale des arrêtés discutés); pp. 1380 à 1383;

Observations de MM. TROCLET, m.t.p.s., SMETS, ANCOT, LEYNEN; pp. 1381 à 1383;

TROCLET, m.t.p.s. (répond aux arguments de M. R. HOUBEN, parle de la procédure d'urgence et de la consultation du Conseil d'Etat, des effets rétroactifs des décisions des commissions paritaires, de la proposition de loi de M. ROLIN, de l'article 3 du projet); pp. 1383 à 1385;

Observations de MM. R. HOUBEN, SMETS, ANCOT, LEYNEN; pp. 1383 et 1384;

R. HOUBEN (parle de son amendement, de l'article 3 du projet initial); p. 1385;

Observations de M. TROCLET, m.t.p.s.; p. 1385; SMETS, rapp. (concernant le compromis conclu entre les commissions réunies, les décisions des commissions paritaires, le paiement de la cotisation); pp. 1385 et 1386.

La discussion générale est close.

Discussion de l'article unique (13 juin 1956).

L'article unique est adopté sans observations; p. 1386.

Le nouvel intitulé proposé par la commission est approuvé; p. 1386.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions; p. 1415.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Sécurité sociale. — V. aussi Affaires étrangères.

Sénat. — V. Chambres législatives.

Séparation de corps. — V. Droit civil.

Séparation de biens. — V. Procédure civile.

Simplification des formalités de frontière pour les voyageurs. — V. Affaires étrangères; Conseil de l'Europe.

Sint-Michiels. — V. Communes; Territoire des communes.

Société coopérative de gazéification souterraine. — Voir Commerce et Industrie; Gaz.

S.N.C.B. — V. Communications; Chemins de fer.

Société nationale de distribution d'eau. — V. Impôts. — Impôts directs; Immunisation fiscale.

Société nationale des chemins de fer belges. — V. Communications; Chemins de fer. — S.N.C.B.

Socogaz. — V. Commerce et Industrie. — Gaz.

Soins médicaux et pharmaceutiques. — V. Pensions; Pensions militaires.

Soviet suprême. — V. Président; Relations extérieures.

Sports. — V. Hygiène et Santé; Education physique.

Stations océaniques de l'Atlantique du Nord. — V. Affaires étrangères; Météorologie.

Stembert. — V. Communes; Territoire des communes.

Substances explosibles. — V. Commerce et Industrie; Garanties de sécurité.

Successions. — V. Procédure civile.

Suisse. — V. Finances; Dette publique. — Emprunts.

Sûreté de l'Etat. — V. Droit pénal.

V. aussi Pensions; Vieillesse et décès prématuré. — Agents des pouvoirs publics.

T

Tabac. — V. Impôts; Impôts indirects. — Douanes et accises.

Taxe de circulation. — V. Impôts; Impôts directs.

Taxe de luxe. — V. Impôts; Impôts indirects. — Taxes assimilées au timbre.

Taxe professionnelle. — V. Impôts; Impôts directs. — Revenus.

Taxes assimilées au timbre. — V. Commerce et Industrie; Fonds communs de placement. V. aussi Impôts; Impôts indirects.

Taxes consulaires. — V. Affaires étrangères; Redevances.

Taxes de séjour. — V. Impôts; Impôts indirects.

Territoires des communes. — V. Communes.

Thiméon. — V. Interpellations; Duvieusart.

Titres universitaires. — V. Enseignement; Enseignement supérieur. — Equivalence des titres.

Traitements. — V. Administrations publiques.

V. aussi Communes; Secrétaires communaux.

Transit. — V. Commerce et Industrie. — Commerce extérieur.

Transport des émigrants. — Voir Affaires étrangères; Communications. — Marine. — Emigrants.

Travail.

APPRENTISSAGE.

Proposition de loi organisant l'apprentissage dans l'industrie et le commerce.

Doc. — N° 174. Proposition de M. R. Houben.

Ann. — Prise en considération. — Renvoi en commission; p. 1096 (15 mai 1956).

CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL.

Ann. — Transmission d'un avis concernant la gestion paritaire des principaux organismes parastataux de sécurité sociale; p. 67 (6 décembre 1955).

CONSEILS DE PRUD'HOMMES.

Projet de loi prorogeant la durée des mandats des membres des conseils de prud'hommes.

Doc. — N° 233. Rapport de M. Wyn.

Ann. —

Discussion générale (21 juin 1956).

Discours de MM. WYN, rapp. (expose la portée du projet); p. 1507;

Travail. — CONSEILS DE PRUD'HOMMES. (suite).

NEELS (motive son abstention ainsi que celle de ses amis politiques); pp. 1507 et 1508.

Observation de M. YERNAUX; p. 1508.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (21 juin 1956).

Art. 1 et 2.

Ces articles sont adoptés sans observations; p. 1508.

Vote (21 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 82 voix contre 3 et 65 abstentions; p. 1534.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

VACANCES.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 9 mars 1951.

Doc. — N° 59. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 84. Rapport de M. Parmentier.

Ann. —

Discussion générale (2 février 1956).

Discours de MM. Léon SERVAIS (parle des vacances des voyageurs de commerce); p. 472;

TROCLET, m.t.p.s. (répond à M. Léon Servais); p. 472.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (2 février 1956).

Les articles 1 à 3 sont adoptés sans observations; p. 472.

Vote (2 février 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté à l'unanimité des 135 membres présents; pp. 491 et 492.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Projet de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs, coordonnées le 9 mars 1951.

Doc. — N° 185. Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 232. Rapport de M. Martens.

N° 249. Amendement proposé par M. Merenne.

Ann. —

Discussion générale (21 juin 1956).

Discours de M. MARTENS, rapp. (précise le but du projet, parle de son application, de la suppression de la discrimination entre les trois groupes de travailleurs); p. 1505.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (21 juin 1956).

Art. 1.

Intervention de MM. NOEL, TROCLET, m.t.p.s. DUVIEUSART, le PRÉSIDENT, HARMEGNIÉS; pp. 1505 à 1507;

Observations de MM. DELMOTTE, YERNAUX, TROCLET, m.t.p.s., HARMEGNIÉS; p. 1506;

L'amendement de MM. MERENNE et NOEL est rejeté;

L'article 1^{er} est adopté; p. 1507.

Art. 2 à 5.

Ces articles sont adoptés sans observations; p. 1507.

Travail. — VACANCES. (suite).

Vote (21 juin 1956).

M. Maurice SERVAIS justifie son vote; p. 1533.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 111 voix contre 1 et 37 abstentions; p. 1534.

Le projet de loi sera soumis à la sanction royale.

Travail. — V. aussi Affaires étrangères : Travail.

Travailleurs indépendants. — V. Pensions : Vieillesse et décès prématuré. — Indépendants.

Travailleurs rémunérés au pourboire. — V. Sécurité sociale.

Travaux publics.**PORT D'ANVERS.**

Projet de loi modifiant le Budget des Recettes et Dépenses extraordinaires de l'exercice 1956 en vue de la réalisation d'un programme d'investissements urgents et d'intérêt national au port d'Anvers.

Doc. — N° 284. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 308. Rapport de M. Block.

N° 314. Amendement proposé par M. Duvieusart.

Ann. —

Discussion générale (26 juin 1956).

Discours de MM. VANAUDENHOVE, m.t.p.r. (concernant le port d'Anvers en tant que problème national, la concurrence des grands ports étrangers, le plan décennal pour l'extension du port d'Anvers, l'amendement de M. DUVIEUSART et le dépôt d'un projet de loi mettant au gabarit de 1.350 tonnes toutes les voies d'eau importantes du pays); pp. 1590 à 1592;

Observations de MM. REMSON et BOUILLY; p. 1591;

SÉGERS (concernant l'importance du projet, la situation du port d'Anvers comparée à celle de Rotterdam, les causes du retard dans l'expansion du port d'Anvers, les innovations apportées entre 1946 et 1954; la solution incomplète envisagée par le plan d'ensemble, la gestion du port, les annexions, le problème des finances d'Anvers et des grandes villes, la voie de liaison entre Anvers et l'intérieur du pays d'une part et avec l'étranger d'autre part, le canal Charleroi-Bruxelles); pp. 1592 et 1593;

Observations de M. HENSKENS; p. 1593;

BLOCK, rapp. (concernant le port d'Anvers et la concurrence des ports étrangers, le nouveau projet Botleck pour l'extension du port de Rotterdam, l'accueil réservé au projet proposé, le programme prévoyant l'extension du port d'Anvers, l'équipement et les cales sèches, l'amélioration du réseau des voies d'eau et l'extension des autres ports; l'amendement de M. DUVIEUSART; pp. 1593 et 1594;

DE BLOCK (concernant l'extension du port d'Anvers, le progrès de Rotterdam et de Hambourg, l'insuffisance du plan et la cadence trop lente à laquelle s'effectuent les travaux, l'élaboration d'une politique portuaire, le port de Gand); pp. 1594 et 1595;

VERHAEST (concernant le rôle du port d'Anvers, le port de Gand, le canal et l'écluse de Terneuzen); pp. 1611 et 1612;

Travaux publics. — PORT D'ANVERS. (suite).

VAN IMPE (concernant le port d'Anvers et ses concurrents étrangers, le port de Gand, le dragage de l'Escaut, l'amendement de ses collègues visant à effectuer des travaux aux canaux, le sort de la ville de Gand, les dangers qui menacent les ports belges, le plan Delta, le canal et l'écluse de Terneuzen); pp. 1612 et 1613;

SLEDESENS (concernant l'annexion à la ville d'Anvers de terrains appartenant aux communes limitrophes, l'extension du port d'Anvers); p. 1613;

DUVIEUSART (concernant la prise de position nouvelle du gouvernement et la méthode des fonds, l'annalité du budget et les dépenses du gouvernement, l'agrandissement des installations d'Anvers et l'achèvement des travaux aux canaux du Hainaut et au canal de Charleroi à Bruxelles, le prochain projet gouvernemental concernant le Hainaut, les promesses gouvernementales faites en novembre 1954, son amendement); pp. 1613 à 1615;

Observations de MM. BOUILLY, VANAUDENHOVE, m.t.p.r., DE BLOCK, DOUTREPONT, VAN BELLE, le PRÉSIDENT; pp. 1613 à 1615;

JANSSEN (se déclare d'accord sur le principe du projet, parle du financement du programme des travaux à effectuer et demande des chiffres généraux, traite de l'indication au projet des travaux à faire et l'indication des crédits à inscrire au budget extraordinaire, la cinquième darse); pp. 1615 à 1616;

Observations de M. DOUTREPONT; p. 1616;

GEORGE (concernant les travaux intérieurs à effectuer aux canaux et le prochain projet gouvernemental traitant des canaux du Hainaut, les amendements de M. DUVIEUSART); pp. 1616 et 1617;

VANAUDENHOVE, m.t.p.r. (répond aux orateurs, parle des travaux à effectuer pendant les prochaines années, de la question du gabarit de 1.350 tonnes des canaux, des canaux du Hainaut, du projet de loi qu'il déposera prochainement, de l'amendement de M. DUVIEUSART); pp. 1617 et 1618;

ANCOT (concernant l'incidence financière et la constitutionnalité du projet, parle des articles 2, 3 et 4); pp. 1618 et 1619;

BOUILLY (répond à M. DUVIEUSART); p. 1619;

DOUTREPONT (concernant l'attitude du P. S. C. envers le projet, les annalités du budget); p. 1619;

JANSSEN (répond au ministre des travaux publics, parle du canal de Charleroi et l'atmosphère des années 1952 et 1953); p. 1619;

ANCOT (répond à M. DOUTREPONT); p. 1619.

La discussion générale est close.

Discussion des articles (26 juin 1956).

Art. 1.

L'amendement de M. DUVIEUSART est rejeté;
L'article 1 est adopté; p. 1620;

Art. 2 à 7.

Ces articles sont adoptés sans observations; pp. 1620 et 1621.

L'article 1^{er} est remis aux voix et définitivement adopté; p. 1624.

Vote (26 juin 1956).

M. R. HOUBEN justifie le vote de son groupe.

L'ensemble du projet de loi est adopté par 77 voix contre 39 et 2 abstentions; p. 1624.

Travaux publics. — PORT D'ANVERS. (suite).

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

VOIRIE.**AUTOROUTES.**

Projet de loi établissant le statut des autoroutes.

Doc. N° 106. Exposé des motifs et projet de loi.

N° 195. Amendement présenté par le gouvernement.

N° 217. Rapport de M. Delor.

N° 258. Amendements proposés par M. De Baeck.

Ann. —

Discussion générale (14 juin 1956).

Discours de MM. DE BAECK (suggère quelques modifications au texte français de l'article 3; interroge le ministre au sujet des articles 7 et 13); pp. 1399 et 1400;

VANAUDENHOVE, m.t.p.r. (parle de deux errata dans le texte du projet, des amendements de MM. DE BAECK et NIHOUL, du § 2 de l'article 7, répond aux questions de M. DE BAECK); p. 1400;
La discussion générale est close.

Discussion des articles (14 juin 1956).

Art. 1 à 5.

Les articles 1 à 5 sont adoptés sans observations; pp. 1400 et 1401.

Art. 6.

L'amendement de MM. DE BAECK et NIHOUL est adopté;
L'article 6, amendé, est adopté; p. 1401.

Art. 7.

L'amendement de MM. DE BAECK et NIHOUL est adopté;
L'article 7, amendé, est adopté; p. 1401.

Art. 8 à 13.

Les articles 8 à 13 sont adoptés sans observations; p. 1402.

Les articles amendés sont successivement remis aux voix et adoptés; p. 1402.

Vote (14 juin 1956).

L'ensemble du projet de loi est adopté par 156 voix et 2 abstentions; p. 1415.

Le projet de loi sera transmis à la Chambre des Représentants.

Tribunaux de police. — V. Organisation judiciaire.**U**

Uitkerke. — V. Communes : Territoire des communes.

Union de l'Europe Occidentale. — V. Affaires étrangères : Forces armées.

Union Européenne des Paiements. — V. Affaires étrangères.

Universités de l'Etat. — V. Enseignement : Enseignement supérieur.

U.R.S.S. — V. Président : Relations extérieures.

Urundi. — V. Colonies : Budgets coloniaux.
V. aussi Impôts : Impôts indirects. — Douanes et accises.

V

Vacances. — V. Travail.
V. aussi Organisation judiciaire.

Validation des pouvoirs. — V. Chambres législatives. — Sénat.

Ventes à tempérament. — V. Commerce et Industrie : Réglementation du commerce.

Verviers. — V. Communes : Territoire des communes.

Victimes civiles. — V. Guerre.

Viduité. — V. Droit civil.

Vieillesse et décès prématuré. — V. Pensions.

Vietnam. — V. Président : Relations extérieures.

Viol. — V. Droit pénal : Attentat à la pudeur et viol.

Vliermaalroot. — V. Communes : Territoire des communes.

Voirie. — V. Travaux publics.

Vote électrique. — V. Chambres législatives. — Sénat : Incidents.
V. aussi : Motions d'ordre : Baron de Dorlodot.

Voyageurs. — V. Affaires étrangères : Conseils de l'Europe.

W

Wateringues. — V. Polders et wateringues.

Wintershoven. — V. Communes : Territoire des communes.

Y

Yougoslavie. — V. Affaires étrangères : Sécurité sociale.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES.